

Le Maréchal Suchet

Frédéric Hulot

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

FRÉDÉRIC HULOT

Le Maréchal SUCHET



LE MARÉCHAL SUCHET

FRÉDÉRIC HULOT

LE MARÉCHAL
SUCHET



Pygmalion

Sur simple demande adressée à
Pygmalion, 87 quai Panhard et Levassor 75647 Paris Cedex 13,
vous recevrez gratuitement notre catalogue
qui vous tiendra au courant de nos dernières publications.
© 2009, Pygmalion, département de Flammarion

ISBN 978-2-7564-0234-5

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5 (2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

*Le soldat peut-il devenir l'homme ou du moins y
prétendre sans trahir son être et laisser se répandre
dans la vanité du monde son essence particulier ?*

Pierre Boutang

(Les Abeilles de Delphes)

Sommaire

- I - L'APPEL DES ARMES - *(1793-1794)*
- II - À L'ARMÉE D'ITALIE - *(1794-1797)*
- III - CHEF D'ÉTAT-MAJOR - *(1797-1799)*
- IV - PREMIER COMMANDEMENT EN CHEF - *(1800-1805)*
- V - SIMPLE DIVISIONNAIRE - *(1805-1808)*
- VI - DÉCOUVERTE DE L'ESPAGNE - *(1809)*
- VII - UNE GUERRE STATIQUE - *(1810-1811)*
- VIII - VALENCE - *(1811-1812)*
- IX - ADMINISTRATION DE PROVINCES
- X - L'ÉCROULEMENT DE L'EMPIRE - *(1813-1814)*
- XI - LES CENT-JOURS - *(mars-juillet 1815)*
- XII - LA RETRAITE - *(1815-1826)*
- XIII - ENSUITE... 1826-1884

PROLOGUE

DU VIVARAIS AU LYONNAIS

(XVI^e – XVIII^e siècle)

Selon toute vraisemblance, les Suchet étaient originaires du Bas-Vivarais. Cette ancienne province, partie du Languedoc, après être passée par les mains de plusieurs grands féodaux, avait été rattachée à la couronne de France dès le XIII^e siècle à l'issue de la croisade contre les Albigeois.

Ce n'est que dans le courant du XVI^e siècle que les Suchet semblent s'être fixés dans la petite ville de Largentière. Mais ils avaient déjà acquis une certaine aisance car, d'emblée, ils furent catalogués « bourgeois de la ville ». C'étaient des négociants. Leur commerce portait à la fois sur des produits agricoles locaux et manufacturés qu'ils allaient acheter dans des foires périphériques.

En même temps, bien intégrés dans leur ville, ils s'intéressaient à son administration et l'un d'entre eux, Jean-Joseph, né en 1754, qui exerçait le métier d'« entrepreneur de tabac », devint maire de la ville.

D'esprit curieux et novateur, plusieurs d'entre eux purent se targuer d'être « inventeurs », ce qui leur valut une pension royale. Jean-Pierre Suchet, dont il sera question plus loin, ira même jusqu'à soumettre en 1783 un mémoire qui sera agréé à l'Académie des sciences et dont le sujet portera sur un changement entraînant une économie d'énergie et une amélioration des conditions de travail des ouvriers dans la fabrication des tissus de soie.

Car la soie va jouer un grand rôle dans la destinée des Suchet. Déjà, sous Henri IV, les agronomes Olivier de Serres et Traucat avaient recommandé l'introduction du mûrier en France. Leur initiative fut poursuivie par Colbert dans son désir de développer l'industrie française. Un phénomène naturel allait, un peu plus tard, permettre l'extension de ces plantations. En 1709, un hiver très rigoureux détruisit les forêts de châtaigniers dans le Bas-Vivarais. C'était une catastrophe, car la châtaigne constituait une des bases de l'alimentation.

On les remplaça par des mûriers dont la croissance est plus rapide. Or les

feuilles de mûrier constituent la nourriture exclusive du ver à soie. Un peu partout, se construisirent des bâtiments d'élevage de cette larve : des magnaneries. Si des industries de bobinage virent le jour, le plus gros de l'industrie du tissage se situa géographiquement autour de Lyon.

Le marché de la soie était porteur. La cour de France, la haute noblesse, la riche bourgeoisie en étaient grandes consommatrices tant pour les vêtements, les draps que les tentures. De plus, la qualité des produits français les faisait rechercher par toutes les cours d'Europe, d'où un fort courant d'exportation qui mettait les Lyonnais en rapports étroits avec de nombreux pays.

Très tôt, les Suchet comprirent qu'ils auraient intérêt à s'investir dans ce secteur d'activité. Simples négociants au départ, ils devinrent vite producteurs, possédant probablement plusieurs magnaneries.

Jean-Pierre Suchet, frère puîné d'un des « inventeurs », naquit en 1737. D'esprit entreprenant comme plusieurs membres de sa famille, il décida en 1762, à l'âge de vingt-cinq ans, de faire un nouveau pas en avant. Disposant des capitaux nécessaires, sans doute fournis en partie par les siens, il voulut créer à Largentière une usine de filature et de tissage de la soie. Comme force motrice, il prévoyait d'utiliser l'eau courante d'un bief dérivé d'un canal qui traversait Largentière et qui actionnait déjà un moulin à soie en aval du lieu choisi par lui. Bien entendu, le propriétaire du moulin en question craignant que la roue de la future usine de Suchet ne vienne diminuer sa propre puissance motrice tenta de s'y opposer. Mais la décision finale dépendait non pas de lui mais du conseil politique (plus ou moins l'équivalent de l'actuel conseil municipal) de la ville.

Or celui-ci, par un arrêt dont le texte nous est parvenu (annexe 2), rejeta la demande de Jean-Pierre Suchet sous le plus curieux des motifs. Il y aurait déjà trop d'usines dans la région ! Elles ne donnaient du travail à leurs ouvriers qu'une partie de l'année par suite du manque de matières premières. Lesdits ouvriers habitués à un « travail facile » étaient dès lors peu propres au travail de la terre et c'étaient autant de bras perdus pour l'agriculture dans un pays qui en manquait !

Tout permet de supposer que le sieur Blachère, propriétaire du moulin existant en aval, fit jouer ses relations et pesa de tout son poids sur la décision. Fort dépit, mais tout de même décidé à concrétiser son projet, Jean-Pierre quitta Largentière et alla s'installer à Lyon. Certain historien a daté sa requête au conseil politique de 1772. La chose est tout à fait impossible car à cette date l'intéressé était parti depuis longtemps du Vivarais.

À Lyon, il réussit vite et bien. Fabricant de soieries dans une usine qu'il put rapidement construire, il décida de commercialiser ses propres produits, réalisant ainsi une manière d'intégration verticale. La matière première lui était en partie fournie dans de bonnes conditions par sa famille. En 1779, soit environ douze ans après son arrivée à Lyon il était tellement bien admis dans ce milieu très fermé des soyeux qu'il fut recruté comme un des dix-huit

recteurs de l'hôpital de la Charité. En même temps, il fut nommé procureur du bureau de la régie des moulins à soie. Un peu plus tard, en 1788, il était coopté par ses pairs comme juge conservateur aux foires de Lyon.

Pour accéder à ces honneurs, il avait bénéficié de l'appui de la franc-maçonnerie, ayant adhéré très tôt, peut-être autant par intérêt que par conviction, à la grande loge provinciale dont il fut élu successivement vénérable puis trésorier.

Sa situation matérielle étant solidement établie, Jean-Pierre Suchet décida de fonder une famille. En 1766, alors qu'il était âgé de vingt-neuf ans il se maria avec la fille de l'un de ses confrères, Marie-Anne Jacquier, qui passait à la fois pour belle et charmante : mariage de raison plus que d'inclination sans doute. Mais le couple semble avoir été heureux. Jean-Pierre s'était aménagé un vaste et somptueux appartement près de la place des Terreaux.

À peu près dans le même temps, à l'instar de nombre de ses confrères soyeux, il devint propriétaire d'une maison de campagne non loin de Lyon, en bordure de la Saône, à Saint-Rambert de l'île Barbe. C'était une assez vaste demeure plantée au milieu d'un grand parc. Elle était conçue pour permettre aux Suchet de recevoir de nombreux amis. Avec un certain sens de l'humour, Jean-Pierre la nomma « La Mignonne ».

La vie comblée du jeune couple fut malheureusement assez brève. Après quatre ans de mariage, Marie-Anne avait mis au monde le 2 mars 1770 un premier garçon prénommé Louis-Gabriel.

Trois ans plus tard, elle donna un second fils, Gabriel-Catherine, à son mari (6 décembre 1773). Hélas, ayant sans doute mal supporté cette seconde grossesse, elle décéda peu après.

Contrairement aux pronostics et aux sollicitations de son entourage, Jean-Pierre Suchet ne se remaria pas. Il embaucha une veuve d'un certain âge qui avait élevé ses propres enfants et se révéla tout à fait apte à jouer le rôle de gouvernante auprès des fils de son patron.

Ayant ainsi pris toutes les dispositions utiles pour l'éducation de ses enfants, Jean Pierre Suchet put consacrer l'essentiel de son temps à la direction de son entreprise ainsi qu'aux actions nécessaires à l'accomplissement de sa carrière d'homme public qui en 1788 semblait à tous loin d'être achevée. Il pouvait briguer de plus importantes fonctions et tout laisse supposer qu'il s'y préparait.

Pour parachever son œuvre, il aurait voulu y voir associés ses deux fils devenus adultes. Malheureusement, il disparut relativement jeune, à cinquante et un ans, en janvier 1789, laissant des héritiers encore inexpérimentés qui allaient devoir faire face à de formidables remous politiques et économiques.

On ne sait rien sur la manière et le lieu où furent menées les études primaires des fils de Jean-Pierre Suchet. Apprirent-ils à lire avec leur gouvernante, un précepteur, dans une école privée ? Toutes les hypothèses sont possibles. Mais lorsqu'il atteignit onze ans, en 1781, Louis-Gabriel fut

inscrit au collège de l'île Barbe en face de la propriété de son père. Cet établissement dirigé par un prêtre, l'abbé Reydellet, jouissait d'une excellente réputation dans la bourgeoisie lyonnaise assez exigeante en la matière. Louis-Gabriel Suchet fut, semble-t-il, assez bon élève, surtout intéressé par l'histoire et les mathématiques qui étaient une matière un peu délaissée. Par contre, il ne se montra pas brillant latiniste. Et puis il apprit les bonnes manières dont sa gouvernante lui avait enseigné les rudiments.

Trois ans plus tard, son frère suivit la même voie.

Louis-Gabriel poursuivit ses études classiques jusqu'en classe de rhétorique, correspondant à peu près de nos jours à celle de philosophie lettres. Pour l'époque, il avait acquis une solide et brillante culture qui lui permettrait plus tard de tenir une place honorable dans une conversation de salon. Du reste, Talleyrand, qui s'y connaissait, le traitera bien des années plus tard, avec peut-être une nuance d'admiration, de « quelque peu bel esprit ». Sur ce point, il sera le seul des maréchaux capable de soutenir la comparaison avec Berthier, lui-même pur produit de la cour de Versailles.

À sa sortie du collège, il avait dix-sept ans ; la carrière de Louis-Gabriel semblait toute tracée. Il entra dans l'entreprise paternelle et y apprit son métier en commençant par le bas. Pourtant, il était permis de se demander s'il choisissait la bonne voie. L'industrie de la soie traversait, en effet, une mini-crise. Les ventes étaient en pleine régression. Un des principaux clients des Lyonnais, la cour de France, en était la cause et ceci pour deux raisons.

Cédant à l'engouement de la mode, la reine s'était entichée de la récente invention d'Oberkampf : des toiles et papiers peints qui remplaçaient les tentures de soie. Second motif : succédant aux prodigalités de Calonne, Necker avait prôné l'économie et, à la somptuosité, s'était substituée la simplicité dans le costume. La haute noblesse, la grande bourgeoisie avaient suivi l'exemple. L'exportation elle-même s'était vue ralentie. À Lyon, un certain nombre de métiers à tisser avaient été arrêtés, parfois démantelés ; au plein-emploi avait fait place un certain chômage multipliant les cas sociaux à qui ne s'intéressaient que l'église et les œuvres charitables comme celle que gérait Jean-Pierre Suchet.

Pourtant, malgré cette conjoncture défavorable, Louis-Gabriel persista à travailler aux côtés de son père, estimant avec lui que la crise ne durerait pas. Cette formation axée sur la gestion d'une entreprise commerciale et industrielle semblait *a priori* peu propre à la réalisation d'une carrière militaire mais, à ce moment, qui y eût songé ?

En apprenant au cours de l'été 1788 que le roi Louis XVI convoquait les États généraux pour le printemps suivant, personne, les Suchet pas davantage que les autres, n'imagina les bouleversements que cela allait entraîner, aussi bien sur le plan politique qu'économique. Lorsque en janvier 1789 Jean-Pierre Suchet mourut, ses deux fils et seuls héritiers étaient encore mineurs. Louis-Gabriel n'avait que dix-neuf ans ; son frère, âgé de quinze ans, n'avait même pas terminé ses études qu'il arrêta, du reste, immédiatement. Leur oncle

maternel Louis Jacquier, frère de leur défunte mère, fut nommé leur tuteur. Un de ses premiers actes fut de faire émanciper Louis-Gabriel, lui permettant ainsi d'assurer la direction de l'entreprise paternelle tout en continuant à lui prodiguer des conseils que le neveu n'était pas mécontent de recevoir.

Presque immédiatement, les deux orphelins firent connaître qu'ils entendaient, malgré les difficultés du moment, poursuivre en commun l'œuvre paternelle et pour le confirmer créèrent la société « SUCHET FRÈRES » qui remplaça celle de leur père.

Au début, Gabriel-Catherine ne joua qu'un rôle tout à fait accessoire dans la direction de l'entreprise, ayant lui aussi tout à apprendre. Cependant, il semble qu'il s'adapta assez vite à la situation.

Tout en consacrant le plus important de son temps à leur maison de commerce, Louis-Gabriel suivait avec attention les événements extérieurs d'autant que Lyon, ville très industrielle, connut quelques troubles. Les ouvriers, les canuts, frappés par le chômage, se révoltèrent, pillèrent l'octroi et essayèrent même d'enlever l'hôtel de ville.

Tout rentra assez vite dans l'ordre mais le jeune Suchet, qui avait suivi avec intérêt la transformation des États généraux en Assemblée constituante, commença à penser que les événements allaient un peu trop vite et un peu trop loin. Membre de la haute bourgeoisie lyonnaise, il ne se sentait aucun penchant pour fréquenter la populace et favoriser les troubles, même s'il avait lu les écrits les plus avancés et subi, par l'influence de son père, celle de la franc-maçonnerie.

En 1791, il s'enrôla, comme tous les citoyens électeurs, dans la garde nationale (c'était une obligation). L'infanterie était surtout composée de petits boutiquiers. Louis-Gabriel, de par sa position sociale, se devait de se retrouver dans une même unité que ses pairs soyeux. Et comme il avait les moyens de s'acheter un cheval, il choisit la cavalerie. Là, sa culture, son sens du commandement, un certain esprit de décision le firent désigner comme sous-lieutenant lors de l'élection des officiers. Pour dire vrai, ses connaissances en matière militaire étaient à peu près nulles. Il n'avait jamais lu le règlement. Mais il en allait de même pour ses camarades et ses subordonnés. Du reste, le service qui leur était demandé n'était ni astreignant ni compliqué et ressemblait davantage à un travail de policiers que de soldats.

Cependant, en cette même année 1791, la Constituante céda la place à l'Assemblée législative sans que pour autant ne cessât l'agitation populaire quasi permanente. La crise économique persistait, accompagnée d'hivers particulièrement froids et longs. Les frères Suchet devaient faire face à de plus en plus de difficultés pour trouver des débouchés pour leurs produits. Ils n'étaient pas les seuls. Toute la profession était touchée. De plus, aux yeux de la basse population lyonnaise, aristocrates (il y en avait peu à Lyon) et riches bourgeois étaient à mettre dans le même sac.

En avril 1792, la France déclara la guerre à l'Autriche et à la Prusse. Du coup, la production déjà réduite de l'industrie textile lyonnaise perdit ses

derniers débouchés à l'exportation. Pour couronner le tout, les rapports entre la municipalité à tendance girondine et la capitale devenaient de plus en plus difficiles.

Une légende tenace veut qu'à ce moment (au début de mai 1792) Louis-Gabriel se soit engagé dans une compagnie franche de l'Ardèche. Or, d'une part, les départements ne reçurent des instructions pour matérialiser le recrutement de ces compagnies qu'à la fin juin et, d'autre part, à cette époque, même si sa situation devenait délicate, Louis-Gabriel n'avait aucun motif de quitter Lyon. Ses responsabilités de chef d'entreprise l'y maintenaient d'autant plus que son personnel, même réduit, avait tendance à tenir à tout bout de champ des réunions, palabres au cours desquelles on discutait beaucoup de tout mais qui ne produisaient aucun travail. En face de cet état de fait qu'ils ne pouvaient combattre, les patrons devaient maintenir un profil bas tout en s'efforçant d'obtenir de maigres résultats.

Lorsque en septembre 1792 la Convention centralisatrice et dictatoriale remplaça l'Assemblée législative, les relations de la capitale avec certaines provinces se gâtèrent tout à fait. Comme Nantes ou Toulon, Lyon ne fit pas exception à la règle. Dans la ville, si la bourgeoisie prenait parti pour les révoltés, les ouvriers se déclaraient favorables au pouvoir central. Celui-ci se dépêcha d'envoyer des troupes pour mater la rébellion et surtout l'empêcher de s'étendre.

Les frères Suchet comprirent tout de suite qu'entre des unités régulières bien entraînées et des milices sans instruction la partie ne serait pas égale. La répression serait vraisemblablement féroce, car la Convention avait déjà montré sa détermination alors qu'elle luttait pour sa survie. Rien que le fait d'appartenir à la bourgeoisie aisée vous rendait automatiquement suspect et de la suspicion à l'échafaud il n'y avait qu'un pas. Aussi les deux frères, dont l'usine était à présent arrêtée, accompagnés de leurs cousins qu'ils avaient convaincus du danger qu'ils couraient tous, décidèrent-ils de prendre le large et de chercher un refuge provisoire chez leur oncle Étienne qui résidait toujours à Largentière.

Ce fut presque clandestinement qu'ils quittèrent Lyon au printemps 1793. Officiellement, ils expliquèrent à leur entourage et aux autorités leur éloignement en déclarant n'avoir pas voulu rester à Lyon « au moment où l'esprit de contre-révolution a éclaté ».

Cette prise de position n'était peut-être pas très courageuse mais profondément réaliste. Elle allait leur permettre d'éviter un peu plus tard la confiscation de leurs biens. Pour l'heure, ils quittèrent leur foyer avec juste leurs vêtements sur le dos et un peu d'argent dans leurs poches. Ils n'avaient eu aucun moyen de réaliser la moindre partie de leur fortune.

I

L'APPEL DES ARMES

(1793-1794)

En cette période extrêmement troublée, où les dénonciations pleuvaient et où les tribunaux révolutionnaires envoyaient gaillardement les suspects à la guillotine, même une petite ville perdue au fond de sa province n'était pas un abri sûr. Le seul refuge à peu près garanti restait l'armée... Et encore fallait-il compter avec les représentants du peuple, commissaires politiques avant la lettre.

Devant les défaites qui s'accumulaient, en particulier dans le nord, et les révoltes intérieures, entre autres celle de la Vendée, la Convention à l'initiative de Carnot décréta, le 23 août 1793, la levée en masse : « Tous les Français sont en réquisition permanente pour le service des armées », proclama ce dernier.

Dans le département de l'Ardèche, les enrôlements volontaires furent nombreux. Pour les travailleurs agricoles au chômage pendant des mois entiers, avoir le vivre et le logis assurés au prix d'un travail plutôt léger, même si les risques étaient grands, présentait un attrait certain. Ils s'engagèrent en grand nombre. Ce n'était pas la même motivation qui poussait les frères Suchet, mais le désir de se mettre un peu plus à l'abri. Ils étaient alors âgés de vingt-trois et vingt ans. Louis-Gabriel était de taille moyenne mais bien proportionné. Il portait une belle tête ; son regard vif dénotait son intelligence ; le dessin de la bouche traduisait la bonne humeur. Il passait déjà pour un bel homme.

Les frères gagnèrent Bourg-Saint-Andéol en bordure du Rhône, non loin de Pont-Saint Esprit. C'était là que se créait un nouveau bataillon, le 4^e de l'Ardèche. Les frères Suchet y furent incorporés comme simples soldats sans aucune difficulté. C'était une masse informe d'individus, et en dehors de

quelques-uns qui avaient pratiqué la chasse, aucun ne savait même charger un fusil.

Le 21 septembre, le vice-président du Directoire du département les réunit et les invita, suivant la nouvelle coutume, à procéder à l'élection de leurs officiers. En principe, ceux-ci étaient supposés faire montre de vertus républicaines et, surtout, de talents militaires. Or, en dehors de deux ou trois anciens sous-officiers qui se trouvaient là presque par hasard, et qui un peu plus tard se révéleraient fort utiles comme instructeurs, les connaissances militaires des engagés étaient nulles.

Louis-Gabriel Suchet se porta-t-il candidat comme officier ? Ses camarades sentant instinctivement sa supériorité intellectuelle pressentirent-ils qu'il serait capable de les commander ? Il n'existe aucune certitude sur ce point. Toujours est-il que face à deux ou trois autres candidats quelque peu falots Louis-Gabriel fut triomphalement élu lieutenant-colonel par six cent cinquante-cinq voix sur sept cents votants. Après quoi on procéda au scrutin pour désigner les capitaines et lieutenants et Gabriel-Catherine sans que son frère soit intervenu en sa faveur se retrouva sous-lieutenant, ce qui n'était pas mal étant donné son jeune âge.

Quoiqu'il restât dans l'armée jusqu'en 1800, ce cadet n'y fit pas une carrière éblouissante puisque, lorsqu'il quitta l'état militaire pour rejoindre l'administration civile, il n'était encore, après sept ans de service, que chef de bataillon. Il y avait gagné le surnom de « Montredon » à l'origine inexplicée. Il opta alors pour l'administration civile et y réussit plutôt bien puisque, en 1808, il sera directeur des droits réunis à Rouen. D'un commun accord, les deux frères laissèrent à l'oncle Jacquier la gestion de leur maison de commerce.

La tâche qui attendait le nouveau lieutenant-colonel était singulièrement compliquée. Certes, son bataillon fut équipé et armé mais, à l'époque, on considérait, non sans raison, que même avec un entraînement intensif, il fallait plusieurs mois, voire une année, pour faire d'un simple citoyen un soldat en y utilisant des chefs compétents. À plus forte raison lorsqu'il s'agissait d'instruire un bataillon entier. Or, Louis-Gabriel ne disposait pas même de quelques semaines et il n'avait pas les cadres. La Convention avait décidé de l'envoyer d'urgence renforcer les troupes qui assiégeaient Toulon. Il était prévu qu'il y arriverait autour du 15 octobre et il y parvint le 16. Des rudiments d'instruction furent donnés au bataillon en cours de route. Arrivé sur place, le 4^e bataillon avait quelque peu fondu tant par suite des maladies que des désertions (un peu plus de dix pour cent des effectifs). Pourtant, les volontaires faisaient preuve d'un esprit enthousiaste.

L'unité fut affectée à la division de gauche commandée par le général Garnier, ancien soldat du roi. Du reste, le 4^e bataillon de l'Ardèche ne détonnait pas trop au milieu des dix bataillons de la division aux effectifs fort incomplets puisqu'elle comptait moins de cinq mille hommes. Cet ensemble était quelque peu folklorique. La discipline très relâchée n'en était pas le point

fort. Les hommes tenaient volontiers des meetings qui faisaient ressembler les compagnies à des clubs révolutionnaires. Un témoin ami de Carnot nota dans un rapport à celui-ci que ces curieux soldats refusaient de travailler le jour par crainte des bombardements et la nuit car ils avaient besoin de sommeil !

Le général en chef des troupes françaises, l'incapable Carteaux, fut remplacé à la fin octobre par Dugommier, officier de formation. Celui-ci, lorsqu'il passa ses troupes en revue, ne se fit aucune illusion sur leur valeur et profitant de sa supériorité numérique (trente mille hommes face à quinze mille Anglais) se cantonna dans un investissement de la place basé sur une prudente défensive. Profitant de ce répit, Suchet s'employa à continuer d'instruire ses volontaires. Mais les résultats n'étaient sans doute pas très probants car lorsque, le 30 novembre, les Anglais tentèrent en face de la division Garnier une sortie pour élargir leur front d'attaque, le 4^e bataillon de l'Ardèche ne fut pas engagé dans l'action mais maintenu en seconde ligne.

Les assaillants furent assez aisément repoussés en laissant un nombre important de morts et de blessés sur le terrain. Le bataillon de Suchet, qui était resté l'arme au pied pendant le combat, fut employé, durant la suspension d'armes qui suivit, à ramasser les blessés puis à enterrer les morts. Or, un fait assez curieux survint pendant ce travail. Les soldats français tombèrent, presque par hasard, sur un blessé qui cherchait à se suicider en se transperçant de son épée. Lui ayant arraché celle-ci et ayant du reste constaté que la poignée « semblait être en or », ils le ramenèrent avec précaution dans leurs lignes. Là, un peu plus tard, ils apprirent qu'ils avaient capturé le général commandant la place de Toulon, O'Hara. C'était une prise trop importante pour un simple bataillon. Le général Dugommier s'occupa lui-même de son prisonnier, le traita avec tous les égards dus à son rang et mit ses équipages à sa disposition.

L'honneur de ce fait d'armes, s'il est permis de l'appeler ainsi, rejaillit jusque sur le commandant du bataillon et on commença à parler de Suchet, jusque-là assez anonyme parmi ses camarades. Mais l'affaire n'en resta pas là. O'Hara, à qui les Anglais avaient fait remettre ses affaires pour remercier les hommes qui lui avaient sauvé la vie, envoya à Dugommier, afin qu'il les leur transmitt, un sac contenant mille guinées. Convoqués chez leur général en chef, les brancardiers improvisés eurent un geste digne de la grandeur des Romains. Parlant au nom de ses camarades, l'un d'entre eux déclara qu'ils n'avaient pas besoin de l'or des tyrans mais de pain et de cartouches et qu'en tant que Français, ils n'avaient fait que leur devoir !

Ému par tant d'abnégation, Dugommier après les avoir remerciés leur remit un assignat de cinq cents livres, ce qui était bien peu de chose à côté du présent anglais. Ils l'assurèrent qu'ils le partageraient avec leurs camarades !

Mis au courant par l'officier qui lui rapporta le sac de guinées, le général O'Hara lui aurait fait remarquer : « Dites à votre général qu'avec de pareils hommes, il sera bientôt maître de Toulon. »

Dix-neuf jours après cette capture, qui avait quelque peu démoralisé la

garnison anglaise, Toulon était reprise et copieusement pillée par les vainqueurs qui oublièrent pour la circonstance les principes de vertu républicains. Suchet assista à ce spectacle passablement dégradant et en tira les conséquences quant à son comportement futur. À la suite de la victoire, l'armée de siège fut dissoute (21 décembre) et le 4^e bataillon de l'Ardèche envoyé en garnison à Marseille.

Pendant les opérations contre Toulon, le lieutenant-colonel Suchet avait fait la connaissance du commandant de l'artillerie, le capitaine Napoléon Buonaparte. Celui-ci passait pour un peu hurluberlu, utilisant une partie de son temps à dresser des plans que les généraux estimaient irréalisables. Sur le moment, cette prise de contact demeura sans suite.

**

À la fin de l'hiver 1793-1794, le 4^e bataillon de l'Ardèche était toujours en garnison à Marseille. Ses effectifs oscillaient autour de six cents hommes et il commençait à prendre une tournure militaire. La place l'employait à renforcer et seconder la police militaire et il était chargé de la protection et de la surveillance des bâtiments publics.

À ce moment, éclata ce que l'on nomme « l'affaire Bédoin ». Depuis la Constitution civile du clergé, la Provence, et en particulier l'ancien Comtat Venaissin, propriété de la papauté, étaient traversés par de violents courants antirévolutionnaires. Cet état d'esprit se perpétuerait jusqu'au-delà de 1800.

La petite commune de Bédoin dans le Vaucluse, au nord de Carpentras, comptant un peu plus de deux mille habitants, n'échappait pas à la règle. Dans la nuit du 1^{er} au 2 mai 1794, certains de ses habitants, qui ne furent jamais identifiés, se livrèrent à des dégradations tout à fait symboliques. Ils jetèrent à bas l'arbre de la Liberté que les autorités départementales leur avaient « offert » et lacérèrent puis jetèrent dans la boue des décrets de la Convention placardés devant la mairie. C'était somme toute assez peu de chose, mais le représentant du peuple envoyé par la Convention dans ce département, le nommé Maignet, considéra qu'il s'agissait d'« un crime horrible » qui méritait un sévère châtement.

Il taxa la commune d'une amende de dix mille livres payées principalement par les plus riches citoyens et qui serait versées en faisant appel à leur civisme. Mais les habitants firent la sourde oreille et ne donnèrent pas un centime. Maignet décida alors d'appliquer un châtement exemplaire : un certain nombre de rebelles seraient passés par les armes, d'autres incarcérés, et tout le reste serait soumis à la contrainte d'un pointage décadaire pendant une période indéterminée. Pour matérialiser une telle répression, la gendarmerie n'était pas suffisante. Maignet fit donc appel à la troupe. Mais, comme bien l'on pense, quelle que fût leur ardeur patriotique, les officiers commandant les unités stationnées à Marseille ne se bousculèrent pas pour offrir leurs services. Ce fut alors que Louis-Gabriel Suchet écrivit à Maignet une lettre extraordinaire qui commençait par ces termes : « Égalité,

baïonnette en avant, Liberté. »

Après avoir porté aux nues, dans le style ampoulé de l'époque, la fermeté du représentant, il lui proposait tout simplement ses services pour se faire l'exécuteur de ses (basses) œuvres. Il terminait avec emphase : « Des larmes de joie ont coulé de nos yeux lorsque nous nous sommes dit, c'est un représentant du peuple français qui parle ; ô combien la nation ne doit-elle pas tout à la République. » Et il signait : « Ton ami Suchet, chef de bataillon, soldat ! »

Pris au pied de la lettre, Suchet, avec environ un tiers de son bataillon et quelques gendarmes, gagna Bédoin. Le châtiment fut sanglant. On compta soixante-huit fusillés dont deux aristocrates, cinq prêtres, dix-huit bourgeois et huit femmes sans compter les personnes incarcérées. Assez lâchement, Maignet et ses acolytes, devant le tollé que soulevèrent ces exécutions, tentèrent d'en faire porter l'entière responsabilité au 4^e bataillon de l'Ardèche, et surtout à son chef. Celui-ci se défendit comme un beau diable et, dans une adresse à ses concitoyens, souligna qu'il n'avait fait qu'obéir aux ordres du pouvoir civil, passant évidemment sous silence qu'il s'était porté volontaire.

Quelle mouche avait piqué le prudent Suchet et l'avait poussé à une telle démarche si peu dans sa nature ? Pour tenter de comprendre, il ne faut pas oublier que la Terreur, qui touchait du reste presque à son terme, était alors à son comble. Même la présence dans l'armée ne présentait plus une garantie de sûreté, lorsqu'on était d'origine noble ou bourgeoise. C'était l'époque où Bonaparte faisait sa cour aux frères Robespierre, où un Davout suppliait un membre de la Convention d'intervenir en faveur de sa mère emprisonnée et menacée d'exécution. Ce fut sans doute la raison qui poussa Suchet, soucieux d'assurer la sécurité de son frère ainsi que la sienne, à écrire la fameuse lettre à Maignet.

Une telle démarche était-elle absolument nécessaire pour conforter leur sécurité ? La question demeure sans réponse. Mais il devait par la suite payer assez cher sa fâcheuse initiative. Étiqueté Jacobin bon teint, s'il ne fut pas emprisonné comme Bonaparte au moment de la réaction thermidorienne, il allait voir, malgré ses qualités d'officier et de chef de corps, son avancement bloqué durant quatre ans.

II

À L'ARMÉE D'ITALIE

(1794-1797)

À la suite de son peu brillant exploit qu'il s'efforçait de faire rapidement oublier, le 4^e bataillon de l'Ardèche regagna Marseille où il fut affecté à la défense du château d'If, car les autorités craignaient de voir les Anglais, maîtres absolus de la mer, tenter d'y débarquer. C'était l'époque où, par application du système dit de « l'amalgame », les unités de volontaires étaient incorporées dans des régiments réguliers afin d'être mieux encadrées ; mais ce mélange ne s'opérait pas sans résistance de part et d'autre : mépris chez les soldats de métier et opposition parmi les commandants de bataillons qui n'avaient de comptes à rendre en tant que chefs de corps qu'aux autorités civiles de leurs départements d'origine, autrement dit à personne.

Ils goûtaient peu l'idée de se voir enrégimentés et soumis à des supérieurs hiérarchiques aussi proches. Un certain nombre de généraux, commandants de places eux-mêmes, à la promotion incertaine, se montraient tout disposés à répondre favorablement aux demandes de recommandations des commandants de bataillons de volontaires. C'est ainsi que, le 23 septembre 1794, le général Villemaret délivra un certificat des plus élogieux au 4^e bataillon des volontaires de l'Ardèche « fort bien discipliné et qui a montré un grand zèle pour le triomphe de la liberté ». Pourtant, à cette date, ledit bataillon détenait une manière de record avec près de trois cents déserteurs !

À la fin de l'année, le bataillon quitta Marseille pour Toulon. Il avait été désigné pour faire partie de l'expédition maritime dont l'objectif était la reconquête de la Corse occupée par les Anglais. Suchet eut l'occasion d'y revoir Bonaparte chargé d'organiser les troupes pour cette entreprise. Il l'invita même à souper un soir, en compagnie de Junot, son aide de camp.

Mais, alors que celui-ci était à présent général, Louis-Gabriel n'était toujours que lieutenant-colonel. Le bataillon Suchet fut cantonné à Laseigne en attendant d'être embarqué. Cette opération eut lieu au début de mars 1795. Hélas, l'escadre de l'amiral Martin, sortie de Toulon en couverture au même moment, fut battue par celle des Anglais et contrainte de regagner son port après avoir perdu deux vaisseaux. Les troupes déjà embarquées furent donc mises à terre. Cette campagne ratée fit naître chez Suchet une certaine méfiance pour toutes les opérations combinées faisant appel à la marine

Le général Mouret, commandant la division, fut remplacé à ce moment par Masséna et les soldats de Suchet allaient s'initier à une forme particulière de combats : la guerre de montagne. Celle-ci, qui comportait non pas de vastes mouvements mais de petits sauts en avant pour occuper une crête ou un groupe de chalets, nécessitait autant de prudence que d'habileté ainsi que de la méthode. Ces qualités s'accordaient parfaitement au caractère circonspect et organisé de Suchet. Comme, depuis plus d'un an, il avait assimilé les caractéristiques de son métier, il allait pouvoir employer son bataillon dans les meilleures conditions possibles. Ce fut au cours de ces mois passés dans la montagne que les hommes de Suchet affrontèrent véritablement pour la première fois l'ennemi au cours de petits engagements.

Masséna, ayant pris le commandement de tout le centre du dispositif français, avait été remplacé par Laharpe. Celui-ci, afin d'aguerrir ses bataillons, n'hésita pas à les engager dans la montagne et, ainsi, Suchet fut envoyé au col de Saint-Bernard (à ne pas confondre avec le Grand et le Petit du même nom), situé à une quinzaine de kilomètres à vol d'oiseau de la côte. En fait, la position était d'importance et il s'agissait de la tenir à tout prix car elle couvrait le flanc gauche de Masséna qui, après s'être enfoncé dans la montagne, allait pivoter sur sa droite et se rabattre sur la côte afin d'enlever la petite ville de Loano. Sa manœuvre réussit parfaitement et seules la crainte permanente et la pusillanimité du général en chef Sche'rer l'empêchèrent de pousser en avant après sa victoire et d'envahir la plaine du Pô. Le rôle du bataillon de Suchet avait été plutôt secondaire mais, en raison de l'activité de l'ennemi, des maladies dues à la rudesse du climat car le col était à près de mille mètres, de la précarité du ravitaillement et aussi des désertions, ce mal endémique, les effectifs avaient sérieusement fondu. À la fin du mois d'octobre 1795, le bataillon ne comptait plus que deux cents hommes sous les armes, et manquait de tout : vêtements, couvertures, vivres ; un mois plus tard, ils n'étaient plus que cent vingt !

Pourtant, Suchet avait fait de son mieux pour améliorer les conditions de vie de ses soldats. Il avait, d'ailleurs, à faire face à un nouveau problème. Certains déserteurs rentrés au pays n'avaient pas caché à leurs concitoyens la précarité de leur mode de vie à l'armée et le nombre des enrôlements avait sérieusement baissé. Aussi, malgré les demandes de renforts de Suchet, était-il difficile de lui en envoyer.

Ramené à la côte à la fin de l'année, le bataillon fut mis au repos à

Cériale au bord de la mer. Ce fut à ce moment qu'il perdit son caractère d'unité indépendante. Devant la faiblesse des effectifs de plusieurs de ces bataillons volontaires, l'état-major de l'armée décida de les fusionner dans une demi-brigade (un régiment) provisoire, la 211^e. Elle comprenait le 2^e bataillon de la Haute-Loire, le 4^e de l'Ardèche, le 5^e de la Corrèze et le 1^{er} de Paris. Alors qu'elle aurait dû aligner en théorie deux mille quatre cent trente rationnaires officiers et soldats, elle n'en comptait pas la moitié. Du reste, elle changea bientôt de numéro et devint la 69^e un peu plus étoffée.

Tous les commandants de ces bataillons indépendants qui portaient les galons de lieutenant-colonel se trouvèrent automatiquement ramenés au rang de chefs de bataillon sous les ordres directs d'un chef de brigade (colonel). En ces temps d'avancement rapide, cette rétrogradation fut peu appréciée par les intéressés et Suchet eut quelques doutes sur ses perspectives de carrière.

Pour faire en quelque sorte passer la pilule aux officiers de la 69^e, on leur donna pour colonel un général de brigade, Victor. Celui-ci, il est vrai, était d'intelligence médiocre. Ancien tambour, il avait tendance à se démenier pour faire supporter à d'autres le poids de ses erreurs et de ses défaites, ce qui devait lui valoir cette remarque cinglante de la part du général Delmas, un peu plus tard : « Il y aura toujours du tambour dans cet homme qui ne fait du bruit que quand on le bat ! »

**

À la Convention avait succédé un régime qu'elle avait créé de toutes pièces : le Directoire. Celui-ci s'empressa de relever Schérer de son poste et de le remplacer par le vieux Kellermann, le vainqueur de Valmy. Il commandait déjà l'armée des Alpes et estima que les difficultés de communications rendraient malaisée la direction des deux armées. Il se contenta donc de consolider ses positions. Ce comportement déçut le Directoire qui décida de mettre un nouveau général en chef à la tête de l'armée d'Italie. Dans celle-ci, tout le monde pensait et espérait que ce serait Masséna qui lui succéderait. Il avait fait ses preuves. Vainqueur à Loano, il connaissait le terrain et ne cachait pas son désir de prendre l'offensive même si l'armée, il le savait parfaitement, manquait d'équipements et de chevaux tant pour la cavalerie que l'artillerie.

Aussi la surprise fut-elle immense lorsque l'on apprit que le nouveau « patron » serait le général Bonaparte. À dire vrai, il n'était pas totalement inconnu. On savait qu'il avait servi avec distinction au siège de Toulon et qu'il avait même commandé ensuite l'artillerie de l'armée d'Italie. Mais, depuis lors, il n'avait plus fait parler de lui. Ses seuls titres étaient récemment d'avoir écrasé une émeute royaliste à Paris et d'avoir rendu un service au directeur Barras en le débarrassant d'une maîtresse encombrante et en l'épousant. Ce que l'on savait moins, c'était que si Carnot, chargé de la direction des affaires militaires, ne s'était pas opposé à cette nomination, c'était parce que, pour la campagne qui allait s'ouvrir en 1796, il considérait

l'Italie comme un théâtre d'opérations tout à fait secondaire où le seul objectif de nos troupes serait de fixer le maximum d'unités autrichiennes.

À ses yeux, les opérations capitales se dérouleraient en Allemagne où opéreraient deux de nos meilleurs généraux : Jourdan et surtout Moreau. Du reste, Barras lui-même pas tellement assuré des capacités de Bonaparte avait jugé bon de le flanquer d'un de nos plus compétents chefs d'état-major, le général Berthier.

Nous ignorons quelle fut la réaction de Suchet en apprenant cette nomination. À l'inverse de presque tous les autres officiers, il connaissait Bonaparte, peut-être pas d'une manière intime, mais suffisamment pour essayer de se faire admettre dans l'entourage immédiat d'un général à qui le corps des officiers de son armée était totalement étranger pour ne pas dire hostile. Mais le prudent Suchet, constatant la réprobation générale vis-à-vis du nouveau patron, préféra sans doute attendre et voir venir. L'affaire de Bédouin où il s'était si hardiment mis en avant lui avait servi de leçon. Du reste, ce métier de chef de bataillon lui plaisait. Il le concevait un peu comme il avait géré son entreprise.

On sait assez peu de chose sur ce que fut la vie de Louis-Gabriel pendant cette période. Par la suite, il n'en parla guère. Ils auraient pu, lui et son frère, se faire démobiliser à ce moment et retourner à Lyon diriger leur maison de commerce. Mais si la Terreur était terminée, la crise économique dans les industries de luxe persistait et l'oncle Jacquier était tout à fait compétent pour prendre en main les intérêts de ses neveux. Du reste, cette vie de camps au grand air, au contact d'hommes rudes et simples, leur convenait.

La fameuse proclamation de Bonaparte dans laquelle il promettait à ses troupes « honneur, gloire et richesses », si elle fut écoutée avec grand enthousiasme par l'armée, fut accueillie avec quelques réserves par Suchet. Par « richesses », il était évident qu'il fallait entendre « pillage » ; et il est de fait que, du haut en bas de l'échelle, la première campagne d'Italie fut une entreprise de brigandage. Joseph Bonaparte ne s'exclamait-il pas dès l'été 1796 : « J'ai de l'or ; Murat a de l'or ; nous avons tous de l'or ; nous sommes riches ! »

Or, Suchet, bourgeois, industriel et homme d'ordre, goûtait peu cette manière de comprendre la guerre. À ses yeux, il était hors de question de laisser ses soldats assaillir les églises ou les maisons des riches Lombards et, s'il lui paraissait regrettable que l'armée n'eût pas les moyens de payer les vivres qu'elle réquisitionnait, il fallait qu'elle préservât au maximum les biens de la population. Il s'efforça, au moins dans son bataillon, d'appliquer ses principes. Un pareil comportement tellement opposé aux idées de Bonaparte fut, semble-t-il, rapporté à ce dernier. Fallait-il attendre une autre attitude chez un officier qui s'était signalé comme Jacobin ? Ce trait ne plaïda pas toujours en sa faveur.

Pourtant, dès le début de la campagne, il se conduisit avec talent et bravoure. Il était à un échelon trop bas pour influencer d'une manière quelconque

sur les opérations mais, tout en restant à sa place, il prouva qu'il avait parfaitement assimilé son métier d'officier.

Au moment d'entrer en campagne, la 69^e demi-brigade était forte de sept bataillons dont trois portaient un simple numéro et les quatre autres, curieusement, celui de leur département d'origine. Si, sur le papier, elle représentait une force respectable, elle ne comptait en réalité que trois mille cent quarante-neuf hommes et le bataillon de l'Ardèche n'en alignait que deux cent quatre-vingt-dix. Au demeurant, continuer à donner à ces bataillons le nom de leur département d'origine n'avait plus grand sens. Le nombre des soldats natifs de ceux-ci n'avait cessé de diminuer et ils avaient été remplacés par des conscrits venus des quatre coins de la France. Ils n'étaient plus qu'une poignée d'Ardéchois. La 69^e demi-brigade faisait à présent partie de la division Augereau.

Ayant quitté ses cantonnements sur le versant oriental des Alpes, elle fut engagée à Dego le 11 avril 1796, puis à Cosaria, le 13, où l'adjudant-major du bataillon Suchet fut tué ; ensuite, à Lodi, le 10 mai. Dans le courant du mois, après que l'armée eut occupé Milan, arriva de Paris la nouvelle que, dans un but de réorganisation, les demi-brigades devaient être à nouveau concentrées par amalgame. En d'autres termes, un chef de corps sur deux allait perdre ses fonctions. Aussi, malgré les rappels à l'ordre impératifs de Berthier, aucun ne s'empressa d'obéir. Cependant, à la fin de mai, cette fusion était réalisée et désormais Suchet servait dans la 18^e demi-brigade, dite « de bataille », à laquelle il allait rester attaché jusqu'à sa promotion comme général. Depuis le 1^{er} juin, cette demi-brigade faisait partie de la division Masséna qui avait subi lors des batailles précédentes des pertes importantes.

Le 5 août, Suchet participa à la bataille de Castiglione et, le 12 septembre à Cerea, il fut blessé d'un coup de feu. Ce ne devait pas être une blessure très grave car, trois jours après, au combat de Saint-Georges, il était de nouveau à la tête de son bataillon. Au début de septembre, la division se trouvait à proximité de Vérone et marchait sur Trente ayant ainsi combattu dans toute la plaine de Lombardie. Cependant, dans son rapport au Directoire sur la journée du 12 septembre, Bonaparte mentionna le comportement de Suchet qui « a été blessé en combattant courageusement à la tête de son bataillon ».

On peut s'étonner que le général en chef ait cru bon de fournir un détail aussi insignifiant que de citer un simple chef de bataillon, même si sa conduite avait été particulièrement méritoire. Peut-être jugeait-il que cette anecdote donnait précisément un peu de piquant à son communiqué. Et puis, le nom de Suchet ne lui était pas inconnu. Quoi qu'il en soit, en agissant de la sorte, Bonaparte lui rendait l'immense service de le sortir de l'anonymat, même si pour l'instant Suchet ne devait en tirer aucun avantage matériel.

Une fois de plus, dans le courant de septembre, la 18^e demi-brigade dut recompléter ses effectifs car elle ne comptait plus qu'un peu plus de mille cinq cents hommes. Cependant, les pertes continuaient à s'accumuler et les effectifs n'étaient plus en novembre que de mille hommes au lendemain de la

bataille d'Arcole. Victor, qui avait reçu de l'avancement (il semble que tout le monde en avait autour de Suchet), avait été remplacé par l'adjudant général Monnier, officier tout à fait compétent, qui avait servi comme chef d'état-major dans une division d'infanterie.

Suchet, toujours chef de bataillon, fut de toutes les batailles, y compris Rivoli au cours de laquelle la division de Masséna parcourut cinquante kilomètres à pied sur des routes verglacées en quarante-huit heures, participant pendant ce temps à deux batailles. Elles aboutirent à la capitulation de Mantoue.

Ensuite, Masséna, en avant-garde de l'armée, marcha sur l'Autriche. Ce fut au cours de cette nouvelle campagne que Suchet fut une nouvelle fois blessé devant Neumarkt (2 avril 1797). Cette fois, les choses étaient plus sérieuses et il dut rester plusieurs semaines en convalescence.

Lorsqu'il put regagner son unité après un séjour dans un hôpital « qui manquait de tout », l'armistice avait été signé à Leoben (18 avril) et les hostilités étaient suspendues. Masséna avait provisoirement quitté sa division pour porter au Directoire à Paris la convention signée par Bonaparte avec les Autrichiens. Il avait été remplacé au pied levé par Brune.

En juin, le général en chef autorisa Monnier à faire broder sur son drapeau cette phrase : « Brave 18^e, je vous connais. L'ennemi ne tiendra pas devant vous. » Ces paroles ne coûtaient pas cher et n'avaient pas grand sens. C'était une manière pratique de récompenser des soldats qui ne cessaient de rappeler qu'ils manquaient de tout.

Dans le même temps, la division avait, conformément aux termes de l'armistice, rétrogradé sur le nord de l'Italie et avait pris ses quartiers entre Padoue et Venise. Brune se plaignit des fortes chaleurs que ses soldats supportaient mal. Beaucoup tombaient malades ou étaient victimes d'insolations. À la période trépidante des combats, succédait la morne vie d'une troupe d'occupation avec tous les risques et inconvénients que cela comportait.

La discipline n'avait jamais été une des préoccupations majeures de Masséna. Lui-même était assez porté à se servir sur le dos des pays occupés et, de ce fait, il fermait les yeux sur le comportement de ses troupes vis-à-vis des populations. Les remontrances que lui adressait Berthier depuis le quartier général de Milan étaient lettre morte. Il séjourna assez longtemps à Paris au printemps 1797, s'agitant beaucoup dans les milieux politiques et posant même sa candidature comme directeur. Le général Mesnard, qui remplaça Brune, était un faible qui ne fit rien pour restaurer l'ordre et la discipline. De ce fait, la division acquit une assez mauvaise réputation. À nouveau, il fut remplacé par Brune qui ne put pas redresser la situation. Sur ces entrefaites, Masséna revint avec la promesse de Barras de recevoir le commandement de l'armée d'Italie lorsque Bonaparte partirait bientôt. Celui-ci, lors de son passage à Milan, le reçut fastueusement au château de Monbello où il résidait. Il lui laissa vaguement entendre qu'il le remplacerait sous peu mais sans

prendre aucun engagement formel. En attendant, Masséna reprit son commandement (25 juillet). Ses régiments et lui-même mirent Padoue en coupe réglée. Les habitants dépouillés portèrent l'affaire devant le général Kilmaine, un honnête homme qui transmit le dossier à Bonaparte. Mais celui-ci se hâta d'étouffer l'affaire car un certain Haller, ancien banquier suisse, y avait participé et agissait sur ordre et pour le compte du général en chef. Aussi, Masséna, comprenant qu'à Paris on l'oubliait, et voyant que Bonaparte intriguait pour se faire remplacer par son fidèle Berthier, repartit une fois de plus pour la capitale, laissant à sa place le faible Mesnard. Dans cette atmosphère de brigandage, Suchet n'était certainement pas à son aise, mais il ne pouvait rien faire sinon se garder lui-même de participer aux exactions.

On apprit, au début de novembre 1797, qu'allait se former dans le nord de la France une armée destinée à opérer un débarquement en Grande-Bretagne. Le commandement en serait donné à Bonaparte. Quatre des demi-brigades de l'armée d'Italie furent désignées pour en faire partie. C'étaient les 18^e, 25^e, 32^e et 75^e. Toutes comptaient parmi les unités de la division Masséna comme si on avait voulu purger celle-ci de ses éléments indésirables. Avant de partir au congrès qui se tenait en Allemagne, à Rastadt, où il représenterait la France, Bonaparte alla visiter chacune de ses divisions et y tint un conseil d'administration pour s'assurer de la fidélité de ses officiers. À cette occasion, il ne ménagea pas les avancements, à titre provisoire évidemment, puisque la confirmation définitive, au moins pour les officiers supérieurs et les généraux, dépendait du gouvernement à Paris. Mais ce n'était le plus souvent qu'une formalité. S'il faut en croire Thiébault, qui assista à plusieurs de ces conseils, l'ambiance, au moins à la division Masséna, fut particulièrement détendue et le secrétaire de séance, un officier nommé Daure, se livra à tant de pitreries et de grimaces pendant la réunion, allant jusqu'à se coiffer d'un shako d'un nouveau modèle qui se trouvait sur la table, qu'il provoqua une hilarité générale y compris chez Bonaparte. Thiébault conclut : « Vainqueurs, on se pardonnait des folies entre gens heureux ! »

Le chef de la 18^e demi-brigade, Monnier, fut nommé général de brigade en raison de sa belle conduite à Rivoli ; et lorsque Bonaparte lui demanda quel était le plus méritant pour lui succéder, Monnier désigna sans hésiter Suchet qui fut promu sur-le-champ. Son chef qui était appelé à d'autres fonctions se hâta de lui accrocher sur les épaules ses propres épaulettes. Ainsi, Louis-Gabriel se trouvait-il enfin chef de brigade à vingt-sept ans. Si c'était une carrière honorable, ce n'était pas un avancement foudroyant, comme on en voyait à cette époque.

Le général Vignole, qui remplaçait provisoirement Berthier comme chef d'état-major de l'armée, fit suivre sur Paris les demandes de régularisation. Celle de Suchet était particulièrement élogieuse et fut retranscrite intégralement par le ministre de la Guerre, le général Schérer, lorsqu'il la soumit au Directoire : « Vu la conduite distinguée qu'a tenue pendant la campagne le citoyen Suchet qui réunit aux talents militaires une bravoure à

toute épreuve et le patriotisme le plus pur et voulant donner à cet officier un témoignage de la reconnaissance nationale, d'autant mieux mérité qu'il a reçu quatre blessures dans une seule campagne, l'élève au grade de chef de brigade pour servir en cette qualité à la 18^e brigade de bataille... » Mais, à cette époque, la réaction de l'administration était déjà fort lente et le rapport du ministre ne fut terminé que cinq mois après, à la fin de mars 1798.

Suchet était heureux car il continuait à servir dans son unité d'origine pour laquelle il ressentait une affection particulière.

La première division de l'armée d'Italie (celle de Masséna) n'allait pas demeurer longtemps sur le terrain de ses exploits. Excédée par la présence et le poids de l'occupation des Français, la Confédération helvétique, sous la pression du canton de Berne lui-même influencé par l'Autriche, décida de se révolter pour faire respecter sa neutralité à laquelle elle tenait beaucoup. En décembre 1797, la division Mesnard franchit les Alpes et pénétra dans le Valais puis dans le pays de Vaud. Mais Mesnard ne sut pas faire face à la situation. Dans le courant de janvier 1798, le gouvernement le releva de son commandement et, après lui avoir accordé les étoiles de général de division pour faire taire sa susceptibilité, l'expédia en Corse. Il fut une nouvelle fois remplacé par Brune.

III

CHEF D'ÉTAT-MAJOR

(1797-1799)

Le général Brune était un pur produit militaire de la Révolution. Ce fils de magistrat avait débuté dans la vie comme clerc de notaire, mais le droit ne l'inspirait guère. Il s'était ensuite converti en imprimeur puis en journaliste avant de trouver sa voie en s'engageant dans l'armée en 1791 après avoir été deux ans capitaine dans la garde nationale. Il y fit une assez belle carrière. Très brave, bon soldat, il était passé par les états-majors mais le travail méticuleux de ceux-ci l'ennuyait. Il eut la grande chance d'être envoyé à Bonaparte, à l'armée d'Italie, où il eut de nombreuses occasions de se mettre en valeur. Aussi, en avril 1797, était-il promu général de division.

Il fut désigné pour remplacer Mesnard à la tête de la 1^{ère} division alors qu'elle venait de faire mouvement pour entrer en Suisse. Sous les ordres de Masséna, elle avait eu un excellent chef d'état-major en la personne de l'adjudant général Sornet. Mais il ne s'était pas entendu avec Mesnard et avait demandé et obtenu sa mutation. Le poste était donc à pourvoir. Nombreux étaient les adjudants généraux susceptibles de le remplir. Brune n'avait que l'embarras du choix. Or, à l'étonnement général, il l'offrit à Suchet. Il ne fournit aucune explication sur cette décision qui lui fut peut-être soufflée par Berthier. Si Suchet connaissait bien son métier de chef de corps, par contre il n'avait jamais fait aucun travail d'état-major. C'était une fonction assez spéciale. Certes, il savait gérer sur tous les plans une entreprise mais l'analogie entre les deux activités restait assez faible. Pourtant, il accepta sans hésiter la proposition de Brune. Il est vrai que le travail n'était pas très compliqué et que l'action dans laquelle allait être engagée la 1^{ère} division tenait davantage de l'opération de police que d'une campagne contre un adversaire organisé.

Brune découvrit vite que sa division manquait de beaucoup d'éléments. Elle n'avait pas de cavalerie, fort peu d'artillerie et était à court de munitions. De plus, le temps était exécrable. On était en plein hiver. Qu'importait ! Le général prit l'offensive, balaya les faibles forces que lui opposaient les Cantons, occupa Fribourg et marcha sur Berne, cœur de la rébellion qui se rendit après un simulacre de résistance. Il semble – car les faits ne sont pas clairement établis – que Suchet ait cumulé les fonctions de chef d'état-major de la division et de commandant de la 18^e demi-brigade. C'était un travail énorme qui nécessitait d'être bien secondé. En tout cas, c'est en tant que chef de la 18^e qu'il l'entraîna à la prise des batteries de Gumine. Celles-ci avaient été positionnées par les Bernois pour barrer la route de leur capitale mais Suchet réussit à s'en emparer brillamment et Brune s'empessa de signaler ce fait d'armes du nouveau colonel au Directoire.

L'affaire avait été rondement menée. En moins d'un mois, la révolte était écrasée. Enchanté du comportement de son chef d'état-major, Brune l'envoya à Paris, en compagnie d'un autre chef de brigade, le citoyen Ruby, porter au Directoire les drapeaux des milices suisses enlevés à profusion au cours de cette promenade militaire. Ils y arrivèrent le 18 mars. Le ministre de la Guerre les reçut chaleureusement et les présenta deux jours plus tard au Directoire. Mais, alors que Ruby intimidé restait muet, Suchet, dans le style emphatique de l'époque, adressa un véritable discours aux directeurs : « Tyrans aveugles, vous avez provoqué l'orage et la foudre vous a frappés ! Dans les champs de Morat où vous insultiez depuis si longtemps aux mânes des Français victimes d'un despote, où vous vous flattiez de nous exterminer, nous avons planté l'arbre de la liberté sur les ruines de votre orgueilleux monument... »

Tout le reste était de la même veine. Suchet faisait allusion au monument élevé par les Suisses avec les ossements des soldats de Charles le Téméraire, tués à la bataille de Morat plus de trois siècles auparavant. La comparaison était d'autant plus hardie que les morts en question, mercenaires, comptaient fort peu de Français dans leurs rangs et que le duc Charles qui se voulait souverain indépendant goûtait peu qu'on lui rappelât les liens de vassalité qui le rattachaient à la France. Qu'importait ! Le discours plut d'autant que Suchet le conclut en annonçant que le monument avait été détruit.

Les directeurs donnèrent force accolades aux deux envoyés et chacun reçut des armes d'honneur : pour Ruby ce fut un sabre et pour Suchet une paire de pistolets. Mais la générosité du gouvernement ne s'arrêta pas là. Schérer voulut profiter de la circonstance pour faire confirmer Suchet dans son grade de chef de brigade qu'il n'était toujours qu'à titre provisoire.

Or les directeurs, férus d'Antiquité, avaient repris la coutume romaine qui voulait que désormais un porteur de bonnes nouvelles soit récompensé. Et, à leurs yeux, celui qui venait déposer à leurs pieds des drapeaux ennemis méritait automatiquement de l'avancement. Aussi, le même jour, le Directoire non seulement confirma Suchet mais encore le promut général de brigade à titre définitif. Il n'avait que vingt-huit ans ! Devant cette nomination, Suchet

eut une réaction curieuse. Il remercia poliment, sans plus. Il ne semblait pas satisfait. C'est qu'il n'avait aucune envie de quitter sa chère 18^e demi-brigade où il se plaisait. Toutefois, il se trouva bientôt avoir à affronter un dilemme

Ayant compris que l'escadre française de l'Atlantique était trop faible pour couvrir une descente en Grande-Bretagne, Bonaparte avait proposé au gouvernement d'attaquer ce pays en portant la guerre dans ses possessions d'Orient et d'Extrême-Orient, d'où l'expédition d'Égypte. Le Directoire s'était empressé d'accepter, ayant, croyait-il, trouvé là le moyen de se débarrasser d'un général devenu encombrant. La 18^e demi-brigade avait été désignée pour faire partie des troupes participant à cette campagne. Donc, s'il désirait rester encore à la tête de son régiment, Suchet devait obligatoirement en faire partie. Mais, dans le même temps, Brune, qui venait d'être nommé à la tête de l'armée d'Italie, très content de la manière dont Suchet avait rempli ses fonctions de chef d'état-major en Suisse, lui demanda de l'accompagner à Milan en tant que chef d'état-major général de l'armée. C'était là un poste assez considérable et, même si son titulaire se devait de demeurer dans l'ombre de son patron, il tenait en main tous les leviers de transmission de l'armée. En cas de réussite, il serait assuré à brève échéance d'une nouvelle promotion.

Devant cette double offre, quelle allait être la réaction de Suchet ? Il n'a laissé aucun document pour justifier ou expliquer son choix. Toutefois, il est permis de penser qu'il était assez cultivé pour se faire peu d'illusions sur les trésors de l'Orient que l'entourage de Bonaparte faisait miroiter aux yeux des futurs membres de l'expédition. Suchet savait que l'Égypte était à cette époque un pays très pauvre, tenu en main par une milice turque, les mameluks, ne comprenant en dehors de la vallée du Nil que des déserts, et qu'il était quelque peu illusoire de la considérer comme une base de départ pour la conquête des Indes. Du reste, un esprit pondéré ne pouvait que se demander quand et comment une armée jetée sur ce rivage hostile regagnerait la France.

Ce fut sans doute après avoir raisonné de la sorte qu'il se décida à rejoindre Brune à Milan, en mai 1798. En principe, les fonctions de chef d'état-major d'une armée en temps de paix étaient purement administratives. Toutefois, Suchet eut l'amère surprise, à sa prise de commandement, de constater que les services en général et le sien en particulier étaient totalement désorganisés. En effet, Bonaparte, pour les besoins de son aventure égyptienne, avait fait main basse sur la fine fleur du corps des officiers de l'armée d'Italie car, dans les autres armées de la République, il n'avait trouvé aucun volontaire, ou presque, pour le suivre.

C'est parce qu'il avait fait lui-même une constatation identique que Brune s'était dépêché de faire appel à Suchet, tout en demandant d'autres officiers et des divisions pour remplacer les quarante mille hommes prélevés par Bonaparte.

Le premier travail (et non le plus facile) du nouveau chef d'état-major

général fut donc de reconstituer l'armée en place. En même temps, se conformant aux directives de son patron, il demandait à Paris de lui envoyer des renforts. Ceux-ci furent bien expédiés par le ministre mais, à leur arrivée, Suchet constata qu'ils manquaient de tout et se dépêcha d'en avertir Brune. En juillet, le général Leclerc, ancien chef d'état-major général qui venait de se marier avec une sœur de Bonaparte, revint à Milan pour occuper son ancien poste. Avant de s'embarquer pour l'Égypte, son futur beau-frère lui avait demandé de reprendre ses anciennes fonctions pour avoir un œil sur l'armée d'Italie.

De ce fait, Suchet, s'il resta attaché à l'état-major général, n'eut plus aucune fonction particulière. Il portait le titre d'adjudant général et essaya de s'occuper comme il le pouvait. Cependant, Brune voyait chaque jour la situation de son armée se dégrader et Leclerc se montrait peu efficace. Elle manquait d'artillerie, de munitions, de chevaux. En bref, cette force que d'aucuns décrivaient comme imposante était un trompe-l'œil. Et bien que tout semblât calme, la situation diplomatique ne cessait de se détériorer. La politique étrangère agressive du Directoire y était pour beaucoup. Une seconde coalition contre la France, comprenant cette fois l'Angleterre, la Russie, la Prusse, Naples, la Turquie et l'Autriche, allait se nouer avant la fin de l'année. Les diplomates de ces pays y travaillaient activement tout en s'efforçant d'essayer de rassurer leurs collègues français par de bonnes paroles.

Ses demandes réitérées demeurant sans réponse, Brune décida de se rendre lui-même à Paris, estimant que, sur place, il lui serait plus facile de se faire entendre. Il partit avec une équipe réduite, mais comme il avait besoin d'un second à la hauteur, il emmena Suchet.

Pour l'essentiel, il allait obtenir satisfaction, mais comme il savait qu'entre promesses et réalisations il peut y avoir un gouffre, en repartant en août, Brune laissa Suchet sur place pour veiller à ce que lui fût envoyé ce qui lui avait été promis. Son séjour qui était prévu pour durer plusieurs mois fut en réalité assez bref. En effet, le Directoire s'avisant que, de par son mariage, Leclerc était un peu trop proche de Bonaparte vis-à-vis de qui il continuait à faire preuve de méfiance, le muta au poste de chef d'état-major de l'armée d'Angleterre située à Rennes et qui, pour l'heure, se consacrait à finir de pacifier les départements de l'ouest. Du coup, Brune se hâta de rappeler Suchet qui reprit ses anciennes fonctions avec sa compétence habituelle.

Le voyage de Brune à Paris s'était révélé positif. On lui envoya quelques renforts et surtout trois généraux de valeur : Moreau, et un peu plus tard Macdonald, puis Championnet. Mais surtout, si l'ensemble des forces dépendant de Brune atteignaient à peu près quatre-vingt mille hommes, elles étaient dispersées dans toute l'Italie, jusqu'en Corse et à Malte. De plus, les populations de la péninsule qui en 1796 avaient accueilli les Français en libérateurs étaient devenues, pour la grande majorité, hostiles, lassées par les réquisitions et les pillages qu'elles avaient été contraintes de supporter. Il

n'était pas rare, à présent, que des soldats isolés se fassent assassiner dans les rues la nuit. Le chef d'état-major général essayait de lutter contre cet état de fait mais il ne disposait que de peu de moyens et la police locale se montrait inefficace. Suchet manquait d'adjudants commandants et d'officiers adjoints et la situation générale l'obligeait à employer à d'autres besognes ceux dont il disposait.

Les Autrichiens, en effet, commençaient à concentrer des troupes face à la Suisse et au nord du lac de Garde. En même temps, leur service de renseignements ne restait pas inactif et tentait d'agir sur la cour de Piémont à Turin pour l'inciter à se joindre à la nouvelle coalition en formation. Malgré son manque de personnel, le service du contre-espionnage français, qui dépendait de l'état-major de l'armée, fonctionnait bien et Suchet était tenu au courant de manière permanente des intrigues qui se développaient à Turin, ce qui permit à Brune de prévenir le Directoire de cette menace directe à la fin de septembre.

Mais Brune n'allait pas être à même d'en tirer les conséquences car, nommé à la tête de l'armée stationnée en Hollande (République batave), il partit de Milan avant la fin d'octobre 1798. Les directeurs, hantés par la crainte de voir un général se mettre à la tête de ses troupes et marcher sur Paris pour renverser le gouvernement, se livraient en permanence à un chassé-croisé dans le commandement des grandes unités, ce qui était plutôt préjudiciable à l'exercice de ces fonctions.

Ce fut Joubert qui fut désigné pour remplacer Brune. Encore qu'assez jeune – il n'avait que vingt-neuf ans –, il s'était déjà illustré. Arrivé à Milan au début de novembre, son premier acte fut de faire savoir qu'il entendait conserver Suchet comme chef d'état-major. Le second fut de préciser à Paris et de spécifier à son adjoint qu'il était venu en Italie pour commander l'armée et non pas pour perdre son temps à faire de la politique, ce qui, au demeurant, ne l'intéressait pas. Ce comportement est d'autant plus curieux que, moins d'un an après, il prêta une oreille complaisante aux propositions de Sieyès qui cherchait un général pour réaliser un coup d'État et renverser le gouvernement. Quoi qu'il en soit, cette position était inconfortable car, en Italie, la politique était étroitement liée aux opérations militaires.

Il existait toutefois sur place des représentants du pouvoir civil français chargés de surveiller les jeunes républiques créées par le Directoire. Le malheur voulait que la plupart d'entre eux fussent incompetents ou corrompus, voire les deux à la fois.

Cependant, Joubert, aussitôt arrivé, se pencha sur l'état de son armée et ne put que constater que tout y manquait. Il conclut assez rapidement que, bien qu'à présent elle comptât sous les armes, au moins sur le papier, près de cent cinquante mille hommes, elle n'était pas en état d'entrer en campagne et il demanda donc son rappel à Paris. Ce fut Suchet qui lui remonta le moral en lui faisant remarquer que les autres armées françaises n'étaient pas mieux loties.

En revanche, il réussit à le convaincre de mettre un terme à la situation trouble à Turin. Il chargea Grouchy qui commandait les troupes stationnées dans la région de marcher sur la ville et persuada Joubert de s'occuper pour une fois de politique et de l'accompagner à Turin. Cette action énergique et rapide porta ses fruits. Terrorisé, le roi de Sardaigne se hâta d'abdiquer. Joubert, dans la foulée, nomma un gouvernement provisoire qui transformerait ce royaume en république (une de plus). L'opération se révéla payante car l'armée récupéra un armement considérable stocké dans les arsenaux par les Piémontais en vue de leur participation à la coalition qui se nouait.

Joubert était de plus en plus satisfait de la manière dont le secondait son chef d'état-major. C'est alors qu'un incident tout à fait inattendu vint mettre un terme à leur collaboration. Une lettre anonyme curieusement signée par « un ami de l'ordre qui hait les dénonciations », rédigée en français, fut envoyée de Milan au ministre de la Guerre. Il est fort probable que l'auteur qui ne fut jamais identifié était un des représentants du pouvoir civil qui estimait que Suchet l'empêchait de faire ses petits tripotages. La lettre accusait Suchet de se livrer à des abus de pouvoir et d'outrepasser son autorité. Le ministre, au lieu de la jeter à la corbeille, la transmit au Directoire. Celui-ci se savait suffisamment accusé de corruption pour saisir toutes les occasions de faire montre de vertu. Il fit faire une enquête qui n'aboutit à rien mais, dans son souci d'équité, il releva Suchet de ses fonctions et le remplaça par le général Montrichard, un artilleur un peu falot.

Or, lorsque la nouvelle de ce changement lui parvint, Joubert commença par donner sa démission. Sa seconde réaction l'amena à annoncer à Suchet que, très satisfait de ses services, il le gardait comme chef d'état-major général et se moquait des directives de Paris. La situation de Suchet devenait inconfortable. Dans sa lettre au gouvernement, Joubert précisait : « Si vous voulez que je puisse conserver le commandement, il faut que j'aie des hommes au courant des affaires et qui ont su gagner la confiance de l'armée et la mienne... »

L'arrêté qui relevait Suchet de son poste, puisqu'il était accusé d'abus de pouvoir, au lieu de le sanctionner, le mutait au poste de chef d'état-major de l'armée d'Helvétie (2 décembre 1798). Or, il ne pouvait y obéir puisque Joubert refusait de le laisser partir. Mais, à Paris, le ministère ne voyait qu'une chose : Suchet s'était rendu coupable d'un refus d'obéissance. Négligeant de tenir compte de la lettre de protestation de Joubert, Schérer, toujours ministre de la Guerre en poste, signa le 27 décembre un arrêté qui destituait purement et simplement Suchet et l'invitait à venir se justifier de sa conduite à Paris.

Suchet, qui ignorait encore la sanction qui le frappait, continuait à occuper son poste et écrivait de son côté au ministre qu'il allait faire attaquer, conformément aux ordres de son patron, la ville de Lucques « repaire d'Anglais et de Napolitains » et haut lieu de la contrebande. Enfin touché le 14 janvier 1799 (25 nivôse an VII) par la note du ministre, le même jour, il

reprit sa plume et écrivit à Salicetti, membre du conseil des Cinq-Cents, qu'il connaissait bien, lui demandant d'intervenir en sa faveur. Il expliquait : « Je suis prévenu d'aristocratie et j'ai dit activement concourut [*sic*] aux événements d'Italie... Il n'est pas donné à celui qui comme moi a constamment travaillé quinze à seize heures par jour de mêler à ces occupations les abstraites combinaisons politiques, si loin de notre métier et si peu conformes à mes goûts. L'on me dit que le président du Directoire est particulièrement irrité contre moi. Je ne le connais pas. Peut-être avec un mot de vous, pourrais-je dissiper les [?] qui l'occupent... »

Après quoi, le 20 janvier 1799, ayant mis en ordre les affaires de l'état-major et prévenu les différentes divisions qu'il serait provisoirement remplacé dans ses fonctions par le général Musnier, Suchet prit congé de son chef et partit pour Paris.

**

Parvenu assez rapidement dans la capitale, Suchet ne perdit pas de temps. Il entreprit de se justifier. Il ignorait d'ailleurs que, dans le même temps, Masséna, qui venait d'être nommé au commandement de l'armée d'Helvétie, avait demandé au ministère si Suchet y serait affecté. La situation en Suisse n'était pas simple. Les Cantons s'agitaient de nouveau. Profitant de la circonstance, les Autrichiens débouchant de l'Aarlbach s'étaient avancés jusqu'à Coire sur le Rhin supérieur avec l'intention d'envahir la plaine suisse et de l'utiliser comme base d'opérations.

À Paris, Suchet fut reçu successivement par les directeurs Barras, Treillard et Merlin. Ainsi qu'il l'écrivit à Joubert, il avait été suspendu soi-disant pour s'être un peu trop mêlé de politique. Le ministre de la Guerre se montra franchement cordial ; aussi la disgrâce de Suchet ne fut-elle pas de longue durée. Aux environs du 20 février (début de ventôse), il reçut son affectation à l'armée du Danube. Le gouvernement avait tout de même tenu à l'éloigner de l'Italie, au moins provisoirement. Cette armée du Danube allait, du reste, bientôt être réunie dans un même commandement à celle d'Helvétie aux ordres de Masséna.

Suchet se rendit donc au quartier général de l'armée du Danube, commandée par Jourdan. Il y arriva peu après que celui-ci eut subi une défaite en face de l'archiduc Charles car les hostilités étaient commencées. En cours de route, il avait rencontré à une étape son camarade, le général Lefebvre, blessé au combat, et qui allait se faire soigner à Paris. Celui-ci lui donna l'étrange conseil de ne pas poursuivre son voyage et même de rétrograder jusqu'à l'arrivée de ses chevaux ! Suchet le remercia mais ne l'écoula pas.

Arrivé au quartier général, il allait y demeurer plusieurs semaines « à la suite », c'est-à-dire sans emploi bien défini. Ce fut donc en spectateur qu'il assista aux combats retardateurs que livrait l'armée du Danube en se repliant sur la Suisse.

Depuis le début des hostilités, les armées françaises, tant d'Allemagne

que d'Italie, subissaient défaite sur défaite et l'armée d'Helvétie, pivot de leur système défensif, était la seule et dernière à être en mesure d'empêcher une invasion du territoire.

Ce ne fut que le 20 avril que Suchet reçut enfin une affectation. On lui donna à commander une brigade de la division Lorge, forte de trois régiments. Lorge occupait une position à l'extrême droite du dispositif français. Il faisait partie d'un corps de trois divisions et n'était séparé de l'armée autrichienne que par le Rhin. Les forces en présence n'étaient pas égales en nombre puisque les seuls Autrichiens mettaient en ligne environ cent dix mille hommes sans compter leurs alliés russes et que les Français n'en avaient que soixante-dix mille à leur opposer. Aussi, avant l'affrontement qui, suivant les plans de Masséna, devrait avoir lieu devant le camp retranché de Zurich, le général en chef français décida de regrouper ses forces autour de cette dernière ville.

Suchet en pointe à l'extrémité du dispositif, à peu près à l'endroit où le Rhin se jette dans le lac de Constance, opéra sa manœuvre en retraite par des chemins épouvantables et fut donc contraint d'effectuer un vaste crochet par la montagne, car l'ennemi occupait déjà la route par laquelle il escomptait passer. Rousseau va jusqu'à écrire qu'il fut contraint de traverser un lac gelé, ce qui même à une certaine altitude (mille cent mètres) à cette époque de l'année paraît assez improbable. Le 16 mai, en vue du gros de l'armée, il expédia son aide de camp à Masséna pour lui annoncer qu'il ralliait, précisant que tout le long de sa route il avait eu à combattre : « la faim, les paysans et les Autrichiens ». Après ces épreuves, la brigade de Suchet fut affectée à la division d'un jeune général, Chabran, que, dans une lettre à son frère, Louis-Gabriel qualifie d'« aimable ». Celui-ci lui confia une brigade assez importante pour garder les passages en direction de l'Arlberg. De ce fait, il ne participa pas à la première bataille de Zurich dans laquelle Masséna, en raison de son infériorité numérique, adopta une attitude purement défensive et se contenta de bloquer les tentatives de l'archiduc Charles pour enlever la ville.

Dès le premier jour de la bataille, le chef d'état-major de l'armée, le général Chérin, fut mortellement blessé. Il fut remplacé au pied levé par son adjoint, le général Rheinwald. Mais celui-ci ne convenait pas à Masséna et, dès la fin de la bataille, il annonça au Directoire que, pour remplacer Chérin, il avait choisi Suchet dont les qualités d'organisateur et le sang-froid l'avaient vivement frappé. Dès le départ, l'entente fut totale entre les deux généraux d'autant que Masséna, tout à son affaire sur un champ de bataille, avait horreur de tout ce qui touchait de près ou de loin à l'administration de son armée.

Suchet avait eu d'autant plus de mérite d'accepter ces fonctions que peu de jours auparavant, ainsi qu'il le précisa au nouveau ministre de la Guerre, Milet-Mureau, un civil, il avait été victime d'une chute de cheval. Le travail qui l'attendait était immense. L'armée d'Helvétie était victorieuse mais ses pertes avaient été sévères, et pour ne pas déroger à la règle, elle manquait de

tout.

Même si Masséna avait brisé l'offensive de l'archiduc Charles, les suites de la campagne pourraient voir un renversement de situation d'autant que les Français, pour raccourcir leurs lignes, avaient évacué Zurich, occupée maintenant par les Autrichiens. Aussi les Suisses, devant un avenir aussi incertain, ne se hâtaient-ils pas de fournir à l'armée française le ravitaillement qu'ils avaient promis et, à la fin juin, ils n'avaient livré que soixante mille quintaux de farine sur les cent soixante-dix mille annoncés. Suchet réagit avec énergie, menaçant de faire fusiller quelques responsables, et les livraisons se poursuivirent à un rythme un peu plus rapide. Masséna, connu pour son avarice, savait se montrer généreux quand il ne mettait pas la main à sa poche. Le comportement de son chef d'état-major lui semblait parfaitement efficace. Aussi demanda-t-il pour lui à Paris une promotion. Le Directoire n'avait rien à refuser à ce général, le seul qui fut vainqueur pour le moment, et il se hâta de lui donner satisfaction. Le 22 juin, Suchet apprit qu'il était nommé général de division, le plus haut grade à ce moment de l'armée française. Il se dépêcha de remercier son patron dont il connaissait le rôle dans l'obtention de cet avancement. Mais, le même jour, celui-ci fut informé qu'on lui retirait son chef d'état-major pour le transférer à l'armée d'Italie où la situation devenait plus qu'inquiétante. Une fois de plus, le général Rheinwald allait assurer l'interim jusqu'à l'arrivée d'Oudinot.

**

Depuis la reprise des hostilités, les Français en Italie n'avaient essuyé que des revers. Leur armée était commandée, depuis le début de la campagne, par Schérer, général âgé, timoré, médiocre et que la rumeur taxait d'ivrognerie. Il avait eu la sagesse de conserver près de lui Moreau dans la position inconfortable de conseiller. Battu par les Autrichiens dont les troupes étaient deux fois plus nombreuses que les siennes à Magnano, le 5 avril, il se hâta, peu après, de disparaître. À ce moment, Moreau, qui ne disposait que de vingt mille hommes et savait en avoir soixante mille en face de lui, manœuvra habilement, cherchant à tout prix à éviter un affrontement et préférant céder du terrain pour sauver son armée. Contraint à la bataille le 20 avril à Cassano, il contint les assauts de ses adversaires et, en particulier, des Russes par sa puissance de feu. Mais il fut obligé, une fois encore, de battre en retraite et fut accusé d'avoir perdu une bataille qui, en réalité, avait été incertaine. Continuant à manœuvrer avec habileté, il retint pendant trois mois sans livrer un seul combat les alliés dans la plaine du Pô. Dans le même temps, l'armée de Naples, commandée par Macdonald, remontait vers le nord. Moreau demanda avec insistance à son camarade de ne livrer bataille à aucun prix et de joindre ses forces aux siennes. Mais Macdonald ne l'écouta pas. Il attaqua les Austro-Russes et fut battu à La Trébie (17 au 19 juin).

Moreau, qui recueillit les débris de cette armée que Macdonald avait tout de même réussi à ramener à Gênes, était en train de constituer avec les

différentes unités qu'il rappelait d'un peu partout un ensemble solide. Moins que jamais, il était décidé à affronter les alliés. Au demeurant, il savait qu'il allait bientôt quitter l'Italie pour prendre le commandement de l'armée du Rhin, ce qui correspondait à ses désirs. Le Directoire choisit Joubert pour le remplacer. Cette nomination était avant tout l'œuvre de Sieyès et était fondée non pas sur les qualités militaires de Joubert, lesquelles étaient grandes, mais sur l'idée d'utiliser celui-ci lorsqu'il aurait remporté une ou deux victoires pour appuyer un coup d'État.

Joubert arriva au quartier général le 4 août et y trouva Suchet qui avait pris ses fonctions de chef d'état-major. Celui-ci ne lui cacha pas la précarité de la situation. Aussi Joubert pria-t-il Moreau de demeurer quelques jours à ses côtés comme conseiller. Le nouveau commandant en chef eut dès le départ un comportement curieux. Il décida d'avoir, pour le seconder, deux chefs d'état-major : Suchet qui remplirait les fonctions de l'officier désigné pour ce rôle et l'adjudant général Préval qui serait son « chef d'état-major de bataille » et se tiendrait à sa disposition pendant les combats, tandis que Suchet demeurerait plus en arrière mais aurait une vue d'ensemble lui permettant d'exercer un contrôle sur la totalité de l'armée. Ces étonnantes dispositions, tout à fait nouvelles, ne manquèrent pas de déconcerter quelque peu tous les généraux.

Les armées de la coalition étaient toujours deux à trois fois plus nombreuses que celle que commandait Joubert. La sagesse aurait voulu qu'il poursuivît la stratégie temporisatrice de Moreau. À ce moment, les Autrichiens avaient imaginé de faire passer l'armée russe commandée par Souvorov en Allemagne et de faire descendre à sa place celle de l'archiduc Charles. Les Russes se comportaient en effet comme en pays conquis, ce qui, avec eux, voulait dire quelque chose ! Mais avant de réaliser cette permutation qui devait obligatoirement se réaliser en traversant la Suisse, Souvorov pensait qu'il serait bon d'en finir avec l'armée française d'Italie. Il prit donc toutes ses dispositions pour offrir la bataille.

Joubert était hésitant sur la conduite à tenir, partagé entre le désir de poursuivre la stratégie de Moreau et celui de gagner une grande bataille, puis d'en profiter pour bénéficier du succès du coup d'État qui suivrait à Paris. Il avait, du reste, le 13 août, à Acqui, remporté un net succès contre les Autrichiens de Bellegarde. Il réunit donc un conseil de guerre, le 14 août, afin de demander leur avis aux généraux qui y participèrent.

Gouvion-Saint-Cyr, qui parla le premier, expliqua, en bon tacticien qu'il était, que livrer cette bataille n'aurait aucun sens en cas de victoire, la nature du terrain n'en permettant pas l'exploitation par la cavalerie. Il se déclara donc contre. Quoique pour des motifs différents, Moreau fut du même avis. Pérignon et Dessolles se rangèrent à ses côtés. Restait Suchet. En tant que chef d'état-major général, il aurait dû soutenir le point de vue de son patron. Or, il se rallia aux autres généraux et déclara qu'il fallait à tout prix éviter d'engager cette bataille et attendre les renforts que Championnet était en route

pour amener.

Joubert se livra alors à une véritable comédie devant ses subordonnés, se lamentant sur les trop grandes responsabilités qui lui incombaient, rappelant les promesses qu'il aurait faites au Directoire, et finissant à la surprise générale par décider d'accepter le lendemain l'affrontement, tout en reconnaissant que, d'un point de vue strictement militaire, les membres du conseil avaient raison.

Les forces en présence, on l'a déjà vu, n'étaient pas égales. Toutefois, les Français allaient réussir à résister pendant douze heures aux assauts de leurs adversaires. Joubert fut tué dès le début de la bataille. Une légende tenace a longtemps voulu qu'il ait été assassiné par des séides de Bonaparte qui voulaient débarrasser celui-ci d'un rival potentiel. Elle ne repose sur rien. À ce moment, ce n'était pas Suchet mais Préval qui se trouvait à ses côtés. Il prévint immédiatement Suchet au quartier général et ce dernier se hâta de faire alerter Moreau qui commandait le centre, en lui demandant de venir prendre en main l'armée. Mais Moreau, qui, à ce moment, était l'objet d'une formidable pression de la part de l'armée russe, lui fit dire qu'il ne pouvait pas en cet instant abandonner son poste, lui laissant en quelque sorte la responsabilité de l'armée, ce pour quoi Suchet n'avait pas qualité. Il se contenta donc d'avertir Gouvion-Saint-Cyr qui commandait l'aile droite et Pérignon l'aile gauche, chacun étant prié de mener l'action pour son compte. Suchet se borna à assurer autant qu'il le put la coordination entre les trois corps d'armée et l'armée française fut privée de commandant en chef pendant presque toute la bataille. Moreau et Gouvion-Saint-Cyr, tous deux excellents tacticiens, surent contenir les attaques, mais à gauche Pérignon commit des fautes et finit par être débordé. Il fut, du reste, fait prisonnier. Moreau reprit alors le commandement et dirigea la retraite avec sa maîtrise habituelle. Alors que les Austro-Russes s'attendaient à voir les Français reculer vers la France pour en couvrir la frontière, Moreau fit pivoter tout son dispositif vers la droite et en direction de Gênes.

Les pertes étaient lourdes de part et d'autre et Souvorov, persuadé d'avoir mis hors de combat l'armée française, au lieu de la poursuivre ne songea plus qu'à prendre le chemin de la Suisse. Suchet, dont le service de renseignements continuait à bien fonctionner, se hâta d'envoyer un courrier à Masséna pour l'avertir de la menace qui pesait sur lui. Tenu au courant de la marche des Russes, il fut en mesure pendant tout le mois de septembre d'en aviser Masséna, donnant à celui-ci la possibilité d'organiser ses défenses contre les Russes, ce qui allait lui permettre à la fin du mois de les battre dans la seconde bataille de Zurich.

Pendant la bataille perdue de Novi, les Français avaient eu près de cinq mille des leurs blessés. Suchet réussit le tour de force de les faire ramasser et transporter jusqu'à Gênes qui devenait la base arrière de l'armée d'Italie. Cette ville était, en théorie, fortifiée et protégée par une double couronne de remparts et une ceinture de forts indépendants. La première ligne n'avait plus

aucune valeur militaire, ayant depuis longtemps été transformée en promenade, et la seconde guère davantage. Une des premières tâches à laquelle s'attelèrent Moreau et Suchet fut de faire prendre aux soldats la pelle et la pioche pour remettre en état la couronne extérieure. Ils étaient secondés dans ce travail par l'excellent commandant du génie, Chasseloup-Laubat. En même temps, rassemblant les débris des divisions qui avaient reflué sur Gênes, ils entreprirent d'en faire un tout à peu près cohérent.

À l'annonce du désastre, le ministre de la Guerre écrivit à Suchet pour lui demander de lui en relater les causes. Le rapport que le chef d'état-major envoya était accablant mais, en même temps, se gardait de rejeter la faute sur Joubert. L'armée, expliquait-il, manquait de tout. Depuis trois mois, la solde n'était plus payée. La cavalerie et l'artillerie n'avaient presque plus de chevaux. Les munitions étaient délivrées en quantité trop faible. Sans doute exagérât-il un peu, mais il y avait un fond de vérité dans ses dires. En tous les cas, il avait réussi le tour de force de ne rendre personne personnellement responsable.

Moreau attendait avec impatience la venue de son successeur car il voulait partir en Allemagne. Celui-ci, Championnet, arriva le 22 septembre et prit sur-le-champ ses fonctions. C'était un homme à poigne qui connaissait bien l'Italie. Peu soucieux de modifier les services pendant une crise, il garda le personnel en place à commencer par son chef d'état-major. À présent, Suchet était parfaitement bien dans ce poste et, s'il avait appris le métier « sur le tas », ses qualités personnelles aidant, il se montrait à la hauteur de la tâche. Un des premiers actes de Championnet fut de faire occuper les forts plantés sur les hauteurs dominant Gênes. Ils étaient soi-disant opérationnels et, dans les mois à venir, rendraient de signalés services. Mais, pour l'heure, ils tombaient eux aussi plus ou moins en ruine et avaient besoin d'être consolidés et réarmés.

Les Autrichiens, à présent seuls face à l'armée d'Italie cantonnée autour de Gênes, ne semblaient pas pressés de venir au contact. Ayant réussi à reprendre Alexandrie le 12 septembre, ils demeuraient immobiles autour de cette place. Le ministre français de la Guerre était à présent Bernadotte. Mal renseigné, il aurait voulu que l'armée d'Italie profitât de cette inertie pour reprendre l'offensive. Suchet puis un peu plus tard Championnet remirent les choses au point et se hâtèrent de dissiper ses illusions.

Le 9 octobre, Bonaparte, qui s'était clandestinement enfui en abandonnant son armée en Égypte, débarqua à Fréjus et se dépêcha de proclamer qu'il venait sauver la patrie qui n'en avait nul besoin. En toute logique, il aurait dû être traduit en conseil de guerre mais le gouvernement n'osa pas. Dès lors, il se consacra à la préparation de son coup d'État qui, s'il n'eut tenu qu'à lui, eut lamentablement échoué. Durant cette période, Championnet et Suchet, naïfs et pleins d'illusions, lui écrivirent pour se mettre à sa disposition lorsqu'il reviendrait prendre la tête de l'armée d'Italie : « Nous brûlons ici de vous revoir, de vous aider... » Bonaparte, qui avait

d'autres projets en tête, dut sourire en lisant ces documents.

Cependant, l'armée d'Italie, bien que reprise en main par le tandem Championnet-Suchet, continuait à se débattre dans la plus affreuse des misères. De plus, la population civile de Ligurie, elle aussi à moitié morte de faim, était au bord de la révolte et l'insécurité régnait partout.

**

Le coup d'État du 18 Brumaire fut plutôt bien accueilli à l'armée d'Italie où Bonaparte était encore populaire. Ce ne fut pas le cas partout. Le Premier consul sut très vite dans quel état de misère se trouvait son ancienne armée et prit immédiatement des mesures pour y remédier au moins partiellement. Le nouveau ministre de la Guerre, qui n'était autre que Berthier, reçut des instructions en conséquence. Mais, pendant ce temps, les places encore occupées par les Français en Italie capitulaient les unes après les autres. Heureusement, le commandant en chef de l'armée autrichienne, le maréchal Melas, homme assez âgé et fatigué, ne se hâtait point de s'attaquer à son adversaire qui tenait toujours Gênes et la côte jusqu'à la France.

Le 29 novembre, Championnet, qui avait démissionné de son poste, le jugeant intenable, et qui maintenait son désir de changement, fut remplacé par Masséna, le vainqueur de Zurich. Celui-ci, qui savait à quoi s'en tenir sur l'état de sa nouvelle armée, déclara à son entourage : « Un beau fichu cadeau qui m'est fait là ! » car il avait son franc-parler. Mais il était toujours à Paris. Il ne voulut pas en partir avant de s'être assuré que les promesses qu'on lui faisait seraient tenues. Il obtint qu'on lui donnât pour le seconder les généraux Soult, Mesnard, Gazan et Reille. Il se dépêcha de les expédier sur place. Anciens soldats du roi ou purs produits de la Révolution, ils connaissaient leur métier et se mirent au travail pour reprendre en main ces demi-brigades qui se désagrégeaient ou même, parfois, se révoltaient. Sur le conseil de Berthier qui tenait l'avis de Bonaparte, Masséna envoya également l'adjudant général Degiovani pour prendre les fonctions de chef d'état-major général à la place de Suchet. Ce dernier, à ce moment, n'était pas en faveur auprès de Bonaparte qui lui reprochait de ne pas l'avoir suivi en Égypte.

De son côté, Suchet, sans savoir qu'il était relevé, écrivait au ministre pour demander un congé car l'ampleur de sa tâche était telle qu'il se sentait à bout de forces. Il allait jusqu'à proposer que son camarade le général Vignolles le remplaçât au pied levé. Il avait également à ses côtés Préal, le chef d'état-major « de bataille » de Joubert, mais il n'avait que vingt-cinq ans et Suchet le jugeait encore un peu jeune pour lui confier de telles responsabilités.

En décembre, la nouvelle équipe n'était toujours pas arrivée. Par contre, la situation matérielle s'était plutôt améliorée et de ce seul fait les désertions avaient eu tendance à diminuer. À la fin du mois, Championnet tomba malade et ne se sentit plus en état d'exercer son commandement. Sans le savoir, il avait contracté le typhus qui régnait à l'état endémique. Il remit son

commandement à Suchet, lui laissant le soin, s'il le jugeait utile, de le transmettre au plus ancien des généraux de division, Marbot.

Dès le 3 janvier 1800, Suchet avait signé un ordre de service portant à la connaissance de tous les généraux qu'il remettait à Degiovani les attributions de chef d'état-major et qu'il allait partir se reposer en France pendant cinq décades. Il comptait se rendre à Paris voir Bonaparte et Berthier, et faire le point quant à sa situation personnelle. Le 6, le général Marbot prit ses fonctions à titre provisoire sans en être particulièrement enchanté.

Championnet, qui était allé se soigner à Antibes, y mourut le 9 janvier, encore jeune : il n'avait que trente-sept ans. C'était une grande perte pour la France. À ce moment, Suchet était en route pour Paris et, fatigué, voyageait par petites étapes. Ce fut presque fortuitement qu'il rencontra Masséna qui se rendait de Marseille à Nice.

Les premiers actes de Degiovani en tant que chef d'état-major n'avaient pas été heureux. Il avait comme à plaisir accumulé les erreurs. Hautain, cassant, il s'était mis tout l'état-major à dos. Masséna, tenu au courant, essaya de convaincre. Suchet d'interrompre son congé et de reprendre son poste de chef d'état-major de l'armée ; il y parvint sans peine. C'était tout ce que celui-ci demandait. Sa fatigue parut s'être envolée comme par magie. Il accepta et un ordre du jour de Masséna du 18 janvier annonça à l'armée, en même temps que son arrivée, ce changement à la tête de l'état-major que tout le monde accueillit avec soulagement.

IV

PREMIER COMMANDEMENT EN CHEF

(1800-1805)

Pendant le voyage qu'ils accomplirent ensemble entre leur point de rencontre Fréjus et Nice (17 janvier) où le quartier général était installé, Suchet mit de manière très exacte le nouveau général en chef au courant de la situation. C'était pire que ce que ce dernier avait imaginé. Dans ces conditions, la tâche que lui avait confiée Bonaparte devenait difficile à réaliser. En France, depuis Paris, le Premier consul rassemblait une nouvelle armée pour descendre en Italie en passant par la Suisse. Il comptait renouveler ses exploits de 1796 mais, pour cela, il fallait maintenir les Autrichiens loin des débouchés des cols alpins. C'était ce qu'était censé faire Masséna. Or, pour réaliser cette manœuvre, il disposait de forces très inférieures à celles de son adversaire car si, en théorie, l'armée d'Italie comptait cent cinquante mille hommes (c'était le chiffre avancé par Bonaparte), elle n'en alignait en réalité qu'un peu plus de trente-cinq mille en face de quatre-vingt-quinze mille Autrichiens.

Aussi, dans un premier temps, Masséna et Suchet s'employèrent-ils à achever de relever les fortifications de Gênes et des forts extérieurs. Ceux-ci furent facilement réarmés, car l'arsenal de la ville avait en stock un nombre important de pièces de position anciennes, lourdes, mais tout à fait aptes à servir en emplacements fixes.

Puis, Masséna réorganisa son armée. Il avait à tenir un front de plusieurs centaines de kilomètres entre Briançon et Gênes. Il l'articula en trois secteurs : la montagne de Briançon à Nice, le littoral de Nice à Gênes et enfin la place de Gênes. Il allait les confier à trois de ses subordonnés en qui il avait

toute confiance : Turreau pour le premier et Soult pour le troisième. Il se réservait de décider un peu plus tard, pour raisons connues de lui, qui prendrait le commandement du second.

Faisant délibérément une impasse, il dégarnit presque entièrement de troupes la montagne, n'occupant que les cols et les principaux points de passage avec de faibles garnisons mais bien pourvues en artillerie. Le second secteur du littoral fut certainement le plus délicat. C'était la couverture de la route entre Nice et Gênes, seule voie d'accès à la place et par où passait tout le ravitaillement. En effet, l'escadre anglaise de l'amiral Keith tenait la mer et interdisait presque tout trafic même côtier. Or, pris entre la mer et la montagne, le secteur manquait de profondeur pour manœuvrer, ne mesurant en son point le plus large que seize kilomètres. Le troisième secteur, celui de Gênes, même s'il était essentiellement montagnueux, permettait de se « donner de l'air ». Il n'entraît pas dans les intentions de Masséna d'attendre passivement, derrière ses murailles et ses retranchements, l'attaque des forces autrichiennes. Au contraire, il comptait, par des actions limitées mais multipliées, retarder leurs mouvements et l'étouffement de ses propres troupes. Seulement, de par la nature même de son dispositif, seul Soult serait à même de mener ces offensives.

Un facteur vint à l'aide de Masséna : ce fut l'extrême lenteur avec laquelle les Autrichiens se mirent en place. Certes, le mauvais temps joua son rôle dans ce retard mais il y eut aussi une certaine mollesse chez les assaillants. Du reste, le maréchal Melas qui les commandait était parfaitement au courant des préparatifs de Bonaparte et, s'il était conscient du fait qu'il fallait rapidement liquider l'abcès de fixation de Gênes, il avait pris certaines précautions contre une descente prématurée de l'armée de réserve en Italie du Nord. Il avait laissé à Alexandrie un corps de trente-cinq mille hommes aux ordres du général Kaim pour couvrir ses arrières. Le restant de ses troupes, soit soixante mille hommes, était réparti en quatre groupes : à l'est de Gênes, les corps de Ott et de Hohenzollern ; au centre, la colonne la plus importante commandée par Melas lui-même et appuyée par celle d'Elsnitz. Le commandant en chef autrichien avait lui aussi ignoré le front des Alpes et pour réduire Gênes entendait couper sa voie de ravitaillement. Très tôt, en février, le général Oudinot, qui avait fait fonction de chef d'état-major de Masséna pendant la seconde bataille de Zurich, était arrivé à Gênes. Masséna lui rendit ce poste mais il avait prévu pour Suchet une honnête compensation. Il lui donna le commandement du secteur central. Depuis le départ, il entendait agir de la sorte et c'était même la raison pour laquelle il l'avait conservé disponible à l'étonnement de son entourage. En même temps, il honora ses trois généraux adjoints en leur accordant le titre de lieutenant général, ce qui n'était pas un grade mais une fonction qui les plaçait au-dessus des autres divisionnaires.

Le corps de Suchet comprenait trois divisions aux ordres des généraux Clausel, Pouget et Lesuire. L'ensemble s'élevait à un peu moins de treize

mille hommes avec lesquels il devait couvrir un front de soixante-quatre kilomètres. Évidemment, il était hors de question que Suchet répartît équitablement ses forces sur l'ensemble de son front. Il constitua donc un ensemble de petits avant-postes, en quelque sorte des sonnettes, et concentra le gros de ses divisions autour des villes de Savone et Finale sur la côte d'où il lui serait possible de se porter rapidement sur le col de Cadibona par où les Autrichiens tenteraient sans doute de déboucher car c'était le seul dont la chaussée permît le passage de l'artillerie. Comme chef d'état-major, il choisit Préval malgré son jeune âge, car il avait travaillé avec lui sous Joubert.

Pendant les mois de février et mars 1800, quoique les deux armées eussent été au contact, les hostilités se résumèrent à de simples escarmouches entre patrouilles sur le front central. Mais, sur la droite française, Soult, conformément au plan de Masséna, avait lancé des actions de portée réduites mais suffisamment virulentes pour gêner la mise en place des troupes autrichiennes. C'était autant de temps de gagné.

Par ailleurs, Masséna avait chargé Bavastro, un marin hardi qu'il connaissait bien, de mener une espèce d'offensive contre l'escadre anglaise par des procédés de corsaire. Sans doute ne pouvait-il pas s'attaquer aux vaisseaux de haut bord et aux frégates, mais il avait la possibilité d'enlever les bâtiments de charge et de liaison et de cette manière, forçant les Anglais à protéger leurs communications, il permettrait à quelques caboteurs serrant la côte d'apporter un peu de ravitaillement à la ville. En définitive, l'offensive autrichienne ne démarra que le 5 avril. En prenant lui-même la tête d'une de ses colonnes, Melas se mettait dans l'impossibilité de diriger l'ensemble de la bataille. Son double objectif était d'une part, sur sa gauche, de refouler les Français jusque sous les murs de Gênes et d'en entreprendre le siège ; et, sur sa droite, de couper la route côtière, de forcer Suchet à se replier sur Gênes, ce qui faisait autant de bouches supplémentaires à nourrir, et d'être ainsi en mesure de marcher sur Nice et éventuellement sur Marseille en tendant la main aux mouvements insurrectionnels royalistes de Provence.

La disproportion des forces était telle que les Autrichiens avancèrent partout. Mais alors que, face à Soult, Ott éprouvait de grandes difficultés et fut arrêté avec des pertes importantes à huit kilomètres de Gênes, à Nervi, au centre, les combats, après une résistance acharnée des divisions de Suchet, qui dura plusieurs heures, tournèrent à l'avantage de Melas. Il finit par s'emparer du col de Cadibona et put dévaler jusqu'à Vado sur la côte, séparant ainsi Suchet de Soult. L'ensemble de l'opération, la résistance des troupes de Suchet, avait duré trois jours. En un sens, la manœuvre de Melas avait échoué, car il n'était pas parvenu au pied des murailles de Gênes et Suchet, au lieu de replier ses troupes sur la ville, les avait fait pivoter en direction de Nice. Il était, certes, isolé du gros de l'armée mais, jusqu'à nouvel ordre, interdisait toute tentative d'invasion de la France. Cependant, Masséna était assez mécontent de la manière dont Suchet avait conduit la bataille, estimant qu'il aurait pu et dû bloquer les Autrichiens au col de Cadibona. Lui-même sur le

front de Soult avait immédiatement contre-attaqué et fait reculer les troupes de Ott de cinq kilomètres.

Masséna était bien décidé à tout tenter pour rétablir la liaison avec Suchet, non pas qu'il manquât de confiance en ce dernier, mais le contrôle de la route de Nice était absolument nécessaire à son ravitaillement. Il prépara donc une contre-offensive générale, et comme elle nécessitait une coordination parfaite entre les mouvements de Soult et ceux de Suchet, il expédia à celui-ci des instructions qu'il chargea Oudinot, son chef d'état-major, de lui porter.

Oudinot s'embarqua sur un navire léger commandé par Bavastro et atteignit sans encombre Loano, le 8 avril, là où Suchet avait installé son quartier général. Sans peine, Oudinot reconnut que le corps de Suchet, après les rudes combats des jours précédents, était incapable de participer à une offensive d'autant qu'il était à court de munitions. Tout ce que put faire le lieutenant général fut d'esquisser un mouvement en avant qui ne trompa pas les Autrichiens. Ceux-ci purent concentrer leurs forces contre celles de Soult qui, de ce fait, ne put mener à bien sa propre offensive. Par la suite, ce général quelque peu perfide laissa entendre que Suchet était demeuré immobile (ce qui est inexact) par pure jalousie. Toutefois, plusieurs historiens devaient sans hésiter adopter cette thèse.

En fait, Suchet expliqua à Oudinot qu'il balançait dans l'alternative suivante : soit il jetait toutes ses forces dans une tentative d'ouvrir la route de Gênes avec des chances de succès très limitées et la certitude qu'après cela son corps d'armée serait réduit à rien, soit il les conservait pour couvrir la France contre un danger d'invasion. Compte tenu des mouvements des Autrichiens, cette menace devait être prise très au sérieux. Oudinot reconnut la justesse du raisonnement.

Pendant tout le mois d'avril, Melas s'efforça d'élargir la brèche qu'il avait ouverte dans le dispositif français. Suchet s'accrochait au terrain mais gardait un œil sur sa gauche. La division Lesuire tenait le col de Tende et y résistait à la pression du corps d'Elsnitz. Toutefois, les Autrichiens au prix de pertes élevées parvinrent à s'en rendre maîtres le 6 mai en fin de journée. La position de tout le corps de Suchet devenait critique. Désormais, les Autrichiens se rabattant vers la côte pouvaient encercler ses unités. De plus, il craignait que les Anglais ne tentent de débarquer des troupes sur ses arrières pour tendre la main aux Autrichiens et consolider leur blocus. Même la ligne de Vintimille qu'il avait envisagé d'occuper devenait intenable. Il se résigna donc à reculer jusqu'à la frontière française, abandonnant une grande portion de terrain mais sauvant son armée.

Il n'hésita pas à évacuer Nice mais jeta une petite garnison dans le fort du mont Saint-Alban, situé sur la montagne qui sépare la rade de Villefranche de la plaine de Nice. Sa position stratégique de premier plan permettait à son artillerie de balayer la route du littoral, ce qui gênerait considérablement les Autrichiens. De plus, Suchet resta en communication permanente avec le

commandant du fort, grâce à une invention toute nouvelle qu'il mit en pratique : un télégraphe optique.

**

Masséna, toujours persuadé que Suchet avait plus de dix mille hommes sous ses ordres alors qu'il ne lui en restait que cinq mille et qu'il était à court de vivres et de munitions, ne comprenait pas qu'il eût opéré une telle retraite. Mais, cloué qu'il était à Gênes, il ne pouvait pas intervenir. Cependant, Suchet, livré à lui-même, s'organisait pour résister à la poussée autrichienne. À leur habitude, les généraux de Melas firent preuve d'une certaine nonchalance dans leur progression, ce qui laissa à Suchet le temps d'élever des fortifications de campagne. Il s'établit sur la rive française du Var « et s'y enterra jusqu'aux dents ». Installé depuis l'embouchure du fleuve jusqu'à Gilette, il confia le commandement de son aile droite à Rochambeau, celui du centre à Mengaud et celui de l'aile gauche à Garnier. Toutefois, il maintint une tête de pont sur la rive gauche du Var car, en ce point, s'élevait une redoute bien armée et protégée par un fossé profond plein d'eau. Celle-ci allait fortement gêner les assaillants qui feraient sans succès des efforts pour s'en rendre maîtres. Ce fleuve côtier ne constituait pas en lui-même un obstacle formidable. Tout de même, large de six cent cinquante mètres, sa traversée était plus malaisée qu'il ne pouvait paraître au premier abord et, même s'il était guéable en plusieurs endroits, le simple fait de le franchir cassait l'élan d'une colonne d'assaut.

Entrés à Nice le 11 mai, les Autrichiens ne perdirent pas de temps à élever des fortifications en vue de stopper une attaque éventuelle de Suchet ! Celle-ci était pourtant d'autant plus improbable que les impériaux étaient assurés d'une supériorité numérique écrasante (neuf brigades et une cinquantaine de pièces d'artillerie). En outre, ils disposaient de l'aide des pièces d'une flottille de corvettes anglo-napolitaines, appuyées par quelques frégates qui croisaient dans la baie des Anges.

La position de Suchet était moins mauvaise qu'il n'aurait pu paraître. Certes, il avait dû abandonner une partie de son artillerie en évacuant Nice. Mais l'arsenal de Toulon lui avait remplacé ces pièces et l'avait abondamment pourvu en munitions. Le département français, sur lequel il campait, craignait une invasion autrichienne et les autorités faisaient leur possible pour lui fournir un ravitaillement qui, jusque-là, lui avait plutôt fait défaut. Il avait reçu un renfort de mille hommes, ce qui était appréciable. En outre, s'il était déterminé à attendre l'assaut de l'ennemi sans sortir de sa position, il mena dans le style de son patron quelques actions limitées pour tenter, avec plus ou moins de succès, de démanteler les batteries que les Autrichiens mettaient en place. Faute d'y réussir complètement, il gêna beaucoup leurs travaux, gagnant un temps précieux.

Les Autrichiens comprenaient qu'ils devaient se hâter s'ils voulaient chasser Suchet de ses retranchements, car la menace que faisait peser sur eux

l'armée de réserve commandée par Berthier et Bonaparte devenait chaque jour plus précise. Ils lancèrent donc successivement, à quelques jours d'intervalle, trois assauts contre les lignes de Suchet. Chaque fois, ils les firent précéder par une sérieuse préparation d'artillerie à laquelle les canons de Suchet répliquèrent de leur mieux. À la troisième et dernière tentative, les Français usèrent d'une ruse de guerre. Au tir préparatoire des Autrichiens et des Anglais, ils ripostèrent à peine, ce qui fit croire aux assaillants qu'ils étaient à court de munitions ou que leurs pièces étaient démontées. Aussi le général Elsnitz résolut, dans la nuit du 26 au 27 mai, de lancer un assaut par surprise sur la tête de pont qu'avaient maintenue les Français. Accueillis par un feu roulant, décimés, ses bataillons furent, une nouvelle fois, repoussés. Ce fut le dernier effort des Autrichiens. Ils allaient bientôt entamer leur retraite et Suchet pourrait passer à la contre-offensive.

Entre le 30 mai et le 1^{er} juin, ses hommes pleins d'enthousiasme enlevèrent les quatre redoutes du lieu-dit « le camp des Fourches » et, dans la foulée, remontant la vallée de la Roya, réoccupèrent le col de Tende. Le général autrichien Elsnitz, qui y avait installé son quartier général, fut contraint de s'enfuir en chemise, à pied par un sentier de montagne, abandonnant bagages et équipages et de courir ainsi jusqu'à Coni.

Suchet d'habitude si prudent dans ses mouvements était à présent déchaîné. Répondant aux désirs de Masséna, il fonçait pour assurer sa jonction avec son patron, bousculant devant lui les Autrichiens en pleine retraite, leur raflant quatorze mille prisonniers et trente-sept pièces de canon. Déjà, le 29 mai, il était rentré à Nice qu'il avait traversée sans s'y arrêter, laissant aux commissaires civils le soin de régler leurs comptes aux habitants qui avaient eu l'imprudence de collaborer avec les occupants. De Nice, le 6 juin, il parvint à Savone en deux étapes, mais, le soir, un parlementaire autrichien, accompagné d'un adjudant général français, se présenta aux avant-postes pour le prévenir que Masséna littéralement à bout de vivres avait capitulé. Suchet arrêta donc sa progression quoique son corps d'armée n'eût pas été compris dans les termes de la convention. En même temps, il prenait ses dispositions pour poursuivre la campagne et avancer vers le nord afin d'aller renforcer l'armée de réserve. Mais, pour cela, il lui fallait obtenir l'autorisation de Masséna.

Celui-ci avait quitté Gênes par mer et débarqua à Finale le 13 juin, où Suchet vint l'accueillir. Ce furent des embrassades et des congratulations réciproques, mais lorsque Suchet exposa son plan pour se porter en avant afin de rejoindre Bonaparte, Masséna y opposa son veto. Très fatigué, victime d'une chute durant la traversée, il estima avoir besoin de repos et ne voulait pas laisser Suchet aller seul dans le nord et s'y couvrir de gloire. Aussi, était-il dans une disposition d'esprit telle qu'il se souciait peu pour l'heure d'aider Bonaparte. « J'en ai assez fait pour ce petit bougre-là ! » aurait-il confié à son état-major, estimant que de son côté le Premier consul n'avait pas tenu ses promesses de lui envoyer renforts et approvisionnements pendant le siège.

Furieux, Suchet expédia sans rien dire son chef d'état-major Préal prévenir Bonaparte que si l'armée d'Italie demeurait immobile, c'était uniquement la faute de Masséna. Préal partit donc le 14 ou le 15 juin mais s'arrêta en route et rebroussa chemin en apprenant la victoire de Marengo. On ne sait comment cette mauvaise langue de Thiébault, attaché à ce moment à l'état-major de Masséna, apprit ce mouvement de colère et de dépit de Suchet ; mais il l'a rapporté à sa manière dans ses mémoires, en couvrant Suchet de reproches.

La victoire de Marengo fut suivie d'un armistice qui allait de prolongations en prolongations durer jusqu'en novembre. Avant de quitter l'Italie, Bonaparte confirma Masséna dans son rôle de commandant en chef de l'armée. Suchet, qui avait compris que les avantages et les promotions se décideraient à Paris, demanda à être muté en France. Après avoir donné un accord de principe, Masséna revint sur sa décision et décida de le maintenir en Italie, à la tête d'un corps de deux divisions. Sans doute avait-il été mis au courant de ce qu'il pouvait considérer comme une petite trahison.

Suchet avait eu l'honneur d'entrer à Gênes, tambour battant et enseignes déployées à la tête des troupes françaises (24 juin) ; puis il avait reçu pour sa brillante conduite et la manière dont il avait mené les opérations une lettre de félicitations de Carnot dans le style emphatique et pompier de l'époque : « La France a les yeux fixés sur le nouveau passage des Thermopyles ; plus heureux et non moins brave que les Spartiates, vous avez su vaincre, général... » Le reste était de la même eau.

Un peu plus tard, il reçut de Paris sa confirmation dans les fonctions de lieutenant général du général en chef. Mais la décision datait du mois de mars ! Ce n'était en rien une récompense pour la manière dont il avait dirigé son corps d'armée. Dans l'ensemble, les promotions étaient fort maigres mais l'armée d'Italie compterait bientôt cinq lieutenants généraux.

**

Depuis qu'il avait pris le pouvoir, Bonaparte, imitant en cela les anciens directeurs, était obnubilé par la crainte de voir un des généraux de la République aussi bon, sinon meilleur stratège que lui, se mettre à la tête de ses troupes et marcher sur Paris pour le renverser. Masséna faisait partie de ce nombre. Et il fournit au Premier consul l'occasion de se débarrasser de lui. Il faut souligner que le gouvernement français lui tendit la perche. Dès le début, Masséna eut des occasions de se plaindre. Dans la convention d'armistice signée entre la France et l'Autriche après Marengo, il avait été stipulé que les Autrichiens pourraient évacuer à leur profit les magasins de vivres demeurés en territoire occupé par les Français. Or, Melas ne disposait pas des moyens de transport nécessaires pour les enlever. Il proposa donc à Masséna de les lui vendre. Consulté, le Premier consul donna son accord, pourvu que le prix en fût raisonnable. Ce fut alors que Masséna constata que les caisses de l'armée étaient vides. Ce n'était pas absolument exact. Elles contenaient des

obligations des receveurs généraux français et des lettres de crédit à très longue échéance dont personne ne voulait. Petiet, ministre du gouvernement français à Milan, annonça l'arrivée prochaine d'un million en espèces, envoyé par Paris, dont personne ne vit jamais la couleur !

Aussi Masséna se mit-il à bombarder le Premier consul de lettres impératives réclamant à la fois des fonds et des équipements pour son armée.

Par ailleurs, il s'occupait fort peu de réaliser l'amalgame entre son ancienne armée et celle de Bonaparte. Enfin, il laissait la corruption et le pillage se développer dans son entourage, ce qui au demeurant n'allait pas loin, étant donné l'état de l'Italie, après quatre ans d'occupation par des armées de trois nationalités différentes.

Tous ces arguments furent bons aux yeux de Bonaparte et, en août, après deux mois de ce commandement, Masséna fut relevé de son poste. Pour lui allait commencer une longue période de disgrâce parfaitement imméritée. Il fut remplacé par Brune (21 août) qui était certes un bon administrateur mais un assez médiocre chef de guerre, plutôt timoré et sans grandes vues stratégiques. Le choix était curieux, car Bonaparte comptait sur l'armée d'Italie pour réaliser les opérations définitives lors de la reprise des hostilités afin d'éclipser les exploits de l'armée d'Allemagne supérieurement commandée par Moreau.

Brune commença par mettre en œuvre cet amalgame négligé par Masséna. Il réorganisa son armée en cinq corps qu'il confia à Moncey, Michaud qui remplaçait Soult toujours indisponible et se remettant de sa blessure reçue pendant le siège, Dupont, Suchet et Davout à la tête de la cavalerie.

Suchet connaissait bien Brune auprès de qui il avait déjà servi en tant que chef d'état-major et leurs rapports furent, dès le départ, assez cordiaux. Il en profita pour lui adresser un état de son corps d'armée et demanda des équipements pour ses hommes ainsi que quelques renforts car, sur ses deux divisions qui auraient dû compter près de quinze mille hommes, il y avait mille deux cents malades.

Occupant le centre du dispositif français, Suchet avait installé son quartier général à Crémone. Son ami Oudinot, toujours chef d'état-major de l'armée, lui fournit un certain nombre d'équipements et, afin de lui permettre d'assurer son service d'éclairage, Brune le renforça avec trois régiments de hussards. Son parc d'artillerie qui comptait vingt-quatre pièces (deux batteries par division) fut légèrement augmenté. Pendant tout l'été, la suspension des hostilités permit à Suchet de se consacrer à l'entraînement de ses troupes. Mais il avait également à résoudre quelques problèmes délicats.

Lors des négociations d'armistice d'Alexandrie entre Berthier et le général autrichien Zach, il avait été prévu la création d'une ligne de démarcation entre les deux armées. Mais les deux généraux ne s'étaient pas attardés à la tracer avec précision. Aussi, entre les adversaires qui, sans être vraiment au contact, n'étaient pas très éloignés, les escarmouches de

patrouilles étaient-elles fréquentes, chacun prétendant avoir vu son territoire violé par l'autre. C'était une des tâches, et non des moindres, des chefs de corps de s'assurer que ces affrontements demeurent dans des proportions minimales tout en ne faisant rien pour les décourager.

En outre, Suchet veillait à maintenir des liaisons étroites avec Moncey à sa gauche et Dupont à sa droite. Au début de septembre 1800, Brune l'avertit que les hostilités allaient incessamment reprendre et lui fixa comme objectif la ville de Trente. Mais l'armistice fut, une fois de plus, prolongé. À ce moment, le corps d'armée de Suchet, tant en raison des maladies que des désertions, était réduit à un peu plus de dix mille hommes et il dut demander de nouveaux renforts à Oudinot.

Brune, conscient de cette diminution générale des effectifs qui frappait toute l'armée, réorganisa une fois de plus ses demi-brigades grâce à des renforts que lui envoya Paris.

Même s'il s'agissait surtout de conscrits, il fut à même d'étoffer ses unités et, en novembre, Suchet disposait à nouveau de treize mille hommes. On ne sait pratiquement rien sur ce que fut sa vie privée durant cet été 1800 et s'il profita, comme c'est probable, de son séjour en Italie pour nouer quelque idylle amoureuse quoique à ce moment les sentiments n'aient pas semblé tenir une grande place chez lui. Mais il veillait soigneusement à continuer à donner de lui une opinion favorable dans l'entourage du Premier consul. C'est ainsi qu'ayant appris que la police avait déjoué une tentative d'attentat contre Bonaparte, il s'empressa d'écrire le 2 octobre à Bourrienne, secrétaire et intime du Premier consul : « Tous les braves de l'armée ont témoigné leur inquiétude sur l'assassinat prémédité de notre héros... »

De report en report, car les deux adversaires peaufinaient leurs préparatifs et une conférence prélude à la paix s'était ouverte à Lunéville sans beaucoup avancer, l'armistice dura jusqu'au 28 novembre à un moment où il était loisible de croire qu'il se prolongerait jusqu'au printemps 1801. Les Autrichiens avaient minutieusement préparé leur rupture, car elle eut lieu le même jour en Allemagne et en Italie. Cependant, dans ce dernier pays, leurs plans de campagne ne prévoyaient pas de prendre l'offensive. Ce comportement convenait parfaitement à leur commandant en chef, le maréchal Bellegarde, homme prudent et même un peu timoré. Il décida de rester sur la défensive sur une ligne délimitée par la rivière Mincio, s'appuyant sur les deux forteresses de Mantoue bordée par le Pô et de Peschiera, sur le lac de Garde contrôlé par une importante flottille de canonnières. Mais il avait tout de même cent vingt mille hommes sous ses ordres dont soixante-dix mille sur la ligne du Mincio, vingt mille dans le Tyrol, vingt mille à Naples et dix mille à Ancône qu'il pouvait concentrer assez rapidement.

De son côté, Brune commandait à quatre-vingt-dix mille hommes et le Premier consul lui avait laissé entrevoir l'appui éventuel du corps d'observation de dix mille hommes sous Murat qu'en définitive on ne lui donna pas, pas plus que l'armée de Macdonald forte de quinze mille hommes

campant dans les Grisons.

Déployée face aux Autrichiens sur le Mincio, l'armée d'Italie était articulée en trois corps de bataille : Moncey à gauche, Suchet au centre et Dupont à droite. Michaud commandait la réserve et Davout toujours la cavalerie, alors que Marmont responsable de l'artillerie disposait de deux cents pièces. Les trois commandants de corps d'armée, et Suchet autant sinon plus que les autres, étaient enchantés à l'idée de reprendre les hostilités et ne cherchaient que l'occasion de se mettre en valeur. Pourtant, au moment de la rupture de l'armistice, le 22 novembre, Brune commença par rester, lui aussi, sur la défensive. Le corps de Dupont avait été en effet envoyé en Toscane pour y rétablir l'ordre et s'y était, au demeurant, plutôt mal comporté. Il ne fut de retour à la droite du dispositif français que le 26 ou 27 novembre. À ce moment-là, Brune hésitait encore à prendre l'offensive. Bellegarde avait puissamment fortifié son front du Mincio et aucune manœuvre de contournement n'était envisageable. Il fallait donc attaquer de front. D'ailleurs, l'attitude un peu ambiguë du Premier consul incitait Brune à la circonspection. Il savait que Bonaparte supportait mal que d'autres généraux cueillent des lauriers à sa place et il se demandait si une grande victoire en Italie serait accueillie avec enthousiasme par le gouvernement. Du reste, même en demeurant immobile, il jouait un rôle, car il fixait d'importantes forces autrichiennes et couvrait le flanc droit de l'armée d'Allemagne dont le commandant en chef, Moreau, allait se couvrir de gloire en écrasant les Autrichiens à la bataille de Hohenlinden. Bonaparte ne le lui pardonnerait jamais.

Tout de même, le 18 décembre, aiguillonné par le Premier consul, Brune se mit en mouvement. Il franchit la rivière Chiesa et avança en direction du Mincio. Au centre, Suchet avait comme premier objectif la petite ville de Volta qu'il occupa le 20 décembre. Sur l'ensemble du front, les Autrichiens cédaient du terrain en résistant mollement et en se réservant de combattre sur le Mincio. Avant d'arriver sur cette rivière qui ne constituait pas un obstacle infranchissable en raison de ses nombreux coudes et du fait qu'en plusieurs points la rive gauche domine la rive droite, Brune réunit ses généraux dans un conseil de guerre (21 décembre). Tous furent d'avis de poursuivre l'offensive malgré le mauvais état des routes et se rallièrent à l'idée de Marmont de ne franchir la rivière qu'en un point, à Monzambano. Mais le plan initial de Brune et ses instructions écrites prévoyaient une traversée en deux points, le second se situant à Molino-della-Volta.

Il y eut un manque certain de coordination entre les trois corps. En outre, afin d'égarer les Autrichiens, une fausse attaque devait être menée sur Molino qui distrairait une partie des forces ennemies. Cette diversion serait réalisée par Dupont. Alors que Brune avait planifié l'ensemble de l'opération pour le 24 décembre, un retard dû à l'état des routes l'obligea à la reculer de deux jours. Mais il omit d'en prévenir Dupont. En outre, celui-ci, qui avait à faire oublier la mauvaise impression qu'avait donnée son corps d'armée en

Toscane, sans s'assurer que l'horaire initial était maintenu, traversa le Mincio et attaqua dès le 24.

Bellegarde s'aperçut très vite que le reste de l'armée française ne bougeait pas et concentra une partie importante de ses forces en face de Dupont. Celui-ci, après avoir engagé ses deux divisions, comprit qu'il allait être écrasé et appela Suchet à l'aide. Curieusement, Brune, averti par Suchet, ne voulant pas reconnaître son erreur initiale, se mit en colère et lui fit interdire de se porter au secours de son collègue. Mais faisant preuve à la fois d'initiative, de générosité et d'un sens profond de la camaraderie, Suchet passa outre les ordres de Brune et vint soutenir et renforcer Dupont. Il jugea très vite, avec son sens aigu pour estimer une situation, que le renfort qu'il apportait risquait d'être insuffisant. Passant par-dessus la tête de l'état-major, il envoya des officiers à Davout pour lui demander de venir les appuyer et celui-ci, sans hésiter, se porta en avant. Ainsi Dupont put-il remporter une victoire à Pozzolo. Bon camarade lui aussi, il n'oublia pas de mentionner dans son rapport qu'il n'avait gagné la bataille que grâce à l'intervention de Suchet. C'est, il faut le souligner, une des plus belles actions de la vie militaire de Suchet.

Le surlendemain, 26 décembre, Brune déclencha son offensive générale. Quoique s'étant battues sérieusement l'avant-veille, les divisions de la droite et du centre participèrent activement à l'action et les Autrichiens furent contraints à la retraite, abandonnant leurs positions fortifiées tout en maintenant des garnisons dans Mantoue et Peschiera. Le gros de leur armée se replia sur l'Adige. De part et d'autre, les pertes avaient été assez lourdes. Aussi Brune ne montra-t-il aucun empressement à pousser vigoureusement son offensive. Il savait d'une part que la récente victoire de Moreau en Allemagne allait sans doute amener la fin du conflit car il marchait sur Vienne, et d'autre part que l'armée des Grisons commandée par Macdonald descendait du Tyrol, ce qui allait mettre Bellegarde dans une situation inconfortable car il risquait d'être encerclé.

La veille du jour où Brune gagnait à son corps défendant la bataille de Pozzolo, Moreau en Allemagne signait un armistice avec l'archiduc Charles. À ce moment, son armée campait à moins de vingt lieues de Vienne. Cette suspension d'armes, au départ d'une durée de trente jours, fut matérialisée entre les généraux Lahorie et Grünne dans la petite ville de Steyer.

Les hostilités allaient se poursuivre assez mollement pendant un mois en Italie, conditionnées par les négociations de Lunéville. Le gouvernement de Vienne aurait voulu que Bellegarde repoussât les Français jusqu'au Mincio et Bonaparte désirait que Brune avançât jusqu'à l'Adige. Mais sentant peser sur son flanc droit la menace de l'armée de Macdonald, Bellegarde n'avait aucune envie de se lancer dans une offensive hasardeuse. De son côté, Brune ne comprenait pas pourquoi le Premier consul tenait à pousser jusqu'à l'Adige. Il n'en avança pas moins, mais lentement, avec précaution et en évitant autant que possible de faire tuer du monde. D'ailleurs, les troupes françaises dans

leur progression se comportaient comme en pays conquis et comme l'hiver était assez rude les soldats enlevaient systématiquement les portes et les meubles pour se chauffer quoique ce genre de destruction leur fut interdit.

Suchet avait ordre de marcher sur l'Adige. Le 4 janvier 1801, il entra dans Vérone qui borde le fleuve, sans rencontrer de résistance. Les Autrichiens s'étaient contentés de couper le pont.

Cependant, Brune, ne tenant pas compte des instructions de Berthier dictées par la politique, était maintenant décidé à poursuivre son offensive. Il savait que l'armée de Bellegarde était affaiblie, car l'archiduc Charles y avait prélevé vingt-cinq mille hommes pour renforcer ses propres troupes devant Vienne. Suchet reçut donc l'ordre de franchir l'Adige et cette opération ne rencontra pratiquement aucune opposition. Lancé en pointe de l'armée, il atteignit Castelfranco le 12 janvier et, le 18, arriva devant Padoue qui n'opposa aucune résistance.

Bellegarde à présent cédait le terrain presque sans combattre. Mais, à son tour, il sollicita un armistice qui ne fut conclu que le 26 janvier. Une zone neutre entre les deux armées fut définie, limitée par le Tagliamento pour les Autrichiens et le Livenza pour les Français. Tout le monde savait que les négociations de paix conduiraient l'armée française à rétrograder jusqu'à l'Adige. Mais, en attendant ce mouvement qui aurait lieu le plus tard possible, Suchet s'installa à Padoue et mit la province à contribution, contrairement à ses principes, pour nourrir et surtout vêtir ses divisions. Il dut également défendre la province du Padouan contre la rapacité de ses camarades moins bien lotis, car la province était encore riche et n'avait pas trop souffert de la guerre. Il se préoccupa de faire restituer aux acquéreurs de biens nationaux institués en 1796 et 1797 par Bonaparte leurs propriétés que les Autrichiens à leur retour s'étaient empressés de confisquer.

Cependant, le haut commandement de l'armée d'Italie était l'objet d'incroyables intrigues. Après la bataille de Pozzolo, Brune avait demandé à Paris le rappel de Dupont alors que ce dernier écrivait au ministre de la Guerre pour dénoncer l'incapacité de son chef. De son côté, Davout envoyait une missive virulente à Berthier, écrivant que Brune était « sans caractère, sans talent et sans courage ». Il alla jusqu'à le taxer d'« ineptie, de pusillanimité et de mauvaise foi ». Marmont et Moncey se joignirent à ce concert, y ajoutant que la corruption atteignait un degré inouï chez les employés civils travaillant au quartier général.

Seul, le prudent Suchet, quoi qu'il en pensât, se garda de polémiquer et se renferma dans le silence, s'occupant ostensiblement de son corps d'armée. Et puisque les hostilités étaient suspendues et touchaient à leur terme, il consacra une partie de son temps à demander de l'avancement pour un certain nombre de ses subordonnés.

Chez lui, l'homme du monde n'était jamais loin du militaire. Il décida de faire un peu de tourisme. Il demanda courtoisement à son homologue autrichien, qui commandait le secteur de l'Adriatique, des passeports pour

aller visiter Venise, accompagné de plusieurs officiers et de leurs épouses. Les Marmont furent du voyage qui dura du 16 au 22 mars 1801 et les Autrichiens ainsi que l'aristocratie vénitienne leur réservèrent des réceptions somptueuses et même chaleureuses.

Si Suchet s'était octroyé des vacances, c'est qu'il sentait que son commandement et son séjour en Italie tiraient à leur fin. En ce même mois de mars, Brune était parti pour Paris. Suchet avait espéré que le commandement de l'armée à titre provisoire lui serait confié ; mais Brune l'avait délégué à Moncey plus ancien que lui comme général de division quoiqu'il l'ait destitué en janvier pour avoir soi-disant laissé échapper l'armée ennemie.

La tâche qui revenait à Moncey était tout sauf agréable. Il était chargé de replier l'armée sur la ligne de l'Adige, ainsi que l'avait défini le traité de Lunéville signé le 9 février, puis de la dissoudre et d'envoyer les demi-brigades cantonner un peu partout. Avant de quitter Padoue, Suchet réussit à obtenir que la province lui fournisse un certain nombre de pièces de drap, vingt mille paires de souliers, des fourgons, deux cents mulets et cinq cents chevaux. Dès son retour de Venise, il écrivit à Berthier, toujours ministre de la Guerre, pour solliciter un congé, avançant qu'il n'en avait pas pris depuis de nombreuses années et qu'il aurait souhaité pouvoir s'occuper de ses affaires personnelles. Et, comme un peu de flatterie ne pouvait que faire agréer favorablement sa requête, il ajouta qu'il voulait aussi féliciter le « héros » qui avait ramené la paix et le ministre qui y avait puissamment concouru.

Oudinot, toujours chef d'état-major de l'armée d'Italie, appuya la demande de son ami. En attendant la décision de Paris, Suchet évacua Padoue qu'il remit aux Autrichiens et se replia dans un premier temps sur Crémone puis sur Modène où il s'installa à la fin du mois d'avril. Enfin, le 7 mai, Oudinot lui fit savoir qu'il était autorisé à se rendre à Paris pour une période indéterminée. C'était mettre un terme à son commandement. Mais avant de partir et de confier les restes de son corps d'armée à son subordonné, le général Loison, il tint à mettre toutes ses affaires en ordre.

Ayant appris que Davout bénéficiait d'un même congé, ils convinrent, si cela était possible, de voyager ensemble. Mais Davout fut retenu plus longtemps qu'il ne l'aurait voulu et ce fut sans doute une source de tranquillité pour Suchet, car Davout était d'un caractère difficile. Le 9 mai, Suchet apprit en même temps que ses camarades que leur commission de lieutenants généraux était annulée, ce qui avec la paix était assez logique, mais du coup ils perdirent les avantages financiers qui y étaient attachés. Un des derniers actes de Suchet fut de veiller à ce que la solde de ses hommes et de ses officiers, souvent en retard, leur fût intégralement payée. Il espérait sans trop vraiment y croire ainsi mettre fin au pillage auquel se livraient les troupes.

Il quitta son quartier général à la fin de la première quinzaine de mai et voyagea en compagnie de son frère qui comptait se faire définitivement démobiliser et avait déjà entrepris des démarches pour entamer une carrière

dans l'administration civile. En cours de route, Louis-Gabriel eut la surprise de se voir rejoint par un courrier qui lui remit un décret signé par Oudinot qui le nommait commandant d'armes de la place de Milan. Suchet le fourra dans sa poche et continua sa route. Il semble qu'il n'en fut plus jamais question.

**

L'ambiance que découvrirent à Paris les frères Suchet était résolument optimiste et Bonaparte se trouvait au sommet de sa popularité. La paix était rétablie en Europe et les négociations avec la Grande-Bretagne, le dernier pays avec lequel la France fût en guerre, touchaient à leur terme. L'économie redémarrait. Le Premier consul attachait, proclamait-il, beaucoup d'importance à la prospérité du pays, encore que ses concepts en la matière fussent plutôt élémentaires.

Sans négliger leurs devoirs officiels, les frères Suchet, surtout Louis-Gabriel, s'occupèrent sérieusement de leurs affaires personnelles qu'ils avaient quelque peu négligées depuis plusieurs années. L'industrie de la soie avait déjà repris sous le Directoire, les directeurs et leur entourage contribuant à la relance des industries de luxe. Bonaparte, qui désirait voir s'établir autour de lui une cour brillante et somptueuse, n'allait pas interrompre le mouvement, bien au contraire.

Tenus régulièrement et fidèlement au courant de la marche de la maison « Suchet frères » par leur oncle Jacquier, les frères constatèrent avec plaisir qu'elle avait recommencé à rapporter des bénéfices. Évidemment, leur oncle aurait trouvé tout naturel qu'abandonnant l'état militaire ils reviennent à Lyon reprendre leur métier de soyeux. Mais Louis-Gabriel était trop avancé dans la hiérarchie pour délaisser l'état de soldat et Gabriel-Catherine ne se sentait plus à présent la vocation pour diriger leur affaire. Outre celle-ci, les frères Suchet possédaient en indivision, mais sans songer à en sortir, la propriété achetée par leur père, « la Mignonne », dont la valeur n'avait cessé de croître et qu'ils louaient, des terres et des immeubles en Ardèche autour de Largentière, également gérés par des parents et un compte chez un banquier de Paris qui s'élevait à environ deux cent cinquante mille francs, valeur 1801, sans qu'ils se soient expliqués sur l'origine de ces fonds.

En outre, Louis-Gabriel avait reçu récemment « une prime » de cent mille francs pour sa brillante conduite en Italie et touchait sa solde de général de division à laquelle viendrait bientôt s'ajouter le salaire de son frère qui allait avancer rapidement dans la fonction publique.

Les frères étaient donc plus qu'à leur aise et le matérialisèrent bientôt en se rendant acquéreurs au début de 1802 d'un hôtel particulier, de son jardin, et de ses dépendances, situés au 18 de la rue de La-Ville-l'Évêque, en plein centre de Paris. Louis-Gabriel en était propriétaire pour les deux tiers et Gabriel-Catherine pour un tiers. Il devait revendre sa part à son frère aîné en 1806 sans que la raison de cette cession nous soit connue. En tous les cas, ce ne fut pas pour une cause de mésentente. Assez rapidement, ils l'agrandirent

en acquérant l'immeuble du 20 de la même rue.

Ayant fait connaissance, lorsqu'ils étaient en Italie, d'un très bon architecte nommé Bonnaud, ils firent appel à ses services dès son retour en France pour procéder à l'aménagement de leur propriété. Les étages furent réservés aux appartements particuliers et le rez-de-chaussée fut agencé pour y donner des réceptions, ce qui devenait fort à la mode, même si les maîtres des lieux étaient célibataires. Le goût venait d'en être relancé par Murat et sa femme. Tout ce qui subsistait en France des anciennes noblesse et bourgeoisie ne demandait qu'à se divertir. Et il est certain que les frères Suchet savaient recevoir. Bonaparte, qui voulait que Paris se donnât un air de gaîté et de joie, ne put que les féliciter de leur comportement.

**

Le Premier consul accueillit aimablement Suchet lorsqu'il se présenta aux Tuileries, en juin 1801. La politesse ne lui coûtait pas cher. Du reste, il appréciait la discrétion et la retenue dont il avait fait preuve lors du mouvement de fronde des généraux contre Brune. Et puis, il venait de l'armée d'Italie qui s'était toujours montrée fidèle vis-à-vis de lui. Suchet fut à plusieurs reprises invité aux Tuileries, et pour se l'attacher encore davantage, Bonaparte le nomma le 24 juillet inspecteur général de l'infanterie, à une époque où les promotions devenaient fort rares.

Ce fut à ce titre qu'il accompagna Bonaparte dans le voyage que celui-ci effectua à Lyon en janvier 1802 pour y recevoir les députés des républiques italiennes. Les autorités de Lyon se montrèrent particulièrement chaleureuses vis-à-vis de Suchet qu'elles considéraient comme un illustre enfant de la ville qui lui avait fait honneur et il est fort possible que cet accueil ait porté ombrage au Premier consul, encore qu'il n'ait pas marqué d'humeur vis-à-vis de Suchet, bien au contraire.

Celui-ci profita de ce qu'il était en contact étroit avec « le patron » pour intercéder en faveur d'un camarade, faisant preuve une fois de plus de son grand sens de l'amitié. Il s'agit de l'affaire Lannes. Le Premier consul avait vivement poussé Lannes à louer à Paris un hôtel particulier de bonne facture « et de le meubler avec magnificence » car, en tant que commandant de la garde consulaire, il se devait de représenter. Mais Lannes, qui était le seul des généraux qui continuât à tutoyer Bonaparte, ce qui agaça prodigieusement celui-ci, lui déclara qu'il n'avait pas d'argent. Le Premier consul lui conseilla verbalement de puiser dans la caisse de la garde, puis que tout s'arrangerait. Ainsi fit Lannes, et, dans les jours qui suivirent, Bonaparte lui ordonna de présenter les comptes de ses unités en bon ordre, faute de quoi il le ferait traduire en conseil de guerre. Ce fut Lefebvre à qui Lannes s'adressa, en désespoir de cause, qui sauva la situation en lui remettant à fonds perdu la somme nécessaire et en ajoutant : « Pourquoi vas-tu devoir quelque chose à ce bougre-là ! Porte-lui l'argent et envoie-le faire foutre ! »

Il y eut bien sûr un froid entre Lannes et Bonaparte à la suite de cette

comédie et Suchet, voyant celui-ci de bonne humeur, crut habile et loyal de prononcer quelques paroles en faveur de son camarade qui, entre autres exploits, avait par la fermeté de son comportement au feu permis la victoire de Marengo.

Au cours de ce même voyage, Suchet présenta une requête, non pas à Bonaparte, mais à sa femme Joséphine. Celle-ci, qui appréciait beaucoup les petits cadeaux, était toujours prête à intervenir en faveur des personnes qui se montraient « compréhensives ». Engageant la conversation, après avoir parlé de banalités, Louis-Gabriel lui annonça qu'il avait commandé pour elle, à Florence, un très beau collier et que son frère était chargé de s'enquérir régulièrement quand il serait terminé. Ayant ainsi piqué la curiosité de madame Bonaparte, il la pria d'intercéder précisément en faveur de ce frère qui aspirait à entrer dans l'administration. Et Joséphine l'assura de son soutien.

Avant de quitter Paris, Suchet avait rédigé un questionnaire qu'il avait fait imprimer. Puis, il l'avait fait envoyer à tous les chefs de corps qu'il devait inspecter. Il expliquait qu'en le remplissant par avance les destinataires lui feraient gagner du temps et permettraient d'examiner plus à fond les nombreux problèmes. La méthode était nouvelle. Si elle fut accueillie avec intérêt par les généraux et colonels qui reçurent le document, elle fut plus fraîchement acceptée dans les bureaux du ministère de la Guerre peu portés à l'innovation et à sortir de la routine. Suchet ne tarda pas à passer auprès de ces commis pour un trouble-fête.

Après le retour de Bonaparte à Paris, Suchet demeura plusieurs jours à Lyon afin de donner aux différents chefs de corps le temps de remplir le fameux questionnaire. En cette année 1802, la France traversait une mini-crise économique que Bonaparte allait bientôt juguler ; mais un net ralentissement dans le commerce de la soie confirma Suchet dans son idée qu'il avait bien fait de rester dans l'armée.

Puisqu'il était à Lyon, il commença par inspecter la garnison qui était essentiellement constituée par des demi-brigades rapatriées d'Égypte. Suchet, qui ne négligeait aucun détail, fut frappé par le dénuement extrême des hommes ainsi que par leur état de santé précaire et également par la vétusté et la fatigue du matériel. Ainsi les fusils étaient souvent d'origine et de calibre différents, ce qui n'était pas sans poser quelques problèmes pour le ravitaillement en munitions. Mais, surtout, il constata que les services auxiliaires d'intendance et de santé étaient au-dessous de tout. Il n'avait pas été sans le remarquer en Italie, mais en France, avec la paix revenue, les choses ne s'étaient pas améliorées. Aussi, avant même son départ de Lyon, écrivit-il directement au Premier consul pour lui dépeindre la situation et réclamer d'urgence des réformes.

Bonaparte, fort mécontent, répercuta, commentaires à l'appui, la lettre chez Berthier qui promit d'agir mais qui, dans le moment, garda une sérieuse rancune contre Suchet.

Au début de février, malgré l'état des routes rendues difficiles par les intempéries, Suchet gagna le Midi. Il fut horrifié à Montpellier par l'état de délabrement et d'insalubrité des casernements et le laisser-aller qui en résultait. De là, poursuivant son voyage, il rejoignit en plusieurs étapes Toulouse puis, revenant sur ses pas, passa par Rodez, Nîmes, Le Puy, redescendit à Avignon où il constata que le palais des Papes avait été converti en caserne au détriment des œuvres d'art peintes sur les murs et recouvertes d'une épaisse couche de chaux. On ne les redécouvra que vers 1930, grâce aux travaux d'un conservateur éclairé, le docteur Colomb. Les locaux ainsi transformés n'étaient même pas pratiques à utiliser et c'est un vieux fond d'anticléricisme qui avait inspiré ce changement.

Achevant cette première tournée, Suchet rentra à Paris le 7 juin 1802. À présent secondé par une petite équipe qu'il avait lui-même constituée, il devait dépouiller les fameux questionnaires, répondre à un abondant courrier et rédiger le rapport général relatif à cette tournée d'inspection qui avait duré cinq mois. Les conclusions qu'il exposa rendaient écrasantes les responsabilités de l'intendance où l'incompétence le disputait à la prévarication quand elles ne se conjugaient pas.

Le service de santé n'était pas mieux traité puisque Suchet allait jusqu'à préconiser la suppression des hôpitaux militaires et de confier la santé de l'armée aux services civils souvent du reste entre les mains du clergé.

Bonaparte n'était pas sans être au courant de ces faiblesses. Il pressa une nouvelle fois Berthier de remédier à la situation dans la mesure de ses moyens. Daru, intendant général de l'armée, fut lui aussi prié de mettre de l'ordre dans ses services. Tout ce que Suchet y gagna fut une solide inimitié de la part de Berthier et de Daru. C'était surtout inquiétant avec le premier, car si le ministre avait de grandes qualités, il jouissait d'une réputation justifiée de se montrer vindicatif et rancunier.

Le travail énorme auquel s'astreignait Suchet ne l'empêchait pas de mener une vie mondaine. Il se rendait régulièrement aux réceptions des Tuileries où les Bonaparte l'accueillaient avec plaisir et amabilité. Il était un des rares généraux français qui savaient se tenir dans un salon. Talleyrand, très vieille France, ne fut pas long à le remarquer. Suchet partit également quelques jours à Rouen pour assister au mariage de son frère qui épousait une héritière bien pourvue et venait d'être nommé receveur des finances dans cette ville où il allait poursuivre sa carrière.

La paix régnait en France mais c'était un état précaire, car au fond ni les Anglais ni Bonaparte ne souhaitaient prolonger cette situation. Néanmoins, Suchet, quoique conscient de cette fragilité, continuait à poursuivre les aménagements de son hôtel comme s'il allait y résider de longs mois. Il menait grand train, avait à son service cinq domestiques, sans compter le personnel d'écurie, deux voitures et un certain nombre de chevaux.

Comme autrefois son père à « la Mignonne », il recevait ses amis avec un certain faste et la renommée de sa cave fut bientôt connue de tout Paris.

Mais lorsque le préfet de la Seine lui envoya une feuille d'impôts de six mille francs au titre de la taxe mobilière et somptuaire, le général prit assez mal la chose. Il se débattit comme un beau diable, argumenta, fit jouer des influences et finalement obtint une certaine réduction.

À la fin d'octobre 1802, Suchet prit quelques jours de congé et alla rendre visite à son frère. Ce déplacement coïncida avec un voyage de Bonaparte en Normandie. Le 1^{er} novembre, le Premier consul donna un grand dîner et, connaissant sa présence à Rouen, y invita Suchet. S'il faut en croire Chaptal, mais ses mémoires sont parfois sujets à caution, la conversation au cours du repas aurait porté sur la campagne d'Henri IV en Normandie et les batailles d'Arques et d'Ivry qu'il avait gagnées. Bonaparte qui connaissait mal ces événements aurait demandé des explications. Prenant alors la parole, Suchet aurait fait un exposé brillant et fort clair sur la question. À la suite de quoi Bonaparte aurait dit à Chaptal, son voisin de table : « Il a beaucoup ajouté à l'idée que j'avais de lui. »

Il est toutefois permis de jeter un doute sur la véracité de ce propos lorsqu'on sait l'éclipse que connut la carrière de Suchet dans les années qui suivirent.

La fin de l'année 1802 n'offre aucun trait remarquable sur la vie de Suchet. Sans doute comme ses confrères les soyeux de Lyon, s'inquiéta-t-il un peu en entendant évoquer la possibilité d'un traité de commerce entre la France et la Grande-Bretagne, surtout qu'en arrière-plan le souvenir du traité de 1786, qui s'était révélé désastreux pour toute l'industrie textile française, était encore dans les mémoires. Mais les intéressés purent bientôt se tranquilliser car le Premier consul repoussa à une date indéterminée l'ouverture de négociations à ce sujet sans comprendre à quel point le gouvernement britannique en fut déçu et se sentit frustré.

Les sujets de friction entre Paris et Londres ne manquaient pas et l'avenir de la paix en ce début de 1803 semblait à tout esprit lucide incertain. La Grande-Bretagne commençait à faire ouvertement des préparatifs militaires et réarmait quarante vaisseaux de ligne. Ce fut dans ce contexte que Suchet reçut une nouvelle mission d'inspection (avril 1803). Cette fois, elle portait sur les troupes stationnées dans les départements de l'ouest, Normandie et Bretagne, comme si le Premier consul avait pu craindre qu'ils ne deviennent l'objectif d'une tentative de débarquement britannique dans ces anciens fiefs de la chouannerie. Il se rendit successivement à Rouen, Caen et Rennes. Ce fut pendant ce périple de deux mois qu'il apprit la rupture de la paix d'Amiens. La propagande officielle en fit porter toute la responsabilité à l'Angleterre ; mais Suchet, lucide comme beaucoup d'autres, savait que la politique du Premier consul y avait une large part de responsabilité.

Au cours de ce voyage, l'inspecteur général, notant toujours de nombreuses lacunes dans les équipements et également une trop grande dispersion des unités sur le terrain qui nuisait à leur préparation, faute de manœuvres d'ensemble, fut frappé par l'état d'esprit de la population en

Bretagne. Le gouvernement et le Premier consul y étaient franchement impopulaires dans toutes les classes de la société, sauf dans l'armée. Les désertions et les refus d'incorporation y étaient plus nombreux qu'ailleurs. De plus, les réseaux d'espionnage anglais paraissaient actifs avec une infrastructure solide. Les petites unités de la flotte britannique qui surveillaient déjà les côtes semblaient entretenir d'excellentes relations avec les pêcheurs à qui ils achetaient du poisson à prix d'or et qui, volontairement ou non, leur procuraient une foule de renseignements sur l'état de préparation de notre propre marine. Aussi le rapport de Suchet, à la fin de sa tournée, eut-il un caractère assez pessimiste qui desservit une fois de plus son auteur.

Il se terminait en demandant un commandement actif pour le cas où des opérations incluant l'armée de terre seraient programmées, mais sur le moment sa demande resta sans suites. Cependant, pour répondre à la déclaration de guerre de la Grande-Bretagne, Bonaparte avait ordonné le rassemblement d'une armée d'un peu moins de cent mille hommes, échelonnée dans un premier temps entre Amiens et Arras dans le but de se préparer (toujours un de ses vieux rêves) à effectuer une descente en Angleterre, partant du principe qu'une fois débarquée une armée française serait invincible et conquerrait le pays.

Il n'avait pas la moindre idée des problèmes posés par une telle opération et en fait dans l'état-major français personne ne réalisait les difficultés qu'elle pourrait entraîner. En octobre, Suchet fut informé qu'il était nommé à la tête de la 4^e division d'infanterie positionnée dans la région improprement appelée « camp de Boulogne ». La pilule était amère d'autant plus que le corps auquel était rattachée la division (et qui deviendrait le 4^e de la Grande Armée) était commandé par Soult ! Or, Soult avait été son égal pendant le siège de Gênes et son ancienneté dans le grade de général de division n'était que de trois mois. De plus, depuis Gênes, ils n'étaient pas dans les meilleurs termes. Cette semi-disgrâce, conséquence probable des fameux rapports de Suchet, est vraisemblablement due à Berthier qui avait eu quelque peine à les admettre. Mais il est à noter que, de son côté, Bonaparte, à qui toutes les affectations de généraux étaient soumises, ne s'opposa pas à cette sorte de rétrogradation.

Soult n'allait faire preuve d'aucune cordialité avec son ancien camarade devenu son subordonné, bien au contraire, et leurs rapports n'allaient pas tarder à s'aigrir au point que l'un et l'autre demandèrent la mutation de Suchet et qu'au moment où la division quitta le camp de Boulogne, à l'automne 1805, elle fut rattachée au corps de Lannes avec qui Suchet entretenait d'excellents rapports. Cette inimitié entre Suchet et Soult, qui perdura, eut des conséquences funestes, bien des années plus tard, en 1813 et en 1814, au moment de la campagne de France.

Mais, en attendant, en 1805, il resterait sous les ordres de Soult. Il avait d'ailleurs, dès sa nomination, écrit à Joseph Bonaparte dont il était devenu l'ami en lui demandant d'intervenir en sa faveur pour lui obtenir un poste plus important. Mais, à ce moment, Joseph était un peu en froid avec son cadet.

Son château de Mortefontaine servait de rendez-vous à tous les beaux esprits qui faisaient plus ou moins ouvertement de l'opposition au Consulat. Et puis, son influence était nulle pour les questions militaires. Il essaya bien d'intervenir en faveur de Suchet, mais ce fut en vain.

Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, Louis-Gabriel alla prendre son commandement en novembre 1803. Sa division comprenait deux brigades et cinq régiments d'infanterie plus un régiment de cavalerie et son artillerie divisionnaire. Comme il s'y attendait, elle manquait de beaucoup d'équipements. Cantonnée autour du petit port de Wimereux, elle était fort mal logée, n'avait ni baraquements ni paille pour faire coucher les hommes. Suchet s'attela à la tâche et en quelques semaines réussit à obtenir des matériaux pour construire des abris qui protégeraient les soldats contre le froid et les intempéries. En 1804, il devait même parvenir à faire remplacer la paille par des lits.

Ce fut, au départ, l'occasion d'un des premiers heurts entre Suchet et Soult, car Louis-Gabriel estimait que dans la répartition des fournitures sa division était moins bien traitée que les autres.

Dans l'esprit de Napoléon, la traversée de la Manche devait s'effectuer pour les cent cinquante mille hommes, les chevaux et l'artillerie, à bord d'une flottille comprenant trois types de bâtiments. Il était planifié que ces bateaux seraient ancrés principalement dans les ports de Boulogne, Ambleteuse, Étaples et Wimereux. Ce dernier, entre autres, était notoirement trop petit pour y accueillir le nombre d'embarcations qui y était prévu. Des travaux d'agrandissement furent donc entrepris. La main-d'œuvre, composée principalement de soldats, ne manquait pas et, pendant plusieurs mois, ils troquèrent le fusil contre la pelle et la pioche. Ce labeur fut effectué sous la direction d'officiers du génie, mais Soult chargea Suchet de superviser l'ensemble. Il se pencha sur cette nouvelle activité avec sa méticulosité et sa précision habituelles. Il fit également construire des bâtiments en pierre pour loger les troupes et transformer des chemins, devenus impraticables avec les lourds charrois, en routes empierrées.

En revanche, les exercices d'embarquement et de manœuvre des embarcations par des soldats inexpérimentés montrèrent à quel point toute l'opération manquait de préparation. Les hommes avaient le mal de mer et se montraient très maladroits dans la manœuvre des péniches. La sortie de toute la flottille, que Napoléon avait décrété devoir s'effectuer en une seule marée, prendrait en réalité plusieurs jours, ce qui risquait d'entraîner un échec général, car il faudrait être et surtout rester maître du détroit beaucoup plus de vingt-quatre heures.

Tout ce travail n'empêcha pas Suchet de venir à plusieurs reprises, en 1804, en permission à Paris. En ces occasions, son frère aurait bien esquissé des négociations pour le marier, mais c'était prématuré. Le général se trouvait fort bien en son état.

En 1802, Bonaparte avait créé la Légion d'honneur. Par un curieux retour vers le passé, il lui avait en un sens donné la forme d'un ordre de chevalerie. Mais la première promotion ne comprenant que les soldats et officiers ayant obtenu des armes d'honneur ne fut publiée qu'en novembre 1803. Suchet en fit donc partie. Au départ, tous les promus furent de simples légionnaires. La première remise de décorations eut lieu à Paris aux Invalides, le 15 juillet 1804. Suchet et Soult y assistèrent. Très vite, Suchet se vit élevé au grade de commandeur ; mais, lorsque Napoléon créa celui de Grand Aigle en février 1805, il l'accorda automatiquement aux maréchaux et à un certain nombre de généraux. Suchet, qui, pour sa part, dut attendre jusqu'en février 1806, y vit une marque constante de défaveur. Les légionnaires étaient regroupés en seize cohortes, chacune correspondant à une zone géographique. Chacun devait choisir celle dans laquelle il serait inscrit. Suchet hésita. Il pouvait désigner Lyon, sa ville natale, avec laquelle il avait encore des attaches et la 7^e cohorte. Mais le chef en était Ney avec lequel il n'avait aucun lien ; la 9^e, comprenant l'Ardèche, berceau de sa famille, et dont le chef était Lannes, son ami, correspondait davantage à ses goûts, mais c'était bien loin. Il choisit finalement la 14^e en Normandie, commandée par Masséna avec qui il était réconcilié. La raison de cette préférence était à la fois simple et logique. Au même moment, son frère négociait pour eux deux l'achat d'un château à proximité de Vernon, dans l'Eure.

Il s'était prononcé en faveur de l'Empire lors de sa proclamation au début de 1804. Mais il ne l'avait fait qu'avec une certaine réserve, n'approuvant pas les palinodies auxquelles s'était livré Soult qui, dès le mois de mars, écrivait à Bonaparte que « ses généraux et colonels étaient prêts à donner au Premier consul le titre d'empereur des Gaules ».

Suchet fit tout de même savoir à Bonaparte, par l'intermédiaire de Soult, que lui et tous ses officiers étaient satisfaits de l'arrestation de « l'infâme Pichegru » ; mais, gardant toujours la même retenue, il ne souffla mot de ce qu'il pensait des accusations mensongères et, au demeurant, inventées de toutes pièces (tout le monde le savait) portées contre Moreau en qui Bonaparte continuait à voir un rival. Or, le gouvernement faisait le compte des officiers qui manifestaient un enthousiasme délirant. Bien des généraux, et parmi les meilleurs, tels Souham, Vandamme ou Lecourbe, allaient voir leur carrière stoppée, sinon brisée, en raison de leur prise de position à ce moment. Suchet n'était pas loin de faire partie du lot.

À la fin de 1804, Suchet avait parfaitement compris qu'il n'était pas près de se voir accorder un avancement auquel il estimait pourtant avoir droit. Il se rendit en permission à Paris. Par contre, il ne semble pas qu'il ait fait l'effort d'avancer son voyage pour assister à la cérémonie du sacre. Étant donné la défaveur qui était la sienne, on comprend qu'il ait préféré boudier ce théâtre officiel.

V

SIMPLE DIVISIONNAIRE

(1805-1808)

En février 1805, Joséphine, à présent impératrice mais toujours fidèle en amitié et dont l'influence avait tout de même des limites, écrivit à Suchet pour lui annoncer que, grâce à elle, il avait été nommé gouverneur du palais de Laeken, à proximité de Bruxelles. Sachant que son courrier était lu par le cabinet noir, elle ajoutait qu'il devait cette faveur « à son mérite et à son attachement bien connu pour l'empereur ». En fait, à côté des faveurs distribuées aux maréchaux et à d'autres généraux, c'était tout au plus un lot de consolation et le salaire qui y était attaché, quinze mille francs par an, semblait peu de chose, comparé à certains dons faits à ses camarades. Au demeurant, la charge était purement honorifique, car Napoléon ne séjourna qu'en de rares occasions dans ce palais et Suchet lui-même n'y alla jamais. Il devait en perdre le bénéfice en 1813, lorsque Bruxelles tomba aux mains des alliés.

Il n'en remercia pas moins chaleureusement l'impératrice car, avec elle, il était assuré d'avoir au moins une alliée près du pouvoir. Pendant tout le premier trimestre 1805, il continua à entraîner sa division. Les exercices d'embarquement se succédaient mais il était de plus en plus évident qu'ils ne correspondaient pas à grand-chose. La grandissime manœuvre navale imaginée par Napoléon pour lui permettre de traverser le Pas de Calais ne se déroulait pas suivant ses plans. Certes, l'amiral Villeneuve, trompant facilement l'Anglais Nelson, était sorti de Toulon avec son escadre et avait fait voile vers les Antilles, alors que son adversaire courait le chercher en Égypte. Mais, arrivé à la Martinique, où, selon les projets de Napoléon, il aurait dû trouver la division de Rochefort et l'escadre de Brest, il avait constaté que le rendez-vous était manqué. L'amiral Missiessy, arrivé avant lui,

ne l'avait pas attendu et il était reparti pour la France, seul. Ganteaume, craintif et pusillanime, n'avait pas osé sortir de Brest, invoquant les arguments les plus divers, depuis le manque de vent jusqu'à l'entraînement insuffisant de ses équipages, en passant par le fait qu'il était bloqué dans ce port. Mais, par-dessus tout, Napoléon aurait dû se rendre compte que les vieux loups de mer d'amiraux britanniques n'avaient pas donné dans le panneau et que, loin d'aller courir jusqu'aux Antilles, l'amiral anglais Cornwallis avait continué à monter la garde verrouillant l'entrée de la Manche. Et, pendant ce temps-là, la diplomatie britannique, loin de rester inactive, nouait une troisième coalition contre la France avec la Russie, l'Autriche, Naples et la Suède.

À Wimereux, Suchet, assez mal informé comme ses camarades de l'évolution de la situation, continuait à surveiller l'entraînement de sa division. Au début de juillet, Berthier, qui cumulait les fonctions de ministre de la Guerre et de major général de l'armée dite « des côtes de l'océan », passa en revue la division et, comme il savait rendre justice malgré les préventions qu'il avait contre Suchet, félicita ce dernier de son bon état. Le 15 août, ce fut Napoléon en personne qui vint l'inspecter. Il complimenta chaudement Suchet et celui-ci en profita pour demander une fois de plus sa mutation, ses rapports avec Soult étant devenus exécrationnels. Cette fois, l'empereur se montra mieux disposé vis-à-vis de ce général méritant. Il connaissait le caractère difficile de Soult et, dans les jours qui suivirent, il opéra un changement. Suchet restait à la tête de la 4^e division mais celle-ci tout entière fut affectée au 5^e corps sous les ordres de Lannes que Suchet, avec raison, considérait comme son ami. Elle quitta donc Wimereux et alla bivouaquer au camp de Boulogne. Du coup, alors que Soult avait prévu qu'elle formerait l'arrière-garde de l'armée, elle devenait l'avant-garde et également la troisième division du 5^e corps.

En même temps que ses camarades, Suchet apprit, en lisant l'ordre du jour du 31 août, que désormais l'armée porterait le nom de « Grande Armée ». Le même jour, il reçut ses instructions pour participer à la gigantesque volte-face du dispositif français. L'armée prévue pour envahir l'Angleterre, opération devenue impossible, allait être jetée en Allemagne.

Suchet à la tête de sa division quitta Boulogne le 2 septembre par un temps épouvantable. Il pleuvait sans arrêt, mais bien entraînés les soldats avaient un excellent moral et se montraient résistants aux intempéries. Ils allaient le prouver en parcourant sept cents kilomètres en un mois, soit en moyenne vingt-cinq kilomètres par jour, en ne laissant derrière eux qu'un minimum de traînards et de malades, un peu moins de cinq cents hommes. Ils passèrent le Rhin à Spire et, conjointement avec le corps de Ney, le cinquième fit route pour contourner la ville d'Ulm par le nord et occupa Ludwigsburg où Napoléon comptait établir son quartier général.

Dans les jours qui suivirent, se déplaçant sans arrêt, le corps de Lannes avec qui marchait l'empereur participa à l'encercllement progressif de l'armée autrichienne immobile autour d'Ulm. La division Suchet comme tout le 5^e

corps manœuvra davantage qu'elle ne prit part à des engagements jusqu'au 15 octobre où Ney et Lannes attaquèrent dans un mouvement conjugué les deux hauteurs du Michelsberg et du Frauenberg dont la possession rendait toute défense d'Ulm impossible. Malgré les pentes escarpées et rendues glissantes par la pluie, la division Suchet, appuyée par celle de Gazan et les grenadiers de la garde d'Oudinot, escalada la colline sous la mitraille d'une batterie autrichienne installée au sommet et l'enleva au premier assaut.

Ayant mis hors de combat la principale armée autrichienne, Napoléon avec raison estima qu'il devait également défaire celle des Russes. Le temps n'était guère favorable en cette fin d'automne à des opérations militaires mais l'ennemi n'était pas mieux loti que les Français encore que les Russes fussent plus habitués aux climats rigoureux. Ayant occupé Vienne, l'empereur lança donc son armée vers la Moravie au-devant des alliés. Aux environs du 15 novembre, les deux armées étaient au contact mais les alliés se retiraient rapidement, soucieux avant tout de ne pas se faire accrocher.

Le 19 novembre, l'armée française entra à Brünn où elle trouva abandonnés un parc d'artillerie de soixante pièces et des magasins pleins de vivres et de munitions. Elle en avait grand besoin. Le 26 novembre, Napoléon apprit que la situation politique se détériorait en France et comprit qu'il fallait à tout prix remporter une victoire.

Le 27 novembre, l'armée alliée, forte de quatre-vingt-six mille hommes, prit l'offensive en direction de Brünn. L'armée française n'en alignait que soixante-quinze mille. Napoléon esquissa un mouvement de retraite et convoqua, pour le 28 au soir, à Posoritz, les maréchaux afin de leur demander leur avis. Tandis que tous préconisaient une retraite partielle, Soult, croyant faire œuvre de courtisan, recommanda de demeurer sur place. Ce fut alors qu'une algarade éclata entre lui et Lannes. Ce dernier qualifia la réponse de son camarade de « jean-foutrierie ! » et continua à l'insulter. Napoléon ne fit rien pour calmer la dispute. Au fond, il était assez content de cette rivalité permanente entre les maréchaux, ne prévoyant pas qu'elle aurait, dans quelques années, des conséquences désastreuses.

Tout le monde savait qu'une bataille se livrerait sous deux ou trois jours. L'armée française se déploya au pied du plateau de Pratzen qu'elle avait évacué. Davout commandait la droite, Soult le centre et Lannes la gauche. Si les deux premiers menèrent une action assez bien conjuguée, Lannes livra une bataille presque séparée face au corps russe du prince Bagration. Il n'avait que deux divisions d'infanterie : celle de Cafarelli qui restait en liaison avec la réserve de Bernadotte et celle de Suchet qui tenait l'extrême gauche de la ligne française. Elles étaient soutenues par une division de cuirassiers. En face, les Russes alignaient quatre-vingt-neuf escadrons de cavalerie lourde et une douzaine de régiments d'infanterie. Dès le matin, les divisions de Lannes se portèrent en avant mais se heurtèrent à Bagration qui avait pour mission d'ouvrir la route de Brünn puis de Vienne. Attaquée par la cavalerie russe, l'infanterie française formée en carrés l'accueillit par un feu soutenu qui brisa

les charges. L'infanterie russe (quinze mille hommes), appuyée par quarante pièces de canon, se lança à son tour. Dans ses mémoires, le général Lejeune raconte que, pour rendre ses hommes plus agiles, le commandant de l'infanterie russe avait fait poser à terre les sacs de ses soldats en leur assurant que ceux des Français qu'ils prendraient étaient pleins d'or !

Ils furent repoussés à leur tour et dans leur retraite n'eurent pas le temps de récupérer leurs biens qui tombèrent aux mains des soldats de Suchet et de Cafarelli. Ceux-ci se montrèrent d'abord enchantés de leur prise ; mais à la joie succéda la déception car les havresacs des Russes ne contenaient que des images pieuses et du pain sec d'assez mauvaise qualité

Sans aucun soutien sur sa gauche, la division de Suchet qui continua à mener son offensive réussit à repousser l'infanterie de Bagratiou, l'enfonçant par cette action énergique et la séparant du centre des alliés. Il reçut des félicitations (et des éloges) pour avoir mené sa marche en avant en échelons, par régiments comme à l'exercice, sous le feu de l'artillerie russe. Cependant, le corps de Bagratiou n'était nullement dispersé et, s'il rétrogradait, il gardait toute sa force. Toutes proportions gardées, la division de Suchet fut celle qui accusa le plus de pertes durant la bataille. La nuit commençait à tomber et Lannes n'osait pas continuer à poursuivre un adversaire qu'il sentait encore redoutable. Il arrêta donc son mouvement. Autant ses divisionnaires que lui étaient dans l'ignorance de ce qui se passait sur les autres portions du champ de bataille. Sur sa droite, Bernadotte s'était également arrêté. Ainsi, pour l'aile gauche française, se termina la bataille d'Austerlitz.

Le soir du 2 décembre, Napoléon invita Suchet à souper. L'empereur était d'excellente humeur et accordait toutes les récompenses sollicitées. Suchet en profita pour demander de l'avancement pour plusieurs de ses adjoints directs. Mais il eut la discrétion de ne rien réclamer pour lui.

**

Conformément au traité de Presbourg signé le 26 décembre entre la France et l'Autriche, l'armée française commença à évacuer par étapes le territoire autrichien et se replia sur l'Allemagne. Toutes les chancelleries européennes escomptaient qu'elle quitterait ce pays dans un second temps. Or il n'en fut rien. Napoléon la déploya en un vaste arc de cercle du Hanovre à la Bavière, chaque corps d'armée occupant une zone bien déterminée. Cet éparpillement était avant tout dicté par des soucis de facilité de ravitaillement. Napoléon voulait maintenir cet état de fait tant que la Russie n'aurait pas évacué la Pologne. Mais la présence des troupes françaises à proximité de sa frontière commençait à donner quelques inquiétudes au gouvernement prussien.

Le corps de Lannes demeura donc en Allemagne. Il comprenait à présent trois divisions d'infanterie et Suchet installa la sienne aux environs de Königshoffen. Ce fut là au début de février 1806 qu'il apprit qu'il avait été promu « Grand Aigle » de la Légion d'honneur, beaucoup plus tard que bien

d'autres généraux. Tout l'hiver et le printemps, il entraîna les cinq régiments et le bataillon d'élite qui constituaient la base de la division. Dans sa tâche, il était aidé par trois excellents généraux de brigade : Claparède, Reille et Vedel. Entre les quatre hommes, la meilleure entente régnait. Renforcée pendant les mois de paix, la 1^{ère} division du 5^e corps finit par compter près de quinze mille hommes, du moins en théorie, alors que le corps de Lannes tout entier n'en alignait que vingt-cinq mille avec trois divisions. Il faut toutefois retenir avec prudence les chiffres des effectifs, car les états officiels de l'époque étaient souvent artificiellement gonflés, pour ne pas dire fantaisistes, afin de satisfaire à la manie des unités nombreuses et importantes de Napoléon.

Lannes était retourné à Paris où il séjourna tout l'été et, de ce seul fait, aucun de ses divisionnaires ne fut autorisé à partir en permission. Du reste, la situation politique laissait à présent craindre un conflit, probablement à l'automne. En juillet, une nouvelle coalition fut nouée contre la France toujours à l'instigation de la Grande-Bretagne. Outre celle-ci, elle comprenait la Prusse et la Russie. Un mois plus tard, la Prusse commença à mobiliser.

Napoléon fut assez lent à réagir. Longtemps, il crut aux possibilités de maintenir la paix. Ce fut seulement aux environs du 15 septembre qu'il donna des ordres pour concentrer les différents corps de la Grande Armée autour de la ville de Bamberg, en Franconie. Cette opération fut réalisée à la fin du mois. Là, se trouvèrent rassemblés six corps d'armée auxquels un peu plus tard vint se joindre la garde impériale. Napoléon lui-même n'arriva à Bamberg que dans les derniers jours du mois. Son intention était d'envahir la Prusse. Il disposait autour de Bamberg de cent soixante mille hommes et les Prussiens n'en avaient que cent mille à lui opposer directement. Les Russes étaient trop loin pour se trouver en mesure d'intervenir à leurs côtés.

L'empereur avait trois voies possibles pour mener son offensive : la première par le nord et le Hanovre ; la seconde en remontant le Main et en entrant en Saxe où se trouvait le gros des Prussiens ; la troisième en partant de Bamberg et en franchissant les monts de Thuringe. C'était la plus difficile mais elle permettrait de surprendre l'adversaire et ce fut celle-là qu'il choisit.

Dès les premiers jours d'octobre 1806, Napoléon divisa ses forces en trois colonnes et les mit en mouvement. Le corps de Lannes était en tête de celle de gauche qui comprenait, en outre, le corps d'Augereau et la division Suchet formait elle-même l'avant-garde de son corps d'armée. Il n'y eut pas véritablement de déclaration de guerre. Simplement, un ultimatum prussien exigeait que l'armée française ait évacué l'Allemagne le 8 octobre. Mais les premières escarmouches eurent lieu dès le 7. Ce jour-là, le corps de Lannes, et plus précisément la division Suchet, arriva à Cobourg. De là, elle marcha sur Saalburg qu'elle atteignit le 8. La progression des troupes françaises était si rapide que Napoléon multiplia les conseils de prudence.

Le 10 octobre au matin, le corps de Lannes atteignit la vallée de la Saale, venant du sud, et la division Suchet qui marchait toujours en tête occupa les collines surplombant la ville de Saalfeld. De là, le général découvrit dans la

plaine des unités prussiennes qui prenaient position en avant de la ville, mais le dos à la rivière et sur un terrain qui paraissait assez marécageux. Le commandant de ce corps, le prince Louis de Prusse, homme impétueux et irréflecti, était un des plus virulents tenants du clan anti-français. Son chef d'état-major, le général Muller, lui ayant fait observer qu'il choisissait fort mal sa position, se fit rembarquer, le prince lui déclarant que « pour battre des Français point n'était besoin de prendre des précautions ».

Cependant, Suchet, ayant solidement défini son emplacement au sommet des collines avec une de ses brigades, commença à descendre dans la vallée avec les autres, soutenu sur sa droite par son camarade Claparède. Ce fut alors que le prince Louis lança une attaque menée par dix bataillons prussiens et saxons pour reprendre les collines face à Claparède. Mais Suchet, avec seulement deux bataillons, tomba sur le flanc droit de la colonne et la mit en déroute. Les fantassins prussiens et saxons firent brusquement demi-tour et prirent la fuite. Sur un ordre de Lannes, Suchet, à la tête de ses deux autres brigades, déboucha vers treize heures dans la plaine. Celle de Reille se distingua en enlevant quinze pièces de canon. Ce fut en vain que le prince Louis tenta de rallier son infanterie et lança alors une charge de cavalerie pour arrêter Suchet. Elle échoua elle aussi, et le prince prit la fuite. Bientôt aperçu et rejoint par un sous-officier de hussards français nommé Guindey, sommé de se rendre, le prince engagea un duel au sabre et fut mortellement touché.

L'affaire de Saalfeld n'avait été qu'un choc d'avant-garde. Toutefois, Suchet avait bien manœuvré. Dans les jours qui suivirent, il ordonna de détruire le monument élevé en 1757 à la gloire de Frédéric II, après sa victoire de Rossbach sur les troupes françaises de Louis XV, commandées par le maréchal de Soubise. Informé, Napoléon approuva cette initiative.

Après ce premier succès, l'armée française poursuivit sa progression vers le nord dans le but de couper la route de Berlin aux Prussiens, quoique Napoléon ne parvint pas à s'éclairer sur la position de leur armée. Lannes avançait en descendant la vallée de la Saale. Il atteignit Iéna le 12 octobre au soir et entra dans la ville sans rencontrer de résistance. Cette localité est dominée par un plateau aux parois assez abruptes, nommé le Landgrafenberg. Le prince de Hohenlohe commandant un corps prussien occupait ce plateau mais assez en arrière de la crête. Il ne pensait pas que les Français pourraient l'escalader autrement que par la route reliant Weimar à Iéna ou par deux ou trois mauvais sentiers impraticables par la cavalerie et l'artillerie.

Pourtant, Lannes, jugeant ce site d'une importance capitale, ordonna dès le matin du 13 à Suchet de le faire gravir par son infanterie. Cette opération assez hardie se déroula sans opposition et Suchet, dont la progression avait été masquée par le brouillard, découvrit tout le corps d'armée de Hohenlohe déployé à une certaine distance. Il fit aussitôt prévenir Lannes qui alerta Napoléon. Celui-ci arriva dans l'après-midi et ordonna au maréchal de faire monter tout le 5^e corps sur le plateau en même temps qu'il le faisait renforcer par Lefebvre qui arrivait avec la garde à pied. Il est remarquable que les

Prussiens n'aient pas cherché un seul instant à refouler Suchet, seul sur le terrain pendant plusieurs heures.

Du fait de l'arrivée des renforts, la bande de terre occupée par les Français était à présent pleine de monde et, dans plus d'une unité, les soldats passèrent la nuit debout au coude à coude sans pouvoir se coucher.

La division Suchet occupait la droite du dispositif français et au matin, dans un premier temps, fut chargée d'enlever un village fortifié qui se trouvait devant elle et dont curieusement personne ne connaissait le nom. On sut plus tard qu'il s'agissait de Closewitz. Ce fut la brigade Claparède qui mena à bien l'opération. Suchet se porta personnellement en avant non loin de la ligne de feu car le brouillard masquait la vue. Dans la fusillade, deux de ses officiers furent tués ; lui-même et le reste de son état-major eurent leurs habits percés de balles. Un peu plus tard, le brouillard se dissipant, il découvrit une colonne prussienne se préparant à l'attaque. Mais il la fit charger par sa propre infanterie et la dispersa en lui enlevant vingt-deux pièces d'artillerie.

Dans le reste de la bataille d'Iéna, la division Suchet, tout en continuant à avancer, ne joua aucun rôle majeur. Au soir du 14 octobre, la division campa sur la route d'Iéna à Weimar à l'embranchement de celle-ci avec celle de Naumburg. Dès le 16 octobre, Suchet reçut l'ordre de se porter sur l'Elbe et de s'emparer du grand pont de Dessau. Mais, lorsqu'il y parvint, les Prussiens venaient de le détruire. Alors que le génie travaillait à le reconstruire, Suchet fit traverser le fleuve à son avant-garde sur toutes les barques qu'il put trouver. Puis, le pont étant rétabli, tout le 5^e corps le traversa suivi par ceux de Davout et de Murat.

Lannes participa à la poursuite générale et, furieux de voir que les bulletins de la Grande Armée ne mentionnaient pas la participation de son corps d'armée au combat qui se livra à Prenzlau, puis à la prise de Stettin, il écrivit à Napoléon sa façon de penser, surtout qu'après cela on ne l'employait plus qu'à ramasser des prisonniers. Napoléon dut le calmer et, le 1^{er} novembre, lui présenta presque des excuses !

Ce même 1^{er} novembre, la division Suchet toujours en tête du 5^e corps captura (entre autres) trente pièces d'artillerie en poursuivant toujours les troupes du duc de Weimar. Le 9 novembre, après la capitulation de Blücher, toute l'armée, Suchet comme ses camarades, s'imagina que la campagne était terminée et que les troupes fatiguées allaient prendre leurs quartiers d'hiver. Mais tel n'était pas le dessein de Napoléon qui entendait, à présent qu'il avait abattu la Prusse, marcher contre l'armée russe.

**

Au mois de décembre 1806, l'armée française pénétra donc en Pologne. Les conditions de vie y furent rapidement atroces. Le sol, boue et neige fondue, était une sorte de fange gluante où la progression était extraordinairement pénible. Les rares routes, plutôt des pistes, tournaient aux fondrières. Le déplacement des fourgons et des canons posait des problèmes

sans fin. Les vivres manquaient et le bois humide permettait péniblement d'entretenir de maigres feux. Si les Polonais avaient acclamé les Français à leur arrivée, les paysans cachaient le bétail, le fourrage et les provisions. Suchet, comme ses camarades, en était réduit à de rares et brutales réquisitions, les habitants se refusant à vendre tout ce qui pouvait servir au ravitaillement. L'empereur songeait à faire prendre à son armée ses quartiers d'hiver mais la proximité de l'armée russe prête à entrer en action l'amenait à différer sa décision.

Le 26 décembre au matin, le 5^e corps arriva en vue de la petite localité de Pulstusk, sur la rivière Narew, au nord de Varsovie. À ce moment, il constituait l'aile droite du dispositif français. Lannes découvrit en face de lui le corps russe de Bennigsen, en avant de la ville et du carrefour de ses cinq routes, mais avec le Narew dans son dos. Lannes n'avait que dix-huit mille hommes et les Russes étaient près de quarante mille. De plus, malade depuis plusieurs jours, Lannes songeait sérieusement à demander à être relevé de son commandement mais l'idée d'un combat le revigora. Malgré la disproportion des forces en présence et peut-être à cause de celle-ci, il décida d'attaquer. Ce fut le premier affrontement sérieux de cette nouvelle campagne.

À 10 heures du matin, la division Suchet sortit du bois où elle était dissimulée, formée en trois colonnes correspondant chacune à une brigade. Sur sa gauche, elle était flanquée par la division Gudin du corps de Davout et appuyée par celle de Gazan, également du 5^e corps, en seconde ligne prête à la soutenir. Tout de suite, elle fut prise sous le feu de l'artillerie russe mais, sur ce sol particulièrement collant, les canonniers avaient du mal à remettre les pièces en batterie après chaque coup, ce qui ralentit considérablement la cadence de tir.

Aussi, malgré l'état du terrain, l'attaque de Suchet progressait-elle, ce que voyant Bennigsen lança ses réserves contre le flanc de la brigade Claparède, la plus à droite. La colonne du centre commandée par Vedel se porta alors à sa rescousse pendant qu'un peu isolée, la colonne de gauche (Reille), retranchée dans un boqueteau, soutenait trois heures durant l'assaut des Russes. Perdu, repris, le bois resta finalement aux mains des Français. Suchet dirigeait l'ensemble de la division mais, vers treize heures, il fit prévenir Lannes qu'il aurait du mal à résister encore longtemps à la poussée des Russes. Lannes hésitait à lancer dans la bataille Gazan car, en face de lui, il y avait d'importantes unités russes et il craignait d'engager prématurément ses forces. À ce moment, sur la gauche, Gudin se porta de lui-même en avant. Il fut gêné par une tempête de neige et Bennigsen en profita pour lancer sur lui et dans l'intervalle, entre ses troupes et celles de Claparède, sa cavalerie. Voyant cette charge se préparer, Suchet ordonna à Claparède de se former en carrés et ses régiments brisèrent par leur feu l'élan de la cavalerie russe.

Cependant, Lannes hésitait à poursuivre son offensive car la nuit commençait à tomber. Il consulta Suchet et tous deux tombèrent d'accord pour différer jusqu'au lendemain matin l'effort qui permettrait de rejeter les

Russes jusqu'au Narew. De son côté, Bennigsen, frappé par l'échec de ses tentatives pour refouler les Français, préféra décamper avant de se trouver acculé à la rivière. Dans la nuit, il la fit franchir à son corps d'armée sur les ponts de Pulstusk et se retira vers le nord en direction d'Ostrolenka par la route reliant Pulstusk à cette ville. Dans sa précipitation, il oublia de détruire les ponts. Outre un nombre important de tués, il laissait aux mains des Français deux mille prisonniers et toute son artillerie.

Mais les pertes françaises étaient également importantes. Lannes, ainsi que trois généraux, avaient été blessés. Plusieurs officiers de haut grade avaient été tués ainsi que l'aide de camp de Suchet, le capitaine Curial, tombé à ses côtés. Toujours plein de sollicitude pour ses hommes et leur entourage, lorsque un peu plus tard l'armée eut pris ses quartiers d'hiver, il écrivit une longue lettre de condoléances au père du capitaine Curial, notaire à Chambéry, dans laquelle il soulignait le comportement héroïque de son fils.

Plein de jactance et d'aplomb, Bennigsen quoique vaincu osa écrire à l'empereur Alexandre qu'il était victorieux ! Il avait battu à la fois Napoléon, Davout, Lannes, Suchet et Murat ! Quelques jours plus tard, au début de janvier 1807, Lannes, trop malade, dut abandonner son commandement et se faire hospitaliser. Tous les officiers du 5^e corps pensèrent qu'il serait remplacé, même à titre provisoire, par Suchet qui avait largement les capacités pour occuper ce poste. Or, à la surprise générale, Napoléon désigna son aide de camp, le général Savary. Celui-ci, quoique ayant fait campagne et montré son courage, s'était davantage illustré comme policier que comme stratège. Comme général, il était plutôt médiocre. Sous son commandement, le 5^e corps ne fit rien. Resté pour couvrir Varsovie face aux Russes du général Essen, il ne bougea pas davantage que son adversaire et cet intermède dura deux mois jusqu'au moment où Napoléon se décida à le remplacer par Masséna.

Le 5^e corps ne prit donc pas part à la bataille d'Eylau. Pendant les mois d'hiver, Suchet s'installa à Varsovie, sa division étant cantonnée à proximité et il n'allait être engagé dans aucune opération importante durant tout le reste de cette campagne. Mais couvrant Varsovie, il jouait un rôle capital par sa seule présence. Suchet eut donc tout le temps de courtoiser les belles dames polonaises qui passaient pour ne pas se montrer farouches avec les Français. Mais on ne possède aucune donnée précise à ce sujet.

Chez les Russes, en face de lui, Essen avait été remplacé par le comte Tolstoï, peu après l'arrivée de Masséna. Quoique ses effectifs fussent, et de loin, plus importants que ceux du duc de Rivoli, il n'envisagea pas un instant de prendre l'offensive, bien au contraire ! Il éleva des fortifications de campagne sur une ligne allant d'Ostrolenka à Wiskowo sur le Bug puis y attendit l'offensive française qui devait venir se briser sur cette ligne.

De son côté, Masséna était bien trop avisé pour vouloir attaquer les Russes. Son front d'importance secondaire ne nécessitait aucune action pour terminer la guerre. Vainqueur, on ne lui en saurait aucun gré et, en cas

d'échec, il aurait à en supporter les conséquences. D'ailleurs, la rigueur de l'hiver maintint à lui seul les troupes dans l'inaction. On ne signala que des activités de patrouilles, escarmouches sans importance. Mais comme la cavalerie française dont les chevaux étaient mal nourris se révéla moins mobile que les cosaques, Suchet la releva de son rôle et déploya, le long du Narew, des unités d'infanterie dans une série de petits postes qu'il fit fortifier pour être à même de mieux résister aux harcèlements des cosaques.

Le 19 mars 1807, Masséna qui avait toute confiance en Suchet le chargea d'une mission d'exploration mais en précisant qu'il devrait éviter tout engagement majeur. Suchet saisit très bien la pensée du maréchal. Il s'agissait de reconnaître l'importance et la solidité des fortifications à Ostrolenka. Le général se porta donc en avant avec deux brigades et les Russes ne lui disputèrent pas le terrain. Il s'avança jusque sous les murs de la ville et, après un échange de coups de canon, regagna sa base de départ, ayant mené à bien sa reconnaissance. Jusqu'en juin le calme revint sur ce front.

Le 15 ou le 16 juin, ayant appris la victoire de Friedland, Masséna décida de tâter son adversaire. Mais informé lui aussi, le comte Tolstoï craignant d'être tourné par des unités descendant du nord se hâta d'évacuer ses positions. Dans la nuit du 22 au 23 juin, la division Suchet occupa Ostrolenka abandonnée. Il poursuivit sa progression et vint au contact de l'ennemi à Lonza. Mais celui-ci n'accepta pas le combat et précipita sa retraite, abandonnant une partie de ses véhicules. Toutefois les Russes ne laissaient derrière eux rien d'utilisable et brûlaient toutes les localités. Remontant le cours du Narew, les Français atteignirent Tykocyn et constatèrent que les importants magasins militaires de la ville étaient en feu.

Le lendemain, 27 juin, Suchet se préparait à faire traverser la Narew par ses troupes lorsqu'il reçut une lettre de Masséna lui apprenant qu'un armistice était signé. Aussitôt, il envoya un parlementaire sur l'autre rive et le jour même rencontra le comte Tolstoï avec qui il échangea force civilités pendant que leurs troupes commençaient à fraterniser. Un peu plus tard, les deux généraux qui avaient sympathisé furent désignés pour délimiter la frontière entre l'empire russe et le royaume de Saxe.

Masséna n'avait jamais aimé les climats du nord. Avec l'âge, il les supportait encore plus mal. La paix ayant été signée le 9 juillet entre la France et la Russie, il demanda aussitôt à être relevé de son commandement. Lannes, guéri, était revenu mais se trouvait à présent à la tête de la réserve générale de la Grande Armée. Pour le remplacer, Masséna proposa, en insistant fortement sur sa demande, Suchet. C'était la paix et un commandant de corps d'armée avait un rôle autant administratif que militaire. Napoléon, après avoir semblé hésiter, finit par donner son accord devant l'insistance de Masséna. Ce fut celui-ci qui, avant son départ, annonça la bonne nouvelle à Suchet en même temps qu'il lui remettait le commandement avant de partir pour Paris.

Suchet savait déjà que le 5^e corps ne resterait pas en Pologne. Dans un premier temps, le plus gros de son travail fut de se pencher sur les

propositions d'avancement tant pour sa division que pour son corps d'armée. L'évacuation de la Pologne fut rapidement menée afin de vouloir être agréable au tsar Alexandre. Dès la fin d'août 1807, le corps d'armée était cantonné autour de Breslau en Silésie. Là, Suchet entreprit de le remettre sur pied car, même s'il n'avait pas pris part aux deux dernières grandes batailles, il avait été fortement éprouvé par les privations et les rigueurs du climat pendant son séjour en Pologne. Les effectifs avaient fondu. Suchet ayant demandé et obtenu des renforts les reconstitua. À la fin de l'année 1807, le 5^e corps comptait quarante mille hommes. La santé n'avait jamais été aussi bonne puisqu'on dénombrait moins de deux mille malades. Fidèle à ses principes, Suchet s'appliquait à éviter toute réquisition abusive et faisait payer tous les achats, vivres, chevaux ou équipements qu'il se procurait, même si son chef d'état-major, le général Becker, avait parfois du mal à saisir ses motivations.

Aussi, ses rapports avec les autorités civiles étaient-ils excellents. Il fut reçu cordialement par la noblesse locale. Et ce fut en cette occasion qu'il noua une intrigue amoureuse, la seule dont l'histoire nous soit parvenue, avec une comtesse silésienne. Elle ne fut évidemment pas unique mais aucun renseignement n'a jamais été recueilli sur une quelconque autre idylle. Ses obligations militaires lui laissaient suffisamment de temps libre pour le consacrer à la bagatelle. Que la belle, nommée Frédérique, fût affligée d'un mari jaloux ne faisait qu'ajouter du piquant à l'aventure encore que vu la position de Suchet l'affrontement entre les deux hommes semblait impossible. Cette liaison allait durer durant tout le séjour de Suchet à Breslau.

Or, pendant ce temps, le frère du général, Gabriel-Catherine, devenu directeur des droits réunis à Rouen, gérait avec intelligence les intérêts de la famille. Constatant que Louis-Gabriel, à présent âgé de trente-sept ans, était toujours célibataire, il entreprit des démarches pour le marier. Il n'était pas question de sentiments. Suchet était un beau parti. Tout se passa par correspondance. Deux projets l'un avec une jeune femme belge très riche, l'autre avec une fille du comte de Narbonne, furent menés assez loin sans aboutir à aucune conclusion. Suchet tout à ses amours silésiens, même s'il les savait destinés à une fin prochaine, n'éprouvait pas, pour l'heure, le désir de convoler.

**

Vainqueur, Napoléon s'était montré généreux avec les chefs de son armée. Déjà, en janvier 1807, conscient des difficultés rencontrées par eux dans l'entretien de leurs troupes, il leur avait accordé une indemnité extraordinaire de trois mille francs par mois en dehors de leur solde, indemnité qu'ils n'étaient pas près d'avoir l'occasion de dépenser. Après la paix, et sans doute pour le récompenser de la manière dont il commandait le 5^e corps, Napoléon alloua à Suchet un capital de cent mille francs sous la forme d'une rente sur l'État dont le produit s'élevait à un peu moins de six mille francs par an.

Le 1^{er} mai 1808, l'empereur signa le décret instituant une noblesse impériale pour faire pièce à l'ancien ordre royal. La majorité des maréchaux furent faits ducs, bon nombre de généraux comtes. Suchet, qui, en même temps, reçut les décorations de chevalier de la couronne de fer et commandeur de l'ordre de Saint-Henri de Saxe, fut créé comte par décret du 19 mars. Le titre était accompagné de l'attribution d'un domaine en Westphalie (on ignore à qui il avait été confisqué). S'étendant sur quatre cent quarante-six hectares, il était d'un assez faible rapport : vingt-cinq mille francs. Suchet ne le visita jamais. Le temps lui manqua et il le perdit en 1813 lorsque, après la défaite de Leipzig, Napoléon abandonna l'Allemagne.

La paix semblant bien établie, Suchet put enfin venir à Paris, à la fin du printemps 1808. Il en était absent depuis près de trois ans. De retour à Breslau au mois d'août, il y reçut une invitation pour assister aux fêtes qui entourèrent l'entrevue d'Erfurt entre Napoléon et Alexandre. Ce fut la dernière fois qu'ils devaient se rencontrer.

À Erfurt, parmi d'autres, Suchet revit le frère de l'empereur, Joseph, qu'il connaissait depuis des années et ce fut, semble-t-il, à ce moment que le nouveau roi d'Espagne, et, surtout sa femme Julie, se mirent en tête de marier Suchet. L'idée n'était pas nouvelle mais, cette fois, Napoléon, grand marieur, consulté, trouva l'initiative de son frère intéressante. De son côté, Suchet, à qui Julie fit des avances en ce sens, se déclara attiré. C'est que la jeune fille à laquelle Julie songeait et qui était sa nièce venait d'un milieu très proche de celui du général. Son père, le baron de Saint-Joseph, maire de Marseille, était un grand négociant, armateur de surcroît, ayant depuis longtemps établi des relations commerciales suivies avec le Proche, le Moyen-Orient et même la Russie, avec laquelle il avait réussi à créer un important courant d'affaires. Fort riche, il était marié avec une des sœurs de la reine Julie et se trouvait donc allié avec une autre importante famille bourgeoise et commerçante de Marseille. Pour eux, les Suchet de Lyon n'étaient pas des inconnus. Le fait que le prétendant fût général de division ne pouvait qu'ajouter à sa position mais, aux yeux des Saint-Joseph, il était avant tout un grand soyeux de Lyon.

Ce fut toutefois à la reine Julie, parce qu'il la connaissait, que Suchet adressa sa lettre de demande officielle. Transmise aux Saint-Joseph, elle reçut immédiatement l'agrément de ceux-ci. À présent, il s'agissait de conclure rapidement car les affaires militaires de l'empereur se gâtaient en Espagne où la population s'était soulevée à l'idée de devoir accepter un nouveau monarque d'origine française, Joseph Bonaparte en l'occurrence, en lieu et place d'un Bourbon. Et les Anglais venaient de surcroît de débarquer une armée au Portugal. Suchet savait que le 5^e corps risquait d'être envoyé bientôt au-delà des Pyrénées.

Rien ne semblait devoir s'opposer à un mariage rapide. Or, une résistance inattendue vint de la jeune fille. Âgée de dix-huit ans, c'est-à-dire plus jeune de vingt ans que son éventuel futur, elle était sous l'influence de sa sœur aînée, Marie-Rose. Cette dernière était mariée au général de Saligny

passablement plus âgé qu'elle. De caractère quelque peu romanesque, elle réussit à persuader sa cadette Honor ou Honorine de ne pas se prêter à un mariage de raison, ce qui allait être le cas puisque les intéressés ne se connaissaient pas et en tout état de cause de ne pas épouser un homme de plus de vingt-cinq ans, son aîné. Sa famille et Gabriel-Catherine, le frère toujours dévoué du général, s'employèrent à la convaincre et ce fut même en cette occasion que Louis-Gabriel usant d'un subterfuge bien innocent allait se rajeunir de deux ans.

Le jeune Suchet dut se montrer bon avocat ; la mère d'Honor, de son côté, fit tout ce qui était en son pouvoir et sa fille finit par se rendre à ses arguments par lesquels elle démontrait que la passion, c'était bien beau, mais que la raison lui était préférable à long terme.

Ce fut alors Suchet qui fit un pas en arrière. On croyait vivre une comédie de Molière. Le général écrivit à son frère pour lui faire part de ses doutes. Les deux familles affichaient à présent un bel optimisme, mais quels étaient les sentiments réels d'Honor ? Suchet se montrait fort explicite : « J'ai assez de fierté, écrivait-il, pour ne pas vouloir de complaisance dans une occasion où j'ai le droit d'attendre tout autre chose. Je serais fort affecté d'apprendre qu'il y a de la prévention dans le cœur de celle que je veux m'attacher... Nous conviendrons-nous ? S'engager sans s'être jamais vus est assurément une bizarrerie. »

Finalement, mis en présence l'un de l'autre, ils se plurent car il était toujours bel homme et s'était laissé pousser de légers favoris qui l'avantageaient. Quelques heures de conversation suffirent à leur faire comprendre que sur bien des points ils partageaient déjà les mêmes idées. Leur milieu grand bourgeois n'y était pas étranger.

Dès lors, l'affaire fut menée tambour battant. Le mariage civil fut célébré le 16 octobre 1808 et la cérémonie religieuse le 17, dans la chapelle du château de Mortefontaine en présence de la reine d'Espagne. Les témoins du marié étaient son frère, son oncle Jacquier, agent de change à Paris, et le général Becker, son chef d'état-major. Ceux de la mariée étaient son oncle et sa fameuse sœur. Le roi Joseph aurait voulu être présent mais il se trouvait en Espagne au côté de Napoléon qui s'employait à lui reconquérir son trône.

Les « jeunes » époux allèrent passer leur lune de miel au château de Saint-Just, près de Vernon, propriété de Suchet. Là, ils apprirent à se connaître et s'apprécier. Honor, dont le père n'était que baron, était enchantée de se retrouver comtesse. Malheureusement, cette période de bonheur fut très brève. Suchet espérait un commandement en Allemagne d'où il pourrait fréquemment revenir à Paris retrouver sa femme. Or il restait toujours attaché au 5^e corps et venait même d'en perdre le commandement au profit du maréchal Mortier, un géant à la cervelle d'oiseau, très brave mais notoirement incapable, mauvais stratège, détestable tacticien qui n'avait dû son bâton de maréchal qu'au seul fait qu'il avait quelques années plus tôt pillé le Hanovre pour remplir les coffres de Bonaparte. Suchet était à la fois furieux et indigné

d'avoir à servir sous les ordres d'un aussi piètre individu.

Le 5^e corps entre-temps s'était mis en marche pour l'Espagne. Par suite d'erreurs accumulées par Mortier, il était réduit à vingt-cinq mille hommes. Traversant la France, il gagna Bayonne où il était attendu le 1^{er} décembre. Mais il prit du retard en route. Ce même 1^{er} décembre, Suchet quitta son château et sa femme qui alla s'installer auprès de sa tante, à Mortefontaine, car Julie, après avoir entendu le récit des atrocités perpétrées en Espagne, n'avait aucune envie de se rendre dans ce pays. Voyageant en chaise de poste, Suchet gagna Bordeaux en quatre-vingt-deux heures, ce qui, en soi, constituait un record. Il y rencontra son ami Junot qui allait, s'imaginait-il, retourner au Portugal qu'il venait d'évacuer et qui lui proposa de s'y rendre avec lui à la tête d'un corps d'armée. Mais l'opération parut tellement obscure et incertaine à Suchet qu'il remercia poliment, préférant encore rester avec sa division.

La suite de son voyage fut moins agréable. La route entre Bordeaux et Bayonne était dans un état épouvantable en maints endroits, une véritable fondrière en raison de la nature sableuse du sol après le passage de trop nombreux convois. Sa voiture s'embourba à plusieurs reprises et il fut contraint de terminer sa route sur un cheval de poste, encore heureux d'avoir pu en trouver un.

Ce ne fut qu'à Burgos, en Espagne, qu'ayant bénéficié depuis la frontière d'une solide escorte, il rejoignit sa division, juste avant la fin de l'année.

VI

DÉCOUVERTE DE L'ESPAGNE

(1809)

Le royaume d'Espagne en ce début du XIX^e siècle était en pleine décadence. L'économie apparaissait dans un état calamiteux : aucune industrie, ou presque ; une agriculture encore moyenâgeuse ; un commerce quasi inexistant. Les classes sociales étaient figées : une paysannerie misérable et inculte, une noblesse besogneuse avec quelques grandes familles très riches, une bourgeoisie active mais presque inexistante et un clergé tout-puissant, riche mais composé d'une majorité de prêtres faméliques, ignorants et fanatiques. Avec cela, malgré leur misère, des individus ombrageux, fiers et courageux jusqu'à la témérité.

Malgré les efforts de la royauté, il avait été impossible d'abolir l'Inquisition. Par certains côtés, le pays vivait encore en plein Moyen Âge. L'insécurité régnait partout. Bandits et contrebandiers couraient le pays, aidés par la population et la nature tourmentée du terrain où ils multipliaient les repaires. Les souverains étaient assez populaires parce qu'ils ne changeaient rien à l'ordre des choses. Le roi Charles IV, se voulant du siècle des Lumières, avait esquissé de vagues réformes. Il avait interdit les courses de taureaux à Madrid, les jugeant par trop barbares. La réaction générale avait été telle qu'il s'en était prudemment tenu là.

Par solidarité dynastique, le gouvernement espagnol, qui, tout au long du XVIII^e siècle, avait observé une sage neutralité, s'était joint à la première coalition contre la France. Ses armées n'avaient essuyé que des revers. Après la paix de Bâle en 1795, l'Espagne s'était rapprochée de la France sans plus de succès. Elle avait été partie prenante à la défaite de Trafalgar. Depuis lors, quoique toujours officiellement en guerre avec la Grande-Bretagne, elle n'avait guère bougé et, même si elle avait adhéré au blocus continental, ses

autorités n'avaient pas fait grand effort pour l'appliquer.

Toutefois, par le traité de Fontainebleau signé le 27 octobre 1807, l'Espagne s'engageait un peu plus aux côtés de Napoléon. Non seulement elle mettait à sa disposition un corps de troupes de trente mille hommes, mais ensemble les deux pays se partageaient le Portugal avec lequel aucun des deux n'était en guerre. Pour ce faire, un corps d'armée français de vingt-huit mille hommes entrerait en Espagne, appuyé par un corps espagnol d'égale importance et une seconde armée française de quarante mille hommes serait concentrée à Bayonne. En fait, déjà Napoléon méditait le renversement de la monarchie des Bourbons et son remplacement par un membre de sa famille. Lors de son voyage en Italie en novembre 1807, il avait eu une entrevue avec son frère Lucien, officiellement pour se réconcilier avec lui, en fait pour lui offrir le trône d'Espagne. Mais Lucien, qui connaissait bien le pays, ses habitants et leur tempérament, s'était empressé de refuser et l'empereur avait dû se rabattre sur son frère aîné, Joseph.

Ayant attiré dans un véritable guet-apens la famille royale d'Espagne, Napoléon lui avait arraché son abdication en sa faveur. Mais, du jour au lendemain, malgré la présence de troupes françaises sur son sol, l'Espagne entière s'était soulevée. Joseph n'était pas l'homme de la situation. Il ne le serait jamais. Du reste, Napoléon, plein de mépris pour les Espagnols, n'avait envoyé au-delà des Pyrénées que des régiments composés de conscrits qui étaient loin de valoir les solides troupes de la Grande Armée. D'abord, les armées françaises avaient dû faire face à une forme particulière de combat : la guérilla contre laquelle elles n'étaient pas préparées. Celle-ci utilisait le terrain montagneux et les méthodes des bandits et des contrebandiers, s'attaquant aux faibles détachements et aux soldats isolés, pillant les convois et disparaissant devant des unités plus importantes. Et puis l'armée espagnole disposait tout de même de quelques solides régiments. Ils avaient réussi à faire capituler en rase campagne le corps d'armée du général Dupont, lancé en flèche en Andalousie. Cette reddition avait eu un retentissement énorme en Europe. Joseph, à peine intronisé roi d'Espagne, avait dû fuir sa capitale pour se mettre à l'abri près de Moncey. En fait, pendant toutes les guerres d'Espagne, les Français n'occuperaient jamais, à une exception près, que les terrains que couvrait l'ombre de leurs baïonnettes. Dès le départ, une junte révolutionnaire s'était constituée qui, installée à Séville en Andalousie, prétendait régner pour le compte du fils de Charles IV, Ferdinand, prisonnier de Napoléon.

L'empereur avait été obligé de se rendre lui-même en Espagne pour « remonter la machine », amenant avec lui deux cent mille hommes de bonnes troupes d'autant plus nécessaires que, profitant de cette situation exceptionnelle, les Anglais avaient débarqué une armée au Portugal. Le 5^e corps faisait partie des renforts amenés par Napoléon.

Suchet ne connaissait pas l'Espagne. Il n'y était jamais venu. Il n'avait jamais entretenu de rapports commerciaux avec ce pays. Ce fut donc pour lui une expérience entièrement nouvelle. D'après les récits de camarades arrivés avant lui dans la péninsule Ibérique, il comprit très vite qu'il allait lui falloir changer complètement le mode d'approche des populations qu'il avait pratiqué jusqu'à ce jour. Il était assez mécontent d'être maintenu simple divisionnaire. Son mariage, pensait-il, aurait dû lui permettre de se retrouver rapidement à la tête d'un corps d'armée. Aussi, sans tarder, fit-il jouer toutes ses relations anciennes et nouvelles pour obtenir cette promotion. Sollicitée, « la reine » Julie se démena pour son nouveau neveu.

Le 5^e corps, toujours commandé par Mortier, se préparait à quitter Burgos et à rallier Madrid. Tous se réjouissaient à l'idée d'être sous le commandement direct de l'empereur, car c'était souvent une source d'avancement, lorsqu'un ordre du quartier général vint lui prescrire de se diriger sur Saragosse, mais seulement avec ses deux divisions d'infanterie (Suchet et Gazan), afin de renforcer le 3^e corps du maréchal Moncey qui avait commencé à assiéger la ville.

Dès le début de l'invasion française en juillet 1808, le général Verdier avait tenté d'enlever la cité mais avait échoué. Saragosse n'était pas protégée par de puissantes fortifications mais bâtie dans une courbe de l'Èbre, ce fleuve constituant un fossé naturel. De nombreux couvents aux murs épais servaient d'autant de points d'appui et dans la ville aux rues étroites et tortueuses chaque maison constituait un fortin. En outre, depuis le premier siège, toute la population, y compris les femmes, les enfants et les moines, travaillait à élever des retranchements de campagne, peut-être fragiles mais facilement réparables. L'artillerie dont disposaient les défenseurs était considérable : cent-soixante pièces de divers calibres avec d'importants stocks de munitions. Elles étaient servies par des artilleurs de métier. Enfin, un corps de huit cents sapeurs était entré dans la place.

Moncey ne disposait que de seize mille cinq cents hommes. Il ne fut donc pas fâché de voir arriver les dix-huit mille soldats du 5^e corps. Il ne devait pas rester longtemps comme responsable du siège. Le jugeant un peu âgé, Napoléon le remplaça le 2 janvier 1809 par Junot, son ami depuis le siège de Toulon, qui, dès ce moment, commençait à donner des signes de dérèglement mental. Moncey avait jusque-là mené le siège dans les règles et au moment de l'arrivée de Junot il ouvrait la seconde parallèle. Junot jugea les moyens mis à sa disposition insuffisants et demanda à Napoléon trente mille hommes de renfort et beaucoup d'artillerie. En fait de troupes, Napoléon, dès le 8 janvier 1809, envoya Lannes et lui confia le commandement des deux corps d'armée ainsi que la direction supérieure du siège. Ces deux nominations convenaient à Suchet puisqu'ils étaient ses amis et qu'il espérait en tirer parti. Sa division ne participait pas directement aux travaux d'investissement. Elle était allée occuper la ville de Calatayud à quatre-vingts kilomètres au sud-ouest de Saragosse, important nœud de communications où

se croisaient les routes de Saragosse à Madrid et de Logroño à Valence. De la sorte, il empêcherait toute forme de secours d'approcher de la ville assiégée, mais son rôle demeurerait purement passif. À la mi-janvier, Lannes jugea que l'occupation de Calatayud n'était plus nécessaire et que Suchet serait plus utile à proximité de Saragosse. Dans ses mémoires, Suchet ne fait que brièvement allusion à l'épisode Calatayud et, au contraire, affirme que sa division participa activement aux opérations du siège en attaquant, sur la rive droite de l'Èbre, le château d'Aljuferia.

Lannes décida d'utiliser la division Suchet comme corps d'observation pour couvrir le siège et disperser les Espagnols qui se rassemblaient en divers points d'Aragon. C'était lui accorder une certaine autonomie et Suchet lui en fut reconnaissant. Il manœuvra successivement sur les deux rives de l'Èbre, découvrit à Licinea les quatre à cinq mille hommes rassemblés par le colonel espagnol Perena et, après les avoir écrasés, les dispersa. De ce fait, la division ne participa pas à l'assaut contre Saragosse qui, ruinée, ravagée par le typhus, capitula le 21 février. Plus de quarante mille habitants et défenseurs avaient péri.

Profitant de la rumeur qu'avait entraînée cette reddition, Suchet s'empara de la petite ville de Jaca, puis du fort de Monzon. Durant cette expédition, il quitta momentanément son quartier général et se rendit à Madrid auprès de son « oncle », le roi Joseph, qui était depuis longtemps son ami, et il ne lui cacha pas son désir de ne pas demeurer trop longtemps dans une fonction subalterne. Joseph, qui s'entendait assez mal avec la plupart des généraux de son frère, comprit qu'il pourrait trouver en son « neveu » un auxiliaire de confiance sur qui s'appuyer. Pour récompenser Junot du rôle qu'il avait joué pendant le siège, Napoléon, dès son retour à Paris au début de mars, le nomma gouverneur d'Aragon, en plus de son commandement. Mais Junot qui supportait mal le climat espagnol, au lieu de simplement remercier l'empereur, demanda son rappel, officiellement pour raison de santé. De plus, il se plaignait d'être tiré à hue et à dia entre le roi Joseph et l'empereur Napoléon, ne sachant auquel il devait obéir et ne recevant aucune instruction précise de l'un comme de l'autre.

Il s'agissait donc de le remplacer. Aussitôt, les amis de Suchet recommencèrent à s'agiter pour réclamer sa nomination. Pour sa part, il aurait préféré, et il le laissa entendre, un commandement en Allemagne car un conflit avec l'Autriche semblait imminent. Joseph lui-même se mit de la partie quoiqu'il sût que ce genre d'intervention de sa part énervait son frère. Suchet, qui, sans en avoir l'air, suivait avec attention le développement de la situation, continuait à demeurer sous les ordres de Lannes, affectant de ne dépendre que de lui. Pendant son voyage à Madrid, il avait emmené une de ses brigades jusqu'en Vieille-Castille pour lutter contre les guérillas, pendant que les deux autres demeuraient à Saragosse aux ordres de Lannes. Et en même temps, Mortier qui cantonnait à Fraya à l'est de Saragosse, alors qu'il aurait dû faire route sur Burgos, se plaignait de ce que Suchet ne ralliât pas son corps

d'armée. Il est vrai que ce dernier avait de plus en plus de mal à supporter sa subordination à ce maréchal. Son comportement, dans la période qui suivit entre mars et avril 1809, pourrait faire l'objet de sévères critiques et il est resté d'une remarquable discrétion là-dessus dans ses mémoires. En fait, rien n'en aurait sans doute été connu sans Thiébault qui fut témoin de toute l'affaire et qui, avec son pittoresque ordinaire, l'a racontée en détail.

Ayant appris, peut-être par un courrier de Joseph, que ses affaires avançaient à Paris, sans demander à quiconque l'autorisation, et surtout pas à Mortier, il se mit lui-même en congé, quitta sa division sans trop se préoccuper de savoir qui le remplacerait et sachant que Thiébault, qu'il connaissait bien, était à présent gouverneur de la Vieille-Castille, il décida de lui rendre visite à Burgos, siège de son gouvernement. Une telle attitude était considérée comme frôlant la désertion. Mais, en Espagne, loin de Paris, bien des généraux en prenaient à leur aise avec le règlement.

Quoi qu'il en soit, Suchet demeura cinq jours à Burgos, y attendant, dit-il, de nouveaux ordres et demandant que ceux-ci soient adressés à Thiébault afin de leur donner comme un vernis de légalité. Hôte un peu forcé du gouverneur, il ne quitta pas celui-ci et en profita pour, dit-il, « prendre une leçon de gouvernement en pays conquis ». Il se fit mettre au courant des mesures déjà prises par Thiébault, les commenta, s'en fit expliquer les raisons. Puis, en compagnie de son camarade, il visita les hôpitaux, les casernements, les prisons, les forts et il fut frappé de l'affection que les habitants portaient à Thiébault qui, au lieu d'appliquer une répression aveugle et féroce, avait systématiquement fait preuve d'humanité. Avec satisfaction, son hôte lui apprit que des ordres venaient d'être donnés par la junte révolutionnaire locale aux guérillas de ne plus harceler tout ce qui voyagerait au nom de ce général français pour le remercier de son attitude.

Au bout des cinq jours, arriva le décret qui nommait Suchet à la tête du 3^e corps à la place de Junot. Pour remercier son hôte de la manière dont il l'avait reçu, Suchet lui offrit de l'emmener avec lui mais Thiébault, qui attendait l'arrivée prochaine de sa femme, se vit contraint de refuser et le regretta amèrement par la suite.

Se voyant ainsi officiellement nommé à la tête du 3^e corps, Suchet adressa un ordre du jour à son ancienne division qui commençait par ces mots : « Soldats, je me sépare de vous avec la plus vive peine... »

**

Ce troisième corps d'armée, dont Suchet recevait le commandement, était en assez piteux état. En lui passant les consignes avant de quitter l'Espagne, son ami Junot ne lui farda pas la vérité. Suivant les chiffres officiels communiqués par les services au ministre de la Guerre, les unités comptaient huit régiments d'infanterie, deux de cavalerie, neuf compagnies de génie et huit d'artillerie dont une à cheval, plus huit compagnies du train, en tout vingt mille hommes qu'appuyaient quatre batteries à six pièces chacune.

Mais la réalité était moins riante. Le corps d'armée avait beaucoup souffert au siège de Saragosse où il avait à lui seul soutenu le rôle principal dans l'investissement puis l'assaut de la ville.

En réalité, il n'alignait plus que neuf mille soldats et officiers sous les armes. Cette pénurie des effectifs était tellement aiguë que lorsque un peu plus tard Gouvion-Saint-Cyr commandant du 7^e corps en Catalogne traversa une crise et demanda à Suchet de lui « prêter » quelques bataillons, celui-ci se trouva dans l'incapacité de le faire et de mauvaises langues l'accusèrent de jalousie vis-à-vis de son camarade. L'infanterie était affaiblie et plusieurs régiments de formation trop récente se trouvaient peu aptes à faire campagne car ils comptaient trop de conscrits mal instruits dans leurs rangs. Presque tous les artilleurs avaient été envoyés en Allemagne et remplacés par des fantassins qui ne savaient pas manier les canons. Les équipements manquaient ou étaient fort usagés. Le paiement de la solde se trouvait en retard et le trésorier-payeur était en fuite ! Aussi l'état d'esprit des hommes était-il déplorable, d'autant plus qu'à la suite du siège de Saragosse, aucune récompense n'était venue relever leur moral, les promotions et les décorations allant toutes au 5^e corps, ceci par suite de l'impéritie de Junot.

Suchet décida de reprendre son corps d'armée en main, et ce lui fut d'autant plus facile qu'à la suite de la prise de Saragosse une certaine tranquillité régnait, du moins en apparence, dans la province qu'il était chargé de contrôler.

L'Aragon, ancien royaume, longtemps indépendant, d'une superficie un peu supérieure à quarante-cinq mille kilomètres carrés, est situé au nord de l'Espagne. Bordé par les Pyrénées au nord et par la chaîne de Guara au sud, le pays est constitué au nord par une série de plateaux parallèles aux Pyrénées, lesquels descendent jusqu'à la vallée de l'Èbre. Le climat continental passe d'un extrême à l'autre. Aux fortes chaleurs de l'été succèdent des froids glacials en hiver. Quoique moins tourmenté que dans d'autres régions de l'Espagne, le relief n'en est pas moins difficile et assez propice à l'implantation de guérillas. Les villes sont peu nombreuses : Saragosse, Teruel, Huesca, Calatayud et Lérida étaient les plus importantes, ce qui du point de vue activité économique ne voulait pas dire grand-chose. Saragosse, la capitale, à la suite de son siège ne présentait plus qu'un champ de ruines.

La province vivait essentiellement d'agriculture comme presque toute l'Espagne. Les deux sources de sa prospérité restaient la culture et l'élevage dans les zones les plus hautes : bovins et ovins. Sur ces terres, par nature arides, l'irrigation tenait une place importante. Les paysans étaient tous ou presque des petits et moyens propriétaires cultivant leurs champs avec un minimum de main-d'œuvre mais obtenant d'assez bons rendements. Par contre, il n'y avait pas de grands domaines comme en Andalousie ou en Castille. Les habitants, assez paisibles et laborieux, s'ils se voulaient bons patriotes, entendaient également exploiter leurs terres en paix.

Le départ du 5^e corps pour Burgos laissa Suchet en place avec des

effectifs squelettiques et il écrivit immédiatement à Clarke, nouveau ministre de la Guerre, avec qui il entretenait de bons rapports, pour demander des renforts. Sa requête tombait assez mal, car Napoléon avait besoin de toutes les forces disponibles pour constituer une nouvelle grande armée avec laquelle il allait faire la guerre à l'Autriche. Clarke répondit donc en ce sens à Suchet.

Le nouveau chef du 3^e corps comprit et s'attacha à réorganiser sur cette base son corps d'armée. Mais il fut contraint de soustraire de son corps de bataille déjà bien faible un millier d'hommes placés en garnisons dans les villes conquises. Il articula le reste en deux divisions. En revanche, il eut la chance de mettre la main sur un excellent chef d'état-major, le général Harispe, basque d'origine qui connaissait bien le nord de l'Espagne, parlait la langue et se montra d'une extraordinaire efficacité. Assez curieusement, il termina sa carrière en 1852 lorsque le président de la République, Louis-Napoléon Bonaparte, l'éleva après le coup d'État du 2 décembre 1851, auquel ce vétéran n'avait pourtant pas participé, à la dignité de maréchal de France.

Comme sous-chef d'état-major, Suchet désigna le colonel Saint-Cyr Nugues qui était depuis dix ans son aide de camp. Ses divisionnaires, Laval et Musnier, avaient servi comme officiers sous l'Ancien Régime et connaissaient parfaitement leur métier. Lorsque, un peu plus tard, Suchet fut à même de constituer une troisième division, il en confia le commandement au général Habert également très compétent. Avec cette équipe bien soudée et efficace, Suchet, ayant écarté et renvoyé en France quelques éléments indésirables, reconstitua rapidement un corps de bataille moins pour chasser les guérillas que pour faire face aux troupes « régulières » espagnoles.

Celles-ci étaient commandées par le général Blake, officier d'origine irlandaise, né à Malaga, et qui accomplit toute sa carrière dans l'armée espagnole. Suchet devait le rencontrer comme adversaire pendant toutes les années qu'il passa en Espagne et assez curieusement ils entretenirent une correspondance épisodique après la fin de l'Empire. Officier très moyen, il était tout de même, en 1809, un des meilleurs dont disposait la junte révolutionnaire. Si la population aragonaise ne se soulevait pas, elle n'en profitait pas moins pour compter les Français et communiquer à son armée le nombre de nos soldats. Blake se mit donc en tête d'attaquer ce faible 3^e corps, de le rejeter en Navarre et ensuite de couper la route de Bayonne à Madrid. C'était un projet ambitieux et très certainement au-dessus de ses moyens et de ses capacités. Toutefois, avant d'entrer en campagne, il commença par activer la guérilla peu agressive en Aragon pour harceler le 3^e corps dans toutes ses opérations. Pourtant, dès l'arrivée de Suchet, Blake disposait de dix-neuf mille fantassins, mille cinq cents cavaliers et vingt-deux pièces d'artillerie. Dans la première quinzaine de mai, les Espagnols remportèrent un petit succès sur la rivière Cinca où ils contraignirent à se rendre huit compagnies d'élite, isolées par une crue de la rivière. En fait, à ce moment, le 3^e corps était encore plus ou moins commandé par Junot. Mais, aussitôt après le départ de celui-ci, ayant appris que Blake s'était retranché à Alcaniz, Suchet marcha

contre lui avec ses deux divisions. Un combat un peu confus s'engagea. Alors que les Français avaient pris l'offensive, ils furent arrêtés par une coupure de terrain et contraints de reculer. Cette attaque infructueuse fut immédiatement qualifiée de défaite par les Espagnols qui y virent un prélude à l'évacuation de l'Aragon. Suchet avait compris qu'il se devait de réagir. Heureusement, Blake n'avait pas osé se jeter sur ses talons. Suchet put donc prendre tranquillement ses dispositions et installer solidement sur la défensive son corps d'armée, en avant de Saragosse.

Cependant, Blake attendait quelques renforts de Valence avant de porter ce qu'il croyait être l'estocade finale. Il était, du reste, persuadé que Suchet n'attendrait pas sa venue pour déguerpir. Ce fut son erreur. L'affrontement eut lieu le 15 juin, à Maria. Attaquée avec énergie par Suchet, l'armée espagnole fut mise en déroute. Elle se replia dans le plus grand désordre, abandonnant toute son artillerie. Suchet n'hésita pas un instant et se lança à sa poursuite. Le 18 juin au matin, ce qui restait de l'armée de Blake qui venait de recevoir un renfort de quatre mille hommes prit position sur les hauteurs de Belchite. Cette fois encore, Suchet l'aborda avec résolution. Un coup de canon heureux ayant mis le feu à des caissons d'artillerie que venait de recevoir Blake, l'explosion qui suivit déclencha la panique dans l'armée espagnole. Elle fut entièrement dispersée et Blake ne dut son salut qu'à une fuite rapide, ce qui ne l'empêcha pas de clamer qu'il avait battu les Français. Dès ce moment, après la victoire de Belchite, l'Aragon libéré n'eut plus à redouter que l'action des guérillas.

Ces batailles de Maria et de Belchite n'eurent pas le retentissement qu'elles auraient pu attendre. Napoléon venait de subir un semi-échec à Essling en Autriche et était peu disposé à laisser proclamer des victoires de ses généraux, surtout en Espagne.

**

Ces guérillas avaient proliféré dans toute la péninsule Ibérique. Leur efficacité dépendait d'une part de la personnalité et des capacités de leurs chefs et d'autre part de la complicité de la population. Les commandants de guérilleros étaient d'origines diverses, les uns simples paysans illettrés mais doués d'un sens aigu du terrain et du commandement, les autres anciens officiers ou sous-officiers réguliers de l'armée royale ; certains étaient même d'anciens moines. Beaucoup de leurs soldats avaient exercé le métier de contrebandiers. Mais tous étaient habitués à la vie rustique, à une nourriture frugale, à parcourir de longues distances à pied ou à cheval, ne craignant pas les efforts. De surcroît, entraînés au maniement des armes à feu, ils se montraient excellents tireurs. La junte centrale ne reculait pas devant la propagande la plus grossière pour provoquer des désertions parmi les soldats français d'origine étrangère qui constituaient des recrues de choix.

Contre cette forme nouvelle de guerre, la tactique classique des armées napoléoniennes se montra tout de suite inefficace. Répondre aux actions des

guérilleros par des procédés brutaux : incendies, fusillades, pendaisons, ne servit qu'à exciter les populations contre les Français, d'autant que ces représailles ne frappaient jamais les véritables coupables.

Suchet, et ce fut un de ses grands mérites, contrairement à ses camarades qui ne ressentaient que du mépris pour ces irréguliers, pensa très vite que, pour lutter contre eux, il fallait inventer de nouvelles formes de tactique. Et, puisque l'armée régulière espagnole avait été dispersée, Suchet fut à même d'occuper le terrain, mettant de petites garnisons dans de nombreuses localités. En même temps, il lançait des colonnes mobiles dans la campagne pour poursuivre les guérillas. Mais c'était une tâche ingrate, car il était souvent difficile de faire la distinction entre un guérillero et un simple paysan. Imitant les méthodes de son ancien chef qu'il estimait beaucoup, Bugeaud, plus tard, pendant la conquête de l'Algérie sous Louis-Philippe, utilisa une tactique identique.

Suchet devait tout de même obtenir quelques succès au prix de faibles pertes, mais il ne parvint pas à purger l'Aragon de ses guérillas, pas plus du reste que les autres chefs de corps. Par leur seule présence, ces bandes allaient considérablement gêner ses opérations car, dès qu'il entra sérieusement en campagne, il fut contraint de concentrer ses unités déployées sur le terrain, laissant celui-ci libre aux guérilleros. Ceux qui n'étaient pas mis hors état de nuire, camouflés, dispersés, réapparaissaient là où on les attendait le moins. En n'éradiquant pas complètement le mal, Suchet se voyait donc contraint de le subir et la lutte, aussi bien contre les réguliers que les irréguliers, se traduisait par un éternel recommencement.

Tout de même, pour faire pièce à la propagande intense mais grossière des juntes, Suchet inventa une forme primitive de guerre psychologique. Tout d'abord, il décida de ne pas heurter les sentiments religieux profonds de ses administrés. Il empêcha les autorités civiles françaises d'enlever le trésor de la cathédrale de Saragosse, Notre-Dame del Pilar et de l'expédier en France. Celui-ci comprenait un nombre important d'objets sacrés en or et en argent. Ce geste fut apprécié dans tout l'Aragon. Du coup, il réussit à obtenir l'appui d'une partie du clergé local. L'évêque de Huesca et le prieur d'un couvent de Santander se déclarèrent en sa faveur, malgré le peu d'enthousiasme de leurs chapitres, et l'évêque ordonna à ses prêtres de cesser de soutenir ouvertement la junta dans leurs prêches.

Fidèle à ses principes, Suchet prescrivit que soient arrêtées les réquisitions brutales de vivres et de fourrage. Ce dont les troupes avaient besoin serait régulièrement payé. Et, comme les caisses étaient vides, le général commanda de faire rentrer les impôts que les Aragonais avaient l'habitude d'acquitter. Mais il ne put empêcher les contribuables d'être contraints de les payer une deuxième fois, car les guérillas agissant au nom « du vrai roi » en exigeaient elles aussi le versement. En principe, Suchet fit publier qu'il était interdit de verser de l'argent aux rebelles. Mais, avec ces derniers, en cas de refus, la sanction était non pas une amende mais une

exécution pure et simple. Aussi les Aragonais préférèrent-ils payer deux fois sans trop rechigner.

Suchet voulait donner à tous le sentiment que la province était sûre. Il fit réinstaller des agriculteurs sur des friches et les protégea par un système de petits postes ; puis, pour rendre leur travail plus attractif, il fit acheter leurs récoltes à un prix très au-dessus des cours, ce qui eut pour résultat de faire monter ceux-ci. Il y avait quelque chose d'artificiel dans le procédé et même d'antiéconomique mais, grâce à ce système, il allait réussir à ramener un état qui ressemblait à la paix en Aragon.

Du reste, Suchet surveillait de près le comportement de ses troupes, sachant que certains officiers n'avaient que trop tendance à tolérer ou à se livrer eux-mêmes à des abus. Il se fit en quelques mois une réputation d'homme juste auprès des Espagnols qui lui donnèrent le seul surnom qu'on lui connaisse : *el hombre justo*. Allant jusqu'au bout de ses conceptions, il n'hésita pas à faire traduire en justice et condamner trois commandants de place accusés de concussion. Dans ce travail en profondeur, il fut secondé par un ordonnateur en chef, probe et sévère, dont il avait demandé lui-même la nomination : Bondurand, qu'il avait déjà eu l'occasion d'apprécier.

Les officiers français, célibataires ou non, vivaient pour la plupart seuls en Espagne, estimant la situation trop dangereuse pour y faire venir leurs épouses. Ils cherchaient donc de bonnes fortunes sur place, les trouvaient sans trop de peine, et cet état de fait choquait fort les Espagnols. Là encore, Suchet voulut donner l'exemple. Il invita Honor à le rejoindre à Saragosse. La comtesse était d'une autre trempe que sa tante qui ne voulut jamais franchir les Pyrénées. Sans hésiter, elle prit la route pour Saragosse. Une fois sur place, elle tint à donner un caractère civil au palais du gouverneur qui, jusqu'alors, avait pris des allures de quartier général. Sous son impulsion, les réceptions se multiplièrent et bientôt la noblesse de Saragosse et des environs, qui avait dans un premier temps hésité, y accourut en foule. La population, et l'administration espagnole, à qui Suchet avait rendu ses prérogatives, mais au nom du roi Joseph, se déclarèrent en sa faveur d'autant que, dans la mesure de ses moyens, Suchet lançait un programme de travaux publics dont le régime précédent avait toujours différé la mise en œuvre.

Le couronnement, en quelque sorte, de son travail, dû au fait qu'il avait restauré une manière de paix en Aragon, lui vint sous la forme d'une récompense aussi insolite qu'imprévue.

L'Académie royale de Saint-Louis à Saragosse, qui passait pour un repaire de partisans de Ferdinand, tint à lui donner « un témoignage d'estime et de confiance » en le nommant directeur. Cette distinction purement honorifique – car Suchet n'eut ni le temps ni l'occasion d'exercer de telles fonctions – le flatta énormément et lui fit comprendre que la méthode de pacification qu'il avait adoptée était probablement la bonne. Malheureusement, elle ne serait suivie par aucun de ses camarades, et si le roi Joseph, qui s'intéressait à tout ce qu'entreprenait son « neveu », en reconnut

l'efficacité, il n'eut pas la possibilité de la mettre en œuvre.

Ainsi s'écoula l'année 1809. Victorieuse de l'Autriche, la France paraissait plus puissante que jamais. En Espagne, la situation semblait s'améliorer de mois en mois. Les Anglais, après avoir lancé une offensive contre Madrid, avaient prudemment battu en retraite et étaient rentrés au Portugal. Les armées françaises contrôlaient le nord et le centre du pays. Le roi Joseph préparait une expédition qui allait le conduire à la conquête de l'Andalousie.

À Saragosse, où pourtant la situation était calme et où la lutte contre les guérillas tournait à des opérations de police, Suchet avait réussi à force de persévérance dans ses demandes à renforcer son corps d'armée. Il comptait à présent dix-huit mille hommes et à ses quatre batteries d'artillerie il ne manquait pas une pièce. Ses vingt-cinq bataillons d'infanterie et huit escadrons de cavalerie étaient parfaitement équipés et prêts à entrer en campagne. La lettre de félicitations que lui adressa Napoléon, au mois de décembre 1809, était donc tout à fait justifiée. Euphorique, l'empereur lui laissa entrevoir qu'il aurait bientôt sous ses ordres trente mille hommes, promesse qui n'était pas prête à se réaliser.

Seule ombre au tableau, le major général de l'armée d'Espagne, le maréchal Jourdan, fatigué, avait été remplacé le 24 septembre par le maréchal Soult avec qui Suchet était toujours en aussi mauvais termes.

VII

UNE GUERRE STATIQUE

(1810-1811)

L'année 1810 commença plutôt bien pour les Français en Espagne. Déjà, par le traité de Vienne (14 octobre 1809), l'empereur François d'Autriche, le vaincu de Wagram, avait reconnu Joseph comme légitime souverain. Puis l'armée rebelle dite « du centre » avait été écrasée et dispersée le 19 novembre par Soult à Ocana, laissant aux mains des Français des milliers de prisonniers et de nombreux morts sur le terrain.

Depuis lors, Joseph, plein d'optimisme mais voyant assez juste, se préparait à envahir l'Andalousie. Pourtant, la situation du haut commandement français s'était, comme à plaisir, compliquée. Napoléon n'ayant plus besoin de lui à la tête de l'état-major général de la grande armée avait, dès son retour à Paris, en novembre 1809, nommé à nouveau Berthier major général pour les armées françaises en Espagne. En même temps, une autre disposition plus ancienne mais toujours en vigueur donnait le commandement en chef au roi Joseph. Celui-ci était tout à fait incapable de s'en acquitter. Ce serait donc son propre major général, le maréchal Soult, qui l'exercerait.

Cette dualité de commandement n'allait pas faciliter les opérations car souvent les ordres seraient contradictoires, encore que Berthier plein de tact et assez éloigné du terrain aurait tendance à suggérer plutôt que d'ordonner. Il n'empêchait que, comme il existait plusieurs instructions secrètes envoyées par Paris aux chefs de corps et qui leur prescrivaient de n'obéir et de ne rendre compte qu'à Berthier, dans un certain nombre de cas précis, les généraux ne savaient plus à qui ils devaient obéir.

L'idée de la conquête de l'Andalousie fit l'objet de nombreuses réticences de la part de Berthier aussi bien que de Soult. Certes, des divisions

rendues disponibles étaient dirigées en renfort vers l'Espagne. Certes, Joseph avec raison fit remarquer qu'aucune place forte ne viendrait ralentir ou arrêter la marche de l'armée et que la junte n'avait pratiquement rien à leur opposer ; mais les deux maréchaux auraient préféré que soit d'abord liquidée la question anglaise et ils trouvaient tout de même cette expédition bien aventureuse.

Ayant fini, quoique à contrecœur, par en accepter le principe, Berthier, qui, dans ce cas, ne faisait que transmettre les volontés de l'empereur, écrivit à Suchet sans en référer à Madrid pour lui annoncer que le 3^e corps, qui serait sérieusement renforcé, aurait pour objectif dans cette campagne méridionale la ville de Valence. C'était lui assigner une mission qui débordait largement la province d'Aragon.

Comme Berthier toujours précis avançait un chiffre de trente mille hommes, ce qui, d'ailleurs, viderait l'Aragon de toute présence française, Suchet, tout en émettant lui aussi quelques réserves, commença à faire réunir des approvisionnements en quantité suffisante pour subvenir aux besoins de ses troupes. Puis il demanda et obtint des renforts en artillerie et en chevaux de trait et fit à la hâte édifier des magasins pour stocker tout ce ravitaillement.

Suchet, en ce début de janvier 1810, se trouvait à Pampelune en Navarre où il venait de remettre de l'ordre car les guérillas s'y étaient montrées assez agressives. Ce fut là qu'il reçut de nouveaux ordres de Berthier qui toujours se gardait de mettre Madrid au courant afin d'éviter les éternelles réclamations et doléances de Joseph. L'expédition contre Valence était ajournée *sine die* et à la place le major général laissait à Suchet le choix de mettre le siège soit devant Lérida, soit devant Tortose, places encore aux mains des partisans de Ferdinand. Il devrait opérer en coopération avec les 7^e et 8^e corps, commandés respectivement par Augereau et Junot. Le 7^e corps occuperait la basse vallée de l'Èbre et le 8^e, Logroño et le Haut-Èbre afin d'empêcher les rebelles d'essayer de se porter au secours de la ou des villes assiégées.

Rien de ce plan ne se réalisa, car le 8^e corps fut presque aussitôt désigné pour rallier et renforcer l'armée de Portugal et Suchet allait recevoir de nouvelles instructions contradictoires avec celles du prince de Neuchâtel. Mais il commença à faire ses préparatifs pour aller d'abord assiéger Lérida. Dans ce but, il demanda un parc de siège et un renforcement de son corps de génie. Il attendait une note de Berthier qui le relèverait de toute subordination vis-à-vis de Madrid même si cela devait mécontenter l'« oncle » Joseph. Un décret était en préparation à Paris qui mettrait l'Aragon sous un statut particulier. Il stipulait que la province serait en état de siège et réunissait tous les pouvoirs civils et militaires entre les mains du gouverneur général. Il préparait ainsi à long terme l'annexion de cette province à l'Empire français. Mais ces instructions devaient, lors de leur envoi, se trouver interceptées en traversant la Navarre, et lorsque Suchet en obtint copie, la situation avait totalement évolué.

Or, le 15 février, Suchet, revenu à Saragosse, y reçut une dépêche de

Soult envoyée le 27 janvier de Cordoue. L'opération sur l'Andalousie, commencée le 12 janvier, prit tout de suite une allure de promenade militaire. Hormis l'assaut contre les retranchements de la *Venta de Cardenas*, enlevés sans difficulté, l'armée n'avait rencontré aucune résistance. Tout de même, Soult était soucieux de laisser son aile gauche à découvert et il prescrivit à Suchet de réaliser immédiatement l'expédition projetée contre Valence.

Le général fut passablement étonné. Les renforts, en particulier en artillerie, qu'il avait demandés pour entreprendre ce siège ne lui avaient pas été envoyés. Certes, il avait reçu quelques pièces de campagne qu'il avait immédiatement dirigées sur Teruel où stationnait la division Laval. Mais il n'avait aucun canon lourd. De plus, pour assiéger Valence, il lui faudrait emmener à peu près toutes les troupes dont il disposait, et alors les guérillas risquaient de reprendre leur agressivité et de couper ses communications. Dès le départ, il considéra donc que ses chances de succès étaient minces pour ne pas dire nulles, mais un ordre étant un ordre il se mit en mesure de l'exécuter tout en sachant qu'il était contraire aux désirs de Napoléon. Il ne disposait que de quatorze mille hommes. Déléguant ses pouvoirs de gouverneur au général Musnier, il se mit en route dans le courant de février, divisant ses forces en deux colonnes. La moins importante, confiée au général Habert, progressait en suivant la côte et l'autre, dont il avait pris lui-même le commandement, partie de Teruel en passant par Segorbe, rejoignit la première peu avant Valence, à Murviedro. Cette ville, située sur la rive sud de la rivière Guadalaviar, n'offrait pas de protections naturelles particulièrement difficiles, mais elle était défendue par une population bien décidée à résister et une garnison nombreuse. Ses fortifications devaient être battues par une artillerie puissante dont Suchet ne disposait pas. De plus, tenant la campagne, une armée d'environ dix à douze mille hommes était prête à soulager et secourir les éventuels assiégés. Suchet, sans encombre, refoula devant lui les Espagnols et parvint jusqu'au faubourg de Serano qu'il occupa. Il découvrit alors les murs d'enceinte de Valence qui étaient armés d'une nombreuse artillerie, laquelle se démasqua à l'approche des Français.

Le 3^e corps qui n'avait pas plus les moyens d'investir la place que de tenter un coup de main contre elle demeura cinq jours devant la ville. Suchet se contenta d'envoyer une lettre au général espagnol Caro, gouverneur de Valence, le sommant de se rendre. Non sans insolence, celui-ci répondit par un refus, allant jusqu'à avancer que l'armée de Joseph avait été taillée en pièces en Andalousie. Après quoi, pour augmenter la résolution des défenseurs, il fit dresser des potences sur la place de la ville et fit arrêter l'archevêque qui passait pour favorable aux Français.

Au bout de cinq jours, comprenant qu'il pourrait demeurer longtemps sur place sans succès, Suchet entama sa retraite en direction de Teruel. Peut-être, s'il avait fait preuve d'un peu plus de mordant, serait-il parvenu à s'emparer de Valence mais, étant donné la faiblesse des forces dont il disposait, la chose paraît douteuse. Le 10 mars, l'armée d'Aragon prit la route du retour et au

passage dégagea la ville de Teruel, en partie occupée par la guérilla de Villacampa. Le 17 mars, Suchet rentra à Saragosse. En son absence, les guérillas, ainsi qu'il l'avait craint, avaient montré une grande activité. Le retour du gros du 3^e corps permit de mener contre elles une action bénéfique et Mina, un de leurs chefs les plus entreprenants, fut fait prisonnier. Envoyé en France, il demeura en captivité à Vincennes jusqu'en 1814.

Cependant, Napoléon, lorsqu'il fut mis au courant de ce qu'il nomma l'échec de Suchet devant Valence, entra dans une violente colère. Sans vouloir tenir compte du contexte dans lequel avait été montée l'opération ni de la responsabilité de Soult et de Joseph à qui Suchet n'avait fait qu'obéir, il fit preuve, comme souvent dès cette époque, d'une totale mauvaise foi et écrivit à Berthier, le 20 avril : « Le général Suchet a été malgré mes ordres à Valence. Il en est revenu très légèrement ; il a compromis mes troupes. Cette conduite n'a nullement répondu à mon attente. Il est indispensable que le général Suchet répare ses sottises. »

Suchet, modérément sermonné par Berthier avec qui il était réconcilié, avait compris dans quelle position fausse et inconfortable il s'était trouvé, et il eut le bon goût dans ses mémoires de passer ce pénible épisode sous silence.

**

À mi-chemin entre Barcelone et Saragosse, formant la frontière entre Aragon et Catalogne, la ville de Lérida se dressait sur les bords de la rivière Sègre large de cent mètres en cet endroit et dotée d'un assez fort courant. Depuis la plus haute antiquité, la ville de Lérida (appelée alors *Ilerda*) apparaît régulièrement dans les chroniques militaires. La troisième décade de Tite-Live y fait mention et César la cite dans *De Bello civile*. Par la suite, Chrétiens et Maures se la disputèrent. Au XVII^e siècle, elle fut plusieurs fois assiégée sans succès, même par le Grand Condé qui, pour se conformer à une coutume locale, avait ouvert la tranchée au son des violons. Toutefois, en 1707, le duc d'Orléans était parvenu à s'en rendre maître et avait laissé ses troupes s'y livrer à un pillage en règle.

Cet épisode désagréable avait été oublié et, au printemps 1810, le moral de la population et de la garnison était au plus haut. Estimant leur cité imprenable, ils attendaient de pied ferme une attaque des Français. Ils étaient commandés par un général jeune et dynamique, le maréchal de camp Garcia Condé bien déterminé à résister jusqu'au moment où ses assaillants lèveraient le siège. Il comptait du reste beaucoup sur l'appui que lui apporterait l'armée espagnole du général Charles O'Donnell. Cet officier d'origine irlandaise était entré comme ses frères au service des rois d'Espagne après que sa famille eut émigré avec les Jacobites au XVIII^e siècle. Il avait environ neuf mille hommes sous ses ordres et comptait percer les lignes des assaillants.

Les fortifications derrière lesquelles s'abritait la ville n'étaient pas particulièrement puissantes. Une partie de la défense reposait simplement sur la rivière et, du côté de la terre ferme, c'était une simple muraille sans fossé ni

chemin couvert, en partie terrassée et bastionnée et en partie flanquée de tours. Mais la véritable force de l'agglomération résidait dans le château qui couvrait l'ensemble de la place. Planté au sommet d'une colline haute de soixante-dix mètres et aux pentes fort raides, il était construit autour d'un donjon d'une grande hauteur et de forte solidité. Il était entouré de bâtiments vastes et également de grande épaisseur de murs. Le tout était enfermé dans un carré de forme irrégulière d'environ deux cent cinquante mètres de côté, flanqué sur une face de solides bastions. Les murailles étaient tellement hautes et épaisses qu'aucun fossé n'y avait été ajouté. En outre, la ville était armée d'une nombreuse artillerie.

En fait, un front d'attaque était envisageable par la face nord mais le terrain d'approche, tout en roc à vif, rendait extrêmement difficile sinon impossible le creusement de tranchées et tous les cheminements devraient être couverts par des gabions. Un second pourrait être créé à l'ouest où la pente se présentait sous une forme douce mais, par une opération préalable, un assaillant devrait s'emparer du fort Garder, fortification détachée de ce côté.

Suchet n'était pas sans être informé de ces difficultés. Il savait en outre que l'empereur ne lui pardonnerait pas un échec après ce qu'il considérerait comme une défaite. Il prépara donc son expédition avec le plus grand soin. Le 3^e corps avait enfin reçu des renforts et comptait trente-trois bataillons et neuf escadrons, le tout s'élevant à peu près à vingt-deux mille combattants. Mais instruit par son récent raid sur Valence et ayant encore en mémoire l'action des guérillas et autres réguliers qui avaient manqué de peu d'enlever Teruel, il comprit que la pacification de l'Aragon n'avait un sens que pour autant que les troupes françaises y seraient présentes. À contrecœur, il décida donc de laisser sur place environ un tiers de ses troupes, soit dix bataillons d'infanterie et un régiment de cavalerie, sous les ordres du général Laval, tant pour chasser les guérillas que pour être en mesure de faire pièce à l'armée de Villacampa, installée entre les frontières de Valence et de Castille.

Avec les forces qui lui restaient, même si à présent il disposait d'un parc de siège important comptant à la fois des pièces lourdes et des mortiers, Suchet estima que son armée était trop faible numériquement pour mener à la fois le siège et lutter contre les troupes d'O'Donnell. Mais, dans les plans dressés par l'empereur, il était prévu que le 7^e corps du maréchal Augereau descendrait jusqu'à la basse vallée de l'Èbre et couvrirait ainsi le 3^e. Seulement Augereau, s'il avança bien jusqu'à l'Èbre, se trouva contrarié par les mouvements d'O'Donnell. Il craignait d'être coupé de Barcelone, sa base d'opérations, et que celle-ci ne tombât aux mains des rebelles. Aussi se hâta-t-il de rétrograder et ce fut avec ses seules forces que Suchet fut contraint de continuer le siège.

Il avait quitté Saragosse avec le 3^e corps dans les premiers jours d'avril. Il comptait prendre la route passant par Balaguer, localité sur le Sègre, traversé en ce lieu par un pont solide que pourrait emprunter l'artillerie. Il se préparait à attaquer Balaguer tenu par quatre bataillons rebelles lorsqu'il

apprit que ceux-ci l'avaient évacuée. Dès lors, le chemin de Lérida lui était ouvert et il arriva devant la ville le 13 avril.

Au lieu d'ouvrir immédiatement la tranchée, Suchet, qui, par ailleurs, n'eut jamais assez de troupes pour réaliser un encerclement complet de la place, ne se hâta pas mais examina tranquillement la situation. Du reste, son parc de siège n'était pas encore arrivé et le colonel Haxo qui le commandait profita du répit qui lui était accordé pour faire fabriquer des outils car il en manquait.

Suchet aurait voulu dans un premier temps se débarrasser de la menace qu'O'Donnell faisait peser sur lui puisqu'il ne pouvait plus compter sur l'appui d'Augereau. Or, il apprit qu'O'Donnell était parti de Tarragone avec deux divisions, comptait en ramasser une troisième en cours de route et marcher sur Lérida dans le but de forcer Suchet à lever le siège. Il arriva le 22 avril à Vinaxa et là reçut un billet du général Condé annonçant qu'une grande partie de l'infanterie française et toute la cavalerie s'étaient éloignées de la place. Trompé par cet avis au demeurant inexact, le général espagnol se dirigea directement sur Lérida sans prendre la peine d'éclairer sa marche. Son armée était formée en trois colonnes : celle du centre en flèche parvint en vue de la place mais fut arrêtée par des charges de cavalerie. En même temps, la garnison tenta une sortie et fut refoulée. La cavalerie lourde de Suchet dispersa celle de ses adversaires avant de se retourner contre son infanterie. Celle-ci comportait l'élite de l'ancienne armée espagnole : les gardes wallonnes qui cherchèrent en vain à résister et à redresser la situation. Toute l'armée espagnole prit la fuite. O'Donnell parvint à regrouper ses troupes avant la nuit mais il était hors de question que pour l'instant il inquiétât les assiégeants. Ce combat dit de Margalef, du nom de la plaine où il se déroula, fut surtout mené, du côté français, par la cavalerie. Les Espagnols laissèrent près de six mille prisonniers, dont un grand nombre d'officiers qui n'avaient pas voulu suivre les fuyards.

Appliquant toujours les principes de sa guerre psychologique, Suchet écrivit le lendemain au général Condé pour lui proposer d'envoyer une délégation qui jugerait *de visu* de la déconfiture de l'armée de secours et qui, accessoirement, offrait à la ville de se rendre et, ainsi, d'éviter de verser inutilement du sang. Mais cette espèce de coup de bluff échoua et le gouverneur répondit sèchement : « Monsieur le général, cette place n'a jamais compté sur le secours d'aucune armée. J'ai l'honneur de vous saluer avec la plus haute considération. » Signé : « Condé ».

Suchet ne put s'empêcher de rendre hommage à la hauteur de vues de son adversaire et, puisque l'armée d'O'Donnell n'était plus à craindre, il reporta toute son attention sur les travaux du siège. Dans la nuit du 26 au 27 avril, la tranchée fut ouverte. Les soldats d'infanterie guidés par ceux du génie commencèrent à creuser la première parallèle et à édifier des batteries d'approche. Le général avait mis l'emplacement de son front d'attaque au même endroit que le duc d'Orléans, cent trois ans auparavant. Le travail était

supervisé par le colonel Haxo qui dans ce siège allait gagner ses étoiles de général.

De leur côté, les assiégés ne restaient pas inactifs. Leur artillerie fort bien servie couvrait de boulets les travaux d'approche. De plus, ils tentèrent de nombreuses sorties dans le but de ralentir le travail des Français et même de détruire plusieurs de leurs ouvrages et en particulier leurs batteries. Mais Haxo qui connaissait rudement son affaire fit ériger plusieurs places d'armes contre toutes ces sorties qui toutes échouèrent. Le 7 mai au matin, l'artillerie française ouvrit le feu pour commencer le bombardement de la place et plusieurs des pièces de celle-ci furent rapidement démontées. Le duel d'artillerie dura plusieurs jours car aucun des adversaires ne manquait de munitions mais, pendant ce temps, les travaux du siège proprement dit progressaient.

Le 8 mai, Suchet put faire ouvrir une seconde parallèle. Tout le temps sur place, il encourageait les travailleurs par sa présence. Il avait multiplié le nombre des emplacements de batteries et la densité de son feu se révéla efficace car l'artillerie des assiégés fut peu à peu réduite au silence et même dans des bastions de la ville des caissons à munitions explosèrent. Des brèches furent pratiquées dans la muraille. La question demeurait de savoir si le gouverneur, une fois la ville forcée, essaierait de poursuivre la résistance dans le château.

Le bombardement ininterrompu continua jusqu'au 13 mai et eut un effet psychologique certain sur la population civile qui fit pression sur le gouverneur, l'incitant à capituler. Suchet était décidé à en finir. Il donna les ordres pour que les troupes montent à l'assaut. Celui-ci fut lancé le 13, à 7 heures du soir. Les assiégés résistèrent une partie de la nuit puis, devant l'importance de leurs pertes, se replièrent sur le château. Là, alors que le gouverneur et les militaires qui l'entouraient se préparaient à soutenir un second siège, la population qui était entrée dans la place avec les soldats exerça une pression déterminante sur le général Condé d'autant que l'artillerie française ayant changé d'objectifs arrosait le château de boulets et de bombes. Ainsi, l'action psychologique imaginée par Suchet portait-elle enfin ses fruits.

Le 14 mai, à midi, un drapeau blanc fut hissé sur le donjon. Aussitôt après, un parlementaire vint demander les conditions de la capitulation. Suchet envoya son fidèle Saint-Cyr Nugues et le général Valée. Il accordait à la garnison les honneurs de la guerre mais celle-ci restait prisonnière. Une des plus grandes joies de Suchet fut de pouvoir ainsi délivrer trente-trois officiers français de l'armée de Catalogne qui étaient retenus prisonniers dans le château dans des conditions plutôt pénibles.

Le butin fut énorme : cent trente-trois canons en état de servir, dix millions de cartouches, cinquante tonnes de poudre, dix mille fusils neufs, dix drapeaux et des magasins débordant de vivres, ce qui prouva, si cela était nécessaire, que l'Espagne était capable de fournir du ravitaillement mais que les habitants préféraient le réserver à leurs compatriotes. Dans son style fleuri,

mais de mise à l'époque, Suchet écrivit le jour même à Napoléon : « Les Aigles triomphants de Votre Majesté planent sur la ville et les redoutables châteaux de Lérída... » Après quoi, en chef s'intéressant à la carrière de ses subordonnés, il demanda de l'avancement pour un certain nombre d'entre eux.

La prise de Lérída donnait un avantage certain aux Français et allait gêner à la fois les guérillas et l'armée de la junte à qui la ville avait servi de point d'appui. Pour la parachever, dans la foulée, Suchet décida de s'emparer de la petite ville de Mequinenza au confluent du Sègre et de l'Èbre et surtout du fort qui la surplombait. C'était d'ailleurs se conformer aux ordres reçus de Paris. Mais Suchet qui voulait donner à ses divisionnaires des occasions de se distinguer ne dirigea pas lui-même les opérations et en chargea le général Musnier. Celui-ci, à la tête de deux brigades, commença le siège le 20 mai. Il se poursuivit jusqu'au 7 juin, où Suchet vint en personne voir où en était l'affaire. Mais il arriva presque après la bataille car la place capitula dès le lendemain. Là encore, les prises de guerre furent d'importance. Par cette conquête, Suchet avait assuré la mainmise sur tous les points fortifiés de l'Aragon. Il en profita pour s'emparer de Morella dans le royaume de Valence dont les Espagnols avaient négligé d'assurer la défense.

Pendant que Musnier assiégeait Mequinenza, Suchet s'était occupé de mettre de l'ordre dans Lérída.

Il commença par faire effacer les effets du siège, ordonnant de combler les tranchées et relever les murailles ; puis il se pencha sur le sort de la population civile, rassura les habitants, fit réparer les maisons endommagées par le bombardement. Une junte avait fait régner la terreur dans la ville. Ses membres se trouvaient fort inquiets quant à leur sort. En toute justice, Suchet aurait pu faire preuve vis-à-vis d'eux de la plus extrême sévérité. Mais par l'acte de capitulation il s'était engagé à ce qu'aucune poursuite ne soit entreprise contre eux. Malgré les souhaits d'une population qui avait brusquement changé d'opinion, il ne modifia pas son comportement. Cette clémence porta ses fruits.

Il mit en place une nouvelle junte, composée de notables modérés (il en existait) et choisit un nouveau corregidor. Le gouvernement de la place fut confié au colonel Henriod, aussi bon militaire que diplomate, et il n'y eut aucune velléité de révolte dans Lérída jusqu'à la fin de l'occupation française.

Suchet put donc, sans arrière-pensée, consacrer tout son temps à d'autres opérations militaires.

**

La conquête de l'Andalousie par le roi Joseph et les troupes du maréchal Soult avait contraint la junte révolutionnaire nationale à décamper de Séville et à se réfugier à Cadix où l'assiégeait l'armée du maréchal Victor. En cet été 1810, la situation de l'organe qui se voulait le fidèle représentant du roi Ferdinand, toujours prisonnier de Napoléon, se présentait sous un jour assez sombre. Son seul et unique allié, la Grande-Bretagne, traversait elle-même

une crise. Son armée de la péninsule Ibérique, toujours commandée par lord Wellington, réfugiée au Portugal, se préparait à battre en retraite devant l'armée du maréchal Masséna et à reculer jusqu'aux fortifications de Torres Vedras, en avant de Lisbonne. Wellington espérait qu'il ne serait pas obligé de les évacuer et de rembarquer ses divisions.

La junte, depuis Cadix, ne contrôlait plus effectivement que le royaume de Valence entre la frontière de la Catalogne et Alicante. Là, s'étaient regroupées ses dernières armées. Certes, les guérillas infestaient encore tout le pays et continuaient à y faire preuve d'activité, mais combien de temps seraient-elles en mesure de se soutenir ?

Aussi l'état-major impérial par la plume du maréchal Berthier indiqua-t-il à Suchet que la conquête du royaume de Valence serait son prochain objectif et que pour réaliser cette opération son corps d'armée serait appuyé par le 7^e. Celui-ci venait de changer de chef. Augereau, malade, avait été remplacé par Macdonald (juillet 1810). L'axe de marche des troupes chargées de cette mission suivrait la côte de la Méditerranée et, avant de s'attaquer à Valence, il leur faudrait enlever les places qui se dressaient sur leur route : Tarragone, Tortose et Sagonte. La logique eût voulu que Suchet et Macdonald commencent par Tarragone. Les ordres désignèrent Tortose comme première ville à enlever, en précisant qu'en même temps Macdonald assiègerait Tarragone.

Tortose était une cité stratégiquement d'importance car elle servait de point d'appui à la fois aux armées espagnoles de Valence et de Catalogne. Ces dernières, se reposant sur diverses villes fortifiées et un terrain très accidenté, gênaient considérablement les mouvements du 7^e corps. Toujours battues, toujours reconstituées, il fallait, si on voulait s'en débarrasser, les priver de cette base. Tortose n'était pas dotée de puissantes fortifications : une simple muraille renforcée par deux forts.

Dès lors, Suchet se consacra aux préparatifs de ce nouveau siège et le général Valée lui constitua un parc d'artillerie lourde de plus de cinquante pièces dont certaines enlevées aux Espagnols. Malgré les fortes chaleurs de l'été dont souffraient les hommes, Suchet se mit en route au début de juillet. Son corps d'armée comportait trois divisions d'infanterie, une forte brigade de cavalerie ainsi que l'artillerie et le génie, en tout à peu près dix-sept mille hommes. Il arriva sur place le 6. Ce fut pour apprendre que, loin de marcher sur Tarragone, le 7^e corps stationnait à Gérone, au nord de Barcelone.

Dès ce moment, et quoique réduit à ses seules forces, Suchet décida de poursuivre le siège sans réaliser qu'il allait durer plus de six mois. En fait, l'attaque de la ville proprement dite, parallèles, cheminements, etc., fut différée pendant plusieurs mois. Par sa seule présence, toutefois, il bloquait la place et empêchait toute communication entre les armées espagnoles, mais en l'absence de son parc de siège il était dans l'impossibilité d'entamer les opérations proprement dites. Or, ce parc était toujours sous Lérida. Il n'existait aucune route permettant d'acheminer canons, fourgons, caissons et

autres impedimenta entre Lérida et Tortose. Aussi, le général Valée décida-t-il d'effectuer le transport par eau. Mais l'Èbre parfaitement navigable se trouvait en période d'étiage et la hauteur des eaux atteignait à peine vingt centimètres au lieu du mètre cinquante habituel. Aussi, toute navigation était-elle momentanément interrompue et ne devait reprendre qu'en novembre.

Suchet avait d'autres préoccupations. C'était toujours le même processus qui recommençait : une armée française mettait le siège devant une ville aux mains des rebelles. Une ou deux armées espagnoles tentaient de forcer le blocus. Malgré leur supériorité numérique, elles étaient battues et refoulées et dans un avenir plus ou moins proche la place était amenée à capituler. Le scénario se reproduisit de manière identique avec Tortose. La garnison voyant que les Français se contentaient d'encercler leur cité tenta sans succès plusieurs sorties et dès lors attendit l'aide d'armées de secours.

Celles-ci se manifestèrent dès le 30 juillet. O'Donnell, à la tête de dix mille hommes, attaqua le général Habert, cantonné à Tivisa. Les Français n'étaient que cinq mille mais, bien commandés, le repoussèrent sans peine. Entre-temps, Reille, à présent gouverneur de la Navarre relativement calme, avait amené à Suchet une division de renfort.

Le 6 août, Suchet apprit que de Valence on s'apprêtait à faire un nouvel effort pour secourir la ville. Une armée commandée par Caro remontait vers le nord mais ayant appris l'approche du 7^e corps elle battit prudemment en retraite.

À la fin du mois, Suchet et Macdonald se rencontrèrent à Lérida. L'entente entre eux fut immédiate. Macdonald était prêt à aider son camarade mais, pour cela, il avait à résoudre un problème de ravitaillement. En attendant, il renforça Suchet en mettant à sa disposition une division italienne, commandée par le prince Pignatelli. Celle-ci servit à protéger le premier convoi d'artillerie, descendant l'Èbre, mais en raison même de la nature de ses soldats, vagabonds et repris de justice, elle était difficilement employable au combat.

Ce ne fut pas avant la fin de novembre que Suchet, ayant enfin sous la main tout son parc de siège, put songer à passer à la partie active du siège. Au même moment, ayant réussi de son côté à faire venir plusieurs convois de vivres, Macdonald lui fit savoir qu'il allait occuper la basse vallée de l'Èbre et ainsi le couvrir sur sa gauche. Sur sa droite, face aux Valenciens, Suchet détacha la division du général Musnier. Se servant d'un plan d'attaque établi par Haxo avant d'être rappelé à Paris, le commandant du 3^e corps put enfin faire ouvrir la tranchée, le 2 décembre. Les travaux furent rapidement menés et la garnison ne réagit guère jusqu'au 28 décembre où elle tenta une sortie qui, malgré ses efforts, fut repoussée. Dès le lendemain, un bombardement intensif de la place commença et, le 1^{er} janvier 1811, la ville offrit de capituler en demandant au préalable une suspension d'armes de quinze jours que Suchet rejeta.

Dans la nuit qui suivit, le tir de son artillerie fut si dévastateur que le 2,

en fin de matinée, Tortose capitula au moment où Suchet allait ordonner l'assaut.

Sans être aussi important qu'à Lérida, le stock de matériel de guerre pris était assez considérable puisqu'il comprenait cent quatre-vingt-deux canons et deux millions de cartouches.

La prise de cette ville portait un coup sérieux aux Espagnols car elle isolait Tarragone et ouvrait une porte sur la route de Valence. Ils décidèrent d'adopter une nouvelle tactique : se saisir de toutes les récoltes et des sources d'approvisionnement pour empêcher les Français de se ravitailler. Malheureusement pour eux, il fallait engranger ces récoltes et seules les villes possédaient des magasins susceptibles de les recevoir. Lorsqu'elles tombaient aux mains des Français, ceux-ci faisaient main basse sur les vivres.

**

Après la prise de Tortose, Suchet revint à Saragosse où il n'avait fait que de brèves apparitions durant six mois. Il se consacrait surtout à son travail de gouverneur civil et à la gestion économique et administrative de la province lorsque, le 9 février, il reçut une lettre de Berthier. Partant du principe qui lui était cher que « la guerre doit nourrir la guerre », Napoléon avait décidé de cesser de subventionner le 3^e corps qui devrait entièrement vivre sur le pays. De plus, la province d'Aragon devrait se créer un gouvernement indépendant de Madrid mais sous le contrôle de Suchet, et en même temps celui-ci continuerait de dépendre de Paris pour les opérations militaires.

Ne tenant aucun compte de l'état de délabrement économique où était tombé l'Aragon, l'empereur, qui préparait l'annexion de cette province à la France, compliquait singulièrement la tâche de Suchet qui, selon son propre aveu, écrivait : « Il n'est pas difficile de prévoir les nombreux obstacles que devrait rencontrer l'exécution d'un pareil système... »

Si l'Aragon, avant l'arrivée des Français, parvenait à produire suffisamment pour ses besoins, outre qu'en 1811 ce n'était plus le cas, il n'était pas capable de subvenir à ceux de l'armée d'occupation.

À ces responsabilités déjà lourdes, Suchet allait voir dans les jours qui suivirent s'en ajouter d'autres. En mars, l'empereur décida qu'outre l'Aragon il serait gouverneur des provinces de Tortose, Lérida, Tarragone et de toute la partie sud de la Catalogne, soit environ un tiers de ce pays.

Pour faire face à ses nouvelles obligations, l'armée de Catalogne, autrement dit le 7^e corps, passait entièrement sous ses ordres et les troupes de Macdonald se trouvaient réduites d'autant. Ce dernier apprécia peu le procédé. Il n'allait pas tarder à tomber « officiellement » malade et à demander son retour en France. Napoléon, qui était un patron exigeant, demanda que sur sa lancée Suchet, avec son corps d'armée renforcé qui allait prendre le nom d'« armée d'Aragon », entreprît dans les plus brefs délais le siège de Tarragone. Il avait à présent la renommée d'un preneur de villes, un peu comme Vauban un peu plus d'un siècle auparavant et cette réputation

flatteuse allait l'accompagner tout au long de sa carrière.

**

La ville de Tarragone était construite en bordure de mer entre deux petits cours d'eau, la Gaya et le Francoli. De ce fait, elle pouvait être ravitaillée depuis le large et recevoir en outre l'appui de la flotte anglaise. Deux enceintes, dont une fort ancienne et de peu de valeur, et quelques ouvrages de moindre importance la couvraient. Pourtant, l'ensemble était assez imposant et, depuis 1808, avait encore été renforcé en particulier par un nouveau fort à l'extérieur de l'ensemble, le fort Olivo.

Pour attaquer Tarragone, Suchet disposait à présent de quarante mille hommes. Mais le corps de siège proprement dit n'en comprit que la moitié. En effet, il devait laisser différentes unités en divers points de ses provinces, entre Saragosse, Teruel et Lérida, pour y maintenir l'ordre et également conserver à proximité de la place assiégée un corps d'observation afin de se tenir prêt à repousser la ou les armées de secours. En outre, il disposait d'une artillerie puissante : cent pièces lourdes faciles à transporter depuis Tortose où se trouvait toujours le parc. Mais la garnison de Tarragone en avait trois fois plus, disposées, il est vrai, tout au long des remparts ainsi que dans les forts et ne pouvant que très partiellement concentrer leurs feux. Toutefois, elle pouvait compter sur l'appui de la division navale anglaise qui comprenait une douzaine de bâtiments de diverse importance.

Le siège n'était même pas esquissé que Suchet reçut un message affolé de Macdonald. Par un coup de main hardi, les Espagnols avaient réussi à se rendre maîtres de la ville de Figueras sur la route reliant Barcelone à Perpignan. Le maréchal lui demandait de lui renvoyer toutes les troupes qu'il venait de lui céder pour reconquérir la place. À la réflexion, Suchet s'y refusa. Le seul fait de faire faire mouvement à ces unités ferait perdre presque un mois et ensuite on ne savait combien de temps prendrait la reprise de Figueras. D'ailleurs, cette place n'avait pas une telle importance et les communications avec la France ne seraient pas coupées pour autant. Suchet était persuadé que le chef espagnol qui avait enlevé Figueras avait opéré une diversion pour retarder les opérations contre Tarragone. Il ne changea donc rien à ses dispositions initiales et le 2 mai, ayant établi son quartier général à Reuss, il commença à entreprendre le siège de la ville. Quelques diversions tentées par les Anglais qui à plusieurs reprises débarquèrent des troupes entre Tortose et Tarragone furent toutes repoussées et ne retardèrent pas d'un seul jour les opérations du siège.

Suchet commença par se débarrasser de la menace que faisaient peser les navires anglais en faisant édifier des batteries de côte qu'il arma avec des pièces lourdes capables de tirer des boulets rouges pour incendier les vaisseaux en bois. Naturellement, la garnison tenta plusieurs sorties pour les détruire, mais sans succès.

Dans un premier temps, sur terre, Suchet s'attaqua au fort Olivo,

construit sur le plateau du même nom, et dont la seule présence le gênait beaucoup. Le 29 mai, il tomba entre ses mains et, dès ce moment, le général put concentrer son attention sur la ville elle-même. Les travaux d'approche contre celle-ci étaient commencés depuis le 2 juin et la première parallèle fort avancée.

Pendant ce temps, la garnison se voyait renforcée par deux mille hommes transportés par la flotte anglaise. Mais malgré ce soutien, elle ne réussit pas à empêcher les travaux des assaillants de progresser rapidement. La seconde parallèle était creusée dès le 10 et la troisième, juste contre les fossés, dans la nuit du 18 au 19. L'assaut de la ville basse fut donné le 20 et celle-ci fut emportée. Restait la ville haute dont le siège était également à faire. Tout était à recommencer sauf qu'une partie de l'artillerie lourde de la ville basse, récupérée, put être mise en batterie contre la ville haute. Puis, Suchet ouvrit de nouveau la première parallèle.

À ce moment, l'armée espagnole de secours enfin sortie de Valence approcha de Tarragone. Elle comptait quatorze mille fantassins et deux mille cavaliers d'une valeur très inférieure aux troupes de Suchet. Toutefois son chef, le général Campoverde, malgré sa supériorité numérique, n'osa pas attaquer et, attendant l'arrivée de renforts, battit en retraite vers Villanova.

Profitant de ce répit inespéré, Suchet laissa à sa cavalerie le soin d'observer les mouvements de l'armée de secours et décida de donner l'assaut à la ville haute. Il fut déclenché le 28 juin. Enragés par la résistance de l'ennemi, les soldats de Suchet, déchaînés, firent peu de prisonniers. La ville n'eut pas l'opportunité de se rendre et les civils subirent le contrecoup de l'assaut, mais ce qui restait de la garnison mit bas les armes.

Le pari de Suchet s'était révélé payant car, ayant reçu enfin des renforts, l'armée de Campoverde s'appêtait, en accord avec la garnison, à essayer de faire lever le siège le lendemain. Les pertes de part et d'autre étaient assez lourdes : quatre mille trois cents tués, plus de trois mille blessés du côté français ; près de douze mille tués chez les Espagnols, mais la place était enfin entre les mains des Français.

L'armée du marquis de Campoverde tenait toujours la campagne. Malgré la fatigue et les pertes éprouvées par ses troupes pendant le siège de Tarragone, Suchet décida de se lancer à sa poursuite et si possible de l'obliger à livrer combat. Il laissa sur place le général Montmarie pour remettre la ville en ordre. Puis il se rendit à Barcelone pour se concerter avec le général Mathieu. Il devait prendre les mesures pour empêcher l'armée de Valence de fuir par la mer. En fait, celle-ci retraitait par l'intérieur vers le haut Aragon, ce qui ne faisait pas l'affaire des soldats valenciens qui cherchaient précisément un point d'embarquement pour se faire transporter par la flotte anglaise. Refusant partout le contact et reculant jusqu'à Agramont au pied des Pyrénées, cette armée espagnole finit par se diviser en fragments se dispersant comme ils le pouvaient avec la cavalerie française à leurs trousses. Certains parvinrent à Mataro au nord de Barcelone, où les Anglais avaient mis à terre

cent cinquante mille rations dont les troupes de Suchet s'emparèrent. Campoverde lui-même dut s'enfuir. Seuls trois mille hommes parvinrent à gagner le petit port de Arens del mar où la flotte les recueillit. L'armée de secours avait cessé d'exister.

Seul le Mont Serrat, à proximité de Barcelone, restait aux mains des rebelles. En principe, il avait été convenu que Macdonald s'emparerait pendant que Suchet assiégeait Tarragone, mais l'incident de Figueras l'en avait empêché. Suchet décida d'en faire son affaire et chargea les généraux Frère et Harispe de l'opération, puis les renforça et vint lui-même superviser ce mini-siège. Malgré un terrain d'approche difficile, la place tomba le 25 juillet.

Cinq jours auparavant, en arrivant à son ancien quartier général de Reuss, Suchet avait eu la surprise d'y trouver un officier de l'état-major de Berthier qui l'y attendait et lui apportait un décret signé par Napoléon le jour où il avait appris la capitulation de Tarragone. Il était élevé à la dignité de maréchal d'Empire. Cette nomination était attendue par lui depuis six ans. C'était d'une certaine manière le couronnement de sa carrière. Il était et resterait le seul maréchal nommé au cours et pour des opérations en Espagne. C'était donc un phénomène sortant quelque peu de l'ordinaire, car depuis un moment l'empereur se désintéressait ostensiblement de « l'aventure espagnole » et commençait déjà à se pencher sur les problèmes de la guerre avec la Russie.

Mais peut-être faut-il voir également dans cette promotion l'influence de Berthier qui était à présent dans les meilleurs termes avec Suchet et appréciait la manière dont il menait ses affaires. La renommée de Suchet après ce dernier succès rebondit jusqu'à Paris et le *Journal des Débats* lui consacra un long article. Or, quelques jours plus tard, Gabriel-Catherine, le frère du nouveau maréchal, dînait chez Cambacérès. Parmi les convives, il y avait le maréchal Ney fort jaloux de la gloire de ses camarades. À la fin du repas, il apostropha Gabriel-Catherine Suchet l'accusant d'avoir payé un journaliste pour rédiger et faire publier le fameux éloge.

— Ce n'est pas moi qui en suis l'inspirateur, se défendit Gabriel.

— Et qui donc, Monsieur ?

— L'empereur !

De stupeur et de saisissement, Ney laissa tomber sa tasse de café.

Par le même courrier, l'empereur ordonnait à Suchet de démolir entièrement Tarragone (il se garda d'obéir), de prendre le mont Serrat (il était en train de le faire) et de se préparer à marcher avec son armée sur le royaume de Valence.

VIII

VALENCE

(1811-1812)

À deux reprises déjà, depuis 1808, des armées françaises avaient paru sans succès devant la ville de Valence, la première fois sous le maréchal Moncey et la seconde sous Suchet lui-même. Aussi celui-ci savait à quoi s'en tenir sur les difficultés qui l'attendaient pour cette nouvelle campagne. Il décida donc de la préparer avec un soin particulier. Et avant même, il estima nécessaire de liquider le problème de Figueras. Cette ville finit par se rendre le 19 août 1811. Quoiqu'il fût conscient de la nécessité de la reprise de Figueras avant d'entamer une marche sur Valence, Napoléon demandait ce même mois à Berthier : « Que fait le maréchal Suchet de son armée ? Il s'endort trop vite sur ses lauriers... »

Cependant, Suchet ne se hâtait toujours pas. Il craignait qu'à dégarnir trop rapidement de troupes la Catalogne et l'Aragon, il fit la partie belle aux Espagnols et les faits allaient lui montrer qu'il avait raison. Et puis, par les fortes chaleurs de la fin de l'été, les hommes supporteraient mal un climat de surcroît humide où le terrain était formé de rizières et où le paludisme régnait de manière endémique.

Malgré l'impatience dont faisait montre l'empereur, il décida de ne rien entreprendre avant le début du mois de septembre. La maréchale qui, au début de l'année, était rentrée en France pour la naissance de sa fille, était revenue aux côtés de son mari et écrivait à son beau-frère, le 5 septembre, qu'ils quitteraient Saragosse le 9 pour le sud : « Louis, précisait-elle, a reçu des ordres très précis » ; mais elle ajoutait sans fournir davantage de détails que l'acheminement de la seule artillerie prendrait un mois.

Pendant toute cette période, l'armée d'Aragon n'avait pas chômé. Conscients du péril qui planait sur Valence, les rebelles avaient tenté d'en

renforcer la garnison en appelant à la rescousse des troupes qui tenaient encore la campagne en Catalogne et en Aragon. Suchet chargea les généraux Frère et Reille de leur barrer le passage et de les disperser, car il estimait d'après son service de renseignements que l'armée défendant Valence comportait près de quarante mille hommes sans compter la population civile prête à apporter son concours. La ville venait de changer de commandant. Palacio avait été remplacé par un des frères O'Donnell. L'armée de Murcie était censée l'appuyer et l'ensemble était sous les ordres de Blake nommé capitaine général. Il était arrivé de Cadix avec des pouvoirs quasidictatoriaux pour défendre le royaume, car la junte attachait une importance capitale à y maintenir sa souveraineté. C'était le seul territoire étendu qui lui restait. Blake avait amené avec lui deux divisions de renfort. Mais les troupes composant cet ensemble se montraient de valeur fort inégale.

De son côté, le maréchal disposait de cinq divisions d'infanterie (quarante bataillons), trois françaises, une italienne et une napolitaine, d'une division de cavalerie (quatorze escadrons), de mille huit cents artilleurs et six cents pionniers, en tout vingt-trois mille hommes. Il avait été contraint d'en laisser sept mille en Aragon et en Catalogne pour y assurer l'ordre.

Berthier lui rappela, dans une lettre du 16 août, que sur sa route et la barrant en théorie il y avait trois places fortes : Peníscola, Oropesa del mar et surtout Sagonte. Suchet qui le savait parfaitement était décidé à négliger les deux premières mais à faire sauter le verrou de la troisième avant d'aller plus avant.

Depuis Madrid, son « oncle » lui avait fait miroiter l'espoir de l'appuyer avec l'armée du centre ainsi qu'avec une nouvelle que Reille était en train de constituer en Navarre. Mais le maréchal savait à quoi s'en tenir sur les promesses de Joseph et avec raison ne fit pas fond sur elles.

Berthier, toujours à Paris et plein d'optimisme, lui laissa espérer qu'après la prise de Murviedo (Sagonte) et une bataille rangée gagnée contre Blake, Valence ouvrirait ses portes. Mais Suchet n'y comptait pas trop. Si Murviedo n'était qu'une ville ouverte, elle était dominée par le rocher de Sagonte, forteresse depuis l'Antiquité et qui, Suchet qui connaissait ses classiques le savait, avait donné du fil à retordre à Hannibal.

À son grand regret, Suchet dut encore laisser une division pour occuper Lérída, Mont Serrat et Tarragone et il demanda à Reille, en qui il avait confiance, de le remplacer en Aragon. Lui-même se mit en mouvement le 15 septembre. Le 23, l'armée atteignit Murviedo et il s'attendait à y rencontrer Blake qui s'était avancé jusqu'à cette ville. Mais, à l'approche des Français, il avait jugé plus prudent de reculer jusqu'à Valence. Toutefois, le maréchal ne le poursuivit pas. Il ne se souciait pas d'affronter une armée aussi importante que celle de Blake, en laissant derrière lui une place de guerre avec une garnison de trois mille cinq cents hommes alors que ses propres lignes de communication dépassaient cent vingt kilomètres.

Il était donc très préoccupé par cette situation mais considérait qu'il

fallait dans un premier temps occuper Sagonte. Le terrain très escarpé rendait l'attaque par des moyens classiques à peu près impossible à réaliser. Aussi Suchet craignait-il de se trouver longtemps immobilisé devant une forteresse qu'on ne pourrait, semblait-il, réduire que par la faim. Sur les avis du commandant du génie qui avait examiné les approches avec soin, il tenta un premier coup de main qui aurait permis par sa hardiesse d'enlever la place par surprise. L'affaire échoua car les Espagnols étaient sur leurs gardes.

Suchet se résigna donc à bombarder de près Sagonte. Le 18 octobre, il lança un assaut qui échoua. Le bombardement reprit. Ce fut alors que Blake se décida à sortir de ses lignes et à se porter au secours de la place qu'il savait à toute extrémité. Il choisit une position qui lui était favorable et d'où il menaçait sérieusement son adversaire. Suchet, s'il refusait l'affrontement devrait se replier en abandonnant toute son artillerie, d'autant que là où l'attendait Blake, il se trouverait entre deux positions tenues par l'ennemi et sans véritable possibilité de retraite en ordre.

La bataille du 24 octobre, un moment indécise, tourna assez vite à l'avantage des Français. Suchet enfonça le centre des Espagnols puis mit leurs ailes en déroute. Les vaincus s'enfuirent jusqu'à Valence. Du coup, le général Andriani qui commandait Sagonte découragé accepta de capituler. Le siège avait duré vingt et un jours.

Au cours de l'affrontement contre Blake, Suchet qui s'était constamment exposé au feu avait été touché à l'épaule par une balle. Sans être grave, sa blessure était sérieuse. Elle l'empêcha pendant trois semaines de monter à cheval. En même temps il souffrait d'une fistule mal placée. Saisissant l'occasion, il demanda un congé de trois mois pour venir se faire opérer à Paris et eut la chance de se le voir refuser, ce qui lui permit d'être sur place au moment de la victoire.

**

Après son succès de Sagonte et quoique pour quelques jours il lui fût impossible de se rendre sur le terrain, Suchet continua à commander son armée. Elle reprit sa marche en avant et atteignit bientôt le Guadalaviar. Sur la rive droite s'élevait la ville de Valence et campait l'armée que Blake était en train de reconstituer. Ce général éprouvait des difficultés avec ses troupes car il n'était pas populaire. Son caractère mélancolique et triste le rendait antipathique malgré ses réelles capacités comme commandant d'armée.

Néanmoins, Suchet, qui n'avait plus à ce moment à sa disposition que vingt-deux mille hommes alors que Blake disposait presque du double, estima qu'il n'était pas en mesure à la fois d'assiéger la ville et de combattre l'armée adverse. Aussi, tout en s'installant sur la rive gauche du fleuve, demanda-t-il des renforts. Après avoir dans un premier temps fait la sourde oreille, Napoléon, sous l'influence de Berthier, finit par mieux juger la situation. Il ordonna donc que Montbrun fût détaché avec les unités qu'il commandait de l'armée de Portugal, Darmagnac de celle du centre et Reille de Navarre. Mais

entre les requêtes, les ordres et les mouvements des troupes, deux mois s'écoulèrent avant que les renforts n'arrivent à pied d'œuvre et ce ne fut pas avant le 24 décembre que Suchet ayant à présent trente-trois mille hommes sous ses ordres fut en mesure de passer à l'action.

Pendant cette période d'attente, l'armée française n'était toutefois pas restée inactive. Le général Habert s'empara au début de novembre du faubourg de Seranos et plus particulièrement du couvent de Sainte-Claire qui devint un des points d'appui des assaillants. Puis il occupa le port de Valence. Les deux armées n'étaient séparées que par le fleuve. Celui-ci, à l'origine, était traversé par cinq ponts. Les Espagnols en avaient occupé deux et sérieusement fortifié les issues des trois autres, se réservant de les utiliser pour harceler les Français. En raison de la longueur de son front et de la relative faiblesse de ses effectifs, Suchet fit élever à la hâte quelques ouvrages défensifs. Dès ce moment, l'activité de part et d'autre se limita à des escarmouches de patrouilles.

Cependant, profitant de ce répit, Suchet étudiait les moyens de franchir le Guadalaviar tout en sachant que sur l'autre rive sa marche risquerait d'être freinée par les nombreux canaux d'irrigation formant autant de lignes de défense naturelles derrière lesquelles Blake avait systématiquement déployé des troupes.

Le maréchal projeta, avant d'investir la ville, d'y enfermer toute l'armée de Blake qui ne bougeait pas de ses tranchées devant la place. Cette idée séduisit Napoléon à qui elle fut soumise. Alors que ses vues se tournaient vers la Russie, capturer toute une armée espagnole et Valence par-dessus le marché permettrait de faire un grand pas, pensait-il, vers la soumission générale de l'Espagne, ce en quoi il se leurrait.

Mettant à exécution sa combinaison, le maréchal fit franchir le fleuve assez en amont de Valence, à hauteur de Liria, à un endroit où, précisément, il n'y avait pas encore de canaux d'irrigation car ils ne prenaient naissance qu'assez loin en aval. Du coup, s'emparant des écluses, Reille pourrait assécher ces fossés et permettre à nos troupes de manœuvrer. Les pontonniers se montrèrent à la hauteur de leur réputation et, dans la nuit du 25 au 26 décembre, lancèrent deux ouvrages. Trois divisions y passèrent. La manœuvre d'encerclement se réalisa dans la journée du 26. Toutefois les généraux espagnols Obispo et Villacampa ainsi que leur chef le général Mahy avaient saisi à temps le dessein de Suchet et, abandonnant leurs positions, s'enfuirent en direction du lac d'Albufera d'où, un peu plus tard, ils rejoignirent l'armée de Murcie.

Les troupes de Reille les poursuivirent jusqu'au lac d'Albufera où elles firent leur jonction avec la division Habert. Profitant de ce que la garnison de Valence observait la marche de la branche nord, Habert avait traversé le fleuve à son embouchure et foncé à la rencontre de son camarade. Le piège était refermé et ce qui restait de l'armée de Blake, quinze à vingt mille hommes, encerclé avec la garnison dans la place. L'investissement était

complet. Il fallait entamer le siège proprement dit et empêcher Blake de sortir et de forcer le blocus. Celui-ci avait compris qu'il devait agir d'urgence avant que Suchet n'ait entrepris des travaux pour consolider ses positions. Dans la nuit du 28 au 29 décembre, il tenta une sortie par le pont supérieur. Mais Suchet était sur ses gardes et elle fut aisément repoussée. Seule son avant-garde réussit à gagner la campagne. Le seul résultat fut que la garnison, dès le lendemain, commença à désertir car le découragement gagnait ses troupes. Mais Blake ne désespérait pas et s'imagina qu'après sa tentative manquée, les Français se montreraient moins vigilants. Dans la nuit du 30 au 31 décembre, il renouvela son essai et fut, une nouvelle fois, refoulé. Dès lors, il allait se consacrer à la défense de la ville, mais le siège allait être mené rondement par Suchet.

Dans la nuit du 1^{er} au 2 janvier 1812, il fit ouvrir la tranchée en deux points. À l'est, mais ce devait être une diversion, et, au sud, au droit du faubourg Saint-Vincent. Les fortifications de la ville de Valence consistaient essentiellement en une muraille continue flanquée de tours, courant sur un périmètre de six kilomètres et protégée par un fossé rempli d'eau. Le rempart lui-même, rapporte Suchet, « avait trente pieds de haut, dix d'épaisseur et un chemin de ronde au sommet ». D'autres ouvrages en terre, d'une solidité précaire, s'y appuyaient.

La nature du sol assez meuble permit aux assiégeants de faire vite avancer leurs travaux. Les Espagnols, quelque peu désarmés, se dépêchèrent d'évacuer leurs retranchements extérieurs et de se replier dans la ville. Dans la nuit du 5 au 6 janvier, l'artillerie lourde française qui avait pris position en portée ouvrit le feu et le bombardement commença. Quelques heures plus tard, dans la journée du 6, conscient des risques courus par la population civile, Suchet écrivit à Blake, lui offrant une reddition dans des conditions honorables. Tout aussi courtoisement, Blake repoussa l'offre, précisant toutefois que la responsabilité des conséquences de celui-ci ne serait pas sienne !

Les défenseurs ripostèrent au tir des Français mais en cette occasion Blake montra jusqu'à quel point pouvait aller l'esprit chevaleresque des Espagnols. La maréchale, bravant tous les dangers, avait tenu à accompagner son mari. Elle résidait dans une ancienne tour mauresque non loin de la ligne d'investissement à portée de canon de la place. L'ayant appris on ne sait comment, Blake donna des ordres très stricts pour que son artillerie ne tire pas dans cette direction afin de ne pas perturber cette grande dame. Cette anecdote, due aux Espagnols, est toutefois sujette à caution, car Suchet ni dans ses mémoires ni dans sa correspondance n'y fait allusion et il n'est pas absolument certain que la maréchale se soit trouvée à ses côtés à ce moment.

Cependant, même si des moines incitaient par des discours incendiaires la population à résister à outrance, celle-ci, après quelques heures de bombardement, avait perdu beaucoup de son ardeur belliqueuse et commença à faire pression sur Blake pour l'inciter à capituler. Pendant quelques jours,

Suchet intensifia son action. Alors, le 8 janvier, deux officiers espagnols furent envoyés par Blake en parlementaires. Le capitaine général se disait prêt à rendre la place à la condition qu'il pût se retirer sur Alicante avec son armée, ses armes et bagages et un certain nombre de canons. Suchet rejeta l'offre, exigeant une capitulation pure et simple mais proposant d'échanger deux mille Français prisonniers dans l'île de Cabrera, à Alicante et à Cadix, contre autant d'Espagnols. Ces conditions ayant été rapidement acceptées, la capitulation fut signée le 9 et le 10 janvier. L'armée espagnole sortit avec les honneurs de la guerre mais elle était tout entière prisonnière.

Le transfert de ces seize mille hommes vers la France ne fut pas une mince affaire car il fallait éviter qu'ils ne s'évadent en cours de route. Suchet les organisa en deux colonnes, l'une de huit mille hommes qui partit vers Teruel, une seconde de six mille vers Tortose. Le maréchal conserva à proximité deux mille prisonniers qui devaient constituer la masse de l'échange qu'il avait proposé. Outre les soldats, s'étaient rendus huit cent quatre-vingt-dix-huit officiers et trois généraux.

Quant à Blake, il fut dirigé sur Vincennes car il s'était montré peu désireux de partager le sort de ses soldats. Les documents une fois signés, Suchet en confia la garde au colonel polonais Ernouf en lui précisant (toujours le sens aigu des nuances chez lui) : « Vous lui rendrez les honneurs dus à un général en chef et vous le garderez comme un coquin ! »

Le matériel de toute nature qui tomba aux mains des Français était immense : vingt et un drapeaux, deux mille chevaux tant de cavalerie que de trait, trois cent quatre-vingt-treize canons, quarante-deux mille fusils neufs, trente-six tonnes de poudre et plusieurs centaines de milliers de rations.

Le 14 janvier, le maréchal fit son entrée solennelle à Valence. Toutes les maisons de la ville avaient sur son ordre été décorées de tentures de soie et de guirlandes. Suchet avait pris possession de la ville depuis 5 jours et avait confié la police au général Roberts et au commandant Bugeaud (le futur maréchal), tous deux connus pour leur fermeté. L'occupation de la ville ne posa aucun problème particulier. Les Valenciens qui, quelques mois auparavant, faisaient montre en paroles d'une férocité peu commune vis-à-vis des Français, semblaient soulagés d'un grand poids de n'avoir pas été enlevés d'assaut. Le maréchal eut la sagesse de faire revenir dans la ville le vieil archevêque qui l'avait quittée avant le début du siège et qui était très populaire parmi ses ouailles.

Restait le cas des moines qui s'étaient montrés si hostiles et d'une manière tellement virulente. Cinq cent deux d'entre eux furent expulsés et la majorité traitée en prisonniers et envoyée en France. Toutefois, par un geste de clémence, les cent quarante-huit plus âgés se virent consignés à dix lieues de Valence. Mais, en revanche, cinq d'entre eux, les plus enragés, furent passés par les armes. Les chefs des guérillas qui se trouvaient en ville, dénoncés par leurs compatriotes, connurent le même sort. Pourtant, Suchet n'était pas particulièrement sanguinaire mais estima que la tranquillité

publique ne se réaliserait qu'à ce prix.

Pendant que le maréchal menait les opérations contre Valence, le général Montbrun, détaché pour le soutenir de l'armée de Portugal, avait opéré un vaste mouvement sur la droite et tenté de couper la route au corps du général Mahy qui avait échappé à l'encerclement. Montbrun manqua de très peu réussir sa manœuvre et Mahy se jeta dans Alicante, serré de près par Montbrun. Ce dernier avait à sa disposition trois divisions dont une de cavalerie et une bonne artillerie. Il aurait donc pu en peu de jours enlever Alicante dont à ce moment les défenses étaient très faibles. Mais, outrepassant les ordres de Berthier, Marmont, commandant de l'armée de Portugal, avait fixé un terme très court au détachement de Montbrun qui, selon lui, devait impérativement revenir au plus tard le 20 janvier.

Dès qu'il fut signé, Suchet lui envoya copie de l'acte de capitulation de Valence et lui recommanda d'interrompre sa marche sur Alicante. Il craignait qu'une action inconsidérée ne vînt faire capoter les négociations qu'il engageait pour échanger des prisonniers. Ce fut, hélas, ce qu'il advint. Montbrun, pressé par le temps, ne tint pas compte de ce dernier ordre, poussa jusqu'à Alicante, tira quelques coups de canon, somma la ville de se rendre, puis fit demi-tour et reprit la route de Madrid. Il ne s'est jamais expliqué sur son curieux comportement, car il quitta l'Espagne à la fin du mois de janvier et fut tué la même année à la bataille de la Moskova. Mais son raid avait eu un effet désastreux. Effrayés, les habitants d'Alicante prirent immédiatement leurs dispositions pour être en état de soutenir un siège en règle et, fait plus grave, les pourparlers ébauchés pour un échange de prisonniers furent définitivement rompus. Les deux mille Espagnols en attente de renvoi furent dirigés vers la France au grand regret de Suchet.

L'empereur ne ménagera ni les promotions ni les récompenses. Toutefois une partie de ces dernières resta à l'état de projet. Napoléon avait ordonné que deux cents millions prélevés sur les biens des anciens rois d'Espagne et du clergé régulier soient distribués à l'armée, depuis les généraux jusqu'aux simples soldats. Ils ne devaient jamais en voir la couleur.

Pour sa part, Suchet fut nommé en date du 24 janvier 1812 duc et se vit attribuer comme « fief » le lac d'Albufera sur les bords duquel son armée s'était illustrée, le 26 décembre 1811. A priori, l'idée d'ériger un lac, si grande que pût être sa surface, en duché pouvait paraître étrange. Mais, en réalité, Napoléon faisait à Suchet un fort beau cadeau, d'une surface d'environ trente km².

L'Albufera est un lac d'eau douce relié à la Méditerranée par un canal. À l'époque où Suchet en prit possession, il était fort poissonneux et ses rives très giboyeuses. Le rapport des nombreuses pêcheries et de la location des chasses représentait un coquet revenu. De plus, des terres s'étendant sur quatre mille hectares sur lesquelles s'élevaient six petites localités complétaient la donation. L'ensemble des fermages, métayages et autres loyers allait mettre Suchet plus qu'à son aise. Il n'allait, hélas ! les percevoir que pendant un peu

plus d'un an.

Il y eut une personne au moins à qui la création du duché d'Albufera déplut et qui ne se fit pas faute de le dire. C'était le roi Joseph, l'« oncle » de Suchet. En tant que souverain espagnol, il n'admettait pas qu'un autre que lui, fût-il son propre frère, disposât, sans même le consulter, d'une partie de son royaume, allant jusqu'à oublier que c'était à la présence des armées françaises qu'il devait de régner. En outre, lui qui était toujours à court d'argent avait escompté toucher le revenu des pêcheries qui s'élevait à plusieurs centaines de milliers de francs. Ce fut le début d'un refroidissement dans les relations des deux hommes qui jusqu'alors avaient été excellentes. Les choses ne devaient pas en rester là.

**

Napoléon aurait souhaité que, sur sa lancée, Suchet achevât la conquête du royaume de Valence en s'emparant d'Alicante et de Carthagène et en opérant sa jonction avec l'armée d'Andalousie commandée par Soult. Prudent et méthodique, avant d'aller plus avant, Suchet estima qu'il serait bon de s'emparer de la petite place de Peniscola située entre Sagonte et Tortose. Puis, comme il allait voir les territoires sous son contrôle encore s'agrandir, il demanda de nouveaux renforts.

Au lieu de les lui accorder, Napoléon commença par lui retirer tout son corps polonais, soit un peu plus de cinq mille combattants, destiné à l'armée qui allait envahir la Russie. Ce fut ensuite le corps de Reille qui lui fut soustrait car il devait remonter mettre de l'ordre en Navarre. En lieu et place, l'empereur nomma Suchet gouverneur du royaume de Valence, ce qui accrût encore ses charges administratives. Du même coup, il échappait en principe à la tutelle du roi d'Espagne et dépendait directement de l'Empire, ce qui ne fit qu'augmenter la mauvaise humeur de Joseph vis-à-vis de son « neveu » qui n'en pouvait mais. Déçu, malade (toujours de sa fistule), se voyant dans l'impossibilité d'accomplir sa nouvelle mission, le maréchal demanda avec insistance son retour en France pour se faire opérer car les chirurgiens espagnols ne valaient rien. Non seulement Napoléon refusa, car la présence du maréchal en Espagne lui semblait indispensable, mais il lui envoya pour le soigner – ce qu'il osa qualifier de « marque éclatante de bonté » – son premier chirurgien, Boyer, accompagné de son gendre, le docteur Roux. À eux deux, ils parvinrent à remettre le maréchal sur pied. Il en coûta à lui et à Napoléon quatre vingt mille francs (quarante mille pour chacun) : « Voilà de la chirurgie lucrative », ironisa-t-il. Entre opération et convalescence, Suchet resta alité près de cinq semaines. Heureusement, la situation sur le plan militaire demeura à peu près calme durant cette période et du fond de sa chambre le maréchal continua à diriger les opérations. Il eut le temps de beaucoup réfléchir et estima qu'avec des forces réduites l'expédition contre Alicante devenait impossible, d'autant qu'il dut encore se priver d'une nouvelle division, la division italienne.

En effet, à l'autre extrémité de la péninsule, l'armée anglaise était passée à l'offensive et, le 20 janvier 1812, avait enlevé la ville de Ciudad Rodrigo sans que Marmont ou Joseph aient fait grand-chose pour l'en empêcher. Joseph, pour sa part, ne songeait qu'à couvrir Madrid avec l'armée du centre (d'où cette demande d'une division à Suchet). Dans les trois provinces qu'il gouvernait, le duc d'Albufera, avec des forces réduites, allait avoir à faire face aux guérillas, à l'armée espagnole d'Alicante et aux troupes anglaises du général Maitland venant de Sicile. Le général anglais Lacy tenait déjà la campagne. Il menaça Tarragone mais à l'annonce de l'approche des généraux français Lamarque et Mathieu il se retira. Rejoint à Altafula (24 janvier), il fut mis en déroute.

À la fin de mars, Suchet, comme ses camarades, apprit que l'empereur, par une de ces décisions aberrantes comme il lui arrivait d'en prendre, avait nommé son frère Joseph généralissime de toutes les armées françaises en Espagne. Certes, la centralisation du commandement avait toujours été un problème non résolu qui avait gêné les opérations dans la péninsule. Mais le roi Joseph était bien la moins capable des personnes à pouvoir remplir ce rôle. Napoléon avait eu beau le flanquer du vieux maréchal Jourdan (il avait cinquante ans) comme major général, aucun des quatre autres maréchaux en Espagne : Soult, Marmont, Victor, Suchet, n'accepta de lui obéir, prétendant ne dépendre que de l'empereur.

Invité à se soumettre au mois de juin, Suchet répondit en offrant sa démission que Joseph se garda bien d'accepter ; puis il prit le parti de ne plus répondre aux nombreux billets dont le bombardait le roi.

Il avait d'autres soucis. Son corps de bataille, même si en théorie il comptait trois divisions d'infanterie et une brigade de cavalerie, était en fait réduit à un peu plus de onze mille hommes. Les troupes dont il disposait pour garnir les différentes places ne dépassaient pas trois mille six cents soldats. Dans ces conditions, tenir ses positions devant un adversaire sans cesse renforcé et faisant preuve de hardiesse devenait de plus en plus difficile. Et pourtant il y parvint. On assistait à une offensive générale des Anglo-Espagnols dans toute la péninsule. Wellington, pour mener sa campagne contre Marmont sans risque que celui-ci reçoive des renforts, demanda et obtint de la junta de Cadix qu'une puissante diversion fût mise en action contre les provinces administrées par Suchet. Tout d'abord, les Espagnols disposaient de l'armée de Murcie, forte de quinze à dix-huit mille hommes, commandée par un des frères O'Donnell qui, quelles que fussent ses répugnances à collaborer avec les Anglais, se prépara à l'action. Ceux-ci avaient déjà mis à terre plusieurs divisions tant à Alicante qu'à Majorque.

Face à cette menace que lui annonçaient ses services de renseignements, Suchet prit ses dispositions et se prépara à prendre l'offensive, comprenant que ses chances de succès dépendaient de la rapidité de ses mouvements. Craignant une tentative de débarquement sur ses arrières, il renforça les défenses de Tarragone. En même temps une action contre Lérida échoua

quoique des Espagnols aient réussi à faire sauter la poudrière de l'un des forts.

Simultanément l'escadre anglaise sortie d'Alicante tâta la côte pour obliger Suchet à intervenir et à disperser le gros de son armée concentrée à Castalla. Cette tentative se solda par un échec dû en grande partie à une tempête survenue au bon moment Puis O'Donnell marcha sur Castalla. Il se heurta de front à Suchet et fut complètement battu, perdit quatre mille hommes tués, blessés ou pris et se réfugia dans Alicante.

Grâce à des renforts anglais et du matériel que ceux-ci débarquèrent en grande quantité, l'armée d'Alicante put reprendre sa marche en avant au mois d'août. Son moral avait été relevé à l'annonce de la victoire de Wellington sur Marmont, le 21 juillet, aux Arapiles, en avant de Salamanque. Devant la poussée espagnole, Suchet effectua un changement de front, concentra ses divisions autour de Saint-Philippe. Il était alors déterminé à ne pas reculer sans combattre. En fait, peu après, l'approche de l'armée française du centre déterminait O'Donnell à arrêter son offensive et à se replier prudemment sur Alicante.

**

Si l'armée dite « du centre » était momentanément venue renforcer celle d'Aragon, mettant un terme à toute velléité des Espagnols à attaquer, c'était parce que Wellington vainqueur avait marché sur Madrid où il devait entrer le 12 août. Prudemment, Joseph avait évacué sa capitale et s'était précisément replié sur Valence avec toute sa cour, Français et Espagnols ralliés, et son armée. L'ensemble avait formé un énorme convoi de près de deux mille voitures qui avait traversé la moitié de l'Espagne dans des conditions épouvantables, par une chaleur torride, sans eau ou presque, et avec des guérillas qui tournaient autour guettant les traînards, mais sans oser vraiment se montrer agressives.

On ne peut pas vraiment écrire que l'arrivée du roi suivi de cette cohue, même s'il amenait le renfort de l'armée du centre, ait été accueillie avec enthousiasme par Suchet. Depuis la conquête de Valence, on sait qu'il était en froid avec son « oncle ». Celui-ci était allé jusqu'à dire en public : « Ce n'est plus le même homme depuis qu'il est couvert de gloire et d'honneurs ! »

Naturellement, ce propos avait été rapporté au maréchal qui avait modérément apprécié. Depuis plusieurs mois, Joseph n'avait cessé de réclamer des renforts à Suchet qui les lui avait refusés. Où les eût-il pris ? Lorsque le roi avait voulu mettre en place dans la province nouvellement conquise des fonctionnaires espagnols nommés par lui et prendre en main son administration, il avait essuyé une fin de non-recevoir ferme et polie, le maréchal allant jusqu'à refuser de rencontrer son envoyé, arguant que pour le civil comme pour le militaire la fonction ne dépendait que des instructions venues de Paris. Il avait fait dire à celui-ci, le duc de Santa Fé, non sans une certaine ironie qu'il espérait bien dans un jour prochain avoir l'occasion de faire sa connaissance.

Enfin, Joseph reprochait à Suchet de n'en faire qu'à sa tête sans lui en référer à propos des bénéfices ecclésiastiques.

L'ensemble de ces griefs formait un contentieux assez volumineux. Mais, dans la circonstance, Joseph décida de mettre beaucoup d'eau dans son vin. Lorsqu'il le voulait, il pouvait se montrer souriant, aimable et d'une grande civilité. Les rapports entre les deux hommes, sans être franchement cordiaux, demeurèrent donc corrects. Du reste, le roi se déclara étonné et agréablement surpris lorsqu'il constata l'ordre et le calme qui régnaient à Valence. Alors qu'à Madrid il ne pouvait sortir de son palais qu'avec une forte escorte sur ses talons et que la population lui demeurait hostile, les Valenciens se montrèrent polis et il pouvait se promener dans les rues comme un simple particulier.

La venue de tout ce monde avait posé de sérieux problèmes à Suchet. Il avait fallu les loger et les nourrir. Pour l'armée du centre, ce fut assez facile. Elle cantonna à la périphérie de Valence et Suchet puisant dans ses réserves lui fournit les rations et le fourrage dont elle avait besoin. Du reste, Joseph se dépêcha de la placer sous le commandement du maréchal qui se reprit à faire des projets pour marcher sur Alicante.

Quant à la garde royale, composée en grande partie d'Espagnols, elle avait fondu par suite de nombreuses désertions pendant le trajet, passant de cinq mille à moins de deux mille hommes ; et plusieurs officiers, supportant mal la morgue de l'entourage du roi, avaient démissionné aussitôt arrivés, parfois d'une manière assez pittoresque.

Mais tout le train de civils français et espagnols ralliés se montrait plus exigeant. Ces gens habitués à une vie d'une certaine aisance supportèrent mal de se voir logés un peu n'importe où, parfois dans des villages hors de la cité, et de se voir offrir des rations militaires. Aussi encombrèrent-ils les services du maréchal et les submergèrent-ils de leurs récriminations, ce qui amena Suchet avec l'accord du roi à prendre des mesures radicales. Au début de septembre, ils décidèrent de renvoyer en France tous les membres de la cour dont la présence n'était pas nécessaire. Cela représentait près de deux mille personnes. Un important convoi de trois cent soixante-sept voitures assez faiblement escorté partit de Valence et parvint sans encombre à la frontière. Quant aux Espagnols partisans de Joseph, ils furent consignés dans divers villages avec interdiction momentanée de retourner à Madrid, ce dont ils n'avaient guère envie car ils savaient que leurs biens avaient été saisis et qu'ils risquaient la potence. Ils attendirent patiemment que Joseph reconquière sa capitale.

Ce fut à la fin de juillet qu'éclata le différend entre Joseph et le maréchal Soult qui était toujours en Andalousie. Il savait qu'il allait devoir évacuer la province, ne pouvant s'y maintenir après la chute de Madrid. Il écrivit alors une lettre à Napoléon qui se trouvait en Russie pour dénoncer les agissements de Joseph. Il critiquait ses ordres, considérait comme inutile et prématurée l'évacuation de Madrid, l'accusait de trahison, s'étant mis en rapport avec la junte de Cadix (Joseph n'avait agi que sur la suggestion de son frère mais

Soult l'ignorait). Soult allait jusqu'à écrire que le souverain entretenait des rapports avec Bernadotte, alors allié au tsar, et Moreau, exilé en Amérique, qui, selon certaines rumeurs, se préparait à venir en Espagne combattre comme maréchal.

Le capitaine du navire à qui cette lettre avait été confiée fut contraint de relâcher à Valence. La lettre et toute la correspondance qui y était jointe furent-elles saisies par la police ? Le capitaine l'apporta-t-il lui-même à Suchet en tant que gouverneur ? L'affaire n'est pas claire. Mais toujours est-il qu'elle fut remise au maréchal. Celui-ci l'ayant lue, et ayant compris la gravité des accusations, la porta à Jourdan major général qui à son tour la livra au roi. Celui-ci entra dans une violente colère et pensa même faire arrêter Soult. Suchet, Jourdan et La Forest, ambassadeur de France en Espagne, eurent beaucoup de mal à l'en dissuader, sans compter que la chose eût été difficile, Soult se trouvant au milieu de ses troupes. Mais Joseph envoya un de ses aides de camp, le colonel Després, porter la lettre avec ses propres commentaires à Napoléon. Il réclamait de façon impérative le rappel en France du duc de Dalmatie. Lorsqu'il reçut le tout, l'empereur se trouvait à Moscou et avait bien d'autres soucis en tête. Il avait, du reste, déjà reçu par une autre voie la missive de Soult et, minimisant l'affaire, refusa d'y donner suite. Mais elle allait empoisonner les rapports de Soult et de Joseph.

Obéissant aux ordres du roi, Soult avec son armée intacte prit la route de Valence au mois de septembre. Joseph qui n'avait plus entretenu de rapports avec lui depuis l'interception de la fameuse lettre le convoqua pour un conseil qui se tint le 3 octobre à Fuente de Higuera. Y assistaient, outre Joseph et Soult, Jourdan et Suchet. L'atmosphère était glaciale. Voulant mettre Suchet de son côté, Soult lui fit de grandes démonstrations d'amitié, allant jusqu'à essayer de le serrer dans ses bras. Mais Suchet, toujours en mauvais termes avec lui, le repoussa et qualifia cette attitude de « fourberie ». S'ensuivit un échange de propos aigres-doux. Jourdan, pour sa part, se tint dans une prudente réserve. Quant à Joseph, n'ayant reçu aucune nouvelle de la demande de rappel formulée à son frère, il cachait mal sa mauvaise humeur.

Il fut tout de suite question de la manière dont on allait procéder pour reprendre Madrid et essayer de battre Wellington. Dans ce but, les trois armées du centre, du midi (ex-Andalousie) et du Portugal se trouvèrent réunies sous les ordres de Soult. Ce dernier, précédant de peu Joseph, quitta Valence le 16 octobre. Pour suivre un conseil de Suchet qui jugeait l'action indispensable sur un plan psychologique, ils commencèrent par réoccuper Madrid avant de marcher contre Wellington. Manœuvrant fort habilement, Soult le força à décamper jusqu'au Portugal, lui faisant perdre de la sorte tout le fruit de sa campagne d'été, ce qui constitua en quelque sorte une revanche des Arapiles.

Par ailleurs, il fut décidé de conserver Valence et cette tâche fut confiée à l'armée d'Aragon, c'est-à-dire à Suchet. Avec désinvolture, Joseph lui avait repris l'armée du centre après la lui avoir donnée. Du coup, les forces de

Suchet se trouvaient de nouveau réduites à douze mille hommes alors que ses adversaires en alignaient à présent près de quarante mille. Dans une telle conjoncture, l'idée même de monter une offensive devenait chimérique. Suchet avait compris qu'il n'avait plus à attendre aucun renfort de France, bien heureux si l'empereur n'effectuait pas des prélèvements sur les forces qui lui restaient. Il choisit donc, pour tenter de se maintenir sur ses positions acquises, de pratiquer une défensive aussi mobile que possible, se portant avec son corps de bataille au secours des petites places lorsqu'elles étaient attaquées. Et, dans l'ensemble, cette stratégie à bon marché réussit car ses adversaires anglo-espagnols, malgré leur supériorité, ne faisaient pas preuve de beaucoup de mordant. Il est vrai que les « alliés » s'entendaient mal. À la grande fureur des Espagnols, les Anglais avaient occupé les forts d'Alicante et de Carthagène et en avaient expulsé les garnisons en octobre, mais Suchet ne l'apprit qu'à la fin novembre. Peut-être aussi la défaite de Wellington y était-elle pour quelque chose. Suchet eut le regret de voir Reille, qui l'appuyait en Aragon, partir en octobre pour prendre le commandement de l'armée de Portugal. Il fut donc contraint de remanier son commandement séparant les pouvoirs civils et militaires. Ces derniers furent partagés en deux entre des généraux de valeur mais qui étaient tout de même loin d'égaler Reille.

Comme les guérillas recommençaient à faire parler d'elles, il déclencha plusieurs opérations de police qui eurent surtout pour effet de les repousser vers la Castille. Toutefois les communications devenaient de plus en plus incertaines malgré le renforcement des escortes.

Ce fut sur cette note un peu pessimiste et qui laissait présager des difficultés à venir que s'acheva l'année 1812. Suchet avait compris qu'aux yeux de l'empereur l'Espagne n'était plus qu'un théâtre d'opérations secondaire où il s'agissait avant tout de limiter les dégâts et qu'il lui faudrait désormais faire la guerre avec les moyens qui lui restaient.

IX

ADMINISTRATION DE PROVINCES

Ce fut une règle à peu près générale que, pendant la durée des guerres de l'Empire en Espagne, peut-être davantage qu'ailleurs, la majorité des généraux, pour ne pas écrire la quasi-unanimité, se désintéressèrent totalement de l'administration civile des provinces qu'ils occupaient. Leurs rapports avec les autorités civiles se réduisaient au minimum. Incompétence, très mauvaise volonté, désir de se cantonner dans un rôle purement militaire... sans doute un peu des trois. Ils préféraient laisser cette tâche à des fonctionnaires civils envoyés de France qui se comportaient souvent comme des requins. Ils n'y portèrent un intérêt que pour ordonner des réquisitions de vivres pour leurs troupes, pour prélever des taxes prenant souvent la forme de contributions de guerre punitives, imposées un peu au hasard, et pour piller les trésors des églises et les œuvres d'art dans un intérêt purement personnel. Certains se rendirent tristement célèbres à ce petit jeu, jusqu'au roi Joseph qui, lorsqu'il quitta définitivement Madrid, n'eut garde d'oublier d'emporter les diamants de la couronne.

Suchet est un exemple à part. On peut même écrire une exception, et ce comportement très particulier permet d'expliquer pourquoi il réussit si bien à se faire accepter par la population civile qui le qualifia d'« homme juste » (*el hombre justo*). Il est vrai que, de par sa formation de chef d'entreprise, il était mieux préparé que ses camarades à exercer des fonctions d'administrateur civil. De plus, scrupuleusement honnête, il répugnait à toute forme d'exaction à l'encontre des populations quelle que fût leur fortune.

En Italie et surtout en Allemagne où il avait longtemps séjourné, il avait eu l'occasion de mettre ses principes en application et ce comportement n'avait pas trop plu à Napoléon. Dès son arrivée en Espagne, il avait pu se rendre compte à quel point les exactions des troupes françaises exaspéraient une population qui, déjà au départ, n'éprouvait aucune sympathie pour ces

occupants et aurait plutôt eu tendance à favoriser les forces de la résistance. Mais même son ami Lannes, à qui il s'en était ouvert, n'avait pas compris le raisonnement de Suchet. Ce ne fut vraiment que lorsqu'il fut nommé à la tête du 3^e corps et devint gouverneur de l'Aragon qu'il se trouva à même de mettre en application les méthodes qu'il préconisait. Au départ, sa situation se révéla assez compliquée du fait qu'il dépendait à la fois du roi Joseph et de l'empereur qui lui envoyaient des instructions contradictoires et cet état de fait dura presque un an jusqu'à ce que Napoléon l'informât le 22 février 1810, par une lettre secrète et confidentielle, qu'il était affranchi de toute obéissance aux ordres émanés de Madrid. Si elle avait le mérite de clarifier la situation, la missive le mettait dans une position particulièrement inconfortable vis-à-vis de son « oncle ». Napoléon écrivait : « L'état de siège de l'Aragon vous donne toute autorité... Si le roi vous donnait des ordres comme général en chef des armées en Espagne pour ce qui concerne la partie administrative, vous devez déclarer que l'Aragon étant en état de siège forme une armée séparée qui ne reçoit des ordres que de l'empereur. Vous ne devez faire connaître ces dispositions qu'en cas d'absolue nécessité... »

Si la formule finale adoucissait l'amertume de la pilule, la position de Suchet vis-à-vis de Joseph n'en était pas moins clairement définie. Déjà Napoléon préparait l'annexion à la France des provinces adjacentes aux Pyrénées.

Suchet n'avait pas attendu de recevoir ces instructions impératives pour entreprendre sa tâche d'administrateur de l'Aragon. Alors que le pays passait pour avoir été avant la venue des Français assez riche, le maréchal le trouva au bord de la ruine : les rares industries arrêtées, l'agriculture ne produisant presque plus, les oliviers et la vigne arrachés et les caisses vides car tous les dons et autres contributions récoltés par Calvo et Palafox avaient été envoyés à la junte de Séville. De plus, les habitants les plus fortunés avaient pris la fuite emportant argent et objets de valeur.

Malgré cette misère relative, Napoléon avait frappé la province d'une contribution mensuelle de près de huit cent mille francs perçue par des fonctionnaires français. Il fallut toute l'énergie et la diplomatie de Suchet pour obtenir qu'au bout de plusieurs mois ce prélèvement cessât. Il était, du reste, mal accepté par l'armée qui voyait là une source éventuelle de profits disparaître. Le premier soin du général fut donc de remplir ses caisses pour être en mesure de payer ses fonctionnaires. Pour cela, et quelle que fût sa répugnance à user d'un tel procédé, il fit appel à la troupe. Par sa présence, celle-ci dissuada les guérillas d'utiliser dans le même but des méthodes identiques.

Le recouvrement des impôts était effectué par trois catégories de fonctionnaires espagnols : les alcades, maires aux pouvoirs étendus ; les corregidores, sorte de préfets, et enfin les intendants, à la fois administrateurs et juges. Suchet décida de maintenir en place cette hiérarchie tout en la contrôlant par des homologues français. Certes, plusieurs d'entre eux se

dérôbèrent ou passèrent à la rébellion mais contrairement à ce qu'il aurait pu craindre, la majorité resta en place et il n'eut pas trop de difficultés à remplacer les absents.

L'assiette des impôts était établie suivant un procédé depuis longtemps en usage (il datait du règne des Habsbourg et avait montré sa justesse et son efficacité). On le nommait la *contadorie* et Suchet eut le bon sens de le conserver afin de ne pas dérouter les contribuables et de ne pas rendre trop iniques les bases de l'imposition. Cette *contadorie* le répartissait entre les communes suivant un cadastre fort ancien et comme avec le temps il arrivait qu'il ne corresponde plus à grand-chose, dans chaque localité une junta choisie parmi les plus riches (ou les moins pauvres) prélevait à partir du vieux cadastre entre les habitants les sommes exigées. Suchet aurait volontiers fait dresser un nouveau cadastre, mais on lui fit remarquer que les arpenteurs risquaient fort d'être enlevés par les guérillas et les choses en restèrent là.

L'impôt prélevé par ce procédé classique n'était pas d'un rendement suffisant pour permettre à Suchet de faire face à toutes ses obligations. Il existait en Aragon comme à peu près partout en Espagne des biens communaux dont les anciens souverains avaient avec plus ou moins de bonheur cherché à tirer parti. Depuis les événements de 1808, les communes avaient eu tendance à s'affranchir de leurs obligations vis-à-vis de la couronne. Le général y mit bon ordre et créa une nouvelle administration chargée d'en surveiller la gestion. À ces communaux, il joignit les immenses terres, biens du clergé régulier car les couvents étaient fort riches, ce qui eut pour conséquence de lui aliéner le peu de moines qui ne lui étaient pas ouvertement défavorables. Pour en tirer profit, il dut procéder par tâtonnement. Le principe assez simple consistait à les louer aux communes qui durent verser dans le trésor public les trois quarts des revenus qu'elles en tiraient. Mais l'action des guérillas, celle de la junta insurrectionnelle et des troupes régulières espagnoles furent autant de motifs pour excuser les municipalités de ne payer qu'en partie, voire pas du tout, ce dont elles étaient redevables et à la fin du compte les recettes qu'en tira Suchet furent très inférieures à ce à quoi il s'était attendu.

Toutefois, le principe de rendre les communes responsables de la rentrée des fonds avait du bon. La méthode parut à Suchet tellement avantageuse qu'il ordonna de l'étendre aux impôts indirects sur le sel, le tabac, le papier timbré, les cartes à jouer, la poudre à fusil et... les bulles du pape. Chaque année, chaque commune était taxée globalement à ce sujet et, si elle estimait l'assiette trop élevée, elle avait la possibilité de porter l'affaire devant le tribunal de l'intendant. Mais elle devait commencer par payer sans attendre la décision de la juridiction.

Suchet trouva une autre source de revenus tout à fait originale. Il existait en Aragon une voie d'eau de communication nommée « canal impérial », car elle avait commencé à être creusée sous Charles Quint. Elle joignait la Navarre et l'Aragon. Ce canal servait à la fois à la navigation et à l'irrigation

des terres. Au fil des ans, il était un peu tombé en désuétude et les revenus qu'en tirait la couronne s'étaient vus ramenés presque à rien. Le général s'appliqua à le faire remettre en état pour en tirer de substantiels gains.

Après quoi, il se pencha sur les problèmes de l'industrie qui pourrait participer aux efforts de guerre ; il fit établir à Saragosse une raffinerie de salpêtre dont il eut l'habileté de confier la direction à un ancien colonel de l'armée espagnole. Il fit également redémarrer la poudrerie de Villafeliche qui était arrêtée. Le seul regret de Suchet fut de devoir faire brûler en place publique toutes les marchandises anglaises saisies par la douane sur ordre exprès de l'empereur. Leur vente aux enchères aurait, estimait le général, apporté des sommes appréciables au Trésor.

Grâce à son action continue, sans à-coups et sans faire appel à des mesures coercitives, il réussit à gagner la confiance des Aragonais par nature susceptibles et soupçonneux. Et un autre de ses coups de maître pour tranquilliser la population consista à ne pas heurter les convictions religieuses des habitants même si elles étaient largement faites de superstitions et à ménager le clergé séculier car le clergé régulier lui était résolument hostile.

**

En Aragon, comme dans toute l'Espagne en 1809, le clergé était d'autant plus puissant que le gouvernement se montrait faible. D'ailleurs, cette situation perdurait depuis plusieurs siècles. Il était fort riche et si la haute hiérarchie était composée de personnages cultivés à l'esprit éclairé, les prêtres de base aussi misérables que leurs ouailles étaient ignorants, incultes et d'une foi d'autant plus étroite qu'ils n'avaient aucun espoir de sortir de leur condition. Les quelques mesures prises à leur encontre par Joseph, telle la suppression de l'Inquisition, avaient dressé les curés contre lui et ils apportaient appui et encouragement à la rébellion, prêchant ouvertement la révolte, certains n'hésitant pas à faire le coup de feu contre les Français. La dévotion qu'affichait le roi était qualifiée en chaire de « momeries ».

Suchet reprit son clergé en main, tout en faisant preuve de beaucoup de déférence vis-à-vis de lui. Il ne s'occupa pas du bas clergé, estimant que sa mise au pas était l'affaire de la hiérarchie. L'Aragon comptait un archevêché, Saragosse, et six évêchés dont trois seulement étaient pourvus : Huesca, Jaca et Tarazona. Les trois autres, Teruel, Albarracin et Barbastro, se voyaient administrés par leur chapitre puisqu'ils étaient vacants. L'archevêque de Saragosse était pratiquement inconnu dans la province. Madrilène, il avait été nommé grand aumônier du roi Joseph et ne devait se manifester que pour réclamer à Suchet le paiement de ses revenus venus à échéance : son influence était nulle.

Ce fut avec l'évêque de Huesca que, dès le départ, Suchet entretint les relations les plus cordiales. Lorsque Joseph, pour le récompenser, le nomma archevêque de Séville, Suchet qui lui avait confié la direction du clergé d'Aragon le retint presque de force tant il avait besoin de lui. Ce fut ce prélat

ou quelqu'un de son entourage proche qui lui signala les prêtres anti-français, fauteurs de troubles. Suchet les fit incarcérer dans la forteresse de Jaca et les y retint avec des égards mais sans espoir de libération. Le plus important d'entre eux était un chanoine de Saragosse, prédicateur réputé nommé Otella. Le gouverneur hésitait à faire arrêter un ecclésiastique aussi considérable mais la saisie de ses papiers permit de constater qu'il préparait des sermons véritables appels au meurtre et à l'insurrection et que, de plus, il avait donné asile au chef de bande, le célèbre Mina. Son interpellation ramena le calme dans le chapitre de Saragosse.

L'évêque de Jaca trouva plus sage de se cantonner dans une véritable neutralité bienveillante. Quant à celui de Tarazone, pendant longtemps il n'arriva pas à prendre parti. Il laissa entendre à Suchet qu'il se rallierait à Joseph s'il était nommé archevêque de Saragosse. Mais le général répugnait à ce genre de marchandage et l'évêque qui voyait les résultats obtenus par Suchet finit lui aussi par faire preuve d'une neutralité raisonnable.

Suchet lui-même, sans vouloir se voir accuser de bigoterie, faisait preuve d'une piété de bon aloi et sut avoir des gestes vis-à-vis du clergé. Peu après qu'il eut pris son commandement, le chapitre de Saragosse lui offrit un anneau appartenant à la Vierge del Pilar. Après quelque hésitation, Suchet accepta le cadeau d'une nature peu commune. Le lendemain, le général se rendit pour entendre la messe au sanctuaire de la Vierge et là, dans un geste un peu théâtral, il remit l'anneau au chapitre en le priant de le passer immédiatement au doigt de la Madone. Cette conduite aussitôt connue de toute la ville lui attira la sympathie de l'ensemble de la population. Il ne manqua pas de le rapporter en détail dans une lettre à Berthier afin de faire savoir à qui de droit de quelle manière il entendait se comporter dans son gouvernement.

Ayant ainsi remis de l'ordre dans les finances, son clergé bien en main (et son comportement vis-à-vis du trésor de la cathédrale de Saragosse y était pour quelque chose), Suchet s'attaqua à deux nouveaux secteurs : la justice et la police.

Du temps des Bourbons, la justice avait vu son action freinée par un conflit d'autorité entre les tribunaux civils, ceux de l'évêque, ceux de l'Inquisition et ceux de l'intendant. Sans vouloir bousculer le système, Suchet décida de le simplifier pour le rendre efficace. La première instance fut dévolue aux alcades majors qui furent nommés désormais au nom de l'empereur et l'audience royale eut lieu en cour d'appel.

Quant à la police, à l'arrivée de Suchet elle semblait complètement désorganisée. Il eut la chance de mettre la main sur un Espagnol qui avait été un policier remarquable. Ancien intendant, il avait d'abord servi Palafox puis s'était après coup rallié aux Français. Suchet décida de lui faire confiance. Il le promut commissaire général de police et président d'un tribunal chargé de juger les délits mineurs et ceux relatifs à l'insurrection. Ce fonctionnaire nommé Dominguez commença par recruter des agents avec soin et veilla en accord avec le gouverneur à ce qu'ils soient correctement et régulièrement

rétribués. Son administration renforcée par toute une série d'indicateurs fonctionna à merveille et il réussit à démasquer des espions, éventer des complots et trouver des caches d'armes là où la police militaire française avait échoué. Mais, surtout, il ramena la tranquillité dans la ville de Saragosse. Ses habitants purent y circuler en toute impunité même la nuit ; et alors que, sous les Bourbons, il se commettait en moyenne un assassinat par jour, en décembre 1810, il fallut bien constater qu'il n'y en avait pas eu un seul de toute l'année.

Du reste, il remit en pratique une vieille tradition : les malandrins qui n'étaient pas condamnés à mort furent exposés au pilori pendant une durée plus ou moins longue, ce qui permettait par la suite, s'ils récidivaient, de les identifier plus aisément. L'ensemble des administrations, y compris les personnels des hôpitaux civils, recruta ses employés suivant le système de l'amalgame. Joseph, par bonté ou par faiblesse, entendait ne prendre à son service que des Espagnols et Napoléon le lui reprocha. Suchet, lui, toléra d'abord quelques Espagnols puis, peu à peu, en vint à en employer davantage. Il arriva ainsi à peu près à la parité. Toutefois, les intendants ainsi que les receveurs et payeurs, tant pour chaque province que pour chaque division, chargés avant tout de solder les dépenses publiques et d'acquitter les salaires des fonctionnaires, furent systématiquement français. Il fallait une bonne dose de courage à ceux-ci pour accepter des postes où le risque de se voir enlevés et pendus était grand et pour lesquels les salaires proposés ne paraissaient pas particulièrement attractifs. Un tel système ne concédait, à de rares exceptions près, que des emplois subalternes sans grandes responsabilités aux Espagnols. On leur laissa espérer que dans l'avenir peut-être accéderaient-ils à des postes plus élevés. Ce fut rarement le cas.

Évidemment, la personne à qui Suchet délégua la direction de l'ensemble était également un Français, Lacué, maître des requêtes au Conseil d'État, qui reçut le titre d'intendant général. Il était compétent et efficace. Au début, il entretint d'excellents rapports avec Suchet. Mais, peu à peu, profitant de l'étendue de ses pouvoirs, il fit preuve d'indépendance, adressant directement des rapports au ministre de la Guerre sans les soumettre auparavant au maréchal qui demeurait son supérieur hiérarchique. Il passa alors une partie de son temps à dénoncer à Clarke les irrégularités de l'administration (et il y en avait) mais Suchet n'en était nullement responsable. Lacué, profitant de ce qu'il était le neveu d'un ministre de Napoléon, se croyait intouchable et, de son côté, trafiquait un peu sur les frais de bureaux et les biens nationaux. Excédé par les procédés de l'individu, Suchet demanda et obtint son rappel ainsi que son remplacement par Bondurand, son ordonnateur en chef, en 1812.

Cet ensemble, qui avait si bien donné satisfaction en Aragon, Suchet l'étendit à la Catalogne puis au royaume de Valence lorsqu'il en fut nommé gouverneur.

La Catalogne posa une série de problèmes très spéciaux. Ses habitants d'esprit très particulariste et indépendant se considéraient comme très

supérieurs aux autres Espagnols mais surtout voulaient déjà être gouvernés par un régime qui leur serait propre. La question fut compliquée du fait que l'administration impériale, tout en affirmant l'autorité de Suchet, estima que Lérida, Tortose et Tarragone devaient dépendre directement du général Decaen, gouverneur de Barcelone. La situation fut bientôt tellement embrouillée que personne ne s'y reconnut plus : le général Henriot gouverneur de Lérida prétendait dépendre de son camarade Decaen, mais s'il le jugeait de son intérêt, il appelait à son secours le maréchal ! De Paris, un ministre, le comte Mollien, demandait à Clarke en charge de la Guerre qui était le véritable gouverneur de Lérida ! Ce chaos dura jusqu'en 1813 et ne reçut jamais de solution.

Dans le cas de Valence, le maréchal trouva un pays riche aux industries nombreuses et prospères et à l'agriculture florissante en raison de la fertilité des sols. Le déroulement des hostilités avait quelque peu altéré ce tableau idyllique, mais la méthode de Suchet permit de rétablir assez rapidement l'ensemble de l'économie et les sommes produites par les divers impôts furent nettement supérieures à celles que rapportaient les deux autres provinces. En dix-huit mois, sans compter la colossale amende de deux cents millions de réaux infligée par Napoléon pour réparer le massacre de cent quatre-vingts Français en 1808, les impôts rapportèrent trente-sept millions de francs couvrant largement les dépenses de l'armée et de l'administration provinciale.

Bien sûr, la junte centrale révolutionnaire fit tout ce qui était en son pouvoir pour contrecarrer les efforts du maréchal, car elle avait compris qu'en s'attachant la population il lui enlevait le soutien profond de son action militaire. Sans l'appui et la complicité de leurs compatriotes, les guérillas aveugles se trouvaient dans l'incapacité de poursuivre le combat. La junte disposait également d'un réseau d'espions très structuré qui était de la plus grande utilité pour deviner les mouvements des Français. Mais, là, les services de Dominguez montrèrent leur capacité en démantelant systématiquement les organisations clandestines.

Et pourtant, malgré la performance obtenue grâce à la nouveauté des moyens mis en œuvre par Suchet, il ne réussit pas entièrement à mettre un terme à l'action de la junte dans ses gouvernements. Certes, il la ralentit considérablement mais la persévérance des rebelles bénéficiant particulièrement du relief tourmenté du terrain fit qu'à la fin du compte il fut impossible de les éliminer complètement. Suchet réussit à rétablir un ordre relatif là où ses camarades avaient échoué. Pour véritablement écarter la junte de Cadix et ses tenants, il eût fallu d'abord débarrasser l'Espagne de l'armée anglaise.

**

Le gouverneur d'Aragon allait trouver un auxiliaire aussi efficace qu'inattendu en la personne de sa femme. Celle-ci avait tout de suite compris avec quel esprit son mari entendait séduire et conquérir les méfiants

Aragonais. Il lui vint une idée toute simple : s'habiller à l'espagnole et circuler ainsi en ville pratiquement sans escorte. Elle se vêtit de même pour se rendre, le dimanche, à la messe militaire. L'effet fut immédiat et foudroyant. En quelques semaines, elle gagna la sympathie de toutes les dames de qualité aragonaises et même du restant de la population féminine. Les femmes osèrent l'aborder et la complimenter pour se vêtir de même manière qu'elles et, comme la comtesse parlait parfaitement l'espagnol, elle fut adoptée sans difficulté et une partie de cette sympathie rejaillit sur son mari. Mais elle ne s'arrêta pas là.

Avant son arrivée, on l'a noté, l'hôtel où résidait le général en chef était avant tout un quartier général. Honor décida d'en faire en quelque sorte le centre de la vie mondaine qu'elle entendait recréer à Saragosse. Le succès de son entreprise fut total et tout ce que la ville comptait de notables se bouscula bientôt dans ses salons. Au cours de ces soirées hebdomadaires, on évitait soigneusement de parler politique. En revanche, il s'y donnait un peu de musique ; la maîtresse de maison faisait disposer des tables de jeu et la conversation roulait sur des sujets littéraires ou des questions de jardinage. Le souper était servi à onze heures et la réunion se prolongeait jusqu'à une ou deux heures du matin. Les invités rentraient alors chez eux sans difficulté, tant les rues étaient devenues sûres.

Les autres soirs, la comtesse recevait quelques dames en petit comité. Le succès fut d'autant plus grand qu'il n'existait rien de semblable à Saragosse. Madame Suchet poussa l'audace jusqu'à donner des bals alors que l'Église voyait d'un assez mauvais œil tout ce qui s'apparentait à la danse. Malheureusement, la comtesse quitta l'Espagne en 1811 pour faire ses couches en France et resta absente pendant plus d'un an, ce qui attrista fort son époux qui avait du mal à vivre séparé d'elle.

Quand on compare la manière dont Suchet administra les provinces dont le gouvernement lui fut confié à celle employée par ses camarades, Thiébault excepté, on est bien obligé d'admettre que sa méthode fut la seule qui permit d'espérer arriver à une pacification et un ralliement de la population au roi Joseph. L'approche brutale du problème – exactions, répression utilisées par les maréchaux et généraux français – se solda partout par un échec. La douceur et la clémence à l'excès, préconisées et appliquées par Joseph, ne connurent pas davantage de succès.

Ce qui manqua à Suchet pour parvenir à un succès total fut d'abord le temps. Il eut certes quatre ans pour créer et perfectionner sa technologie, du moins en Aragon, moins dans ses deux autres gouvernements. Mais ses efforts furent constamment contrecarrés par l'action répétitive de la junte révolutionnaire, et il faut presque considérer comme une sorte de miracle les résultats qu'il parvint à obtenir.

Ensuite, il eut à souffrir, malgré ses demandes réitérées de renforts, du manque permanent d'effectifs. Il lui aurait fallu au moins deux fois plus de troupes pour assurer la protection efficace et continue de l'administration

créée ou rétablie par lui. Mais, justement, ce fut à cause de ses succès partiels qui laissaient croire à Paris qu'il était déjà parvenu à pacifier entièrement le pays qu'il se les vit systématiquement refuser.

Ne pas lui avoir accordé les moyens d'achever la conquête du royaume de Valence en mettant la main sur Alicante fut une grave erreur de Napoléon qui s'imagina que la prise de la seule ville de Valence et de l'armée qui s'y trouvait suffirait à amener la soumission de tout le pays. Faute d'avoir été menée à son terme, l'expérience constructive de Suchet s'effondra à partir de 1813 au fur et à mesure qu'il fut contraint d'évacuer les villes qu'il avait méthodiquement conquises.

Il y eut au moins une personne pleine d'admiration pour le travail réalisé en Espagne par le maréchal qui comprit la leçon et employa la méthode inventée par Suchet à son profit personnel. Ce fut le commandant Bugeaud. Plus de vingt-cinq ans plus tard, devenu lui-même général et chargé de la pacification en Algérie, il sut, cette fois avec succès, créer une économie et mettre en place une administration qui tout en s'appuyant sur l'armée allait y assurer la paix et la prospérité pour plus de cent ans.

X

L'ÉCROULEMENT DE L'EMPIRE

(1813-1814)

Malgré le bel optimisme dont continuait à faire preuve Napoléon, l'année 1813 s'annonçait difficile pour la France. Après le désastre de la campagne de Russie, elle allait avoir à combattre à la fois la Grande-Bretagne, la Prusse, la Russie, la Suède, et les deux États en révolte de la péninsule Ibérique. Quant à l'Autriche, elle demeurait pour le moment neutre, mais cette attitude en elle-même avait quelque chose d'inquiétant. Aussi, dès le mois de mars, le maréchal renvoya-t-il en France sa femme bien que celle-ci l'eût assuré vouloir demeurer à ses côtés et, comme il ne voulait pas de mauvaise surprise en cours de route, il lui fournit une puissante escorte. Au demeurant, elle allait bientôt mettre au monde leur fils qui fut prénommé Napoléon.

Certes, l'empereur affectait de considérer l'Espagne comme un front tout à fait secondaire qui ne jouait aucun rôle dans la sécurité de la France. Il prescrivait à Joseph de se contenter de contenir Wellington et de l'empêcher de tenter un débarquement sur les côtes d'Aquitaine. Mais, alors que celui-ci avait sous ses ordres une armée bien équipée, bien entraînée, constamment renforcée et jouissant d'une unité de commandement, Joseph se voyait contraint de prélever sur des forces déjà insuffisantes un certain nombre de divisions pour les renvoyer à son frère. Fait sans doute plus grave, Napoléon lui enleva le maréchal Soult pour lui confier le commandement de la vieille garde et un peu plus tard, après la mort de Bessières, de la garde entière. Or Soult, malgré son caractère difficile, restait le plus en mesure, même avec des moyens réduits, de faire face et de battre Wellington. Il est probable que s'il avait été remplacé par Suchet, ce dernier se serait montré à la hauteur de la situation. Mais Suchet était jugé indispensable dans les provinces orientales et Napoléon, pour soutenir son incapable frère, ne trouva à envoyer que Jourdan.

Il était âgé, fatigué, malade et n'avait plus la foi, jugeant qu'en tout état de cause et quoi que l'on fit on n'éviterait pas la catastrophe. De plus, avec lui, on ne pouvait véritablement prétendre à une unité de commandement entre les différentes armées, car il ne voulait plus jouer un autre rôle que celui de conseiller. Napoléon avait préconisé d'abandonner du terrain et de tenir une ligne courant de Madrid à Burgos en passant par Valladolid et, éventuellement, un peu plus en arrière sur la haute vallée de l'Èbre.

Quant à Suchet, puisque jusqu'à présent il avait si bien réussi, il devait se maintenir à tout prix sur ses positions ! Or, Wellington estimait avec quelque raison que les troupes anglo-espagnoles, censées combattre celles du duc d'Albufera, avaient, au cours de l'année 1812, fait preuve de beaucoup de mollesse. Il imputait en grande partie celle-ci au comportement du général Maitland davantage occupé à régler ses querelles avec les généraux espagnols qu'à remplir sa mission principale. Il le remplaça donc à la tête de l'armée anglo-sicilienne par le général John Murray et, en même temps, obtint de la junte que la deuxième armée espagnole passe sous les ordres du général Elio et la troisième sous ceux du duc del Parté.

De tels changements laissaient entrevoir que, dans le cadre de l'offensive générale que préparait Wellington, le royaume de Valence, l'Aragon et la Catalogne seraient un des objectifs des alliés. Informé, Suchet résolut de prendre ses adversaires de vitesse dans la mesure où ses faibles moyens le lui permettraient. En ce début de 1813, par suite des prélèvements opérés par Napoléon, l'armée d'Aragon était réduite à dix-huit mille hommes et celle de Catalogne, qui n'était que partiellement aux ordres du maréchal, à quatorze mille. Certes, il lui restait sa force de frappe : le treizième cuirassier qui, dans plus d'une circonstance, avait par sa seule action assuré la victoire. Mais même ce régiment était usé et n'avait plus tout à fait la même valeur qu'en 1810.

D'ailleurs, les ponctions demandées par l'empereur n'allaient pas s'arrêter là et, avant la fin de l'année, ce serait encore près de dix mille hommes qu'il enlèverait à l'armée d'Aragon.

Dans la nuit du 10 au 11 avril, ayant appris qu'une division de la deuxième armée espagnole s'installait à Yecla au nord-ouest d'Alicante pour esquisser un vaste mouvement tournant par la gauche sur Valence, Suchet lança contre elle celle de Harispe, qui la surprit au petit matin et la dispersa tout en lui faisant perdre près de deux mille hommes tués ou prisonniers, ceci au prix de pertes minimales. Dans le même temps, Suchet se préparait à attaquer le reste de la deuxième armée qui débouchait de Villena pour se porter au secours de Yecla. En fait, il eut bientôt en face de lui non seulement l'armée espagnole mais également l'anglo-sicilienne. Or, il ne tenait pas à prendre le risque d'un engagement général en raison du rapport des forces. Il se contenta donc de déployer son armée dans une position particulièrement forte, d'où son artillerie battait tout le terrain, et attendit l'attaque de ses adversaires. Le général Murray, pas plus disposé que Suchet à engager une

action générale dans des conditions difficiles, battit en retraite sur Alicante. En un sens, cette bataille à l'issue incertaine peut être considérée comme un coup nul. Elle mit toutefois un terme à toute idée d'action offensive par terre au départ d'Alicante.

Au mois de mai, les Anglo-Espagnols concentrèrent des forces à Alicante et rassemblèrent des vaisseaux pour les transporter par mer. Ce fut en vain que Suchet et son état-major tentèrent de découvrir le but de cette expédition. Elle mit à la voile le 31 du mois et le 2 juin mouillait devant Reuss qu'occupait momentanément le général espagnol Copons. Donc, son objectif semblait être Tarragone.

Forte de seize mille hommes, cette armée commandée par Murray en personne commença par attaquer le fort défendant le col de Balaguer pour y poser un verrou, car la route qui y passait était la seule où pouvait circuler l'artillerie d'une armée de secours. Puis, les alliés commencèrent les travaux d'investissement de la ville. Les murailles percées au moment du siège mené par Suchet avaient été réparées et la place était commandée par le général Bertholetti, homme courageux et entreprenant qui ne se contenta pas de s'enfermer dans la ville mais occupa plusieurs ouvrages extérieurs. En vain, Murray, afin de l'impressionner, mit en place à plusieurs reprises des colonnes d'assaut pour faire croire qu'elles allaient tenter d'enlever Tarragone. Mais comme aucune brèche n'avait été ouverte dans le dispositif, Bertholetti attendait d'autant plus tranquillement la suite des événements qu'il connaissait son commandant en chef. Il se doutait bien que celui-ci tenterait de secourir la place. Il ne se trompait pas.

Dès qu'il avait eu connaissance du débarquement britannique, Suchet avait dirigé la division Musnier à marches forcées sur Tortose. En même temps qu'il remontait du sud, il écrivait au général Mathieu, dont le quartier général était à Barcelone, en le priant de descendre du nord pour joindre ses forces aux siennes. Mathieu se mit immédiatement à la tête d'une colonne de huit mille hommes et, en toute hâte, marcha sur Tarragone en prévenant le maréchal que le gros de l'armée de Catalogne le suivait de près.

Dans le même temps, Suchet ordonnait au commandant de la garnison de Tortose d'aller renforcer celle du col de Balaguer. Mais ce dernier arriva trop tard. La passe était déjà aux mains des Anglais et Suchet décida alors de faire mouvement en contournant l'obstacle mais également en laissant derrière lui son artillerie.

Le général Bertholetti commença à se montrer inquiet vers le 10 juin. Il était assiégé depuis le 2 et ne recevait aucune nouvelle de l'extérieur. Il se doutait bien, tel qu'il le connaissait, que le maréchal Suchet lui porterait secours, mais il n'était pas sans connaître les difficultés que rencontrerait ce dernier et commençait à craindre qu'il n'arrivât trop tard, l'ennemi déployant une intense activité. Il avait à présent vingt-cinq pièces lourdes en batterie devant la place et sa propre contre-batterie ne parvenait pas à les réduire au silence.

De son côté, le général Murray se mit à éprouver des doutes quant à la réussite de son opération. Il était tenu au courant de la progression des deux armées de secours et voyait les deux mâchoires de la tenaille se refermer peu à peu. Pris alors entre Suchet et les feux de la place, sa situation deviendrait très périlleuse. Puis, le général Copons, chargé de barrer la route aux secours descendant du nord, l'avisa qu'il était contraint de battre en retraite devant l'armée de Catalogne. Ce même jour, 12 juin, Murray passa le commandement, en pleine crise, à lord Bentinck et s'en alla, lui laissant le soin de procéder au rembarquement des troupes anglaises.

Ce fut à ce moment que Bertholetti se douta, sans véritablement trop y croire, que les assaillants se préparaient à lever le siège car, dès ce matin-là, il constata (ainsi qu'il l'écrivit dans son rapport) que l'intensité du feu des pièces de siège avait considérablement diminué. De fait, le même jour les Anglais commencèrent à rembarquer leurs unités mais se virent contraints d'abandonner sur place leur artillerie lourde ainsi que les munitions et une grande quantité de matériel.

Lorsque, le 14 juin, deux jours plus tard, Suchet atteignit le col de Balaguer qu'il entendait à présent forcer, il découvrit entre celui-ci et Hospitalet toute la flotte anglaise au mouillage, transports compris, qui achevait de mettre à bord ses troupes et se préparait à appareiller. La dédaignant, il poursuivit sa progression vers Tarragone et, le 15, effectua sa jonction avec le général Mathieu. La ville était sauvée. Certes, l'armée anglaise constituait encore une menace même si elle avait perdu presque tout son matériel et le maréchal se demandait où elle allait porter son prochain coup. Mais une tempête se leva bientôt, qui dispersa la flotte et jeta à la côte un certain nombre de transports dont les passagers furent pris avec les équipages. Les alliés venaient de subir une sérieuse défaite et accusaient autant de pertes que dans une bataille, même si le responsable en était le vent. Suchet pensait avoir rétabli sa situation, croyant dès ce moment qu'il pourrait encore se maintenir longtemps dans les trois provinces d'autant que, pendant qu'il marchait au secours de Tarragone, Harispe, qui suivait ses ordres, s'était replié sur la rivière Xucas et de là avait mis en déroute les armées du général Elio et du duc del Parte très supérieures en nombre à ses propres troupes.

Alors qu'une partie de la population prédisait et escomptait la fuite de Suchet devant la double offensive anglo-espagnole, elle constata que celle-ci se traduisit par un fiasco total. Du coup, le retour de Suchet à Valence prit des allures de triomphe : cloches sonnant, arcs de triomphe de fleurs, démonstrations (vraies ou fausses) de joie. Il devait une bonne part de son succès à la rapidité et la coordination du mouvement de ses troupes et avait montré une fois de plus qu'il était un excellent manœuvrier. Le plan de Wellington, prévoyant une offensive générale en Espagne pour 1813, avait échoué à l'est. Mais il allait réussir à l'ouest en raison des nombreuses erreurs commises par le roi Joseph. Tout d'abord, il avait évacué Madrid sans y être contraint, le 17 mars, et le général Hugo, commandant de la garnison laissée

sur place, en partit à son tour sur un ordre exprès, le 27 mai. En reculant de la sorte, sans même songer à disputer le terrain, d'abord jusqu'à Valladolid (23 mars), puis jusqu'à Burgos qu'il quitta vers le 10 juin, Joseph sans expliquer à quiconque son comportement faisait la partie belle à son adversaire.

Mais, surtout, la retraite de l'armée du centre et de celle du Portugal laissait complètement à découvert le flanc droit de Suchet. Le roi s'arrêta à Vitoria et, là, tint un conseil de guerre. Le seul général jugeant sainement de la situation, Reille, recommanda de pivoter pour se rapprocher de Saragosse et, ainsi, joindre les forces du roi à celles de Suchet. Sans vraiment trouver d'explication plausible, Joseph rejeta ce plan que Jourdan trouvait pourtant raisonnable. Puis, sans attendre les renforts que lui amenaient Clausel et Foy, il livra bataille le 21 juin avec seulement cinquante-cinq mille hommes contre quatre-vingt mille et cela, dans les pires conditions possibles. Personne n'assuma le commandement de l'armée française dont les unités combattirent séparément sans se prêter assistance. Complètement battu, le roi qui prit la fuite manqua de peu d'être fait prisonnier et, si la défaite ne tourna pas à la déroute, ce fut parce que les vainqueurs se débandèrent pour participer au pillage du fabuleux convoi que Joseph traînait avec lui. Le soir, Jourdan, malade mais flegmatique, et avec une pointe de cynisme, constata en retrouvant le roi : « Eh bien ! on a voulu donner une bataille et la voilà perdue ! » Dès lors, l'armée allait reculer sans interruption jusqu'au-delà des Pyrénées.

Grande fut la colère de Napoléon lorsqu'il apprit cette défaite et la façon stupide dont avait été menée l'action. Peu s'en fallut qu'il ne fît arrêter Joseph. Jourdan fut relevé de son commandement et renvoyé dans ses terres avec prière de fournir des explications. Pour tenter de redresser une situation bien compromise, l'empereur nomma à la tête de l'armée Soult qui, lui, était un homme de guerre. En apprenant le désastre de Vitoria, Suchet comprit immédiatement toute la précarité de sa position. Il lui était impossible de se maintenir à Valence. Sans plus tarder, il entreprit l'évacuation du royaume et commença à envisager d'agir de même pour l'Aragon faute de moyens.

Le repli commença dans les premiers jours de juillet et s'effectua en ordre parfait en direction de la Catalogne. L'ennemi, tout en suivant les mouvements de loin, ne chercha pas à entraver cette retraite. Toutefois, Suchet, s'il abandonnait le terrain, pensait qu'un retournement de situation permettrait un retour de l'armée française. D'ailleurs, les victoires de Napoléon à Lützen et à Bautzen au mois de mai, même si elles étaient dues davantage à la médiocrité des généraux alliés, comme Moreau de retour d'Amérique le fit remarquer au tsar, qu'au génie de Napoléon, permettaient d'espérer que dans un proche avenir les alliés allaient se trouver contraints de solliciter la paix. Suchet ne pouvait deviner que la défaite de Vitoria allait déterminer l'Autriche jusqu'alors neutre et très hésitante à se joindre aux alliés.

C'est pourquoi le maréchal décida de conserver un certain nombre de places fortes : Denia, Sagonte, Peniscola et Morella dans le royaume ; Mequinenza, Saragosse, Jaca, Vanasque en Aragon ; Tortose, Lérida, Monson et Tarragone en Catalogne. Les garnisons qu'il y plaça varièrent suivant l'importance des localités de cent à cinq mille hommes. L'artillerie comportait de cinq à cinq cents pièces par ville et toutes étaient approvisionnées abondamment en munitions d'artillerie, cartouches, poudre et vivres de manière à pouvoir tenir en cas de blocus un minimum de huit mois. En revanche, et à regret, il abandonna Valence dont les défenses avaient été rasées et qui n'étant plus protégée que par ses anciennes murailles aurait exigé une garnison trop importante. Il allait ainsi perdre les bénéfices de son duché.

Suchet comptait sur le fait que ces forteresses tenues par les Français gêneraient considérablement les mouvements des Espagnols et que leur blocus immobiliserait des forces ennemies en quantité non négligeable, en tout état de cause beaucoup plus nombreuses que les siennes. Quant à entreprendre des sièges réguliers, il estimait que ses adversaires n'en seraient pas capables, ne disposant pas du matériel et ignorant tout de la technique de ce type d'opérations très particulières. Seuls, les Anglais auraient eu la capacité nécessaire et, après leur échec devant Tarragone, le risque apparaissait assez faible.

Raccourcissant son front et ses lignes de communication, Suchet s'appliqua à ne laisser derrière lui ni un canon, ni un malade, ni un blessé. L'ensemble de la population jadis si hostile semblait à présent regretter le départ des Français surtout depuis qu'il circulait des rumeurs sur le comportement des Anglais en territoires « délivrés ».

Les événements se précipitaient en Aragon. Clausel, sur qui Suchet avait compté pour appuyer la défense de Saragosse, avait fait mouvement vers Saint-Jean-Pied-de-Port et la France. Le 8 juillet, la garnison de Saragosse fut attaquée par les troupes conjointes de Mina et de Duran. Elles étaient plus nombreuses que celles du général Paris et ce dernier, craignant d'être encerclé, évacua la capitale de l'Aragon et, par une retraite difficile où l'ennemi le talonnait, réussit à gagner Lérida.

Du coup, Suchet, qui avait songé à s'établir sur la rive droite de l'Èbre, y renonça car la perte de l'Aragon représentait un coup sévère pour lui. Il continua son repli avec, désormais comme objectif la défense de la seule Catalogne. C'était, au demeurant, après la défaite de Joseph, la dernière province avec une partie de la Navarre à demeurer aux mains des Français. À Barcelone, il eut une longue entrevue avec le général Decaen. Tous deux savaient que Soult allait tenter de libérer Pampelune. Mais ils convinrent qu'ils n'avaient pas la possibilité de l'appuyer et, du reste, Soult dut bientôt renoncer à cette opération. Ils avaient d'ailleurs fort à faire de leur côté. Le château de Saragosse allait bientôt capituler entre les mains de Mina, encore que le siège de celui-ci fût mené avec plus de fantaisie que de technique.

À la fin de juillet, l'armée anglaise de lord Bentinck voulut recommencer

le coup de main qu'elle avait raté contre Tarragone. Ce général avança par voie de terre (encore que Tortose le gênât considérablement) et sa flotte longeant la côte appuyait sa progression. Le 29 juillet, les Anglais ouvrirent la tranchée, mais la chaleur ralentissait leurs travaux. Suchet, dont les divisions étaient groupées à Villafranca, n'osait pas attaquer tant était grande la disproportion des forces. Il n'avait que treize mille hommes et les Anglo-Espagnols pas loin de quarante mille. Il demanda donc à Decaen de lui amener tous les renforts qu'il pourrait rassembler. Celui-ci accourut avec dix mille hommes et, quoique toujours inférieur en nombre, Suchet se porta au secours de la ville, le 14 août. Il fit prendre aux divisions Harispe et Habert une route passant par la montagne pour éviter de les exposer aux tirs de la flotte.

Craignant d'être encerclé, lord Bentinck se déploya en avant de Tarragone mais réalisa tout de suite la faiblesse de sa position et dans la nuit du 15 au 16 fit retraite dans la direction de Reuss. Suchet le fit poursuivre mais avec circonspection car ses forces demeuraient intactes et il suivait la route de la côte pour bénéficier de l'appui des canons de la flotte.

Une fois encore, Tarragone était délivrée mais Suchet et Decaen convinrent que ce succès ne pourrait se répéter une troisième fois. Aussi le duc d'Albufera fit-il évacuer la garnison (ce qui lui procurait un renfort de troupes) et ordonna-t-il de détruire les fortifications intactes en les faisant sauter. Ces explosions entraînèrent la destruction d'un certain nombre de maisons encore debout. Après l'évacuation définitive, il ne restait plus grand-chose de la ville de Tarragone. Peu après, Suchet se retira sur la ligne du Llobregat aux portes de Barcelone après avoir épuisé les ressources de la plaine de Villafranca.

Ce fut alors qu'une polémique naquit entre Soult et Suchet : ce ne devait pas être la dernière au cours de cette campagne. L'animosité entre les deux maréchaux remontait à loin. Après son échec devant Pampelune, Soult avait envoyé un de ses aides de camp à Suchet pour lui demander de lui apporter son aide pour une nouvelle tentative de débloquer la ville et sa garnison. Mais le duc d'Albufera avait refusé net d'y participer, prétendant, ce qui n'était pas sans fondement, que les moyens dont il disposait lui permettaient tout juste de se maintenir en Catalogne et qu'il n'avait pas les troupes nécessaires pour prendre part à une action qu'au demeurant il jugeait hasardeuse.

Soult, évidemment, ne le lui pardonna pas et de cette opération, puis d'autres, naquit dans les années qui suivirent une abondante littérature d'articles parus dans la revue *Le Spectateur militaire* où les partisans de chacun des maréchaux s'invectivaient à qui mieux mieux, trouvant après coup des arguments sans nombres pour justifier ou blâmer leur conduite. Dans cette affaire, Suchet ne manqua pas de raisons pour étayer son comportement ainsi qu'il le fit dans une lettre à Clarke. Mais il n'est pas certain que l'antipathie qui présidait aux rapports des deux maréchaux n'ait pas joué un rôle déterminant.

Suchet ne voulant pas rester sur cet aspect purement négatif eut le temps malgré ses autres sujets de préoccupation d'élaborer un plan qu'il envoya à son ministre. Il proposait d'avancer entre l'Èbre et les Pyrénées avec son armée et surtout cent pièces d'artillerie, allant au-devant de Soult qui déboucherait de Jaca avec son infanterie et sa cavalerie mais sans une seule pièce de canon car cette route leur était impraticable. Puis, leurs forces unies se porteraient contre Wellington. Suchet ne mettait que deux conditions avant d'en commencer l'exécution : qu'on lui laissât le temps de se débarrasser de l'armée de lord Bentinck et qu'on renforçât leurs unités avec des conscrits qui seraient mis en garnison dans les places, libérant ainsi autant de troupes aguerries.

Non seulement Clarke approuva ce plan dont l'originalité n'était pas la moindre des qualités mais Soult lui-même s'y rallia sans arrière-pensée. Seulement, Wellington allait les gagner de vitesse d'autant que très vite les deux maréchaux apprirent qu'il ne leur faudrait pas compter sur les conscrits demandés. Au début d'octobre, les Anglais franchirent la Bidassoa et pénétrèrent en France mettant un terme à toute idée de contre-offensive en Espagne.

Cependant, durant le mois de septembre, de nouvelles opérations s'étaient déroulées en Catalogne. Suchet, après y avoir ramassé et consommé tout le ravitaillement possible, avait évacué la plaine de Villafranca, aussitôt occupée par l'armée anglaise qui avait également pris position au col d'Ordal, se rapprochant dangereusement de Barcelone. Le duc d'Albufera, malgré la médiocrité de ses moyens, entreprit de les en déloger et, au prix de pertes sévères, y parvint le 12 septembre. Il marcha alors sur Villafranca où l'armée anglaise était déployée. Mais, apprenant l'approche de Suchet et de Decaen, lord Bentinck préféra une fois de plus battre en retraite. Suchet regretta que Decaen ait été retardé dans sa marche et qu'ils n'aient pu accrocher l'adversaire. Celui-ci put donc rétrograder en toute tranquillité. Le territoire espagnol détenu par Suchet et Decaen se limitait à présent à un peu plus de la moitié de la Catalogne et, rendues plus hardies par les succès de leurs alliés, les bandes de guérilleros espagnoles leur menaient la vie dure.

Au début de novembre, Decaen fut rappelé en France pour y prendre le commandement de l'armée hollandaise et partit avec le général Mathieu. Suchet avait donc sous ses ordres les deux armées de Catalogne et d'Aragon. Comme une sorte de compensation à ce surcroît de responsabilités, l'empereur le nomma, le 18 novembre, colonel général de la garde impériale à la place de Bessières tué à Lützen, fonction purement représentative.

Apprenant que le 1^{er} janvier 1814 les alliés avaient franchi le Rhin, Suchet comprit qu'il n'avait plus à espérer aucune aide venant de France. Tout ce à quoi il pouvait s'employer était de sauver son armée et récupérer les garnisons des différentes places car la notion d'offensive était désormais totalement exclue. Depuis la fin du mois de décembre, il savait, du reste, à quoi s'en tenir sur l'avenir des soldats français en Espagne.

L'affaire avait commencé par une lettre de Soult à Napoléon dans laquelle il lui expliquait qu'avec les moyens dont il disposait, il ne pourrait pas s'opposer à une invasion de la France par le sud. Le duc de Dalmatie suggérait ensuite de renvoyer en Espagne le roi légitime, Ferdinand, mettant ainsi fin à la guerre et obligeant par voie de conséquence les Anglais à quitter le pays. Cette proposition par laquelle Soult croyait également jouer un bon tour à Joseph allait au-devant des pensées secrètes de l'empereur.

Aussi un diplomate fut-il envoyé à Valençay où Ferdinand était retenu prisonnier depuis 1808. Tout d'abord, celui-ci accueillit avec méfiance les ouvertures de Napoléon. Puis il finit par accepter de signer le traité qui lui était proposé car il lui rendait son trône en y mettant des conditions dont il pensait qu'une fois à Madrid, il aurait tout le loisir de ne pas les appliquer. Son envoyé, le duc de San Carlos, voyageant incognito, arriva à la fin de décembre au quartier général de Suchet. Il fut suivi à quelques jours par le général Palafox, libéré de Vincennes, et chargé d'une mission identique : faire connaître à la junte de Cadix le retour du roi et le traité de Valençay. Suchet facilita leur traversée des lignes tout en se faisant assez peu d'illusions sur le succès de l'entreprise. Napoléon croyait fermement qu'une fois Ferdinand sur le trône, l'Espagne proclamerait sa neutralité et qu'il pourrait appeler en renfort dans le nord les armées de Soult et de Suchet.

**

Sans vouloir s'immiscer dans les combinaisons de l'empereur, Suchet, à la fin de 1813, avait un problème assez délicat à résoudre. Il voulait encore raccourcir son front en reculant jusqu'à Gérone, mais comme il n'entendait pas évacuer Barcelone, cela impliquait qu'il y maintînt une garnison importante, de l'ordre d'une division. Ses troupes tenaient toujours Tortose, Lérida, Mequinenza et Monzon, ce qui gênait considérablement les mouvements de ses adversaires. Au cours d'un entretien qu'il eut avec le duc de San Carlos, il se déclara prêt à remettre ces forteresses au gouvernement de Ferdinand à condition que les garnisons en sortissent libres et rejoignent son armée. Son interlocuteur y souscrivit. Aussi décida-t-il en raison du prochain retour de Ferdinand de différer sa retraite sur Gérone. Mais les événements extérieurs, et en particulier le retrait d'une partie de ses forces, allaient l'obliger à modifier plus tôt qu'il ne l'avait prévu son dispositif.

Barcelone en elle-même constituait un gros morceau et Suchet était certain que le gouverneur qu'il allait nommer, le général Habert, se défendrait avec énergie. Ce fut donc sans trop de regrets qu'il quitta la ville, le 17 janvier, après avoir repoussé la veille une tentative de l'armée anglaise de traverser le Llobregat.

À ce moment, Clarke était encore persuadé que les armées d'Aragon et de Catalogne cumulaient quarante et un mille hommes, ce qui était loin d'être le cas. Il demanda donc à Suchet de lui envoyer dix mille hommes sur Lyon afin d'y former le noyau d'une nouvelle armée, ne lui laissant plus dès lors

qu'un peu plus de vingt mille soldats alors que ses adversaires en alignaient à présent cinquante mille. Par la même occasion, on lui enleva Harispe, un de ses meilleurs généraux, sous le prétexte qu'étant basque, il serait particulièrement apte à organiser la défense du pays.

Sur ces entrefaites, survint l'affaire Van Halen. C'était un officier espagnol d'origine hollandaise qui avait servi le roi Joseph depuis son arrivée. Affecté en 1813 à l'armée de Suchet, il déserta à la fin de l'année. La chose en soi était de peu d'importance. Mais il mit ses connaissances au service des alliés, en profita en faisant établir de faux documents d'état-major pour essayer d'obtenir l'évacuation d'un certain nombre de places sur « ordre » de Suchet.

L'affaire échoua à Tortose, le gouverneur, le général Robert, ayant trouvé suspects les ordres que, soi-disant, Van Halen lui apportait. Mais, à Lérída, le traître eut plus de chance. Le général Isidore Lamarque qui y commandait accepta d'évacuer la place avec la garnison (15 février) et, une fois en rase campagne, fut capturé avec ses hommes dans les défilés de Martorell. La veille du jour où cette reddition eut lieu, un des colonels de la garnison en route flaira le piège mais Lamarque refusa de partager ses craintes. Par une ruse identique, les Espagnols s'emparèrent de Mequinenza et de Monzon devant lesquels ils piétinaient depuis plusieurs mois.

Ce fut en vain que Suchet essaya de négocier avec les généraux anglais et espagnols pour obtenir qu'on lui rendît ces braves par un échange de prisonniers car il estimait que leur capture avait été réalisée contrairement au droit des gens.

Lors de son passage au quartier général de Suchet à son retour de Madrid, le duc de San Carlos ne lui cacha pas que le retour du roi poserait un certain nombre de problèmes car la junte au pouvoir n'entendait pas abandonner celui-ci sans conditions. Elle voulait entre autres qu'il reconnût la constitution qu'elle avait promulguée et Ferdinand n'y était pas disposé.

Le maréchal pensait qu'avec ses forces, même réduites, il pourrait continuer à tenir ses positions autour de Gérone d'autant que Habert avait pu lui faire parvenir par mer un courrier qui lui annonçait que les troupes assiégeant Barcelone s'élevaient à plus de trente mille hommes et que leurs travaux ne progressaient guère. Mais, dans la première quinzaine de mars, le 7 exactement, il reçut l'ordre d'organiser une nouvelle colonne de dix mille hommes, et de la diriger également sur Lyon que menaçaient les Autrichiens. Il fut donc contraint avec les faibles forces qui lui restaient, un peu plus de neuf mille hommes, de se replier sur Figueras. Son principal sujet de préoccupation était dès ce moment les garnisons de Sagonte, Tortose et Barcelone. Il ne voyait pas comment il pourrait se porter à leur aide pour les récupérer en leur faisant évacuer leurs forteresses. Toutefois, l'annonce de l'arrivée prochaine du roi Ferdinand lui donna une idée pour tenter de résoudre cet épineux problème.

En effet, ayant quitté Valençay, Ferdinand arriva à Perpignan le 19 mars.

Le maréchal Suchet l'y attendait et leurs entretiens se déroulèrent en pleine cordialité. Le duc écrivit même à Clarke à son propos : « Je l'ai trouvé au-dessus de l'opinion qu'on m'en avait donnée. »

Suivant les instructions qu'il avait reçues, Suchet se déclara prêt à faciliter le passage en Espagne du roi qui désirait se rendre non pas à Barcelone, mais à Valence. Il promit à Suchet de faire tout son possible pour faciliter le retour des garnisons des trois places toujours occupées lorsqu'elles lui seraient rendues. Toutefois, la prudence de Suchet l'inclinait à n'accorder qu'une confiance limitée à une promesse de roi, surtout s'agissant de Ferdinand VII. Sans prononcer le mot d'« otages », il lui déclara qu'il souhaitait que le souverain demeurât à Perpignan à ses côtés jusqu'au retour des troupes en garnison dans les trois places.

Peut-être parce qu'il pressentait toutes les complications qui l'attendaient dans son pays, peut-être aussi parce qu'il se savait entièrement entre les mains du duc d'Albufera, Ferdinand accepta de bonne grâce cet arrangement. Aussitôt, Suchet avisa Berthier de ces nouvelles dispositions. En même temps, il faisait construire à la hâte quelques fortifications pour défendre, le cas échéant, Figueras dont les remparts tombaient en ruine. Puis il commença à organiser la protection des côtes et des places dans les départements pyrénéens. Des rumeurs couraient en effet sur un projet anglais de soustraire une partie des troupes assiégeant Barcelone pour tenter un débarquement dans le Bas-Languedoc. Puis, autant par mesure d'économie que pour assurer leur sécurité, Suchet fit rapatrier en France les employés français de l'administration qui se trouvaient encore en poste en Espagne. Soult rencontrait, lui aussi, de graves difficultés. L'empereur avait prélevé une partie importante de ses troupes. Tout en combattant, il ne cessait de battre en retraite, à présent sur le sol français.

De Perpignan, Suchet consentit à ce que le roi l'accompagnât jusqu'à Figueras. L'accueil enthousiaste qu'au passage lui réserva la population rassura ce dernier sur les dispositions de son peuple. Avant le départ, il avait été convenu que le frère du roi, Don Carlos, resterait à sa place à Perpignan jusqu'au retour des trois garnisons, d'autant que les Anglais et les généraux espagnols dépendant de la junte avaient fait savoir qu'ils s'opposaient à cet arrangement. Mais, au moment où ils partaient pour Figueras, Suchet reçut un courrier du major général. Celui-ci faisait connaître le mécontentement très vif de l'empereur. De quoi se mêlait Suchet ? Napoléon n'admettait pas qu'il retînt Ferdinand ou un membre de sa famille sous un prétexte aussi futile. Que lui importait le sort des milliers d'hommes qui tenaient les trois forteresses ? C'était le moindre de ses soucis. À un moment où il se battait pour conserver son trône bien chancelant, Napoléon, qui continuait à imaginer que le retour de Ferdinand en Espagne mettrait fin aux hostilités dans le Midi et lui libérerait deux armées, n'approuvait pas la conduite et les scrupules de Suchet.

Celui-ci laissa donc Don Carlos repartir avec son frère et dut se contenter

d'un engagement écrit de la part de Ferdinand. Du reste, ce dernier semblait dans les meilleures dispositions d'esprit. Il déclara à plusieurs reprises qu'il avait été enchanté de l'accueil que lui avait personnellement réservé le duc d'Albufera et que son administration des provinces espagnoles avait été menée avec tant de justesse, de fermeté et de discipline que, pour le récompenser, il lui conserverait sa dotation du duché d'Albufera. Mais Suchet ne se berçait pas d'illusions à ce sujet, car Ferdinand allait se dépêcher d'oublier ses paroles.

En attendant, le 25 mars, sur les bords de la rivière Fulvia, les deux armées française et espagnole rendirent les honneurs à Ferdinand, encadrées par une foule en délire. En prenant congé de Suchet, Ferdinand eut le mauvais goût de lui dire : « Monsieur le maréchal, cette journée vaut une grande victoire ! » Le duc d'Albufera en était moins certain.

Le général Copons y Navia, commandant l'armée espagnole, accueillit son souverain, tête nue, fit un petit discours, puis lui remit respectueusement un exemplaire de la constitution. Sans même y jeter un coup d'œil, le roi le fourra dans sa poche et sans avoir dit un seul mot monta en voiture. S'ils avaient fait preuve de prémonition, tous les Espagnols qui assistèrent à la scène auraient pu deviner à ce seul geste du roi qu'il ne resterait bientôt rien de ce début de libéralisme et qu'à des potences seraient accrochés tous ceux qui l'avaient élaboré ou qui y avaient seulement un peu trop cru.

**

Contrairement aux espoirs de Napoléon, le retour de Ferdinand n'avait nullement arrêté les hostilités. Soult se rabattait à présent sur Toulouse plutôt que sur Bordeaux, ne voulant pas être coupé de l'armée de Catalogne dont il espérait recevoir quelques renforts. Où Suchet eût-il bien pu les prendre ? Il se consacrait à présent à approvisionner en toute hâte à cent quatre-vingts jours les sept places fortes françaises de la frontière et Perpignan à deux cent quarante. Puis il évacua Figueras et replia toutes ses troupes vers la frontière sur laquelle il s'établit. La nature très montagneuse du terrain en facilitait la défense et Suchet entendait ne pas laisser envahir les départements frontaliers. Au demeurant, le général Copons ne faisait pas preuve d'un grand désir de poursuivre les hostilités.

Les événements qui se déroulaient à Paris et aux environs n'étaient connus dans le Midi qu'avec un certain retard. Dans les premiers jours d'avril, Soult qui campait devant Toulouse décida de livrer bataille plutôt que d'abandonner la ville. Il ignorait que Napoléon avait abdiqué depuis 4 jours. Il demanda donc à Suchet, non pas de venir le renforcer contrairement à ce qui s'est raconté par la suite, mais d'envoyer un renfort au général Laffitte dans l'Ariège. Hélas, Suchet n'en avait absolument pas les moyens. Ce mouvement, estima-t-il, entraînerait de graves inconvénients pour sa petite armée sans pour autant soulager celle de Soult. Ce dernier ne se faisait d'ailleurs aucune illusion. Avec à peine trente mille hommes, alors que

Wellington en commandait plus de soixante mille, il ne pouvait espérer que livrer une bataille défensive sans espoir, même en cas de nette victoire, de repousser les coalisés.

Et pourtant, malgré ces conditions défavorables, il brisa toutes les attaques anglaises, et si au bout de deux jours de combats il évacua la ville et se replia sur Carcassonne, ce fut faute de munitions. Son coup d'arrêt, en somme sa victoire, avait stoppé net les coalisés et dans sa retraite il ne laissait derrière lui ni un blessé, ni un malade, ni un canon. Aussitôt après, il fit à Suchet la proposition de réunir leurs deux armées et de porter le théâtre des opérations sur la Haute-Garonne.

À ce moment, l'armée de Catalogne achevait d'évacuer l'Espagne. Avant de franchir les Pyrénées, Suchet en termina avec ses destructions en faisant sauter le fort de Rosas. Le 13 avril, en arrivant à Narbonne, Suchet reçut un courrier qui lui annonçait à la fois la fin de l'Empire, la nomination d'un gouvernement provisoire et le prochain retour du roi Louis XVIII. Il se dépêcha d'en avertir le maréchal Soult en même temps qu'il assurait le nouveau ministre de la Guerre qui n'était plus Clarke mais Dupont de son « adhésion absolue à toutes les résolutions qui terminent les maux de la France ».

Le 16, il apprit que Soult avait conclu un armistice avec Wellington. On a beaucoup épilougué sur le fait que le duc de Dalmatie avait traité en son seul nom, en semblant oublier son camarade. En réalité, Suchet l'avait déjà averti qu'il avait écrit directement à Wellington pour le mettre au courant de son adhésion au gouvernement provisoire et pour attirer son attention sur le problème des garnisons toujours assiégées en Espagne ainsi que de celles capturées à Lérida, Mequinenza et Monzon. Soult, parce qu'il était précisément au fait de ce problème très délicat sans toutefois le connaître dans le détail, ne voulut pas prendre le risque de commettre quelque impair et préféra laisser Suchet traiter la question seul. C'est donc bien injustement que Soult a été accusé dans ce cas précis de jouer un jeu personnel. Au demeurant, au lendemain de l'armistice, il quitta momentanément son armée et se rendit à Saint-Amans, dans sa propriété du Tarn où résidait sa famille. Ce fut là qu'il apprit, à la fin d'avril, qu'il était relevé de son commandement et que son armée passait sous les ordres de Suchet. Aussi, le 17 avril, Suchet écrivit-il une nouvelle fois à Wellington pour lui proposer à son tour un armistice que l'Anglais accepta d'autant plus volontiers qu'il avait reçu de son gouvernement des instructions en ce sens. Suchet n'avait pas manqué de charger son aide de camp, le lieutenant Lusignan qu'il avait désigné comme plénipotentiaire, d'insister sur le sort des troupes françaises retenues en Espagne dont Ferdinand semblait se désintéresser.

Les hostilités étant suspendues et vraisemblablement terminées, Wellington, sensible aux arguments de Suchet, décida de faire de son côté le maximum pour lui permettre de récupérer ses unités dans les meilleures conditions possibles. C'est pourquoi il détacha plusieurs des officiers de son

propre état-major pour accompagner le général Lamarque qui allait prendre contact avec le général espagnol Copons ainsi qu'avec lord Bentinck. Les Anglais se montrèrent coopératifs mais les Espagnols, qui auraient voulu récupérer non seulement les forteresses mais en plus le matériel qu'elles contenaient et auraient bien aimé en retenir quelque temps les garnisons prisonnières, soulevèrent mille difficultés. Il fallut que le général Valée, envoyé cette fois par le roi Louis XVIII, se rendît en Espagne pour obtenir que les Espagnols mettent un terme à cette querelle dans laquelle ils étaient de parfaite mauvaise foi.

Ainsi, Suchet eut-il la satisfaction de voir revenir environ vingt mille soldats et officiers de l'ancienne armée d'Aragon. Les premiers qui arrivèrent furent les prisonniers de Lérida. Ces troupes invaincues ramenaient un matériel considérable : toute l'artillerie, canons et caissons d'origine française soit vingt-huit pièces et soixante-six caissons, cinq mille fusils, plus de six millions de cartouches que Suchet réexpédia en France et ceci suffit peut-être à expliquer la mauvaise volonté des Espagnols.

**

Le duc d'Angoulême, fils aîné du comte d'Artois, donc neveu du roi Louis XVIII, avait débarqué à Bordeaux, venant de Grande-Bretagne, après que cette ville se fut donnée avec enthousiasme aux Bourbons. La bourgeoisie bordelaise voyait avec le roi venir le retour de la paix et la reprise des affaires, en particulier les exportations de vins vers l'Angleterre, interrompues depuis 1803. Intelligent mais réservé, le duc s'était bien gardé de suivre de trop près l'armée de Wellington, ne tenant pas à donner l'image d'arriver « dans les fourgons de l'étranger ». Mais il avait pris contact avec l'administration française toujours en place ainsi que les mouvements de résistance royalistes particulièrement nombreux et actifs dans la région. Toujours soucieux d'afficher son indépendance, il n'arriva à Toulouse que le 26 avril et les autorités donnèrent un bal en son honneur le lendemain.

Prévenu à son quartier général de la venue prochaine du prince, Suchet décida de se rendre sans délai à Toulouse. Il y parvint le soir du bal et se rendit auprès du prince. Se déroula alors une scène que Clausel et le comte de Montbel qui étaient présents se sont fait un plaisir de raconter, le premier dans une lettre à Soult écrite le soir même et le second dans ses mémoires. Le duc d'Albufera qui, on le sait, avait parfois tendance à « en faire trop », à peine entré se précipita à genoux aux pieds du duc d'Angoulême et lui saisit la main dans l'intention évidente de la baiser. Mais ce dernier, qui avait le sens du ridicule, se dépêcha de relever le maréchal et l'embrassa en public. Comme on l'a vu, plusieurs spectateurs dont la religion était faite s'en gaussèrent mais le neveu du roi fut enchanté du geste. Il s'entretint d'une manière « bien aimable » avec le maréchal. Sans doute avait-il reçu de son oncle des consignes sur la manière de se comporter avec les chefs de l'armée. Et puis la façon dont Suchet avait reçu et traité Ferdinand VII, qui était un cousin du

prince, plaidait en sa faveur.

À Paris, son récent comportement était connu ; aussi ce fut sans surprise qu'il apprit le 1^{er} ou le 3 mai qu'un arrêté du 29 avril avait réuni les armées des Pyrénées et de Catalogne sous le nom d'armée du Midi et que le commandement lui en était confié.

Pendant son séjour à Toulouse, il eut une entrevue avec Wellington. C'étaient tous deux des hommes bien élevés et l'Anglais le reçut « avec une grande distinction ». Le duc d'Angoulême, qui s'était pris d'amitié pour le maréchal, entendait l'avoir constamment à ses côtés. Ce fut en sa compagnie qu'il alla passer en revue les éléments de l'ancienne armée de Soult et lors de la passation de pouvoirs entre les ducs de Dalmatie et d'Albufera qui se déroula le 7 mai, au cours d'une prise d'armes, le maréchal Suchet y arriva avec le duc d'Angoulême.

Ses nouvelles fonctions l'amènèrent à transférer son quartier général de Narbonne à Toulouse. Ce fut lui qui fut chargé avec le général Murray, son ancien adversaire, à présent chef d'état-major de Wellington, d'organiser le départ de l'armée anglaise qui bivouaquait toujours autour de Toulouse. Elle allait traverser la France et s'embarquer dans les ports de la Manche.

Suchet allait avoir à régler de nombreux problèmes d'ordre administratif. Il lui appartenait de licencier et de renvoyer dans leurs foyers une partie des effectifs de l'armée du Midi. Quelque peu cavalièrement, Soult, avant de partir pour Paris, avait laissé à son camarade une note l'avertissant que quelques-uns de ses régiments n'avaient pas perçu leur solde depuis vingt-deux mois et tous les autres depuis deux ans ! De plus, les caisses de toutes ces unités étaient depuis longtemps vides et, pour nourrir leurs hommes, les colonels étaient contraints de procéder à des réquisitions qui rendaient particulièrement irritables tous les habitants de la région. À ce moment, l'armée sous les ordres de Suchet comprenait quarante-neuf régiments de ligne, treize régiments d'infanterie légère, neuf régiments de cavalerie, dix compagnies d'artillerie et un état-major pléthorique puisqu'il comptait près de huit cents officiers et sous-officiers. Pour régler au plus vite l'embarrassante question des soldes, Suchet obtint du duc d'Angoulême l'autorisation de verser immédiatement l'équivalent d'un mois ; en quelque sorte, un don de joyeux avènement.

À son arrivée en France, un peu légèrement, il faut le souligner, le comte d'Artois avait annoncé que l'impôt des droits dits réunis était supprimé. Mais son frère plus réaliste se hâta de le rétablir par une ordonnance du 10 mai, ce qui entraîna des troubles dans le Midi pourtant passionnément royaliste. Le préfet du Tarn ayant fait appel à l'armée, Suchet à qui cette espèce de révolte rappelait celle de Bédoin se dépêcha d'envoyer des troupes sur place et rendit les autorités locales responsables sur leurs biens propres du paiement de l'impôt.

Forcé de par ses fonctions de demeurer dans le Midi, Suchet écrivit au roi, dès le 15 mai, une lettre toute de platitudes dans laquelle il assurait le

souverain de son dévouement et le pria de bien vouloir l'excuser de ne pouvoir encore le faire de vive voix.

Cependant, le gouvernement s'efforçait soit de démobiliser l'énorme masse des soldats, soit de disperser les différentes grandes unités qui constituaient l'armée française, envoyant celles qu'il entendait conserver en garnison aux quatre coins du pays. Seules subsisteraient en l'état les régions militaires, cadres purement administratifs. Le 23 juin, Suchet apprit que l'armée du Midi serait dissoute le 30 du même mois, les différents régiments étant envoyés en garnison un peu partout. Suchet, avant de les répartir, veilla à ce que le paiement de la solde fût réglé. Puis il se pencha sur le sort, au demeurant incertain, d'un certain nombre de généraux qui avaient été ses collaborateurs, tels Valée, Harispe, Reille, Lamarque ou Saint-Cyr Nugues, son fidèle chef d'état-major. Mais il était évident qu'en raison de la réduction draconienne des effectifs (moins de deux cent mille hommes au lieu de cinq cent mille) un certain nombre de ces braves allaient se retrouver en demi-solde ou mis d'office à la retraite.

Fort incertain de ce que serait son propre sort, encore qu'il pensât pouvoir compter sur l'appui du duc d'Angoulême et du comte d'Artois avec qui il échangeait régulièrement de la correspondance depuis le mois d'avril, bien qu'ils ne se fussent jamais rencontrés, Suchet apprit à la fin de juin que le roi l'avait nommé, le 4 du mois, membre de la nouvelle chambre haute, la chambre des pairs. Estimant dès ce moment qu'il n'avait plus rien à faire dans le Midi, il prépara son départ pour Paris. Le 24 juin, dans un ordre du jour adressé à son armée, il prit congé de celle-ci après lui avoir rappelé avec insistance qu'elle devait désormais obéissance au roi.

Puis, il expédia en avance ses bagages vers la capitale. Mais presque immédiatement il apprit qu'il était nommé à la tête de la 14^e division militaire, avec résidence à Caen. Il fut donc obligé de faire courir après ses bagages qui étaient déjà à Cahors pour leur donner une nouvelle destination. Avant de quitter Toulouse qui, sur sa recommandation, était confiée provisoirement au général Meyer, il voulut s'assurer qu'il laissait tout en ordre derrière lui. En particulier, il se préoccupa du sort des réfugiés espagnols qui s'étaient compromis avec les Français sous son administration et à qui personne ne semblait s'intéresser car ils se trouvaient dans l'impossibilité de retourner chez eux.

**

En fait, à part quatre d'entre eux, tous les maréchaux retrouvèrent des fonctions en 1814. Louis XVIII, à travers eux, entendait s'attacher l'armée et il leur réserva séparément et en bloc le meilleur accueil. Suchet qui avait vu avec plaisir ses demandes de promotion pour ses collaborateurs dans l'ordre de Saint-Louis accueillies favorablement alla lui-même se présenter au roi lors de son passage à Paris, au début de juillet.

Ensuite, il ne se pressa pas de quitter la capitale car il n'avait plus

séjourné dans son hôtel depuis 1808. Outre ses visites protocolaires au roi et au comte d'Artois, il eut plusieurs entretiens avec son ministre, le général Dupont. Et puis il renoua des rapports avec des amis qu'il avait un peu perdus de vue depuis six ans. Il savait qu'il aurait dû se rendre à Lyon où l'appelait le contrôle de sa société, mais il n'en avait guère le temps et laissa ce travail à son frère. D'ailleurs, il était souvent consulté par les ducs d'Angoulême et de Berry, fils du comte d'Artois. Le plus jeune, Berry, qui s'intéressait de près aux questions militaires mais qui avouait des lacunes en la matière, lui demanda dès juillet, à plusieurs reprises, des conseils. Suchet les fournit de bonne grâce, ayant toujours eu tendance à chercher à se faire bien voir des personnalités proches du pouvoir. Il en profita pour glisser au duc quelques-unes de ses idées personnelles sur la manière dont, selon lui, devrait être constituée l'armée. Le moment semblait particulièrement bien choisi, car le gouvernement avait en tête de la réorganiser en profitant de la longue période de paix qui, pensait-il, allait s'installer en Europe. Suivant le duc d'Albufera, cette institution aurait dû être articulée en trois parties : les retraités qui recevront leur congé à condition d'avoir obtenu des félicitations pour leur service ; l'armée active, la partie la plus importante ; la réserve, une innovation, en quelque sorte une copie de ce qui existait déjà en Prusse, formée de bataillons provinciaux subissant un entraînement permanent et où l'armée active aurait le loisir de puiser des unités de remplacement dont elle pourrait avoir besoin. Le duc de Berry, à qui le projet plut, le soutint fermement devant le roi et le ministère, mais la suite des événements ne permit pas de le matérialiser.

En fait, Suchet résida peu à Caen. Les troupes cantonnées dans cette région étaient peu nombreuses et bien entraînées. En dehors de quelques revues, son travail consistait essentiellement à un rôle de représentation et des liaisons avec les autorités civiles.

Si Suchet eut des contacts répétés et nombreux avec les hommes de la famille royale auprès de qui ses bonnes manières et ses jugements pondérés étaient appréciés, en revanche, lui et sa femme fréquentèrent peu la cour. Les anciens émigrés et leurs épouses supportaient assez mal cette nouvelle noblesse d'Empire. Ces dames qualifiaient les maréchales de « cuisinières de Bonaparte ». D'ailleurs, après avoir été tant d'années sur la brèche, le maréchal estimait avoir besoin d'un peu de repos. Et puis, il savait que dans certains milieux royalistes plusieurs personnes avaient gardé en mémoire le souvenir de l'affaire de Bédoin même si elle remontait à plus de vingt ans. Ceci l'incitait à une certaine prudence et à garder un profil bas. Il fut tout de même fait commandeur de l'ordre de Saint-Louis, le 24 septembre 1814, le même jour que Soult. C'était une promotion encore rare parmi les maréchaux.

Il estimait que la 14^e division militaire ne présentait aucun intérêt et s'en plaignit au général Dupont. Un des derniers actes de ce dernier en tant que ministre et avant qu'il ne quittât son poste fut de signer, avec évidemment l'accord du roi, le transfert de Suchet de Caen à Strasbourg à la

tête de la 5^e division militaire (30 novembre 1814). Le fait d'attribuer à Suchet un poste d'une extrême importance qui avait été occupé jusqu'à ce jour par le vieux maréchal Kellermann (il avait soixante-dix-neuf ans) plut énormément à tous les responsables de l'armée. Ils estimaient les capacités du duc d'Albufera à leur juste valeur et, comme une crise européenne semblait sur le point de se dessiner, ils pensèrent que la présence de Suchet à Strasbourg ne pourrait être que bénéfique. Avant son départ, au début de décembre, Suchet eut un entretien avec le nouveau ministre de la Guerre qui n'était autre que Soult. Leurs rapports demeuraient guindés et Suchet regrettait certainement Dupont qui avait toujours répondu favorablement à ses demandes, mais l'heure n'était pas aux velléités de chacun. Soult le mit au courant de l'évolution des mentalités au congrès de Vienne et des conséquences qu'il y avait lieu d'en tirer.

À Vienne, les alliés s'étaient retrouvés en congrès pour remodeler l'Europe suivant leurs intérêts respectifs. La France avait été invitée à se joindre à eux mais en tant que spectatrice pour s'entendre dicter leurs volontés sans avoir la possibilité de les discuter. La grande habileté de Louis XVIII avait été de désigner Talleyrand qu'il n'aimait pas (et ce sentiment datait d'avant la Révolution) pour le représenter. Celui-ci, ravi d'occuper à nouveau le devant de la scène, avait déployé toute son habileté pour défendre les intérêts de son maître et de son pays.

Partant du principe que la coalition avait eu pour objectif d'abattre Napoléon, Talleyrand avait fait admettre que la France de Louis XVIII n'avait aucun point commun avec celle de l'usurpateur. Dès lors, n'était-il pas normal qu'elle siègeât au congrès dans les mêmes conditions et avec les mêmes droits que les autres participants ? La belle entente entre les alliés n'avait pas résisté longtemps à certains désirs d'expansion territoriale. À l'automne, ils s'étaient retrouvés scindés en deux blocs : d'une part la Russie et la Prusse avec l'appui de la Suède, de l'autre la Grande-Bretagne que la montée en puissance du tsar commençait à inquiéter et l'Autriche. La France (autrement dit Talleyrand) s'était hâtée dans son désir de se trouver au niveau des autres de se rallier à l'Angleterre et à l'Autriche. Elle avait jeté dans la balance le poids de son armée de deux cent mille hommes.

Entre Talleyrand et Wellington représentant son pays, tous deux très grands seigneurs et hommes du monde, l'entente était complète. Un traité secret, dit « de Vienne », prenant l'allure d'une alliance militaire au caractère aussi offensif que défensif, allait du reste concrétiser cette entente, le 3 janvier 1815. On était encore loin d'un nouveau conflit mais on n'en prenait pas moins des précautions.

Dans de telles conditions, la division militaire de Strasbourg prenait une importance considérable. Suchet le comprit et précipita son départ. Une fois sur place, avec sa méticulosité habituelle, il examina les troupes en garnison, effectifs et matériels, fit reprendre aux agriculteurs les chevaux d'artillerie que par souci d'économie on avait mis en pension chez eux et ordonna de

réapprovisionner et de remettre en état les places les plus importantes, à savoir Strasbourg, Wissembourg, Lauterbourg, Neuf-Brisach, Huningue et Belfort ; Landau constituait un cas particulier. Cette forteresse toujours française se trouvait géographiquement isolée en plein territoire prussien. Le général Guillemot, qui la commandait, se plaignait d'être « comme assiégé » par les Prussiens. Ceux-ci ne se livraient à aucun acte d'hostilité mais leurs troupes cantonnaient en permanence autour de la ville et, même si elles laissaient passer les convois, elles s'ingéniaient à rendre difficiles les communications entre la place et la France. Plusieurs lettres de rappel à l'ordre de Suchet au commandement prussien n'obtinrent que des réponses évasives et demeurèrent sans effet. Sans s'en cacher, les Prussiens armaient, poussaient leurs troupes jusqu'à la frontière, supprimaient chez eux les permissions et faisaient fabriquer des cartouches. Entre eux et leurs voisins et amis autrichiens qui, pour leur part, demeuraient tout à fait tranquilles, duels et bagarres se multipliaient.

Suchet fut tout de suite remarquablement informé par son service de renseignements qui fonctionnait bien de cet état de fait. De plus, entre Français et Prussiens, de nombreuses escarmouches se produisirent dont de part et d'autre on entendait pour l'instant limiter la portée.

Le duc d'Albufera aurait dû, pour suivre la filière administrative et hiérarchique normale, rendre compte de cette situation quelque peu explosive à son ministre. Or, il écrivit directement au roi, au demeurant enchanté, qui lui répondit en recommandant de redoubler de vigilance. Entre les renseignements que lui adressait Suchet et ceux que lui faisait parvenir Talleyrand, Louis XVIII pouvait se faire une idée exacte de la situation européenne et bâtir sa politique étrangère en conséquence. Toutefois, aux rapports écrits, le roi préférait les renseignements fournis au cours d'une conversation. Il invita donc Suchet à venir l'informer de vive voix et, le 16 février, le maréchal partit pour Paris.

Il aurait dû regagner très rapidement Strasbourg pour être à même d'y surveiller les mouvements des adversaires présumés mais il semble que le roi le retint. Et puis il n'était pas mécontent d'avoir une opportunité de passer quelques jours en famille car la sienne ne l'avait pas accompagné en Alsace. Quoi qu'il en soit, il était encore chez lui au début de mars lorsque la nouvelle du débarquement de Napoléon à Golfe-Juan arriva dans la capitale et y fit l'effet d'une bombe.

En même temps, Suchet apprit, ce qui n'était pas pour lui déplaire, que Soult allait incessamment être remplacé comme ministre de la Guerre par son ami Clarke. Il estima que dans la circonstance il devait rejoindre son poste et le 10 mars, au moment où Napoléon entra à Lyon, il arrivait à Strasbourg.

XI

LES CENT-JOURS

(mars-juillet 1815)

La quasi-totalité des maréchaux n'accueillit pas l'annonce du débarquement de Napoléon avec des transports de joie. Bien au contraire ! Ils étaient tous désireux de voir échouer l'entreprise et ne s'en cachèrent pas. Ce que Marcel Dupont a qualifié de « trahison des maréchaux » n'était qu'un raisonnement frappé au coin du bon sens. Aussi ce fut sans aucun état d'âme qu'ils appliquèrent (ou tentèrent de le faire) les instructions du gouvernement en vue d'arrêter l'usurpateur. Et si Ney, qui avait assuré le ramener dans une cage de fer, se rallia à lui sans arrière-pensées, ce fut d'abord parce qu'il manquait parfois d'équilibre et surtout parce qu'avec un bel aplomb l'empereur l'assura qu'il agissait en plein accord avec Metternich et que ce dernier allait renvoyer en France Marie-Louise et le roi de Rome.

Suchet, après avoir reçu des directives précises, avait regagné le siège de sa division. De là, il avait une liaison directe et rapide avec Paris grâce au télégraphe optique. Immédiatement il prit les mesures pour mettre en ordre de route ses régiments et en faire descendre vers la Bourgogne afin de barrer le chemin à l'usurpateur. Mais il fut à même de constater rapidement le très mauvais état d'esprit qui régnait dans la troupe et il signala au ministère qu'il se demandait si elle accepterait de marcher. Des enquêtes ultérieures allaient montrer que l'aventure napoléonienne n'était pas le fruit d'une brusque décision mais la résultante d'une tentative préparée de longue date. En partant l'année précédente, Napoléon avait laissé derrière lui un certain nombre de réseaux qui allaient s'agiter en sa faveur. Dans les militaires mis par le gouvernement royal en demi-solde, le bonapartisme avait trouvé des agents.

Rôdant autour des casernes, ils avaient entretenu leurs camarades de la période antérieure au cours de laquelle ils avaient mené la vie aisée en

occupation dans toute l'Europe : vivres en abondance, alcool et femmes faciles qu'ils comparaient à la vie monotone des garnisons de l'heure présente. Bien sûr, ils passaient sous silence les hécatombes des batailles et le fait qu'en 1813, entré en Allemagne à la tête de cinq cent mille hommes, Napoléon n'en avait ramené que cinquante mille.

À ces thuriféraires de l'Empire, s'était joint assez rapidement un certain nombre de sous-officiers encore en activité, exaspérés par les maladroites des Bourbons qui leur limitaient désormais l'avancement et en accordaient à d'anciens émigrés. Ce qu'il y eut de plus extraordinaire et qui montre la profondeur et l'organisation de ces mouvements est le fait que la police royale, pourtant remarquablement efficace, ne soupçonna pas l'ampleur de ces menaces, encore qu'elle mit à jour et démantela un certain nombre de conspirations.

À présent, des cocardes tricolores circulaient sous le manteau et Suchet, comme ses camarades, s'efforçait de maintenir la fidélité au roi. Mais leurs efforts apparurent vains et, dès le 24 mars, on apprit que la garnison de Metz se révoltait et prenant ouvertement parti pour l'usurpateur avait chassé son commandant, le maréchal Oudinot. Pas plus heureux, Victor et Gouvion-Saint-Cyr, dans leurs tentatives pour arrêter Napoléon, furent eux aussi paralysés par leurs troupes.

Dès ce moment, la résistance était fortement compromise, même si les partisans de Napoléon ne représentaient qu'une minorité des Français. Le roi avait quitté Paris pour Lille d'où, dès le 24, Macdonald, qui accompagnait encore le souverain, faisait savoir que « le roi nous a dégagés de nos serments et obligations ; il a quitté la France ».

Suchet, parce qu'il avait probablement compris que sa tentative de résister ne serait pas suivie, était demeuré dans l'expectative. Il ne souhaitait pas le retour de Napoléon mais ne fit rien pour le contrecarrer. Mis devant le fait accompli, il publia le 24 mars un ordre du jour par lequel il constatait son retour, sans plus. Ce document manque de chaleur et de cet enthousiasme qui d'ordinaire les accompagne.

Le même jour, Suchet envoya à l'empereur une lettre qui n'était qu'un constat de l'état des lieux. Il l'informait du nombre des régiments sous ses ordres et de leur degré de préparation. Dans sa réponse datée du 27, Napoléon fit preuve d'autant de froideur que le maréchal. Il le convoquait à Paris mais ce n'était pas à lui qu'il confiait le commandement du 5^e corps constitué par toutes les troupes stationnant en Alsace. Il lui promettait vaguement un grand commandement, comme s'il s'était défié un peu de lui au point que Suchet balança un moment à tout planter là et à se retirer chez lui comme plusieurs de ses camarades.

Alors que Napoléon multipliait auprès des souverains alliés les propositions de paix auxquelles aucun ne croyait, ceux-ci, d'abord dans une simple déclaration le 13, puis par un traité en bonne et due forme, signaient le 25 mars un document auquel se joignait le représentant de Louis XVIII par

lequel se nouait une 7^e coalition qui mettait l'empereur au ban de l'Europe. Chacun des signataires s'engageait à fournir au minimum cent cinquante mille hommes. C'était donc un total d'au moins six cent mille soldats que Napoléon allait avoir à combattre.

L'entrevue qu'eut Suchet avec l'empereur se déroula suivant un ton correct mais froid, chacun demeurant comme en retrait. Dans leurs rapports passés, il n'y avait jamais eu aucune cordialité et, l'année précédente, en route pour l'île d'Elbe, Napoléon avait laissé échapper : « Suchet que j'ai toujours connu lui et sa femme pour des intrigants. » Le maréchal s'était rallié à l'empereur parce qu'il avait estimé à la fin du compte qu'il n'avait pas d'autre solution. De son côté, Napoléon pensait que dans son comportement Suchet manquait de chaleur. À ses yeux, il demeurait le représentant type de cette bourgeoisie d'affaires qui le boudait ostensiblement depuis son retour. Mais comme il manquait terriblement de cadres de haut niveau, il se résigna à l'employer.

Le 4 avril, le maréchal était nommé commandant supérieur des 6^e, 7^e, 8^e, 9^e et 19^e régions militaires avec résidence à Lyon dont l'empereur estimait que c'était le pivot de la défense de tout le sud-est. On voulait donc l'éloigner de Paris. Un tel titre, au demeurant assez vague, ne correspondait à aucun cadre précis, d'autant qu'il n'était fourni au maréchal ni directives, ni surtout d'état-major pour exercer ce commandement d'une étendue géographique assez vaste. Davout, ministre de la Guerre, se trouva dans l'incapacité de lui fournir davantage de précisions. Aussi, avant de partir, Suchet décida-t-il d'attendre quelque peu. Il s'écoula près de trois semaines avant que Napoléon le nommât à la tête du 7^e corps d'observation qui allait prendre bientôt le nom d'armée des Alpes (26 avril). Suchet, depuis une dizaine de jours, avait déjà gagné sa ville natale et battu le rappel de ses anciens collaborateurs : son chef d'état-major fut son fidèle Saint-Cyr Nugues ; le général Meyer, le colonel Bugeaud, le commissaire Bondurand accoururent.

**

Dès le départ, des complications apparurent, car le corps d'observation était jusqu'alors commandé par Grouchy qui se trouvait à Marseille et fit savoir qu'il n'avait pas l'intention de se laisser donner des ordres par Suchet. Celui-ci, du reste, n'était pas resté à Lyon mais avait effectué une tournée pour prendre contact avec les différentes unités qui allaient constituer l'armée des Alpes. Ce voyage, qui l'amena jusqu'à Limoges, lui permit de constater ce dont lui-même et ses collaborateurs se doutaient, à savoir que si les régiments étaient à peu près à effectifs complets, par contre les arsenaux et magasins étaient vides. Beaucoup trop d'hommes n'avaient ni fusil ni équipement et la cavalerie ainsi que l'artillerie manquaient de chevaux.

Avant de regagner Lyon, Suchet fit un saut à Paris pour rapporter à Davout le résultat de son inspection et évoquer son conflit avec Grouchy. Le

ministre, qui était au courant, le rassura sur ce dernier point car Grouchy allait recevoir incessamment une nouvelle affectation et pour le reste il lui ménagea une entrevue avec Napoléon. Au cours de celle-ci, Suchet lui confirma ce que celui-ci savait déjà, que dans tout le Languedoc l'esprit public était très mauvais et que les partisans du retour du roi et de la paix formaient la majorité de la population et commençaient à s'agiter. Après l'avoir écouté, l'empereur le renvoya à Lyon avec de bonnes paroles après lui avoir brossé un tableau optimiste de la situation générale, lui promettant qu'il recevrait bientôt tout ce qui lui manquait (il ne précisa ni quand, ni comment). Le maréchal, en prenant congé, était peu convaincu. Napoléon lui affirma qu'ils allaient se rencontrer à nouveau dans un proche avenir. Comment auraient-ils pu imaginer qu'ils ne devaient jamais se revoir ?

**

Aussitôt après le débarquement de Napoléon, le duc d'Angoulême, qui se trouvait à Bordeaux en visite officielle avec sa femme, avait gagné Nîmes, dès le 10 mars, pour y installer son quartier général et y organiser, suivant sa propre expression, « une Vendée méridionale ». L'idée n'était point sottise car le Midi s'était montré depuis longtemps foncièrement royaliste et les mouvements de résistance à l'Empire avaient proliféré. S'il apparut impossible au duc et à ses amis d'utiliser la majorité des régiments en garnison dans la région, car ils étaient rien moins que sûrs, il y eut tout de même cinq qui l'assurèrent de leur fidélité au roi. De plus, les royalistes de toutes les classes de la société accoururent en nombre se mettre au service du prince qui se trouva bientôt à la tête de dix mille hommes, sans compter les gardes nationaux qui lui demeuraient fidèles.

Dès lors, à ses yeux et à ceux de son entourage, il ne fut plus question de tenir le maquis mais de marcher sur Lyon et, de là, en s'appuyant à la fois sur la population et les alliés, sur Paris. Ce programme pouvait paraître téméraire mais ses chances de succès n'étaient pas nulles s'il était rapidement mis à exécution. Le plan du duc était simple. Son armée remonterait la vallée du Rhône, articulée en trois colonnes, chacune commandée par un général de valeur. Celle de droite passant par Sisteron contournerait Grenoble et foncerait sur Vienne pour y rejoindre celle de gauche qui remonterait la rive droite du Rhône. Celle de l'extrême gauche constituerait une sorte de flanquement contre des forces bonapartistes pouvant venir de Clermont-Ferrand.

Il fallut attendre la fin de mars, c'est-à-dire presque un mois, pour que Napoléon comprît le danger que représentait l'armée du duc d'Angoulême. Elle progressait et chaque fois que ses unités trouvaient en face d'elles des forces bonapartistes trop faibles ou mal commandées elle les bousculait. Le 29 mars, Montélimar tombait aux mains de l'armée royale. Le 2 avril, le combat plus sérieux de Loriol voyait la déroute des troupes bonapartistes et, le 3, le duc d'Angoulême entra à Valence. À Lyon, il le savait, ses partisans relevaient la tête et préparaient plus ou moins ouvertement une insurrection.

Mais, le 2, Grouchy, envoyé par le gouvernement, était arrivé à Lyon et avait repris en main les unités impériales, recevant en même temps des renforts. Aussi l'armée du duc fut-elle contrainte de battre en retraite d'autant que sa colonne de droite avait rencontré les pires difficultés.

Le 7 avril, revenu à Montélimar, le duc, qui voyait ses forces fondre et l'abandonner, demanda à traiter, proposant de gagner Marseille et d'y embarquer. Après avoir négocié, on lui imposa Sète. Il accepta mais Grouchy refusa de ratifier cette capitulation. Il tenait à retenir le duc prisonnier et l'aurait très bien fait fusiller si Napoléon le lui avait ordonné. L'empereur, assez habilement, se rallia à la thèse de l'embarquement. Le duc quitta Sète le 16 avril. Dans cette affaire ridiculement facile, Grouchy gagna son bâton de maréchal qu'il attendait depuis longtemps mais qu'il devait payer cher dans les années suivantes.

Pour l'heure, ayant maté l'insurrection royaliste et prenant en main l'organisation de la défense du sud-est, Grouchy refusait de se considérer comme le subordonné de Suchet pour la simple raison qu'il était plus âgé que lui et plus ancien en tant que général de division. Suchet qui avait toujours su se montrer un chef à l'esprit large et compréhensif mais dont le caractère autoritaire était bien connu n'admettait guère ce genre d'insubordination. Il y avait un motif supplémentaire de mésentente entre les deux maréchaux. Grouchy avait fait preuve d'une certaine brutalité et d'un manque de tact vis-à-vis du duc d'Angoulême dont Suchet, pour sa part, n'avait eu qu'à se louer.

À son arrivée à Lyon, Suchet, alors qu'il s'était attendu à y trouver Grouchy, eut la surprise de constater qu'il était parti dans le sud. S'échangea alors entre eux une correspondance aigre-douce, enveloppée de beaucoup de formules de politesse, dans laquelle Suchet faisait entrer le poids d'une autorité que Grouchy justement ne voulait pas reconnaître. Pour dénouer une crise qu'aucun des deux protagonistes ne souhaitait voir éclater au grand jour, Suchet s'adressa à Davout qui en parla à Napoléon. Le 15 avril, le ministre répondit à Suchet en l'envoyant par ordre de l'empereur faire une tournée qui allait le mener jusqu'à Limoges et à Paris. De ce fait, Grouchy était momentanément libéré de la tutelle de Suchet et, comme avant son retour il serait lui aussi élevé à la dignité de maréchal d'Empire, tous deux se retrouveraient sur un pied d'égalité.

Lorsque, le 14 mai, Suchet arriva à Lyon, il y trouva cette fois Grouchy qui l'y attendait pour lui transmettre le commandement de l'armée des Alpes. Aucun problème à caractère aigu ne se posant, la passation des pouvoirs fut rapide. Chacun des maréchaux était au demeurant décidé à y mettre du sien pour éviter d'ébruiter une querelle qui n'avait plus de raison d'être. Le même jour, Grouchy partit à Paris pour y prendre le commandement de toute la réserve de cavalerie de l'armée de Belgique.

L'armée des Alpes qu'il laissait à Suchet et que depuis un mois il s'efforçait d'organiser n'avait guère d'armée que le nom. Les troupes de ligne ne comptaient que six mille quatre cents hommes comme effectifs. Elles

étaient en théorie renforcées par des gardes nationales dites « d'élite » dont la valeur militaire allait se révéler douteuse et surtout irrégulière. Son artillerie était assez faible. Suchet, qui sans connaître l'importance des troupes adverses pouvait tabler, sans se tromper, sur des unités entre trois et quatre fois plus nombreuses que les siennes, s'efforça d'étoffer celles-ci et surtout de les équiper correctement avec les faibles moyens dont il disposait. Mais surtout le temps allait lui manquer pour mettre sur pied un ensemble homogène, car il savait que les alliés n'allaient pas commettre l'erreur de laisser à Napoléon le loisir de s'organiser.

Maniant des chiffres qui étaient souvent fort éloignés de la réalité, Napoléon, au mois d'avril, avait décrété que l'armée des Alpes comprenait deux divisions d'infanterie dont les effectifs s'élevaient à vingt-cinq mille hommes, une division de cavalerie : mille huit cents chevaux, deux compagnies de génie et trente pièces de canon. Elle serait de plus augmentée de seize bataillons de garde nationale « d'élite ». Malgré les efforts de Suchet et de son état-major, à la mi-mai, il était encore assez loin de ces chiffres par trop optimistes puisque les deux divisions d'infanterie ne totalisaient que huit mille soldats et officiers, celle de cavalerie, un millier d'hommes et pour la garde nationale c'était bien pis. Elle ne comptait que quatre mille hommes sous les armes totalement inaptes au service en campagne. Certes, les dépôts disposaient de recrues de l'Ardèche, de la Haute-Loire, de l'Isère et de la Drôme ; mais il fallait les instruire et les équiper, ce qui demanderait plusieurs mois.

Or Suchet savait, dès ce moment, que sans même tenir compte de l'armée sarde les Autrichiens disposaient en Italie d'une armée de soixante mille hommes qui se préparait à franchir les Alpes. Il en avertit Napoléon. Cette fois, l'empereur ne le berça même pas de promesses. Il laissa à Davout le soin de lui répondre et ce dernier avertit son camarade que le commencement des hostilités approchait.

En même temps qu'il essayait de résoudre son problème d'effectifs, Suchet se préoccupait de mettre en état de défense les différentes places de son secteur, à savoir Grenoble, Fort Barraux, Briançon, Mont-Dauphin, Fort-Queyras et Embrun, car il pensait bien qu'avec ses forces réduites il n'aurait pas la possibilité de contenir partout une offensive autrichienne. Quant à Lyon, encore qu'il fit élever quelques ouvrages autour de la ville, il savait que ne disposant d'aucune fortification elle était indéfendable.

Les traités de 1814 avaient donné au roi de Sardaigne toute la portion de Savoie française, à l'est d'une ligne allant du lac de Genève à Montmélian et incluant la vallée de la Maurienne. De ce fait, Suchet se trouvait dans l'impossibilité de porter sa ligne de défense jusqu'aux cols du Mont-Cenis et du Petit-Saint-Bernard. Et quand, au mois de mai, Napoléon le lui avait suggéré, Suchet s'était montré réticent en raison de la faiblesse des moyens dont il disposait. Du reste, l'empereur était vite revenu sur son idée. Pour lui, seule l'armée du nord, dont il assurerait personnellement le commandement,

était destinée à prendre l'offensive. Les autres (dont celle des Alpes) devraient se contenter d'essayer d'empêcher les ennemis d'envahir le territoire français.

Au début de juin, Suchet reçut trois mauvaises nouvelles dont deux le concernaient directement. Murat, qui était entré en guerre contre l'Autriche depuis son royaume de Naples pour sauver son trône, ne s'était pas concerté avec Napoléon pour coordonner leurs mouvements. Il avait été écrasé à Tolentino, libérant ainsi des forces autrichiennes qui allaient se joindre à celles marchant déjà contre la France. Ensuite, depuis le mois de mars, les autorités du canton suisse de Genève avaient augmenté considérablement leurs forces militaires en faisant appel aux autres cantons. Sans y prêter trop d'attention, persuadé du reste que les Genevois agissaient de la sorte pour garantir leur neutralité, Suchet n'en avait pas moins averti Davout dès le 19 mai. Et voici que, le 4 juin, le conseil de Genève décidait de se joindre à la coalition ! Ce n'étaient pas tant ses troupes qui inquiétaient Suchet que le fait qu'en accordant le libre passage sur leur territoire aux armées ennemies ce canton rendait considérablement plus difficile la défense française dans le Jura et dans l'Ain. C'était par Lons-le-Saunier que l'année précédente les alliés avaient marché sur Lyon.

Enfin, mais là Suchet n'avait aucune influence sur le déroulement des événements, la Vendée s'était soulevée contre l'autorité impériale immobilisant encore des troupes. Une nouvelle agréable, par contre. Le 4 juin, l'empereur avait nommé Suchet pair de France. Il ne siégea jamais dans la haute assemblée impériale et cette faveur lui vaudra pas mal d'inconvénients après le retour du roi.

Il continuait à organiser cette armée des Alpes au milieu de difficultés inouïes. Si ses troupes de ligne, son corps de bataille, ne comptaient toujours qu'un peu plus de neuf mille hommes alors que Napoléon avait escompté qu'elles en aligneraient vingt-cinq mille, par contre les divisions de garde nationale avaient vu leurs effectifs gonfler jusqu'à comprendre douze mille soldats. Mais ceux-ci étaient mal équipés, mal entraînés et Suchet ne pouvait guère compter sur eux que comme troupes de seconde ligne.

Quant aux trois mille cinq cents autres gardes nationaux, ils étaient tout juste capables d'assurer le service dans les places et, de plus, il leur manquait seize bataillons. Son artillerie ne comptait que quarante-deux pièces et la garde nationale, pour sa part, ne s'en était vu attribuer que douze.

Dès lors, Suchet, pour lutter dans des conditions qui lui permettraient, sinon de vaincre, du moins de résister un certain temps, comptait sur la nature du terrain qui facilitait une défense et sur le fait qu'aussi bien lui que ses deux divisionnaires Curial et Dessaix avaient pratiqué et connaissaient parfaitement la manière de mener la guerre en montagne.

Il était néanmoins sans illusions : soit qu'il concentrât ses forces en un seul point, et dès ce moment il laissait le libre passage sur les autres, soit qu'il les déployât sur l'ensemble de son secteur et alors il serait trop faible partout, ses chances de réussir à remplir sa mission étaient chaque jour de plus en plus

réduites.

Dans une lettre du 11 juin à Davout, Suchet laissa percer son désespoir, ce qui était assez exceptionnel chez lui. Sa missive se croisa avec celle du ministre qui lui annonçait que les hostilités commenceraient le 14. Le même jour, le prince d'Eckmühl tout aussi pessimiste que son camarade sur les résultats de la campagne lui recommandait de se préparer à un repli sur Lyon et de se défendre dans la ville, donc d'y faire « de grands approvisionnements de subsistances ».

La grande chance de Suchet résidait dans le dispositif de ses adversaires. Le gros, la quasi-totalité de leurs troupes, se trouvait encore de l'autre côté des Alpes à la mi-juin et ils ne se pressaient pas d'avancer, persuadés que le seul énoncé de leurs forces suffirait à maintenir l'armée française immobile. Dans la Savoie piémontaise, ils ne disposaient que de trois mille deux cents hommes et de quatre canons, le principal de l'armée sarde soit douze mille hommes demeurant autour de Turin. Aussi, dès qu'il reçut l'ordre d'ouvrir les hostilités, le duc d'Albufera décida de prendre l'offensive.

**

Le corps d'occupation sarde en Savoie était commandé par le général Andezeno qui, le 14 juin, n'avait pris ses fonctions que depuis quarante-huit heures. Ses troupes étaient largement déployées entre Thonon, sur les bords du lac Léman, et Montmélian, afin d'être à même de faire face à une légère incursion des Français. Compte tenu de la nature du terrain, il était impossible d'en réaliser une concentration rapide. De plus, il était pauvre en artillerie, n'ayant à sa disposition qu'une seule batterie réduite à quatre pièces.

Andezeno n'était pourtant pas particulièrement inquiet. Son service de renseignements informé en partie par des prêtres et d'anciens émigrés franchement hostiles à Napoléon croyait en la véracité des données qui lui étaient fournies. Or, ces informateurs avaient tendance à prendre leurs désirs pour des réalités et Andezeno (ainsi que son prédécesseur) pensait que l'armée des Alpes toujours au stade de l'organisation ne bougerait pas de longtemps. En outre, il comptait sur la venue prochaine de l'armée autrichienne de la haute Italie, peut-être renforcée par celle de Neipperg qui avait vaincu Murat.

Cette armée autrichienne comprenait deux corps d'armée. Le premier, commandé par le général Frimont, comptait franchir les Alpes par le col du Simplon et descendre la vallée du Rhône, puis longer la rive sud du lac Léman et pénétrer en France en direction de Bourg-en-Bresse. Le second, aux ordres du général Bubna, devait franchir le col du Mont-Cenis et emprunter la vallée de la Maurienne pour marcher sur Grenoble. Entre les deux, les unités déployées par Andezeno autour de Saint-Pierre d'Albigny et Conflans assureraient une liaison assez lâche.

Le deuxième au cours de sa progression devait obligatoirement passer par Montmélian, tenu par un bataillon de chasseurs italiens, et où le général

piémontais avait établi son quartier général avant de se replier sur Saint-Pierre d'Albigny en raison de l'importance croissante des unités françaises concentrées devant lui.

Profitant de sa supériorité provisoire, Suchet déclencha son offensive suivant deux axes divergents, l'un ouest-est et l'autre sud-nord en utilisant uniquement son corps de bataille. Il forçait ainsi les Sardes à combattre en ordre dispersé. La première opération fut menée par la 22^e division (général Curial) qui passa la frontière dans la nuit du 14 au 15 juin avec pour mission de s'emparer de Montmélian, du lieu-dit « l'hôpital », un peu en amont du confluent de l'Isère et de l'Arly et de Conflans. Toutes ces opérations allaient réussir sans difficulté, en particulier l'attaque contre « l'hôpital » et Conflans, menée avec détermination par le colonel Bugeaud que Suchet connaissait bien depuis l'Espagne et qu'il estimait. Ce fut un tel succès que, voyant la majorité de ses troupes capturée, Andezeno complètement pris au dépourvu sollicita un armistice pour évacuer ses blessés, ce qui lui fut accordé. S'il put ainsi récupérer une partie de son matériel, il fut contraint d'abandonner la fonderie de Conflans où l'armée de Suchet récupéra un important stock de plomb pour la confection des munitions.

Dans le même temps où la 22^e division remportait ce succès, la 23^e (général Dessaix), balayant le régiment de Montferrat, avançait en direction du nord et atteignait à Carouge les faubourgs de Genève et un peu plus loin les rives du Léman. Son chef établissait son quartier général à Annemasse (17 juin). Suchet s'y rendit le 19 – il ignorait encore la défaite de Waterloo – afin d'obtenir confirmation des informations fournies par ses espions suivant lesquelles une armée autrichienne, ayant franchi le Simplon, avançait à la rencontre de l'armée des Alpes, forte de plus de soixante mille hommes avec une artillerie de soixante-deux pièces.

Mais elle se trouvait encore passablement éloignée et Suchet ordonna à Dessaix, avant de retourner à son quartier général de Montmélian, de se préparer à attaquer Genève si les Suisses laissaient des troupes étrangères pénétrer sur leur territoire. En attendant, la 23^e division poursuivant sa progression atteignit Thonon, puis Évian, mais arrêta là son avance en apprenant l'approche des avant-gardes autrichiennes.

Le soir du 23 juin, Suchet apprit à la fois la défaite de Waterloo, le retour de Napoléon à Paris et son abdication, ainsi que la constitution d'un gouvernement provisoire présidé par Fouché. Ces nouvelles, fort graves, changeaient radicalement pour lui les données du problème. Aussi, dès le lendemain, il écrivit à Davout, toujours ministre de la Guerre, pour l'informer que, suivant l'autorisation du gouvernement provisoire, il allait envoyer deux parlementaires au quartier général autrichien afin de demander une suspension d'armes fondée sur les événements politiques, de courte durée, prélude à un armistice, car les hostilités n'avaient plus de raisons d'être. En même temps, il faisait lire à ses troupes la proclamation de Davout, datée du 22, par laquelle celui-ci espérait que l'Empire perdurerait en la personne du roi de Rome.

Mais surtout Suchet prenait ses dispositions pour éviter qu'à l'annonce de ces bouleversements politiques les soldats ne désertent en masse car, comme Davout, il considérait que pour l'heure les hostilités n'étaient pas terminées, ce en quoi il ne se trompait pas.

Le haut commandement autrichien dans les Alpes, en la personne des généraux Frimont et Bubna, avait eu quelque peine à admettre que la faible armée française eût pu prendre l'offensive avec le succès que l'on sait. Aussi, dans le cadre général de la lutte contre Napoléon et ces Français incorrigibles, décidèrent-ils de se porter sur Lyon et de l'occuper. D'ailleurs, à leurs yeux, la ville avait fait preuve de mauvais esprit en accueillant triomphalement Napoléon et méritait d'être châtiée. Ils décidèrent donc de pénétrer en France par deux voies : la vallée du Rhône, faisant peu de cas de la neutralité suisse, et celle de la Maurienne.

Malgré leur formidable supériorité numérique, ces deux corps d'armée progressèrent avec un maximum de précautions et beaucoup de prudence, car leurs chefs gardaient en mémoire les nombreuses défaites que leur avaient infligées les Français. Mais, cette fois-ci, le rapport de forces était par trop défavorable à ces derniers. Les officiers envoyés par Suchet à Frimont ainsi qu'à Bubna furent reçus assez froidement. Ils offraient d'arrêter les combats sur les positions respectives du moment. Les Autrichiens refusèrent, exigeant d'un côté un retrait jusqu'à Grenoble et Fort l'Écluse et de l'autre toute la région comprise entre Chambéry et Annecy.

De telles prétentions entraînèrent automatiquement un rejet de la part des envoyés de Suchet. Celui-ci avertit Davout et demanda de nouvelles instructions, insistant sur le rapport des forces, et suggérant qu'on lui envoyât des renforts.

Mais les Autrichiens éprouvèrent des mécomptes, se heurtant à une résistance aussi féroce qu'inattendue. Bugeaud, en la circonstance, fit des merveilles en défendant « l'hôpital » et en arrêtant avec hardiesse l'avance de l'ennemi. Suchet, qui ne se leurrait pas, renouvela alors sa proposition d'armistice en offrant cette fois de reculer jusqu'à la frontière française. De son côté, Bubna, frappé par la pugnacité de son adversaire, accepta cette suspension d'armes valable jusqu'au 2 juillet à condition que Frimont donnât lui aussi son accord. Ce dernier se déclara « animé du désir de venir à des arrangements préliminaires » et le cessez-le-feu entra aussitôt en vigueur.

**

Suchet était sans illusions quant à la sincérité des Autrichiens. Il espérait que l'armistice serait prolongé au-delà du 2 juillet maintenant que Napoléon avait abdiqué ; mais il n'y croyait qu'à demi, d'autant que, si ses divisions évacuaient les territoires qu'elles avaient conquis, les Austro-Sardes qui les suivaient d'assez près s'approchaient de la frontière. Cet armistice leur était favorable, car il leur permettait de faire avancer celles de leurs divisions qui étaient encore éloignées.

Davout, dès le 29 juin, avait télégraphié à Suchet pour lui prescrire de défendre tout le territoire français. « Il ne faut rien céder », écrivait-il. C'était facile à dire ! Suchet n'en avait guère les moyens. Il décida toutefois d'effectuer un changement de front et de défendre la ligne du Rhône en concentrant le gros de ses forces au nord de celui-ci. Il faisait en quelque sorte une impasse, confiant la défense de la vallée de l'Isère et des approches de Grenoble à une division d'élite de la garde nationale qui, il est vrai, pourrait s'appuyer sur le Fort Barraut et la place de Grenoble.

Frustrés de n'avoir remporté aucune victoire alors que les Anglo-Prussiens récoltaient toute la gloire de Waterloo, les Autrichiens à présent à pied d'œuvre cherchèrent le premier prétexte venu pour dénoncer l'armistice. Ils le trouvèrent. Frimont exigea que Suchet le laissât occuper les défilés du Jura. S'appuyant sur les instructions de Davout et répliquant que rien ne justifiait cette revendication, le maréchal refusa et le 1^{er} juillet Frimont mit un terme à la suspension d'armes.

Sans peine, car ils étaient faiblement défendus, les Autrichiens forcèrent les cols du Jura. Dès ce moment, les forces de Suchet ne purent livrer que des combats retardateurs d'autant qu'à la suite de la nouvelle de Waterloo les désertions s'étaient multipliées, nombre de soldats ne comprenant plus très bien pour quelles raisons on leur demandait de continuer à se battre.

Le 6 juillet, les Autrichiens, parvenus en vue de Grenoble, commencèrent à bombarder la ville et le même jour une partie de la population exigea des autorités qu'elles capitulent, ce qui se réalisa trois jours plus tard. Mais l'objectif des Autrichiens était toujours Lyon vers laquelle ils se dirigeaient à présent en trois colonnes : une passant par la cluse de Nantua commandée par Frimont et qui avait en face d'elle le gros des forces de Suchet ; une seconde qui partait de Grenoble (général de La Tour) et gagnait Lyon par Voreppe et une troisième aux ordres de Bubna venant du sud par Chambéry. Il n'avait en face de lui que des unités de gardes nationaux qui s'enfuirent dès les premiers coups de feu, ce qui mécontenta fort Suchet lorsqu'il apprit le piteux comportement des troupes du général Pannetier.

Toutefois, dès cet instant, Suchet savait que la résistance à l'avance des Autrichiens devenait sans objet. Il avait reçu de Davout, peu avant qu'il ne soit remplacé au ministère de la Guerre par Gouvion-Saint-Cyr, une dépêche lui apprenant que les combats avaient cessé autour de Paris et que les restes de l'armée ramenée de Belgique se retiraient derrière la Loire. Plusieurs de ses généraux dont Dessaix se déclaraient prêts à poursuivre la résistance en utilisant Lyon comme pivot de la défense. Mais Suchet refusait de les suivre sur ce terrain en raison de l'évolution des événements et en particulier de l'annonce du prochain retour du roi.

Lyon paraissait un très gros morceau à enlever. Napoléon avait donné, en 1815, des ordres pour transformer la ville en un vaste camp retranché s'appuyant sur les défenses naturelles que formaient le Rhône et la Saône ainsi que la colline de la Croix-Rousse. Il avait demandé que soient

construites un certain nombre de redoutes qui formeraient autant de points d'appui, faute de réaliser des lignes de défense continues par manque de temps et de moyens.

Il pensait que la place disposait de trois cents canons. Les pièces y étaient bien mais, par manque d'affûts et de munitions, n'étaient que partiellement utilisables. Quant aux travaux, s'ils étaient en cours, il restait encore fort à faire. La garnison de la place apparaissait à première vue comme très importante. Elle comprenait l'armée des Alpes qui battait en retraite sur la ville, plus un certain nombre d'unités demeurées sur place dont la garde nationale, en tout près de seize mille hommes.

En réalité, subsistaient bien des lacunes et le gouverneur de la place, le général Mouton-Duvernet lui-même, savait mieux que quiconque que la ville serait incapable de soutenir un siège en règle. Sans compter le fait qu'une grande partie de la population, en particulier toute la bourgeoisie, était hostile à la poursuite d'hostilités qui, estimait-elle avec raison, entraîneraient de nombreuses victimes et la destruction d'une partie des immeubles. Seuls les ouvriers et certains soldats de l'armée régulière se montraient partisans d'une résistance à outrance mais faisaient suffisamment de bruit pour faire croire que tous les habitants partageaient leurs convictions.

Suchet revint à Lyon, le 9 juillet. Il apprit aussitôt qu'à Paris une convention avait été signée entre les représentants de l'armée française d'un côté et des alliés de l'autre. Elle prévoyait le retrait des Français jusqu'à la Loire et l'occupation de Paris par les vainqueurs pour y maintenir l'ordre. Ce fut sur cette base qu'il se proposa de solliciter un nouvel armistice avec les Autrichiens : recul de sa propre armée et jonction avec celle de Davout sur la Loire ; occupation de Lyon par les Autrichiens qui y assureraient le maintien de l'ordre. Toutefois, la gravité d'une telle décision incita Suchet à consulter le conseil de défense composé du gouverneur militaire, le général Mouton-Duvernet, du préfet Pons et du maire Jars qu'il connaissait bien. Tous trois, sans hésiter, se déclarèrent d'accord avec lui. Aussitôt après, le maréchal envoya une délégation composée du commandant de la garde nationale de Lyon, du préfet, du maire et d'un de ses officiers d'état-major pour négocier l'armistice avec deux représentants de Frimont.

L'accord sur les bases proposées par Suchet fut presque immédiat. L'évacuation de ses positions par l'armée des Alpes qui se retirait en direction de la Loire devait être terminée le 17 juillet. Elle emmenait ses armes et ses bagages. Le 12, les deux commandants en chef le ratifièrent. Le même jour, Suchet rédigea deux proclamations, l'une pour la population civile, l'autre pour son armée, par lesquelles il expliquait que la situation générale de la France l'avait contraint à traiter.

Mais ces deux publications destinées à maintenir le calme produisirent un effet contraire à celui que Suchet et les autorités civiles en attendaient. La populace et une partie des soldats encadrés par des sous-officiers et des officiers subalternes se soulevèrent. Les bruits les plus fantaisistes coururent

la ville ; le moindre n'était pas que Napoléon venait d'arriver clandestinement à Lyon pour prendre personnellement le commandement de la défense. Certains de ces excités gagnèrent les montagnes du Forez pour y organiser, prétendirent-ils, une Vendée nationale ! Ils allaient tenir la campagne pendant plusieurs mois.

L'émeute atteignit son paroxysme le 13 juillet lorsque deux commissaires autrichiens entrèrent en ville, conformément aux accords et manquèrent d'être écharpés. Mouton-Duvernet eut toutes les peines du monde à les tirer des griffes de ces furieux. L'agitation ne se calmait pas. Les émeutiers envoyèrent une délégation à Bubna pour demander le maintien du drapeau tricolore ainsi que celui de la municipalité bonapartiste. Ce général qui ne tenait pas à occuper une ville en pleine révolution promit tout ce qu'on lui demandait. Le calme ne revint que le 17 juillet lorsque les autorités civiles royalistes eurent repris possession de la cité.

À cette date, Suchet, qui avait, dès le 12, fait sa soumission au roi en lui envoyant les généraux Puthod, Curial et Montfort, se trouvait à Roanne, ayant quitté Lyon dès le 15. L'armée y cantonnait également et les régiments continuaient à faire preuve de mauvais esprit. Ils refusaient d'arborer le drapeau et la cocarde blancs. Les cris de « Vive l'empereur ! » fusaient pour un oui ou un non et les rumeurs imaginaires recommençaient à circuler. L'empereur allait revenir commander l'armée dans six mois avec des armes terribles et c'était « soi-disant pour être certains de combattre à ses côtés que les soldats désertaient en emportant leurs armes », ainsi que l'écrivit Roger de Damas à Gouvion-Saint-Cyr. Cet état de choses dura près d'un mois.

Suchet s'était mis en rapport avec son nouveau ministre, lui transmettant la soumission nominative de chacun de ses régiments, et comme son armée arrivait en contact avec celle de la Loire, il eut à résoudre un problème d'occupation de villes de garnison que les deux armées ne voulaient pas se partager dans le Puy-de-Dôme. Il le soumit donc à Gouvion-Saint-Cyr.

D'ailleurs, à la fin de juillet, Suchet, qui se sentait très fatigué et se plaignait de nouveaux ennuis de santé, sollicita un congé. Mais auparavant, toujours soucieux d'assurer à ses troupes ce qui leur était dû, il réclama le paiement des arriérés de solde.

Puis, il s'appliqua à faire réaliser la dissolution de l'armée des Alpes dans les meilleures conditions possibles. Pour cela, il s'était installé à Clermont-Ferrand dans le courant du mois d'août. Il avait été chargé d'appliquer l'ordonnance du 3 de ce mois, qui réduisait fortement l'armée française et, en conséquence, fit congédier dans un premier temps tous les soldats appelés sous les drapeaux après le 20 mars, ainsi que les gardes nationaux. Dans un second, il en renvoya une nouvelle fournée dans leurs foyers, se conformant ainsi aux ordres de son ministre.

Le 15 septembre, l'armée des Alpes était complètement dissoute. Le maréchal, qui se trouvait sans commandement et croyait que le gouvernement de la 5^e division militaire sur lequel il avait un instant compté lui était retiré,

se prépara à regagner Paris. Mais, auparavant, il eut la joie de voir le conseil municipal de Clermont-Ferrand, à présent composé de fervents partisans du roi, venir le remercier pour avoir su protéger leur ville contre les demandes réitérées des troupes autrichiennes qui étaient venues bivouaquer aux environs.

Leurs officiers faisaient preuve d'une morgue insupportable et de nombreuses anecdotes sont nées à cette époque de leurs rapports avec la population. Une des plus savoureuses, dont l'authenticité est loin d'être garantie, rapporte qu'un de ces officiers ayant commandé un repas dans une auberge exigea qu'on lui versât à boire dans un récipient où des Français n'avaient jamais bu. Sans se démonter, l'hôtesse lui apporta son vin dans un pot de chambre et, pour ce geste, manqua de peu d'être fusillée. Mais cette historiette confirme de quelle dignité sut faire preuve la population face à l'armée d'occupation.

Déjà, en juillet, la municipalité de Lyon avait exprimé à Suchet sa reconnaissance pour avoir évité à la ville les horreurs d'un siège, mais le fait qu'il en fut lui-même originaire avait dû avoir un certain poids sur la démarche du conseil, estima-t-il.

Le 21 ou 22 septembre, Suchet prit la route de Paris. Il venait d'assurer son dernier commandement militaire. Certains historiens, non des moindres, ont critiqué son comportement pendant la campagne de 1815, l'accusant de faiblesse, de manque de pugnacité, d'indécision même. La vérité, il l'avait montré dès le mois de mars, était que comme beaucoup de ses camarades il n'avait jamais cru au succès de l'aventure napoléonienne. Son hésitation à se rallier, son manque de chaleur vis-à-vis de l'empereur en étaient autant des preuves. Il n'avait accepté de continuer à servir que parce que le roi était parti et par devoir. De son côté, Napoléon qui ne sut pas l'employer le confina dans un rôle secondaire. Moyennant quoi, il avait tout de même accompli un tour de force. Comprenant, dès qu'il avait été mis au courant du désastre de Waterloo, que l'aventure était terminée, il n'avait plus eu qu'un souci, y mettre un terme en ce qui concernait son secteur et ce à moindres frais.

La sagesse dont il fit preuve et dont il serait mal récompensé témoigne de la lucidité et de la hauteur de vues dont le maréchal put se féliciter jusqu'à la fin de son dernier commandement.

XII

LA RETRAITE

(1815-1826)

Une des premières démarches de Suchet à son retour à Paris fut de solliciter une audience du roi. Il tombait assez mal. La France était en pleine période de réaction ultraroyaliste et celle-ci était violente. Tous ceux qui avaient « pactisé » d'une manière quelconque avec l'usurpateur, pour employer les termes en usage, étaient a priori suspects. Pourtant, le maréchal ne s'était rallié à l'Empire qu'après que le roi eut passé la frontière. Aux yeux de certains, c'était déjà trop. Un peu plus tard, en octobre, le roi signa une ordonnance rédigée par Clarke, qui créait une commission chargée d'examiner la conduite des officiers, quel que soit leur grade, qui avaient servi pendant les Cent-Jours. Du reste, le ministre prévoyait qu'aucun de ceux-ci ne pourrait plus servir dans l'armée.

En tous les cas, Suchet vit sa demande d'audience repoussée. Il eut alors la grande habileté d'aller demander conseil à un homme dont personne ne discuterait la décision : c'était le duc de Wellington qu'il avait rencontré à plusieurs reprises en 1814 et avec qui il avait sympathisé. Le vainqueur de Waterloo le reçut cordialement et lui conseilla d'aller aux Tuileries, mais c'était sans doute prématuré.

Pour dire vrai, le duc d'Albufera ne voyait pas très clair dans sa situation. Il s'était ouvertement réinstallé dans son hôtel de Paris et savait seulement qu'il ne commandait plus l'armée des Alpes intégrée dans celle de la Loire, mais pour le reste ? Son gouvernement de Strasbourg ? Il l'avait quitté pour commander son armée, mais n'était-il pas implicitement prévu qu'il le récupérerait une fois la paix revenue ? Sur ce point, les documents existants sont contradictoires : certains avancent que, dès le mois d'août, il lui avait été retiré ; mais d'autres soutiennent que l'autorité le lui conserva jusqu'à la fin

de décembre. En tous les cas, il est certain qu'il ne se rendit pas à Strasbourg avant la fin de l'année.

Un autre de ses amis, Rambuteau, ancien préfet, lui donna pour avis d'adopter un profil bas et sans pour autant chercher à se faire oublier de faire preuve de patience avant de recommencer à fréquenter les milieux officiels. En d'autres termes, d'attendre que la réaction royaliste perdît de sa virulence.

Toutefois, Suchet agit de manière différente et y trouva la propre justification de sa conduite dans le fait que d'une part les maréchaux qui avaient servi l'usurpateur faisaient l'objet d'une enquête et qu'on vint lui ordonner de déposer comme témoin au procès du maréchal Ney. Devançant donc des démarches officielles, le duc d'Albufera se mit en rapport durant le mois d'octobre avec le ministre de la Guerre qui était de nouveau son vieil ami Clarke. Il lui rapporta en détail tout ce qu'il avait réussi à arracher aux Autrichiens comme matériel militaire : fournitures, fusils et artillerie qu'il avait pris soin d'expédier à Clermont-Ferrand, Montpellier et même La Rochelle dans le but de permettre de participer au réarmement de l'armée royale. Clarke fut donc le premier personnage officiel avec qui, pour des motifs de service, il entra en relation.

Lorsque fut créée en ce même mois d'octobre la fameuse commission chargée d'examiner la conduite des officiers ayant servi l'usurpateur, Suchet comprit qu'il aurait à répondre de la sienne. Cette commission se trouvait composée de cinq membres, dont trois au moins devaient lui être plutôt favorables : le maréchal Victor qui la présidait, Lauriston, Bordessoulle qui certes avait émigré à Gand mais qui gardait l'esprit de camaraderie. En revanche, les deux derniers, Broglie, ancien général de l'armée de Condé et de Querelles, ancien chouan, lui étaient, par principe, hostiles. Mais, surtout, cette espèce de tribunal, après les avoir questionnés, devait classer les officiers en dix-neuf catégories définies par Clarke et, suivant les cas, les intéressés bénéficiaient ou non de « l'indulgence du roi » et pourraient être, le cas échéant, rappelés ou non au service.

Or, ayant commandé une armée en opérations, Suchet voyait dès le départ ses chances compromises de se voir réintégré au service actif. Il se défendit pied à pied aussi bien verbalement que par écrit. Ses détracteurs étaient des royalistes et quelques prêtres vivant dans la région où ses troupes avaient combattu. Ceux-ci l'accusaient sans aucune preuve à l'appui des pires méfaits, en particulier d'avoir joué un rôle actif dans le retour de l'ogre de Corse. Le maréchal rappela qu'au moment du débarquement en France de Napoléon il était à Paris appelé en consultation par le roi et qu'en accord avec son ministre qui était précisément Clarke il était retourné à Strasbourg pour y mettre sa division en état de résister à cette invasion. Il précisait que l'état d'esprit de ses troupes était tel (tout le monde le savait) qu'il s'était trouvé dans l'impossibilité d'envoyer des renforts pour barrer la route à l'usurpateur et qu'il en avait avisé Paris par le télégraphe.

De plus, il était resté fidèle au roi jusqu'au moment où il avait reçu l'avis

de son camarade Macdonald, l'informant qu'avant de quitter la France le roi les dégageait lui et ses camarades de leurs serments et obligations. Certes, un membre de la commission essaya de lui opposer l'ordonnance signée par Louis XVIII avant de quitter Lille qui interdisait de servir d'une manière quelconque l'usurpateur. Mais, faute de temps et de moyens, elle n'avait pas été publiée. Personne n'en avait eu connaissance. Elle n'avait aucune valeur légale.

Il avait vraiment attendu le dernier moment pour se rallier à Napoléon. Bien sûr, il fut facile de lui objecter que plusieurs de ses camarades étaient simplement rentrés chez eux. Mais il n'avait pas signé l'Acte additionnel aux constitutions de l'Empire ni siégé à la chambre des pairs, ce qui plaiderait plutôt en sa faveur.

Le gouvernement l'appela également, on le sait, à comparaître à titre de témoin à charge lors du procès du maréchal Ney. Leurs rapports n'avaient jamais été excellents et sans doute Suchet avait-il gardé en mémoire la fameuse sortie au cours du dîner chez Cambacérès, en 1811. Durant les Cent-Jours, lors de la marche de Napoléon sur Paris, ils n'avaient échangé que quelques notes de service sans importance. Aussi la déposition du duc d'Albufera fut-elle aussi neutre que possible, ni pour ni contre l'accusé. Dans l'armée, mais également en haut lieu, on lui en sut gré.

Il conservait donc son titre, sa solde et sa position mais tout cela dans un contexte assez incertain. Puisque le roi avait refusé de le recevoir, il décida pour y parvenir de recommencer à fréquenter les personnalités de l'entourage avec qui il avait entretenu de bonnes relations en 1814, car il était tenace. C'était, en quelque sorte, une nouvelle manière de mener une guerre de siège. Avancant ses pions avec méthode, il commença par le président du Conseil, le duc de Richelieu, qu'il ne connaissait pas ; visite de pure courtoisie. Suivit le comte d'Artois qui lui avait toujours témoigné de la sympathie mais, là, il eut du mérite, car on ne faisait pas plus ultraroyaliste que le frère du roi. Pourtant, ce dernier le reçut sans difficulté. Ses deux fils, les ducs d'Angoulême et de Berry dont Suchet avait été le conseiller, emboîtèrent le pas. Tous trois s'employèrent à persuader le roi de revenir sur sa décision. Il finit par céder et accorda une audience à Suchet, au printemps de 1816, à un moment où les passions commençaient à se calmer. Après cela, il lui fut permis de se présenter régulièrement aux Tuileries.

Le 14 juillet 1816 consacra le retour en grâce de sept maréchaux : Moncey, Jourdan, Mortier, Macdonald, Oudinot, Gouvion-Saint-Cyr, Suchet et deux anciens, Kellermann et Pérignon (*Moniteur* du 15 juillet). Le roi leur remit le bâton fleurdelisé et ils prêtèrent serment de dévouement au peuple et d'obéissance au roi. Davout et Soult étaient toujours en disgrâce. Il est vrai que leur rôle avait été de premier plan durant les Cent-Jours. Bernadotte régnait en Suède. Augereau, Ney, Brune et Murat étaient morts. Masséna se

trouvait absent de Paris. Marmont et Victor l'avaient conservé ayant suivi le roi à Gand. Curieusement, on avait oublié Lefebvre et Sérurier.

Certes, ils récupéraient titres et fonctions mais le gouvernement qui continuait à se méfier un peu d'eux se garda bien, pour le moment, de les employer. Ils durent même attendre le 6 mars 1819 pour réintégrer la chambre des pairs en compagnie de Davout et de Jourdan qui avait été omis en 1814.

**

Puisque sa carrière militaire était terminée, Suchet fut en quelque sorte contraint de se trouver de nouvelles occupations. Installé entre son hôtel de Paris ou son château de Saint-Just près de Vernon, il entreprit d'aménager le corps principal et les communs qui en avaient besoin ainsi que le parc. Pour les bâtiments, il fit appel à un architecte mais dirigea lui-même la conception et l'exécution du tracé du parc ainsi que de son potager. En même temps, il s'efforça d'entretenir des rapports de bon voisinage avec les propriétaires environnants, chassant en leur compagnie. Mais il n'y avait pas là de quoi occuper tout son temps.

Il décida alors de rédiger ses mémoires. Par chance, il avait réussi à conserver presque tous les documents qu'il avait reçus ou fait écrire durant sa carrière, dont sa correspondance officielle. Il était également demeuré en rapport avec un certain nombre d'officiers ayant servi sous ses ordres. Il les invita chez lui et au cours de nombreuses conversations recueillit ou se vit confirmer des informations qui pouvaient lui manquer. Dans un premier temps, il envisagea de raconter son *curriculum in extenso*. Mais rapidement il y renonça et se contenta, ce qui représentait déjà un travail énorme, de rapporter les faits sur ses cinq années de commandement en Espagne.

Pour commencer, il fit graver les plans de toutes les villes, quelle que fût leur importance, qu'il avait assiégées. Ils étaient destinés à constituer une partie d'un atlas des campagnes qu'il avait menées dans la péninsule et qui accompagnerait les mémoires, leur servant en quelque sorte de complément explicatif. Ce seul travail lui coûta près de quinze mille francs (or). Il est malheureusement aujourd'hui à peu près introuvable.

Les mémoires en eux-mêmes sont d'un intérêt considérable. Le maréchal les rédigea lui-même. Son travail avançait lentement, car il procédait avec la minutie et le souci du détail qui avaient toujours été ses qualités. Avec son esprit d'équité, il a rapporté, sans rien en omettre, des actions de ses subordonnés qui auraient paru insignifiantes à d'autres qu'à lui. Toutefois, il a su garder en même temps la largeur de vues qui permet de survoler dans chaque campagne l'ensemble des opérations. Cette synthèse assez particulière rend la globalité du travail tout à fait originale et permet de se faire une opinion éclairée sur ce que fut l'action en Espagne de Suchet et de ses collaborateurs.

Évidemment, c'est également un plaidoyer *pro domo*. Le maréchal monte en épingle ses actions les plus brillantes et passe soigneusement sous

silence les cas (assez rares) où son rôle prête à discussion, comme par exemple les raisons qui l'amenèrent à quitter sans autorisation le commandement de sa division et à se rendre à Burgos chez le général Thiébault, en attendant qu'on voulût bien lui confier un corps d'armée.

L'œuvre, par son caractère très technique, son style froid et précis, l'énumération parfois un peu fastidieuse des fournitures constituant les prises de guerre, répond à l'objectif du maréchal : écrire un ouvrage essentiellement destiné à des officiers et non pas au grand public. Aucune place n'y est faite aux sentiments personnels.

Bien qu'il y ait travaillé presque quotidiennement à partir du moment où il décida de les entreprendre, le maréchal n'avait pas tout à fait terminé ses mémoires lorsqu'il mourut prématurément, emporté par la maladie dans les premiers jours de 1826. Ce fut son ancien chef d'état-major, le fidèle général Saint-Cyr Nugues, qui, suivant sa volonté, y apporta la dernière touche sans toutefois oser rédiger la conclusion qui manque, et c'est grand dommage. Le chapitre XXI et dernier s'arrête à une manière de justification comptable qui laisse à penser qu'il ne fut pas achevé car le commandement de l'armée du Midi par Suchet, après la bataille de Toulouse, n'est même pas évoqué.

On ignore si Suchet avait commencé à jeter quelques notes sur le papier dans le but de rédiger cette conclusion. Puis, l'année suivante, en 1827, Saint-Cyr Nugues en assura la publication. Il allait falloir attendre jusqu'en 2002 pour qu'une seconde édition ne comprenant pas l'atlas vît le jour.

**

En dehors de la rédaction de ses mémoires, le maréchal qui, quelles que fussent les circonstances, l'avait toujours surveillée de près, s'occupa sérieusement de la gestion de sa fortune. Il n'était pas lyonnais pour rien et, dès les premiers jours de la Restauration, se plaignit à qui voulait l'entendre des difficultés matérielles qui étaient devenues les siennes. Il avait perdu et n'en faisait pas mystère toutes les rentes sur l'étranger distribuées par Napoléon

Si les trois premières sur le duché de Varsovie et la Westphalie étaient relativement modestes et atteignaient à peine cinquante mille francs (Suchet sur ce terrain fut un des plus mal lotis et l'empereur ne se montra pas particulièrement généreux avec lui), par contre la perte des revenus des pêcheries d'Albufera, qu'il n'avait plus perçus depuis juillet 1813, était plus sévère car elle s'élevait à plus de deux cent mille francs. S'étaient également envolés les émoluments de gouverneur du palais de Laeken, de colonel général de la garde impériale et de général en chef. Il ne lui restait plus que sa solde de maréchal de France, sa pension de la Légion d'honneur et une rente sur le grand livre, le tout dépassant soixante-dix mille francs par an, ce qui, en une période où certains officiers en demi-solde touchaient cinquante francs par mois, était encore un revenu très appréciable.

De plus, mais de cela Suchet ne se vantait pas, il disposait de capitaux

d'une certaine importance, ayant su gérer tout ce qu'il avait reçu avec sagacité et économie.

Il jouissait d'abord de la dot de sa femme, placée en partie dans les affaires de son beau-père à laquelle il se gardait de toucher mais qui procurait d'appréciables revenus. Du fait qu'il était resté de nombreuses années en campagne, il avait pu réaliser des économies, judicieusement placées en rentes et en actions qu'il avait su choisir avec discernement, sélectionnant les valeurs les plus sûres, ne présentant aucun caractère spéculatif. Ainsi, mais il se gardait de le laisser savoir, il était un des deux cents plus gros actionnaires de la Banque de France, les deux cents familles stigmatisées cent cinquante ans plus tard par la gauche qui étaient dès cette époque les véritables dirigeants de la banque donc les inspireurs de la politique monétaire du royaume.

Il put donc, avec de telles sources de renseignements et grâce à des conseils d'agents de change, choisir (le délit d'initié n'existait pas à cette époque) tant en France qu'à l'étranger les entreprises où il plaçait ses capitaux. Il eut également le loisir de spéculer à coup sûr sur les fonds d'État des différents pays européens. Sur de telles opérations, les gains réalisés n'étaient jamais considérables, car, par prudence, il n'y engageait jamais de trop grosses sommes, mais ils étaient réguliers et sans risques.

Au moment de la négociation générale pour la paix, Suchet crut bon de rappeler au président du Conseil, le duc de Richelieu, que le roi d'Espagne dans l'euphorie de son retour lui avait promis de lui conserver les revenus des pêcheries d'Albufera. Or, il n'en avait plus perçu un seul centime. Il savait du reste que Ferdinand VII en avait disposé en faveur de son frère Don Carlos, mais le maréchal rappela que le traité de 1814 avait stipulé que les donataires devaient toucher leurs revenus jusqu'en mai de cette année-là. Or Suchet avait cessé de les percevoir depuis 1813. Il réclamait donc une compensation de cinq cent mille francs et, pour les pêcheries elles-mêmes, l'attribution d'une rente sur une autre source en Espagne ou en Amérique. Le plus extraordinaire dans cette affaire est que Richelieu accepta de présenter et de soutenir les demandes de Suchet. Mais, sans doute, ne le fit-il pas avec beaucoup de conviction car, oubliant tout ce qu'il avait promis, Ferdinand VII se refusa à verser quoi que ce fût et Suchet, à sa grande déconvenue, n'obtint rien. Ces « déceptions » ne devaient pas, du reste, l'empêcher d'acquérir en 1817 une forêt de deux cents hectares en Haute-Normandie.

Mais cette même année lui apporta une nouvelle des plus désagréables. Son frère, qui occupait pourtant un poste important dans l'administration civile et qui lui devait un peu plus de deux cent quatre-vingt mille francs, car ils avaient « fait des affaires » ensemble, vint lui avouer qu'il était dans l'incapacité de les lui rembourser. Pour tout dire, il était couvert de dettes et pratiquement ruiné. Il avait spéculé de son côté mais en prenant des risques. Il avait perdu de l'argent et avait cru pouvoir se refaire en tentant des placements encore plus hasardeux en particulier dans l'armement maritime. Sentant venir l'orage, sa femme avait demandé et obtenu la séparation de

biens. Il était donc, en un sens, à l'abri du besoin.

Cette annonce fut plutôt mal accueillie par le maréchal. Il y eut, semble-t-il, quelques scènes d'explications pénibles entre les deux frères, après quoi leurs relations qui avaient jusqu'alors été excellentes se refroidirent sensiblement et, pendant plusieurs années, ils allaient cesser de se voir. Louis-Gabriel, qui avait tout de même le sens de la famille et qui n'aurait voulu à aucun prix que le déshonneur consécutif à une faillite rejaillît sur celle-ci, c'est-à-dire sur lui, paya les dettes les plus criantes de son frère et, avant la fin de l'année, consentit même à lui « prêter », mais sans trop se faire d'illusions sur les possibilités de remboursement, deux cent cinquante mille francs. Une réconciliation, davantage de façade que profonde, n'intervint entre les deux frères qu'après la naissance du troisième enfant du maréchal, une fille, en 1820.

L'année 1818 avait vu une nouvelle réorganisation de l'armée française suivant les principes prônés par Gouvion-Saint-Cyr. Mais Suchet ne prit aucune part aux travaux préparatoires et ne fut consulté en rien à ce sujet. Cette même année, il décida de déménager à Paris, non pas que son hôtel de la rue de La-Ville-l'Évêque fût trop petit, mais le duc trouvait qu'il manquait d'espace et de verdure car il était de plus en plus attaché à la vie campagnarde. Il acheta donc la résidence de l'amiral Decrès, rue du Faubourg Saint-Honoré, dont les bâtiments avaient à peu près la même surface que les siens mais qui avait un jardin plus grand « et si bien dessiné qu'il donnait une impression de vastitude ». L'amiral Decrès était, depuis 1813, le beau-frère du maréchal, car il avait épousé la veuve du général Saligny, duc de San Germano, qui était la véritable propriétaire de cet hôtel. Ce qu'il y a de piquant dans cette union, c'est que la générale Saligny était la propre sœur d'Honor Suchet. C'était même elle qui avait tenté de la dissuader d'épouser Louis-Gabriel en raison de leur différence d'âge. Or, si son premier mari était déjà notoirement plus âgé qu'elle, le second, l'amiral, avait onze ans de plus que le premier ! Decrès devait d'ailleurs disparaître l'année suivante, victime des suites d'une tentative d'assassinat perpétrée contre lui par son valet de chambre, ancien matelot de Trafalgar, fidèle de l'amiral Villeneuve, persuadé que Decrès était en partie responsable du suicide de ce dernier et qui avait placé une bombe sous son lit.

Les Suchet, qui menaient déjà une vie très mondaine, fréquentant indistinctement l'ancienne noblesse aussi bien que celle d'Empire, se mirent à recevoir beaucoup dans leur nouvelle demeure. Étant très officiellement reconnu comme maréchal de France, Suchet se remit à aller souvent à la cour en compagnie de sa femme. Au demeurant, les propos venimeux des épouses d'émigrés avaient cessé ou au moins ne s'exprimaient plus à haute voix. En se comportant ainsi, le duc d'Albufera ne faisait que suivre les conseils du duc de Wellington qu'il continua à visiter assidûment jusqu'à son départ de France en octobre 1818. C'était l'époque où sous l'influence de Decazes le roi avait écarté son frère et estimait que les ultraroyalistes étaient des fous dangereux.

Fort habilement, Suchet suivit le comportement du roi mais se rapprocha encore du duc d'Angoulême. Celui-ci au fond plutôt modéré montrait ouvertement qu'il adoptait les opinions de son oncle au point que certains voyaient en lui le futur souverain plutôt que son père. L'année 1819 allait voir en quelque sorte une consécration. Le roi créa toute une fournée de cinquante-neuf pairs qui comprenait sept maréchaux tous radiés en 1815 et nombre de généraux ainsi que plusieurs préfets. Suchet en faisait partie ainsi que Davout enfin rentré en grâce.

Le duc d'Albufera, s'il siégea régulièrement dans la haute assemblée, y prit au départ assez rarement la parole. Il faisait partie de cette opposition modérée critiquant poliment les gouvernements et toute prête à les soutenir en cas de crise aiguë. Très vite, Suchet s'intéressa puis se passionna pour un problème très particulier assez éloigné de ses préoccupations habituelles. Une ordonnance de 1819 avait créé une société pour l'amélioration des prisons qui en avaient grand besoin, n'ayant pratiquement pas été entretenues depuis 1789. Elle était présidée par le duc d'Angoulême qui vit avec plaisir son cher Suchet se porter volontaire, en tant que membre de la haute assemblée, pour faire partie du conseil d'administration de vingt-quatre membres dont onze pairs.

Ces fonctions n'étaient pas purement décoratives et Suchet eut pour mission d'inspecter les prisons militaires de l'Abbaye et de Montaigu. Dès sa première visite qui eut lieu très vite après sa nomination, Suchet fut frappé par le surpeuplement des locaux, le manque d'hygiène, les conditions déplorables où croupissaient prévenus et condamnés couverts de vermine, la nourriture infecte. Il déplora aussi le fait que les hommes demeurent inoccupés des journées entières ainsi que l'inertie et le manque d'initiative de l'administration qui les avait en charge.

L'action de la société était a priori limitée car elle ne disposait d'aucun budget. Elle ne pouvait donc que faire des recommandations et des suggestions et n'y manqua pas. Il semble que le fait qu'elle fût présidée par le duc d'Angoulême ait incité l'administration pénitentiaire à agir car celle-ci se décida à améliorer les conditions de détention et à aménager un peu les locaux. Mais surtout frappés par l'ignorance de la majorité des prisonniers, les administrateurs organisèrent, soit avec des volontaires bénévoles, soit à l'aide de détenus instruits, l'enseignement de ces hommes incarcérés. On leur apprit à lire et pour ceux qui s'y révélaient imperméables des métiers manuels comme la menuiserie. Dans l'ensemble, cette action se révéla un succès. Il y eut de nombreux cas de réinsertion dans la société d'individus jugés jusqu'alors tenant plutôt du gibier de potence. Et ceux qui réintégrèrent l'armée bénéficièrent d'un avancement qui, pour quelques-uns, put se traduire par des grades d'officiers subalternes.

On sait que Suchet avait entretenu des liens amicaux aussi bien avec ses camarades qu'avec des personnalités civiles. Mais son retour à la chambre des pairs lui valut une avalanche de sollicitations d'anciens militaires qui

n'avaient pas toujours servi sous ses ordres et se trouvaient dans des situations matérielles difficiles. Certes, le maréchal avait bon cœur mais il lui était impossible de venir en aide à tous ces quémandeurs. Aussi, pour nombre d'entre eux, à son grand regret il dut se contenter de les recommander pour un petit emploi.

**

En 1819, Suchet était tout à fait rentré en grâce auprès du roi qui avait oublié son accès d'humeur de 1815. Louis XVIII appréciait la culture, l'esprit, les bonnes manières, le tact et le sens de la mesure du maréchal dont il goûtait la conversation car c'était un ensemble de qualités rares. Il était un des membres exceptionnels de la cour avec qui il pouvait commenter une ode d'Horace. À plusieurs reprises, connaissant ses qualités d'organisateur et sa modération en toutes choses, il songea à lui confier le ministère de la Guerre. Mais, à la fin du compte, le président du Conseil lui préféra Gouvion-Saint-Cyr.

Le soir du 13 février 1820, les Suchet donnèrent un grand bal dans leur nouvel hôtel. Suivant leur habitude, ils avaient invité des membres des deux noblesses et la fête battait son plein lorsqu'un retardataire annonça en arrivant qu'un attentat venait de se perpétrer à l'opéra et qu'un fou furieux avait blessé grièvement le duc de Berry. Ce fut un cri d'indignation générale et, abandonnant là tous ses invités, Suchet se précipita à l'opéra. Le général Thiébault, son ami qui était présent, voulut l'accompagner mais le service d'ordre improvisé ne le laissa pas passer. Suchet, admis seul, parvint jusqu'au roi qui venait d'arriver et l'assura de son soutien et de sa fidélité. Il ne pouvait guère faire davantage et le cœur de pierre que passait pour être Louis XVIII en fut touché.

Suchet, qui n'était pourtant pas particulièrement sanguinaire, tint à siéger à la chambre des pairs lorsqu'elle jugea, en juin, Louvel, l'assassin du duc, petit homme « au visage sale et chafouin » tel que l'a décrit Chateaubriand. Sans hésiter, le maréchal vota la mort de cet excité bonapartiste à tous crins. Napoléon allait avoir le mauvais goût de le porter pour une petite somme sur son testament.

Pour le remercier de la manière dont il avait marqué son attachement à la couronne au moment de la mort du duc de Berry, le roi lui marqua également sa confiance en le désignant en septembre pour faire partie des témoins qui devaient assister aux couches de la duchesse de Berry. C'était là un immense honneur très recherché. On prévint Suchet, fort ignorant de ce que devrait être son comportement, qu'il serait averti en temps utile pour se rendre au château. C'est ce qui se produisit, mais déjouant les prévisions médicales, la duchesse accoucha beaucoup plus rapidement que prévu, si bien que lorsque les témoins venant de l'extérieur se présentèrent aux appartements de la princesse tout était terminé, et il ne leur restait plus qu'à signer les documents. Ce détail amusa beaucoup le roi et la duchesse ne leur en tint pas rigueur car, par la

suite, elle invita à de nombreuses reprises Suchet à dîner. La naissance de son fils, le duc de Bordeaux, « l'enfant du miracle », plus tard comte de Chambord, que seule une suite de malentendus empêcha de monter sur le trône, rendit encore plus odieux le crime de Louvel qui affirmait n'avoir agi que pour voir s'éteindre la race des Bourbons.

Mais s'il continuait à rechercher la faveur et l'amitié des membres de la famille royale, Suchet restait dans le même temps en excellents termes avec le duc d'Orléans, cousin du roi, qui était discrètement dans l'opposition à la dynastie, « poussant ses pions en avant » et cherchant lui aussi à s'assurer des complicités pour le jour improbable où il pourrait être appelé à prendre place sur le trône. Fidèle à une politique qui avait toujours été la sienne, Suchet maintenait plusieurs fers au feu.

Le maréchal continuait à siéger de manière régulière à la chambre haute mais ses interventions demeuraient rares et se cantonnaient exclusivement à des questions strictement militaires. Ainsi, en mars 1823, prit-il la parole sur un projet de loi relatif à l'organisation du service de renseignements et du contre-espionnage. Il devait un peu plus tard demander la rédaction d'un code de justice militaire.

Il avait, semble-t-il, espéré la même année que son ami le duc d'Angoulême ferait appel à lui lorsqu'il fut prié de prendre le commandement de l'armée qui allait partir délivrer Ferdinand VII, prisonnier de ses sujets constitutionnels qui avaient combattu en sa faveur sous Napoléon et que, depuis son retour, il ne cessait de persécuter. Mais le duc, même si ses compétences en matière militaire étaient limitées, ne souhaitait pas avoir un *mentor* à ses côtés. Au demeurant, les opérations qu'il dirigea furent fort simples et tinrent plutôt de la promenade. Suchet eut tout de même la joie de voir son fidèle Saint-Cyr Nugues y participer comme chef d'état-major de Lauriston. Il assista au siège de Pampelune et y gagna le titre d'officier de la Légion d'honneur à laquelle – il le confia à Suchet – il aurait préféré les étoiles de divisionnaire qu'il devait recevoir au demeurant un peu plus tard.

À titre de compensation, en quelque sorte, Suchet fut invité à la réception donnée à l'Hôtel de Ville de Paris pour le retour du duc d'Angoulême. Ce fut peut-être au cours de cette soirée qu'Oudinot, qui avait pourtant participé à l'expédition à la tête d'un corps d'armée, eut ce mot cruel : « Ce qu'il y a de déplorable dans cette affaire-ci, c'est que nos gens se persuadent qu'ils font la guerre ! »

Un à un, les maréchaux, ses frères d'armes, commençaient à disparaître. Certains étaient encore relativement jeunes mais la vie des camps avec ses rudesses les avait prématurément usés. Augereau était parti le premier en 1816, presque discrètement. Par contre, la mort de Masséna, au début de 1817, avait failli donner lieu à un énorme scandale. Pour une raison indéterminée, peut-être son état de santé, le prince d'Essling n'avait pas reçu le bâton fleurdéliné en même temps que ses camarades, le 14 juillet 1816. Son gendre, le général Reille, avait écrit à Clarke, alors ministre de la Guerre, qu'il

allait être obligé de déposer sur le cercueil de son beau-père le bâton semé d'abeilles ! Affolé, Clarke, au reçu de la lettre, avait couru chez le roi. Louis XVIII, gardant son sang-froid, avait fait envoyer d'urgence le fameux bâton et l'affaire en était restée là.

Puis, en 1819, à trois jours d'intervalle, étaient morts Sérurier et Pérignon. Ce fut Suchet qui fut désigné pour prononcer devant la chambre des pairs l'éloge funèbre de Sérurier. Ce fut une tâche assez facile car il avait surtout servi sous l'Ancien Régime et la Révolution, ayant pris sa retraite en 1801. Kellermann disparut en 1820 ; il était alors le doyen d'entre eux, ayant atteint l'âge respectable de quatre-vingt-cinq ans. Le lendemain même de sa mort, ce fut le tour de Lefebvre. Complètement paralysé, sentant venir sa fin, il s'était fait porter quelques jours plus tôt au Père-Lachaise en compagnie de Mortier et de Suchet et avait choisi l'emplacement de sa tombe à côté de celle de Masséna, et non loin de celles de Pérignon et de Sérurier. Ce fut encore Suchet qui prononça l'éloge de Lefebvre. La tâche était plus délicate car il avait joué un rôle non négligeable dans les batailles de l'Empire. Enfin, Davout décéda en 1823, âgé seulement de cinquante-trois ans. Il avait toujours été d'un caractère difficile et avait peu d'amis. Pourtant, Suchet, qui, il est vrai, n'avait eu que de rares occasions de travailler avec lui, était plutôt en bons termes avec le prince d'Eckmühl. Il était un des privilégiés qui l'avait fréquenté sous la Restauration. Aussi, lorsque sa veuve lui demanda de faire partie du conseil de famille, accepta-t-il sans hésiter.

À la chambre des pairs, où Davout était rentré en 1819, il y eut une quasi-unanimité pour demander à Suchet de prononcer son éloge funèbre. Il commençait à avoir de l'entraînement pour ce genre d'exercice. Mais, là, la tâche était infiniment plus ardue que dans les cas précédents. Non seulement Davout, de très ancienne noblesse, avait servi sous la Révolution et sous l'Empire, non seulement il avait continué à résister à Hambourg bien après la première abdication de Napoléon et même fait tirer sur le drapeau fleurdelisé brandi par des parlementaires, mais encore il avait joué un rôle capital pendant les Cent-Jours. Il s'était présenté à Napoléon le soir même de son arrivée à Paris. Ministre de la Guerre, il avait réussi le tour de force de mettre sur pied une armée en trois mois et après Waterloo avait conseillé à l'empereur de mettre fin à l'opposition des chambres par un coup d'État et en faisant fusiller quelques fortes têtes. Enfin, lors du procès du maréchal Ney, cité comme témoin, il n'avait pas hésité à prendre la défense de son camarade.

Pourtant, Suchet réussit dans ce périlleux exercice sans choquer la majorité de l'assemblée devant laquelle il prit la parole. Il est vrai qu'il vanta beaucoup les qualités d'homme de Davout, bon père, bon mari, loyal et désintéressé. Il évoqua sa carrière militaire en insistant sur son chef-d'œuvre, la bataille d'Auerstaedt, et glissa sur son rôle durant les Cent-Jours. Ce fut un petit chef-d'œuvre de sous-entendus et le dernier éloge de Suchet pour un autre maréchal.

Le duc d'Albufera était devenu le meilleur expert en matière de

questions militaires tant en raison de ses connaissances personnelles étendues que par suite de la disparition de certains de ses camarades. À la chambre des pairs, on le consultait systématiquement sur tous les travaux soumis à l'assemblée concernant l'armée. C'est ainsi qu'en 1824 il avait été nommé rapporteur d'une commission chargée d'examiner certaines modifications apportées à la loi Gouvion-Saint-Cyr sur le recrutement. Son travail avait montré une fois de plus la hauteur de vues avec laquelle il se penchait sur un problème, tout en continuant à faire preuve d'un souci du détail. Sa tâche avait été d'autant plus embarrassante que l'auteur de la loi faisait partie de la même assemblée que lui et qu'il était désireux par-dessus tout d'éviter de le froisser alors qu'il le savait particulièrement susceptible.

Sa réputation s'étendait au-delà des frontières. Lorsque le général Jomini, à présent aide de camp du tsar, mais longtemps chef d'état-major de Ney, entreprit dans le cadre de son œuvre sur les guerres napoléoniennes d'écrire un ouvrage sur les opérations militaires en Espagne, il s'adressa à Suchet pour obtenir un certain nombre de renseignements. Celui-ci fit remarquer que son expérience était limitée tant sur le plan géographique que pour l'action elle-même mais, dans le cadre de ce qu'il avait vécu, il fournit à Jomini des informations précieuses.

Il entretenait une correspondance avec le duc de Wellington dans laquelle ils parlaient de tout sauf de questions militaires, le duc de fer ayant tiré un trait sur cette période de sa vie.

**

À présent, sa santé préoccupait son entourage. Il avait toujours dû la surveiller, mais il commençait à ressentir les premiers symptômes d'une maladie encore mal connue : le cancer de l'estomac suivant toute vraisemblance, et il éprouvait à la fois une grande fatigue et des difficultés à s'alimenter. Les différents traitements et régimes auxquels ses médecins le soumièrent successivement se révélèrent aussi inefficaces les uns que les autres. Cela ne l'empêcha pas d'accompagner sa femme en juin de la même année (1824) à Dieppe, ville qu'avait mise à la mode la duchesse de Berry. Honor souffrait de migraines permanentes, et on lui avait recommandé de les soigner par des bains de mer qui se prenaient dans un établissement spécialisé et non pas sur la plage. La cure fut un tel succès que Suchet organisa un service de transport permanent pour amener des tonneaux d'eau de mer au château de Saint-Just et à Paris.

Il était de retour dans la capitale lorsque le roi, malade depuis plus d'un mois, mourut le 16 septembre. Il fut sincèrement regretté par certains, dont Suchet, car sous son règne, grâce à son sens politique, sa pondération et également son calme et son cynisme, la royauté n'avait jamais été aussi bien assurée. Il avait recueilli une France affaiblie, crucifiée, et par sa sagesse l'avait relevée jusqu'à en faire une des grandes nations européennes. Le maréchal pensait, et il n'était pas le seul, que la monarchie héréditaire était la

seule forme de régime capable d'assurer un avenir sans à-coups au pays.

Tout le monde politique prévoyait que, sous le nouveau souverain, le comte d'Artois désormais le roi Charles X, le maréchal Suchet serait, de nouveau, appelé à jouer un rôle important. Sans doute serait-il ministre car ce roi lui avait toujours manifesté des sentiments d'amitié. Ce souverain ne manquait pas de qualités mais il avait le défaut de s'imaginer pouvoir ressusciter la société et la manière de vivre connues avant la Révolution. Il décida donc, ce dont son frère s'était passé, d'aller se faire sacrer à Reims. Et si les esprits forts ricanèrent, l'ensemble de la population y vit plutôt un signe de continuité de la dynastie et le geste jouit d'un préjugé favorable. La cérémonie prit place au mois de mai 1825.

Bien entendu, Suchet y fut convié en tant que maréchal de France. La chose était tout à fait normale ; sa place était marquée dans la cathédrale et un logement lui avait été retenu en ville. Mais le roi voulait faire un geste exceptionnel en sa faveur. Il le désigna pour être un des porteurs des insignes royaux qui lui seraient remis au cours de la messe, dans ce cas précis le sceptre. C'était un honneur rare et particulièrement recherché. Toutefois, tout le monde savait que cette fête serait extrêmement fatigante. Il était prévu que les grands officiers de la couronne devraient être rendus à la grande porte de la cathédrale de Reims à 6 h 45 du matin, en grande tenue, alors que la liturgie ne commencerait pas avant 8 heures et se poursuivrait sans interruption pendant toute la matinée.

La santé de Suchet était déjà tellement détériorée qu'il fut, à son grand regret, obligé de décliner l'honneur que lui faisait le roi. Ce fut Soult qui le remplaça au pied levé. Poète à l'esprit fertile et imaginatif, Lamartine dans son (mauvais) *Chant du sacre* mit en scène un Suchet qui n'y était pas... mais la vérité historique s'accommode souvent mal des envolées lyriques. Le duc d'Albufera ne put pas davantage assister aux fêtes données à l'Hôtel de Ville de Paris pour célébrer l'événement au mois de juin. Dès avant cette époque, il éprouvait de plus en plus de difficultés à s'alimenter, son estomac se refusant à accepter autre chose que des liquides, quelques mets sucrés et des légumes. Le général Lamarque, qui avait servi sous ses ordres, ayant été lui faire visite, remarqua qu'il avait beaucoup changé en quelques mois, ce qui semblait échapper à sa famille.

Il se démettait une à une de ses charges, n'ayant plus, disait-il, la force de les assumer. Il renonça ainsi à assurer la présidence de « la société pour l'instruction élémentaire ». Il s'éloignait même de la vie mondaine, ne paraissait presque plus à la cour ni au « jeu du roi » où il était pourtant régulièrement convié, recevait de moins en moins et avait même quelque peine à monter à cheval.

Sentant sa fin prochaine, le maréchal avait commencé à prendre ses dispositions. Il avait prévu la constitution d'un majorat, institution créée par Napoléon afin de faciliter la transmission de ses titres de duc et de comte. Il l'avait doté d'un capital de cent mille francs, ce qui, de nos jours, ne

représente presque plus rien. Dans le même état d'esprit, il avait demandé à son vieil ami Saint-Cyr Nugues de bien vouloir assurer la tutelle de son fils qui n'avait que douze ans ainsi que de ses filles, encore des enfants, car il estimait que sa femme n'avait pas la capacité pour remplir cette fonction essentiellement juridique. Saint-Cyr Nugues fut également chargé de terminer la rédaction des mémoires et d'en assurer la publication. On sait qu'il ne voulut pas prendre sur lui d'en rédiger la conclusion qui manque à l'ouvrage.

Il avait renoncé à se rendre l'été de cette année-là (1825) à Saint-Just, craignant la fatigue occasionnée par le déplacement. Mais, d'une manière assez paradoxale, lorsque la faculté à peu près impuissante recommanda « le bon air du midi » qui pourrait peut-être le soulager et apporter un recul de la maladie, il décida d'entreprendre ce voyage et d'aller s'installer dans la propriété de son beau-père, au château de Saint-Joseph, dans la banlieue de Marseille. Les Suchet partirent en septembre, voyageant à petites journées. Lors de son passage à Lyon, il avait escompté prendre contact avec tous ses parents et amis. Son état ne lui permit d'en rencontrer que quelques-uns.

Lorsqu'il arriva chez son beau-père, il y reçut les vœux du roi qui lui souhaitait un prompt rétablissement et se faisait tenir au courant de son état de santé. En fait, celui-ci s'aggravait. Il ne supportait plus guère qu'un régime hydrique. Aussi a-t-on prétendu qu'il était mort de faim. En réalité, sans doute le cancer s'était-il généralisé et les métastases (dont à l'époque on ignorait l'existence) s'étaient-elles répandues un peu partout. L'autopsie pratiquée après sa mort montrerait que « l'affection organique de l'estomac » avait gagné le foie, ce qui révèle la méconnaissance que l'on avait de cette maladie.

Il ne séjourna que peu de temps à Saint-Joseph et y mourut le 3 janvier 1826, au milieu de l'après-midi, après avoir reçu les derniers sacrements. Il avait à peine cinquante-six ans mais portait lui aussi le poids des fatigues accumulées au cours de vingt années de campagnes. Sa femme et ses trois enfants se trouvaient à son chevet.

Il avait exprimé le désir d'être enterré à Paris au cimetière du Père-Lachaise où reposaient déjà plusieurs de ses camarades. Aussi fut-il procédé à l'embaumement du corps en vue de son transfert qui allait demander un certain temps, estimait-on. En réalité, le transport s'effectua plus rapidement que ne l'avaient prévu les membres de la famille car le service funèbre se déroula à Paris ce même mois de janvier 1826, exactement le 23.

Bien entendu, le roi ordonna que les honneurs militaires lui soient rendus et on mobilisa pour cela quatre régiments. Le cercueil, pendant le chemin entre l'église de l'Assomption et le cimetière, avait été placé sur une prolonge d'artillerie et les tambours des musiques, voilés de crêpe noir, roulaient lugubrement sur son passage. Les maréchaux survivants et présents à Paris suivaient le cortège ainsi que plusieurs ministres. Le roi, à qui le protocole interdisait d'être présent dans un convoi funèbre, avait délégué pour le représenter deux de ses grands officiers. Tous les amis et relations du défunt avaient tenu à l'accompagner et l'ensemble ne comptait pas moins de cent

soixante-quatre voitures officielles et particulières. En plus, une foule immense s'était déplacée et la préfecture craignit un moment une émeute alors que le public ne manifestait que son recueillement en évoquant la bonté et la charité du défunt.

Alors que plusieurs maréchaux avaient été enterrés dans la même division du cimetière, Suchet repose solitaire dans la 39^e. Il y eut le jour de l'inhumation plusieurs discours prononcés par d'anciens soldats : Oudinot, Lamarque, Belliard, qui, bien entendu, chacun à leur manière, louèrent le défunt, mais Oudinot fut le seul qui osa parler des « regrets du roi ». Mortier, qui, devant la tombe, n'avait pas pris la parole, fut choisi pour prononcer son éloge funèbre devant la chambre des pairs, le 15 juin. Il insista davantage sur ses origines dans une grande famille de Lyon et ses qualités d'homme de cœur et de mari que sur ses réussites militaires.

Ce fut le sculpteur Visconti qui tailla le monument funéraire. C'est une colonne de section carrée très sobre qui porte sur ses quatre faces des figures allégoriques surmontées sur une face d'un médaillon représentant le maréchal.

Lorsque la nouvelle de la mort de Suchet fut connue en Espagne, elle suscita des regrets sincères et des services funèbres furent commandés par les autorités ainsi que par des particuliers, notamment à Valence et à Saragosse. Ce fut le seul personnage de toute la panoplie napoléonienne qui appela de telles réactions dans un peuple qui avait haï les Français d'une manière inimaginable et ce seul fait en dit long sur le caractère humanitaire du duc d'Albufera. Il est vrai qu'il avait été un des seuls, sinon le seul des grands chefs, à ne pas avoir honteusement pillé les trésors espagnols pour son plus grand profit personnel.

XIII

ENSUITE... 1826-1884

La maréchale Suchet allait survivre longtemps à son mari. Lorsqu'il disparut, elle n'avait que trente-cinq ans et hormis ses migraines tenaces était en parfaite santé. Pour tenter de les combattre, car l'efficacité des bains d'eau de mer de Dieppe n'avait eu qu'un temps, elle essaya à peu près toutes les cures thermales d'Europe (et, dès cette époque, il y en avait beaucoup) sans y trouver vraiment de soulagements. Elle avait décidé de vivre un peu retirée entre son hôtel de la rue du Faubourg Saint-Honoré et son château de Saint-Just, où elle pouvait côtoyer en permanence des objets lui rappelant le souvenir de l'homme qu'elle avait tant aimé. Sollicitée de se remarier car elle était encore belle femme et, ce qui ne gâtait rien, jouissait d'une importante fortune, elle repoussa toutes les offres déclarant vouloir se consacrer entièrement à ses enfants et les prétendants finirent par se lasser.

La cour la vit peu sous Charles X qui avait pourtant vis-à-vis d'elle une attitude amicale. Elle ne fréquenta pas davantage celles de Louis-Philippe puis de Napoléon III. Mais elle continuait à recevoir régulièrement ses amis dont beaucoup appartenaient à la noblesse impériale ou à cette haute bourgeoisie dont elle et son défunt mari étaient issus. C'est ainsi qu'elle vit une mini-révolution emporter le régime des Bourbons dont elle n'avait eu qu'à se louer. La royauté du duc d'Orléans qui suivit fut acceptée par elle avec une sorte d'indifférence. Elle la vit naître puis décliner et disparaître. Mais elle eut le plaisir de voir un des anciens officiers de son mari, Bugeaud, que celui-ci avait beaucoup apprécié, y réussir une belle seconde carrière puisqu'il y gagna le bâton de maréchal de France en clamant bien haut que ses succès étaient dus pour une bonne part à la méthode qu'il avait apprise sous Suchet.

En revanche, la Seconde République, régime chaotique et source de désordres permanents, n'eut pas ses suffrages. Et ce fut presque sans surprise qu'elle assista à la remontée sur le trône d'un Bonaparte. Mais, à présent, elle atteignait la soixantaine et se considérait un peu comme une vieille dame.

Sans doute éprouva-t-elle quelque peine à la chute du Second Empire. Mais elle ne ressentit pas plus de sympathie pour la Troisième République que pour la seconde. Elle dut faire des vœux pour le retour du comte de Chambord qui manqua de bien peu de se réaliser. C'était un assez joli parcours diversifié pour quelqu'un qui était né sous le règne de Louis XVI.

L'éducation de ses trois enfants avait été sa grande affaire après la mort de son mari. Même si elle pouvait compter sur l'appui du général Saint-Cyr Nugues et de ses propres parents, elle considérait que c'était sa raison d'être. Elle eut la douleur de perdre la plus jeune de ses filles, Marie, morte en 1835 à l'âge de quinze ans. Elle connut bien des satisfactions avec son unique fils, Louis-Napoléon, quoiqu'il n'eût pas fait une carrière militaire comme l'eût peut-être souhaité son père. Reçu à l'École polytechnique puis à l'École d'application d'artillerie à Metz (d'où l'origine de la chanson), il fit carrière dans cette arme savante, servit en Algérie durant la conquête, et démissionna alors qu'il avait atteint le grade de capitaine en 1848, au moment de la révolution, car il n'entendait pas servir la république.

Il se consacra alors à la gestion de sa fortune qui était considérable et qui avait été augmentée, en 1844, par son mariage avec la fille d'un banquier prussien, Isabelle Schiekler. Grand propriétaire terrien dans l'Eure, il était en outre administrateur de plusieurs importantes sociétés financières et industrielles et, dans les années suivantes, devait le devenir pour plusieurs compagnies de chemin de fer. À la fin du Second Empire, il fut désigné vice-président du conseil d'administration de la compagnie du canal de Suez.

Parallèlement à ce rôle, il mena avec succès une carrière politique. Sous le règne de Louis-Philippe, il avait de droit fait partie de la chambre des pairs. Élu député de l'Eure en 1849, il fit, dès le début, partie de ceux qui soutenaient le prince-président Louis-Napoléon. Aussi, bénéficiant toujours de la candidature officielle, il fut systématiquement élu et réélu au corps législatif du Second Empire. Il fit également partie du conseil général de son département et fut, pendant plusieurs années, maire de Vernon. Au moment de la déclaration de guerre de 1870, acte dans lequel il joua un certain rôle, l'empereur était sur le point de le nommer membre du Sénat. En revanche, lorsqu'il voulut se présenter aux élections du Sénat de la République en 1876, il fut battu.

Il mourut cette même année à l'âge de soixante-trois ans, laissant trois enfants. Son fils, Raoul, fut le troisième duc d'Albufera et ne joua aucun rôle dans la vie publique. Lui-même se maria en 1874, donnant ainsi à la vieille maréchale la joie d'être arrière-grand-mère. Il est vrai que sa fille aînée Louise, mariée dès 1830, lui avait assuré une nombreuse postérité mais ce n'étaient plus des Suchet.

La maréchale mourut en 1884, âgée de quatre-vingt-quatorze ans, autant dire presque centenaire. Elle avait vu s'éteindre tous ses contemporains : son beau-frère Gabriel en 1835, le fidèle Saint-Cyr Nugues en 1842, son frère François, son fils, le roi Louis-Philippe, l'empereur Napoléon III et son fils, le

prince impérial, et même le comte de Chambord. Elle habitait toujours son hôtel de Paris et se rendait à son château en empruntant le chemin de fer. Depuis de nombreuses années la doyenne des maréchaux, sa mort passa presque complètement inaperçue. Ne survivait plus alors que la seconde épouse de Grouchy qui devait disparaître cinq ans plus tard. La fille d'Honor, Louise, ne lui survécut qu'un an et disparut à l'âge de soixante-quatorze ans. Avec elle, s'est tournée une page de l'Histoire de France.

CONCLUSION

Parmi les vingt-quatre maréchaux de Napoléon, Suchet représente, de par ses origines, un cas particulier. Ses camarades étaient issus soit de la noblesse et dans ce cas avaient servi comme officiers avant la Révolution, soit de la population terrienne et avaient alors intégré l'armée par le bas, avant de devenir sous-officiers, soit de la petite bourgeoisie, commerçants, auxiliaires de justice, voire artisans. Dans tous les cas de figure, à une ou deux exceptions près, ce furent des tacticiens d'un bon niveau, plusieurs se découvrirent des compétences de stratèges ; mais s'ils avaient beaucoup d'autres qualités, c'étaient rien moins que des hommes du monde sachant tenir leur place dans un salon. Du reste, sur ce point, Napoléon n'était pas mieux loti qu'eux ! En un mot, ces soldats étaient avant tout des trognes à épée et leur éthique en matière économique se résumait au mot du « patron » : la guerre doit nourrir la guerre, formule assez large qui, outre qu'elle permettait de vivre avec des règles plutôt lâches sur les pays occupés, autorisait les grands chefs à faire main basse sur toutes les richesses artistiques ou autres qu'ils pouvaient dénicher.

Suchet, tant par son éducation que ses convictions, se trouvait à l'opposé du comportement de la plupart de ses camarades. C'était un de ces grands bourgeois à l'esprit libéral, partisan dès avant la Révolution de réformes à condition qu'elles soient mises en place dans l'ordre et le respect des institutions. Devenu soldat presque par hasard, il y prit goût mais considéra dès le début qu'une unité militaire quelle que soit son importance devait se gérer et se commander comme une entreprise industrielle.

De même, quoiqu'il n'ait eu aucune connaissance particulière en matière de stratégie ou de tactique, il en arriva vite à estimer qu'une campagne et les combats qu'elle impliquait ne manquaient pas d'analogie, toutes choses étant égales avec la conception, le lancement et l'exploitation commerciale d'un produit manufacturé. Aussi, des idées tellement nouvelles nuisirent-elles un peu à son avancement mais, lorsqu'il eut prouvé qu'elles pouvaient se révéler intéressantes, il trouva des supérieurs pour y prêter attention. Du reste, dès que les circonstances lui permirent d'exercer un grand commandement, il donna la preuve de ses qualités que son sang-froid, son esprit réfléchi et ses

vues générales lui permettaient de mettre en lumière.

Ce fut un malheur pour lui que de servir sous Bonaparte qui ne comprenait rien à sa manière de concevoir la guerre. Il eût sans doute mieux valu qu'il fût affecté à l'armée du Rhin où, avec un Moreau à l'esprit large, il aurait pu très tôt révéler toute sa personnalité.

En réalité, ce ne fut qu'assez tard, en Espagne, parce que précisément il n'était bridé par aucun supérieur, qu'il fut à même de fournir la preuve de ses capacités. Et, là encore, il eut un immense mérite car il accomplit une œuvre assez originale avec de pauvres moyens. Jamais il n'obtint que Napoléon lui fournît les troupes qu'il réclamait et qui lui auraient permis de contribuer à la constitution d'un ensemble solide. Il œuvra patiemment, méthodiquement et obtint d'étonnants résultats.

À côté de cela, il n'était pas sans défauts, lesquels se voyaient de loin. Il pouvait faire preuve d'un entêtement féroce même lorsque son obstination entraînait des conséquences catastrophiques. Dans plus d'une occasion, il ne se montra pas très bon camarade et, mettant en avant des raisons parfois discutables, refusa de se porter au secours d'un chef de corps en difficulté. Mais, surtout, il fit montre d'une platitude, d'une obséquiosité vis-à-vis du pouvoir en place, qui portent une ombre fâcheuse sur le personnage. L'affaire de Bédoin, la manière dont il proposa ses services pour réprimer ce mouvement, sont assez typiques de sa mentalité.

Il n'y eut jamais une grande sympathie entre lui et Napoléon. L'empereur le sentit très tôt et, d'ailleurs, il ne voulait pas admettre les théories de Suchet sur l'art de gérer une grande unité. Son côté grand bourgeois l'amena à prendre un peu ses distances à partir de 1808 comme tous les membres de sa classe sociale, ce qui ne l'empêcha pas d'épouser une nièce du frère aîné de l'empereur. En 1814, il se rallia sans état d'âme aux Bourbons et hésita beaucoup, l'année suivante, à suivre Napoléon. Malgré ses réticences, il mena une campagne brillante à la tête de l'armée des Alpes. Mais là encore Napoléon ne lui avait réservé qu'un emploi secondaire.

Après cela, il sut sans jouer aucun rôle de premier plan tenir sa place. Tel qu'il est, le personnage force la sympathie sans l'avoir pour autant recherchée. Sur un plan familial, il se montra excellent mari, bon père et parfait gestionnaire de ses biens.

Napoléon, dans le choix de ses maréchaux, fit preuve d'une singulière méthode ou, plus exactement, de manque de méthode. On a soutenu que ces désignations avaient été dictées au départ par des raisons politiques. Curieux procédé pour distinguer des hommes destinés à exercer des commandements militaires ! Plusieurs de ces soldats montrèrent de réelles qualités de chef et surent assumer des responsabilités, tels Jourdan, Masséna, Davout, Bernadotte. D'autres comme Moncey, Mortier, Marmont ou Victor se révélèrent franchement médiocres. Mais il y en eut au moins deux qui donnèrent très tôt la preuve de leurs talents et que, pour des raisons qui ne lui font pas honneur, Napoléon fit attendre de nombreuses années : ce sont

Gouvion-Saint-Cyr et Suchet. Promus tard, trop tard, ils se trouvèrent longtemps maintenus dans une certaine subordination qui les empêcha de montrer le meilleur d'eux-mêmes.

À Sainte-Hélène, l'empereur consentit enfin à leur rendre justice. De Suchet, il déclara à Las Cases cette pensée étonnante : « Suchet était quelqu'un chez qui le caractère et l'esprit s'étaient accrus à surprendre » et également : « Si j'avais eu Suchet à la place de Grouchy, je n'aurais pas perdu Waterloo. » À son médecin O'Meara qui lui demandait quel avait été le meilleur de ses généraux, il répondit sans hésitation : « Suchet. »

Au demeurant, à ce moment, cela n'avait plus aucune importance.

La Bucherie, 2008.

ANNEXES

LA CARRIÈRE MILITAIRE DU MARÉCHAL SUCHET

2 mars 1770 : Naissance à Lyon.

1791 : Sous-lieutenant de cavalerie à la garde nationale de Lyon.

23 août 1793 : Soldat au 4^e bataillon de l'Ardèche.

23 septembre 1793 : Élu lieutenant-colonel du bataillon.

Décembre 1793 : Sièges de Toulon.

Mai 1794 : Réprime la révolte de Bédoin.

1794 : Armée d'Italie. Division La Harpe.

30 décembre 1794 : Chef de bataillon, 211^e demi-brigade.

Septembre 1796 : Affecté à la division Masséna.

28 octobre 1797 : Chef de brigade (colonel) provisoire.

Février 1798 : Chef d'état-major de Brune en Suisse.

23 mars 1798 : Général de brigade.

Mi-juin 1798 : Chef d'état-major de l'armée d'Italie.

2 décembre 1798 : Armée d'Helvétie.

4 mai 1799 : Commandant une brigade de l'armée d'Helvétie.

10 juillet 1799 : Général de division ; chef d'état-major de l'armée d'Italie.

31 décembre 1799/5 janvier 1800 : Commandant de l'armée d'Italie.

8 janvier 1800 : Commandant de l'aile gauche de l'armée d'Italie.

8 mars 1800 : Lieutenant général.

12 mai 1800 : Défend la rive gauche du Var.

24 juillet 1801 : Inspecteur général d'infanterie.

20 août 1805 : Commandant une division d'infanterie dans le corps de Soult.

10 octobre 1805 : Commandant d'une division d'infanterie dans le corps de Lannes.

Août 1807 : Commandant du 5^e corps de la Grande Armée.

13 mars 1808 : Comte de l'Empire.

2 octobre 1808 : Commandant d'une division du 5^e corps (Espagne).

5 avril 1809 : Commandant le 3^e corps d'armée.

8 juillet 1811 : Maréchal d'Empire.

24 janvier 1812 : Duc d'Albufera.

18 novembre 1813 : Colonel général de la Garde impériale.

22 avril 1814 : Commandant de l'armée du Midi.

4 juin 1814 : Pair de France.

21 juin 1814 : Commandant la division militaire de Caen.

30 novembre 1814 : Commandant la division militaire de
Strasbourg.

26 avril 1815 : Commandant l'armée des Alpes.

2 juin 1815 : Pair de France (Empire).

27 décembre 1815 : Rayé comme commandant de Strasbourg.

Mars 1819 : À nouveau Pair de France (royauté).

3 janvier 1826 : Mort au château de Saint-Joseph.

Décorations :

8 février 1806 : Grand Aigle de la Légion d'honneur.

19 mars 1808 : Chevalier de la couronne de fer.

Commandeur ordre de Saint-Henri de Saxe.

24 septembre 1814 : commandeur de Saint-Louis.

Blessures :

12 septembre 1796 : Cerea : un coup de feu.

2 avril 1797 : Neumarkt : un coup de baïonnette.

25 octobre 1811 : Sagonte : une balle.

EXTRAIT DES MINUTES DU CONSEIL POLITIQUE DE L'ARGENTIÈRE

(Le texte porte 1772. La date est fausse : il faut lire en réalité 1762)

Que les privilèges accordés aux fabriques de soie ne pouvaient avoir d'autre motif que celui d'encourager ces établissements, mais que dans le moment il y en avait en Vivarais plus qu'il n'en fallait puisqu'une partie des fabriques existantes ne travaillait pas, faute de soie, et que très peu étaient occupées toute l'année.

Que ces établissements à cause de leur multiplicité occupaient une partie seulement de l'année un certain nombre d'ouvriers, lesquels accoutumés à ce genre de travail facile, se trouvaient ensuite sans ressources parce qu'ils n'étaient plus propres au travail de la terre.

Que c'était par suite autant de bras perdus dans un pays qui en manquait.

Qu'il paraîtrait indécent qu'une communauté fût subordonnée aux intérêts d'un particulier.

Par ces motifs rejette...

ACTE DE CAPITULATION DE VALENCE, 9 JANVIER 1812 (Extraits)

Article 1^{er} La ville de Valence sera livrée à l'armée impériale ; la religion sera respectée, les habitants et les propriétés seront protégés.

Article trois L'armée sortira avec les honneurs de la guerre et déposera les armes. Les officiers conserveront leur épée ainsi que leurs chevaux et équipages et les soldats leurs sacs.

Article 4 M. le général en chef Blake offrant de rendre des prisonniers français ... un pareil nombre de prisonniers espagnols restera dans les places au pouvoir des Français jusqu'à ce que l'échange puisse être consommé.

Article 6 Les officiers en retraite qui se trouvent en ce moment dans Valence seront autorisés à y rester s'ils le désirent et il sera pourvu aux moyens d'assurer leur existence.

Article 7 Les généraux commandant l'artillerie et le génie ... remettront aux généraux français, chacun dans sa partie, l'inventaire de tout ce qui dépend de leur service.

BIBLIOGRAPHIE

A) Dossiers des maréchaux (Fort de Vincennes) :

Suchet ; Grouchy ; Macdonald ; Berthier ; Mortier ; Soult ; Lannes.

B) Mémoires :

ABRANTÈS Laure, duchesse d', *Mémoires*, Paris, 1834-35.

BARRAS Paul, *Mémoires de Barras membre du Directoire*, Paris, 1896.

BOIGNE Louise, comtesse de, *Récits d'une tante*, Paris, 1907-08.

BONAPARTE Joseph, *Mémoires*, 1856-57.

BONAPARTE Napoléon, *Correspondance générale*, Paris, 1858-69.

CAULAINCOURT Armand de, général, *Mémoires*, Paris, 1933.

CHATEAUBRIAND René, vicomte de : *Mémoires d'outre-tombe*, Paris, 1952.

DAVOUT Louis, *Le Maréchal Davout raconté par les siens et lui-même*, Paris, 1880.

GOUVION-SAINT-CYR Laurent, maréchal, *Journal des opérations de l'armée de Catalogne, 1808-1809*, Paris, 1821.

LAS CASES Emmanuel, comte de, *Le mémorial de Sainte-Hélène*, Paris, 1935.

LEJEUNE Louis, général, *Mémoires*, Paris, 2001.

MACDONALD Jacques, maréchal, *Souvenirs*, Paris, 1892.

MARMONT Auguste, maréchal, *Mémoires*, Paris, 1857.

MASSÉNA André, maréchal, *Mémoires*, Paris, 1849-50.

PARQUIN Charles, capitaine, *Récits de guerre*, Paris, 1892.

SOULT Jean de Dieu, maréchal, *Mémoires*, Paris, 1854 ; *Espagne, Portugal*, Paris, 1955.

SUCHET Louis-Gabriel, maréchal, *Mémoires*, Paris, 1829.

THIÉBAULT Paul, général, *Mémoires*, Paris, 1895.

C) Dictionnaires :

- ANCEAU Éric, *Dictionnaire des députés du Second Empire*, Rennes, 1999.
- JOURQUIN Jacques, *Dictionnaire des maréchaux de l'Empire*, Paris, 2001.
- SIX Georges, *Dictionnaire des généraux et amiraux français de la Révolution et de l'Empire*, Paris, 1934.
- TULARD Jean, *Dictionnaire Napoléon*, Paris, 1999.

D) Biographies :

- AINALLES Christiane d', *Gouvion-Saint-Cyr*, Paris, 1981.
- BARRAULT-ROULLON, *Le Maréchal Suchet, duc d'Albufera*, Paris, 1854.
- BERGEROT Bernard, *Le Maréchal Suchet, duc d'Albufera*, Paris, 1986.
- BIS Henri, *Note sur le maréchal Mortier*, Cambrai, 1838.
- BOLE J.-P., *Note sur le maréchal Suchet*, Lyon, 1828 ; *Éloge de Louis-Gabriel Suchet*, Lyon, 1853.
- BONDOIS Paul, *Masséna*, Paris, 1887.
- DAMMAME Jean-Claude, *Lannes*, Paris, 1987.
- DERRECAGAIX Victor, général, *Le Maréchal Berthier*, Paris, 1904-05.
- FOUQUES-DUPARC, *Le troisième Richelieu*, Lyon, 1940.
- GAY DE VERNON, *Vie du maréchal Gouvion Saint-Cyr*, Paris 1856.
- GOTTERI Nicole, *Le Maréchal Soult*, Besançon, 2000 ; *La Campagne de Suisse en 1799*, Paris, 2003.
- HULOT Frédéric, *Soult*, Paris, 2003 ; *Masséna*, Paris, 2005.
- LORION Dr., *Le Maréchal Suchet, duc d'Albufera*, Aubenas, 1924.
- MARSHALL CORNWALL James, *Marshal Massena*, London, 1965.
- ROUSSEAU François, *La Carrière du maréchal Suchet*, Paris, 1898.
- SAINT-MARC Pierre, *Le Maréchal Marmont*, Paris, 1957.

E) Ouvrages généraux sur les maréchaux :

- BEAUREGARD Gérard de, comte, *Les Maréchaux de Napoléon*, Tours, 1932.
- CHARDIGNY Louis, *Les Maréchaux de Napoléon*, Paris, 1946.
- GODIEWSKI Guy, *Les Maréchaux de Napoléon*, Souvenir napoléonien, 1983.
- HEADLEY J. T., *Napoleon and his marshals*, New York, 1947.
- LACROIX Désiré, *Les Maréchaux de Napoléon*, Paris, 1896.
- PELINE Max, *Les 26 Maréchaux de Napoléon*, Aubagne, 1963.

VALYNSEELE Joseph, *Les Maréchaux du 1^{er} Empire*, Paris, 1957.

ZINC Ronald, *Les Maréchaux du 1^{er} Empire*, Paris, 2000.

ZURLINDEN général, *Napoléon et ses maréchaux*, Paris, 1910.

F) Ouvrages généraux :

BAINVILLE Jacques, *Napoléon*, Paris, 1931.

BORDONOVE Georges, *Louis XVIII*, Paris, 1989 ; *Charles X*, Paris, 1990.

BUTLER Lewis, captain, *Wellington's operations in the peninsula*, London, 1904.

CLAUSEWITZ Carl von, *La Campagne de 1799 en Italie et en Suisse*, trad. Paris, 1906.

DAUDET Ernest, *Histoire de la Restauration*, Paris, 1882.

GACHOT Édouard, *La Première Campagne d'Italie, 1795-98*, Paris, 1901 ; *Le Siège de Gênes*, Paris, 1908.

GAFFAREL Paul, *Les Campagnes de la 1^{ère} République*, Paris, 1914.

GRANDMAISON Geoffroy de, *L'Espagne et Napoléon*, Paris, 1931.

GUERRE Jean, *Campagnes de Lyon en 1814 et 1815*, Lyon, 1816.

GUIBERT Jacques, *Essai général de tactique*, Amsterdam, 1770.

HOUSSAYE Henri, *Iéna*, Paris, 1910 ; *1814*, Paris, 1947 ; *1815, Les Cent-Jours*, Paris, 1893 ; *1815, les débuts de la Seconde Restauration*, Paris, 1905.

HULOT Frédéric, *Les Frères de Napoléon*, Paris, 2006.

IDEVILLE H. d', *Le Maréchal Bugeaud*, Paris, 1881.

LANGERON ANDRAULT Alexandre d', général, *Austerlitz*, Paris, 1998.

LE GALLO Eugène, *Les Cent-Jours*, Paris, 1924.

LUCAS-DUBRETON Jean, *Napoléon devant l'Espagne*, Paris, 1946.

MANSEL Philip, *Louis XVIII*, Paris, 1982.

MURAISE Éric, *Introduction à l'histoire militaire*, Paris, 1964.

PHIPS Ramsey, *The armies of the first French Republic and the rise of the marshals of Napoleon*, Oxford, 1935-39.

POIRIER Lucien, *Guibert ; les voix de la stratégie*, Paris, 1997.

ROUX de, *La Restauration*, Paris, 1930.

SAVANT Jean, *Napoléon*, Paris, 1974 ; *Tel fut Barras*, Paris, 1954.

THIERS Adolphe, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, Paris, 1861.

THIRY Jean, *Ulm, Trafalgar, Austerlitz*, Paris, 1962 ; *Iéna*, Paris, 1964 ; *Eylau, Friedland, Tilsit*, Paris, 1964 ; *Lützen et Bautzen*, Paris, 1971 ; *Les Cent-Jours*, Paris, 1943, *Les Débuts de la Seconde Restauration*, Paris, 1943.

THOUMAS Charles, général, *Les Grands Cavaliers de l'Empire, Montbrun (tome I) ; Grouchy (tome III)*, Paris, 2004.

TULARD Jean, *Napoléon*, Paris, 1977.

ULLRICH J., *La Guerre à travers les âges*, trad. Paris, 1942.

ZINS Ronald, 1815, *L'armée des Alpes et les 100 Jours à Lyon*,
Reyrieux, 2003.